

ETUDE DE

L'EVOLUTION DES FORMES D'ORGANISATION SOCIALE

ET DE LEURS CONSEQUENCES SUR LE REGIME FONCIER DANS LA REGION

DE MORONDAVA - MAHABO

par Suzanne CHAZAN

Tananarive
Juillet 1969

Cette étude a été menée à la demande de la Centrale d'Equipement et de Modernisation du Paysannat (C.E.A.M.P.), et dans le cadre de l'Aire de Mise en Valeur Rurale de Morondava.

Ont également participé à l'enquête sur le terrain Madame L.RANJEVA (Service Central Technique), et Monsieur MANANDAFY, sociologues.

Nous tenons à remercier ceux qui, en dehors de tout cadre formel, ont contribué à l'élaboration de ce travail, et en particulier Monsieur P.ROEDERER, directeur du Centre ORSTOM de Tananarive, ainsi que, Y.LE BARS, F.BOURGEAT, G.DANDROY, J.NEUILLY, P.POURRUT, J.WURTZ.

Nous remercions Monsieur le Directeur de la CEAMP, et Monsieur le Directeur de l'AMVR de Morondava, pour l'intérêt qu'ils ont porté à ce travail.

SOMMAIRE

Introduction

A - Présentation méthodologique	p 1
1 - Buts et objectifs généraux de l'enquête	1
2 - Méthode et dynamique d'enquête	1
3 - La dynamique d'enquête et ses conséquences sur l'orientation générale de l'étude	4
4 - Nouvelle formulation des problèmes	5
5 - Concepts utilisés dans les développements à venir	5
B - Rapide présentation socio-géographique	8
1 - Ecologie de la région de Morondava-Mahabo - Le poids du contexte naturel	8
2 - Relations entre types de sols et droits fonciers	9
o - Généralités	9
o - Présentation des profils comparés de 4 terroirs	10
o - Conclusion	11
Première Partie : La transformation des conditions productives dans la région de Morondava-Mahabo, et les conséquences sociologiques de l'intervention étrangère .	13
Chapitre I : La transformation des conditions productives.	
Introduction	14
1 - Le réseau Amont : le Canal Dabara	
o - Présentation du projet	15
o - Révision du projet initial	16
o - Travaux réalisés jusqu'en 1956	17
2 - Le réseau Aval : Le Canal Hellot - L'aménagement de la Morondava	17
o - Le Canal Hellot	17
o - La Morondava	18
o - Les travaux réalisés et leur progression	20
3 - La période actuelle d'aménagements et projets (1956-1968)	22
o - Historique de la réalisation du projet	23
o - Description du réseau	23
o - Difficultés de fonctionnement	24
Conclusion	
Chapitre II : L'évolution du droit foncier traditionnel, ou conséquences sociologiques des transformations des conditions de mise en valeur	26
A - Le droit foncier traditionnel et son adaptation aux grands courants migratoires : l'alliance pour la mise en valeur (1ère période)	26
1 - Contexte politique et économique de l'alliance	
o - Politique de persuasion et d'intégration pacificatrice	26
o - Début de planification régionale en fonction des impératifs de marché	27
2 - Conséquences sociologiques : une stratégie des transformations sociales	29
o - Le processus de l'alliance	29
o - Les fondements historiques du droit des "TONPON-TANY" et des "ZANA-TANY"	31
o - Les fondements socio-économiques de la permanence de ces droits	33
3 - Les contraintes externes et leurs conséquences sur l'équilibre migrants / originaires	34
B - La systématisation du droit coutumier en réaction à la constitution d'un secteur agricole moderne sur les terres aménagées (2e période)	36

Introduction : L'évolution des régimes fonciers et leur systématisation à partir de 1958	36
1 - Le régime des terres aménagées, et les rapports de production qui en découlent	38
2 - Le régime des baiboho	41
3 - Le régime des "terres libres"	43
Conclusion :	
o - Echec de la colonisation en 1946	44
o - L'atrophie du secteur agricole traditionnel : la rareté artificielle des terres	45
o - Les termes de l'alternative	46
<u>Conclusion générale à la première Partie</u> : Vers un assouplissement du mode d'intervention tenant compte de la réalité des droits fonciers traditionnels	47
1 - Présentation de la culture du coton	47
2 - Problèmes posés par l'introduction de la culture du coton	48
3 - Quelques éléments de réflexion	51
Conclusion	53
<u>Deuxième Partie</u> : L'organisation des rapports sociaux interethniques, leurs fondements idéologiques, et leur matérialisation dans le système foncier.	54
<u>Introduction</u> : Les contradictions secondaires	
1 - Contradiction principale - Contradiction secondaire	55
2 - Les rapports sociaux interethniques et les fondements de leur unité	55
3 - La signification des rapports sociaux interethniques selon les catégories de migrants	56
<u>Chapitre I</u> : Les fondements idéologiques de la spécificité des rapports sociaux Antaisaka - originaires.	59
1 - L'idéologie de la parenté au sens strict et au sens large - La région d'AMPASIMBEVIHY - BEVOAY .	59
2 - La même idéologie de référence à travers le fonctionnement du Dynam-pokonolona	63
Conclusion	65
<u>Chapitre II</u> : Organisation sociale et rapports sociaux interethniques	66
Introduction : une comparaison est-elle possible ?	66
1 - L'Organisation hydraulique - L'intégration foncière (régions de BEVOAY - MORAFENO - AMPASIMBEVIHY)	68
o - Introduction	68
o - Description de l'organisation hydraulique et foncière de la région d'AMPASIMBEVIHY, BEVOAY, MORAFENO .	69
1) Sens général de la variation d'occupation du sol en fonction du réseau d'irrigation	71
2) L'évolution des terroirs villageois	71
3) La concentration des terres relative à chacun des villages et l'organisation hydraulique qui lui correspond	72
4) La distribution d'eau entre les villages	73
Conclusion	74
2 - Description de l'organisation sociale régionale	
o - Le peuplement de la région	
a) BEVOAY	75
b) MORAFENO	77
c) ANKORONADABO	79
o - Conclusion	81
3 - Organisation économique interrégionale/Complémentarité productive entre les zones de SOASERANA - FENOARIVO, et AMPASIMBEVIHY-BEVOAY	83
o - Description de l'organisation hydraulique de SOASERANA-FENOARIVO	83
o - Dualisme économique et complémentarité interrégionale	85

o - Conclusion	p 88
<u>Chapitre III</u> : Description comparée de l'organisation sociale de BEMANONGA	90
A - Présentation des grands groupes fondamentaux de l'organisation sociale du village	90
Introduction	90
1 - Les Antaisaka	91
o - Le groupement Antaisaka Rabehava-Rabelaza	91
o - Le groupe Antaisaka assimilé Temahasihanaka	93
2 - Le groupe Sakalava ou originaire	95
3 - Le groupe Betsileo	96
B - L'organisation sociale du village	100
1 - L'organisation sociale des Antaisaka	100
2 - La société des originaires	105
o - L'intégration des migrants des Plateaux	105
o - La médiation du pouvoir	106
Conclusion	106
<u>Chapitre IV</u> : BEMANONGA ; Organisation foncière - organisation hydraulique	108
1 - Organisation foncière du village de BEMANONGA	108
o - Introduction	
o - Délimitation du terroir villageois, situation 1967	108
o - Les types de terres incluses dans l'ancien territoire villageois	109
a) l'évolution de l'immatriculation	109
b) Les terres en voie d'immatriculation	109
c) Les terres possédées	110
2 - L'intégration foncière dans le milieu villageois traditionnel	110
o - Désintégration du terroir villageois, et concentration des terres aux mains des notables ruraux (migrants ou originaires)	110
o - Les propriétaires des terres situées au Sud-Est du village	111
a) Les terres de rizière	111
b) Les champs	112
c) Les champs non permanents	112
o - L'intégration foncière des exploitants rizicoles situés au Sud-Ouest de BEMANONGA	113
a) L'organisation hydraulique du Sud-Ouest du village	113
b) Les rizières	113
c) Les champs	115
d) Les champs non-permanents	115
Conclusion	115
<u>Troisième Partie</u> : Rapports sociaux - Rapports politiques, et renforcement du dualisme entre secteur agricole moderne et secteur agricole traditionnel	117
<u>Chapitre I</u> : Généralités sur la transformation des rapports de pouvoir dans le cadre régional (La contradiction principale).	118
1 - L'implication de la société des originaires dans le procès de décolonisation	118
2 - La nécessité d'une centralisation effective des décisions	119
3 - Un système politique et social unique, mais pas encore unifié	120
4 - Aspect principal, aspect secondaire de la contradiction - Rapports internes de correspondance entre deux types de pouvoir	122
<u>Chapitre II</u> : Dualisme économique et organisation socio-politique	124
Introduction	124
1 - Effets induits du dualisme économique	125
o - Les complémentarités interrégionales dans les zones de forte intervention	125
o - L'organisation hydraulique et les conflits d'irrigation	126

2 - Etude socio-politique de BEMANONGA	p 128
o - BEMANONGA, un village de formation récente autour d'un noyau de résidents anciens , les "notables ruraux".	128
o - Organisation sociale - organisation politique	130
3 - Vers une unification administration nationale et milieu rural	133
o - Introduction	133
o - Pouvoir national et redéfinition de certaines institutions	133
a) La commune rurale	133
b) Le Dynam-pokonolona	134
c) Vocation politique comparée de ces deux institutions	135
o - Le fokonolona	139
Introduction	139
a) BEMANONGA	141
b) TANANDAVA	142
o - Conclusion	143

LISTE DES CARTES ET PLANCHES ICRS - TEXTE

P	1 - Carte de présentation de la région de Morondava-Mahabo, et localisation des villages étudiés - 1/500 000e	p 2 bis
A	2 - Localisation des coupes de quatre terroirs - carte d'après J.HERVIEU	10 bis
A	3 - Coupe de quatre terroirs de la région de Morondava	10 ter
A	4 - Carte d'aménagements de la plaine de Mahabo 1934 - 1/80 000e	16 bis
J	5 - Croquis schématique figurant les canaux ANDRE et ZIPCY	19 bis
K	6 - Carte d'évolution des surfaces rizicoles et du réseau d'irrigation dans la région de BEVOAY - BETSIRIRY - MANANBALIHA - 1/25 000e	69 bis
	7 - Carte d'évolution des surfaces rizicoles et du réseau d'irrigation dans la région de BEVOAY - MORAFENO - ANKORONADABO - 1/25 000e	69 ter
	8 - Tableau de répartition des parcelles selon les villages	72 bis
A	9 - Croquis de l'organisation sociale interrégionale - 1/25 000e	81 bis
A	10 - Carte d'état du réseau d'irrigation et des cultures dans la région de SOASERANA - FENOARIVO en Juin 1949 - 1/25 000e	83 bis
A	11 - Carte d'état du réseau d'irrigation et des cultures dans la région de SOASERANA - FENOARIVO en Juin 1965 - 1/25 000e	83 ter
A	12 - Plan de la zone d'habitation de BEMANONGA - Les groupes de parents les plus anciens .	91 bis
P	13 - Généalogies des principaux groupes de parents du village de BEMANONGA.- Les groupes de parents Antisaka RABEHAHA-RABELAKA	92 bis
P	14 - id. - 2 FOKO alliés du groupe Antaisaka -MAHASIHANAKA	93 bis
	15 - id. - Les groupes de parents SAKALAVA-VAZIMBA	95 bis
	16 - id - Les groupes SAKALAVA MAROMENA et MAROVAVY	95 ter
A	17 - id. - Les FOKO BETSIHO B ₄ B ₅ et B ₇	98 bis
A	18 - id. - Le groupe de parents B ₁	98 ter
P	19 - id. - Les mariages du groupe de parents B ₃ .	99 bis
A	20 - Carte d'organisation des rizières au Sud-Est du village de BEMANONGA	111 bis
K	21 - Schéma d'organisation villageoise	139 bis

Introduction :

A - PRESENTATION METHODOLOGIQUE

B - RAPIDE PRESENTATION SOCIO-GEOGRAPHIQUE

A - PRESENTATION METHODOLOGIQUE1 - BUTS ET OBJECTIFS GENERAUX DE L'ENQUETE

L'enquête sociologique dont les conclusions font l'objet de ce rapport a été demandée par le Centre d'Equipement et de Modernisation du Paysannat (CEAMP) en juillet 1967. Les opérations de développement, menées dans la zone formant l'Aire de Mise en Valeur Rurale de Morondava (AMVR), se heurtaient à un refus de participation notoire des paysans : ainsi la récolte du coton était à l'époque entravée par l'impossibilité de réunir la main d'oeuvre nécessaire malgré les bons salaires pratiqués, comparés par exemple à ceux alloués par la Société des Grands Travaux de l'Est (SGTE) qui pourtant ne souffrait pas de difficultés de cet ordre.

Les objectifs généraux de l'enquête et la méthode à utiliser ont été précisés avec les autorités techniques et administratives responsables de l'AMVR de Morondava.

Deux thèmes principaux ont été retenus :

1°/- Les rapports entre migrants et paysans d'origine, ainsi que les relations des différentes ethnies avec l'Administration seraient examinés en référence à la situation foncière qui, mettant en cause les différentes parties, caractérise chacune de ces relations et leur forme d'expression originale. A partir de cette analyse, il était probable que l'on pourrait aborder de façon plus générale le problème des apports de main d'oeuvre dans cette zone de migrations déjà anciennes et appelée à subir à court et à moyen terme de profondes transformations.

2°/- Le second thème étudié serait celui des réactions des populations à certaines cultures de marché, coton, agrumes, arachides, en regard avec les activités traditionnelles.

En effet, l'aménagement du périmètre de Morondava - Dabara, transformé par décret en AMVR en 1961, est une intervention globale de l'Etat, destinée à mettre en oeuvre les moyens nécessaires à l'organisation rationnelle de l'espace.

Nous ne mesurerons donc que les effets induits de ces interventions sur l'équilibre du milieu traditionnel, qui se définit essentiellement en fonction de la conception qu'il se fait du milieu naturel, et se traduit par un certain mode d'utilisation de l'espace. L'organisation de la production qui en découle est indissociable des rapports sociaux qu'elle met en jeu.

Nous mettrons en évidence comment au cours du temps le milieu traditionnel a élaboré une stratégie des transformations sociales en réponse à la colonisation directe, puis à celle de la mise en valeur.

2 - METHODE ET DYNAMIQUE D'ENQUETEChoix primitif des villages et organisation générale

Quatre villages ont été choisis en fonction :

- de leur distribution spatiale *
 - de leur composition ethnique
 - de leur relation avec la problématique de l'enquête ,
- soit , dans la zone du Delta :

- ANKIRIJIBE (monoethnique, Sakalava)
- BEMANONGA (pluri-ethnique , Sakalava, Antaisaka, Betsileo)

et, dans la zone de Mahabo :

- TANANDAVA (devait faire du coton)
- MORAFENO (avait fait, puis abandonné le coton)

Chacune des zones a été étudiée sur le terrain par deux sociologues.

La méthode utilisée a été celle de l'observation participante. Elle est une façon globale d'aborder le village, auquel il est demandé d'une part d'intégrer l'enquêteur et le sociologue , d'autre part de participer aux groupes de discussion qu'ils animent. Elle s'apparente donc aux méthodes d'intégration totale au village, où l'équipe d'enquête observe l'évolution de l'organisation villageoise qui, progressivement polarisée par sa présence, organise ses relations en référence à l'équipe d'enquête.

D'étranger, observateur pur, le sociologue insensiblement deviendra acteur, c'est-à-dire qu'au sommet de l'intégration, si celle-ci est réelle, il peut devenir le leader autour duquel se ferait l'union villageoise.

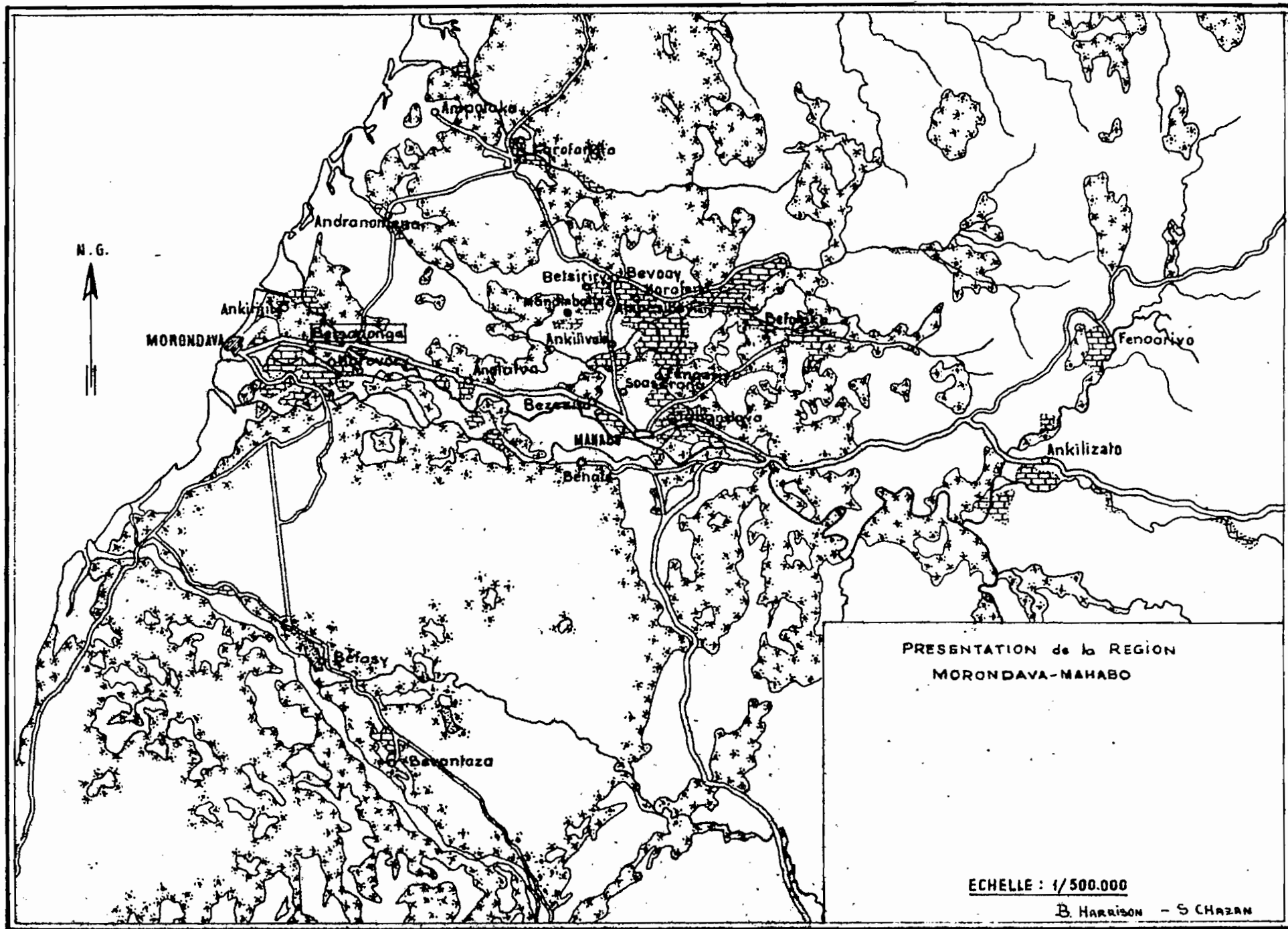
Dégager les moments d'enquête, c'est-à-dire émerger du milieu dans lequel il s'est volontairement immergé, devient alors le point d'appui à partir duquel le sociologue dirigera sa dynamique d'intégration :

Plusieurs moments d'enquête ont ainsi pu être dégagés à BEMANONGA :

- le premier , qui a duré environ 1 mois $\frac{1}{2}$, celui de l'observation réciproque de l'équipe , du village et de ses membres , durant lequel le sociologue mesure difficilement les effets de sa présence, de même qu'il perçoit mal le village comme un univers différencié.
- puis, ce que l'on pourrait appeler "l'éclatement du village" face à l'équipe d'enquête , stade très important pour une première approche grossière de l'organisation sociale du village. Un tissu de relations secrée, interdépendantes les unes des autres, dont les réseaux d'interdépendance ou d'exclusion réciproque échappent souvent au sociologue , sauf si des mécanismes de groupe naissent de sorte qu'il lui est loisible de les analyser ; parfois le sociologue peut créer le mécanisme , en dosant le risque qu'il prend , le plus grave étant celui d'être exclu du village.

Ainsi, à BEMANONGA , après un mois de présence effective au village , aucune perception différenciée n'était encore possible, malgré nombre de groupes de discussion. Notre niveau d'intégration était alors insuffisant, et les groupes que nous organisions n'étaient absolument pas représentatifs du village : seuls les "notables " ou assimilés participaient , exprimant les opinions des villageois, et étouffant ainsi toute contradiction susceptible de rompre l'ordre dont ils sont les détenteurs.

* cf. carte p 2 bis



N. G.



PRESENTATION de la REGION
MORONDAVA-MAHABO

ECHELLE : 1/500.000

B. HARRISON - S. CHAZAN

2/100

Il nous a fallu rompre ce cercle. La dynamique de groupe nous en a fourni l'occasion. En effet, le choix des thèmes abordés dans les discussions, l'analyse de la composition des groupes, ainsi que le jeu des techniques de groupe, tout cet ensemble de moyens nous donne une emprise directe sur le milieu que nous voulons étudier.

Cette participation sollicitée et volontairement acceptée au départ, est devenue pesante et contraignante, d'autant plus qu'une infime partie de la population s'y astreignait pour des raisons très "politiques". Cette contrainte s'est manifestée de plus en plus explicitement, à tel point que la durée des discussions s'amenuisait. C'est alors que nous avons signifié aux personnes présentes que sans elles nous ne pouvions rien faire, que s'ils ne voulaient pas participer nous n'avions pas davantage besoin de rester. Cet affrontement a été bénéfique pour la dynamique d'intégration, chaque personne étant venue expliquer les raisons pour lesquelles elle ne pouvait réellement participer.

Pour arriver à l'éclatement ou plutôt à l'atomisation du village, chaque expérience est différente. Celle de BEMANONGA en est une, l'intégration s'étant faite par le haut, par l'intermédiaire, envers et malgré les notables, il en est de multiples, mais l'on doit nécessairement arriver au stade où le village devient une réalité dynamique et diversifiée. Quand cette étape est franchie, la véritable dynamique d'intégration commence et devrait passer par un sommet dans le meilleur des cas.

- Le troisième moment d'enquête, l'intégration : c'est le temps fort durant lequel un équilibre optimum est atteint dans la relation village-équipe d'enquête. L'assimilation est complète, ou tout au moins le désir d'assimiler l'élément allogène est partagé par tous les membres du village. Il n'y a plus d'étranger, ou plutôt cet étranger est devenu nôtre et désiré comme tel. Ce moment d'enquête a correspondu à notre départ exactement. Le temps de l'enquête était de 2 mois $\frac{1}{2}$, et cette intégration a été accélérée et favorisée par deux choses, notre départ lui-même, et les événements vécus par le village durant notre présence pour lesquels on nous a attribué un rôle et un pouvoir que nous n'avions pas et non plus cherché à avoir. La fête organisée par les jeunes en a été la consécration.

Ainsi, cette courbe d'intégration que nous avons tracée passe par un maximum ; elle aurait dû évoluer : "tout ce qui s'arrête meurt". Notre expérience s'est arrêtée brutalement, la situation d'enquête a été rompue et, bien qu'ayant préparé notre départ, situé notre travail et ses limites, il n'en reste pas moins vrai que ce genre d'expérience pour un village ne peut être que "frustrante".

En effet, revenus trois mois plus tard dans ce village que nous avons laissé dans "l'euphorie et l'illusion de l'intégration" le vécu du village a été tout différent :

Chacun, et certains groupes attendaient quelque chose de nous ; si nous avions voulu reprendre le village en mains, il aurait fallu proposer une activité en commun au profit du village, et en même temps affiner la connaissance que nous avions du milieu, non plus par l'intermédiaire de groupes de discussion, mais bien plutôt par la connaissance personnelle et personnalisée d'individus ou de groupes familiaux plus restreints.

Malheureusement, les termes de notre contrat ne nous permettaient pas de pousser plus loin l'analyse, et notre objectif était bien déterminé : c'était celui d'introduire dans notre analyse

qualitative les données quantifiables et objectives, donc de faire des cartes et poser des questions qui ne pouvaient que renforcer le climat de méfiance généralisée. Cependant nous avons pu, malgré un climat sociologique difficile à assumer, analyser quelques mécanismes de comportement très significatifs permettant de confirmer notre diagnostic sur l'organisation sociale du village et les rapports de force qui s'y exercent.

Notre étude à BEMANONGA n'est qu'une approche monographique dont nous savions au départ qu'elle serait limitée, mais elle nous a permis de dégager des éléments d'ordre qualitatif qui, sans cette longue préparation n'auraient pas donné toute leur signification

3 - LA DYNAMIQUE D'ENQUETE ET SES CONSEQUENCES SUR L'ORIENTATION GENERALE DE L'ETUDE

L'évolution concrète des événements au cours de l'enquête nous a amené à nous écarter sensiblement du schéma établi à l'avance. Ainsi le village de MORAFENO n'a pu pratiquement être étudié, le minimum de réceptivité du village à la présence du sociologue n'ayant pu être atteint du fait d'éléments extérieurs à l'enquête. Le village de TANANDAVA a été étudié comme prévu, et un groupe de discussion a été organisé avec les planteurs de coton d'ANKILIVALO.

Le village de BEMANONGA a également été le seul étudié dans le delta. En effet, des conflits ayant éclaté dans le village, il a paru préférable de prolonger le séjour du sociologue : l'étude de ces situations était indispensable car elles étaient significatives non seulement de l'organisation sociale du village, mais bien plus encore des problèmes fonciers et de distribution d'eau, ceux-là mêmes qui nous occupaient et nous semblaient déjà à cette époque devoir être analysés en priorité ; non plus à l'échelle d'un village mais de toute une région.

Il a donc été possible de situer une partie d'entre eux, précisant ainsi les objectifs d'une enquête régionale.

Celle-ci a effectivement été menée dans deux régions, celle de MORAFENO- AMPASIMBEVIHY - BEVOAY, et celle de SOASERANA - FENOARIVO ; grâce à l'étude des missions de cartographie aérienne sur le territoire de l'AMVR de 1949 à 1966, il a été possible d'avoir une connaissance de l'évolution de la situation foncière (assèchement ou création de nouvelles rizières), et de l'infrastructure d'irrigation depuis 15 ans. Il était impossible de dresser une carte d'évolution complète de la zone, et, dans le choix des régions, nous avons tenu compte des différents stades d'aménagement possibles des réseaux d'irrigation.

Ainsi, nous avons préféré nous adapter et utiliser au maximum les événements et les situations qui se présentaient à nous, perdant de vue volontairement le programme que nous nous étions fixé au moins dans la forme, mais retrouvant dans les thèmes de discussion abordés les objectifs généraux de l'enquête. Il nous apparaît en effet que c'est par une maturation lente des problèmes, une perpétuelle reformulation d'hypothèses qui s'infirment et se confirment, qu'il est possible, au terme du travail d'enquête, de reformuler une problématique appuyée sur des données concrètes, et partant d'arriver le plus rapidement et le plus complètement à saisir la situation dans son ensemble.

4 - NOUVELLE FORMULATION DES PROBLEMES

L'aboutissement logique de cet empirisme a été de hiérarchiser les problèmes selon un ordre différent ; nous aborderons désormais les thèmes principaux de l'enquête que nous avons définis plus haut (rapport entre groupes de pression et réactions aux cultures de marché) en privilégiant l'analyse de la situation foncière en rapport avec l'infrastructure d'irrigation.

En effet, en choisissant ce thème, en imprimant cette direction à notre rapport, en analysant l'incidence de cette relation terre-eau sur la situation des paysans et sur les problèmes de mise en valeur, nous avons l'avantage de prendre pour base de raisonnement une situation réelle, explicable ; c'est pourquoi nous avons, par l'emploi de cartes, introduit une appréciation quantitative, sinon une mesure de l'importance des phénomènes socio-économiques dont cette situation est représentative. De plus, comme nous l'avons dit, en centrant notre réflexion sur ce thème bien défini, nous émergeons du cadre particulier de l'étude monographique d'un ou deux villages, pour aborder les problèmes à l'échelle de toute l'AMVR, dont le contexte législatif intervient sans cesse. Dans la mesure où toute opération de développement est tributaire de l'aménagement existant, ou coïncide avec sa transformation, nous aborderons directement les motivations de participation ou de refus à ces opérations.

En définitive, le choix proposé au paysan est 'autant déterminé par ce qu'il peut escompter en acceptant le risque de participation, que par les transformations qu'il subit parce qu'il a décidé de rester en dehors.

. Quelles réponses spécifiques de participation ou de non-participation peuvent être dégagées de l'ensemble des comportements adoptés par les paysans ?

- selon leur statut
- selon le type d'opération prévu (type de cultures proposées)
- selon le nouveau statut qui leur est proposé (entendu dans sa signification économique)

. Dans quelle mesure, en fonction de ces mêmes paramètres, la transformation des conditions objectives de mise en valeur par l'intermédiaire de l'aménagement du territoire a-t-elle une influence positive ou négative sur le degré de participation des paysans ?

C'est à ces questions que nous essaierons de donner une réponse, nous appuyant fréquemment sur l'analyse commentée des réactions enregistrées des paysans au cours des discussions de groupe ou des entretiens individuels. Nous citerons certaines d'entre elles, particulièrement représentatives, à titre d'illustration, et parce qu'elles témoignent de la conscience aigüe du milieu paysan à l'incidence possible des opérations de développement sur son propre mode de vie.

5 - CONCEPTS UTILISES DANS LES DEVELOPPEMENTS A VENIR

Un concept * est un instrument d'analyse, qui possède certains caractères, et une fonction. Comme instrument d'analyse, il est une représentation générale de ce qui est commun à plusieurs objets. C'est donc un savoir unifié, une synthèse ordonnée des

* J.FREYSSINET, Le concept de sous-développement, MOUTON et Cie, Paris, 1966, PP.30

connaissances rassemblées à un instant donné. Mais en même temps cette connaissance doit être considérée comme un instrument actif d'analyse et d'intervention.

C'est pourquoi les conclusions qui suivront résultent du choix que nous avons fait de traiter notre information en fonction des disparités entre groupes sociaux, des disproportions entre dimensions des unités, ainsi que des différences rencontrées dans les types d'organisations et de comportements .

DUALISME : Le concept de base sera donc celui de dualisme *, entendu comme étant le résultat de deux systèmes économiques antagoniques en rapport dissymétrique l'un avec l'autre. "Ce n'est pas seulement la division de l'économie en deux secteurs, il se traduit par la dés-intégration du secteur traditionnel, et par l'inintégration du secteur moderne ".

Ainsi, dans la 1ère partie de notre rapport, nous verrons comment face à la domination étrangère (essentiellement politique d'assimilation des chefs traditionnels), les groupes originaires ont élaboré une stratégie des transformations sociales destinée à absorber et redéfinir à leur profit l'intervention qui leur était imposée. Ainsi s'est constitué un secteur agricole traditionnel d'autant plus fort que la colonisation étrangère n'a pas bouleversé fondamentalement les rapports sociaux. Seuls à pouvoir exercer un droit foncier fort sur les "terres libres et les baiboho, les originaires ont institué un système d'exploitation traditionnel qui assurait la permanence des rapports sociaux engagés dans l'activité productive, et ont pu de ce fait organiser une "complémentarité hiérarchique des rôles" pour les migrants, même lorsque ces derniers s'installaient dans les zones de colonisation.

Si nous avons pu mettre en évidence le niveau d'apparition du dualisme, nous n'avons pu dans le contexte limité de cette étude mesurer le degré réel d'extériorité entre les deux systèmes en présence.

UNIFICATION

La seconde notion qui est le corollaire de la précédente est celle d'unification** Elle permet d'estimer ou projeter, compte tenu du contrôle exercé par chaque catégorie sociale sur les forces productives (eau-terre essentiellement) , et compte tenu de la

* dualisme : cf J.FREYSSINET, ibid. pp.255 et suivantes.

** Ce concept d'unification est directement issu de la transposition par GUNNAR MYRDALL de la notion d'intégration aux économies sous-développées; cependant cet auteur conserve le terme d'intégration, ce qui n'est pas sans ambiguïté si l'on considère les acceptations habituelles de ce concept :

- selon la première, l'intégration économique est un processus qui recouvre les mesures visant à abolir les discriminations entre unités économiques appartenant à différents états nationaux...et se caractérise par l'absence des différentes formes de discrimination entre économies nationales (B.BELASSA, The theory of economic integration,

- L'autre comprend l'intégration comme un processus d'accroissement des liens entre des centres d'activité économique actuellement séparés par des barrières naturelles, ou comme une condition obtenue quand, par une estimation quelconque, les liens sont plus marquant que les séparations (N.DIEBOLD). (analyse de ce concept dans FREYSSINET, ibid pp246-247)

C'est pourquoi nous l'avons remplacé par le terme d'unification, qui implique beaucoup plus nettement la société nationale du pays sous-développé.

détention de moyens d'action d'inégale efficacité sociale, comment pourrait s'effectuer une unification nationale "dans sa conjonction nécessaire avec le progrès économique, l'une étant à la fois le résultat et la condition de l'autre".

COMPLEMENTARITE:

La troisième notion est celle de complémentarité*, elle explique pourquoi les rapports sociaux migrants-originaux ne peuvent évoluer sans l'éclatement des structures de parenté. Il s'agit d'une complémentarité hiérarchique des rôles comme solidarité, imposée ou non au migrant, mais toujours nécessaire entre les détenteurs de moyens d'action d'inégale efficacité sociale, dont la conjonction est imposée par l'ensemble de l'activité économique.

C'est ce qui nous fait dire que les rapports sociaux interethniques sont les supports des rapports ville-campagne, et l'explication de l'indissociation de ces mêmes rapports.

* cf A.NICOLAI, Comportement économiques et structures sociales, P.U.F., Paris, 1960 pp 56 et svtes. L'auteur indique plus précisément que cette complémentarité sociale des rôles existe concurremment à la division du travail social, elle peut ne pas être perçue ou acceptée par chacun, mais elle s'impose toujours aux différents agents-support de structures pendant toute la durée du système.

B - RAPIDE PRESENTATION SOCIO-GEOGRAPHIQUE *1 - ECOLOGIE DE LA REGION DE MORONDAVA - MAHABO . LE POIDS DU CONTEXTE NATUREL

La région de MORONDAVA - MAHABO appartient au domaine de l'Ouest Malgache (domaine de la forêt tropophile), zone de forêts sèches plus ou moins dégradées sur la carapace sableuse rubéfiée où s'observent des sols ferrugineux tropicaux. La carapace argilo-sableuse (sable roux), à la topographie monotone, s'étend en pente douce de l'Est à l'Ouest ; elle est creusée de larges plaines d'inondation. Celles-ci délimitent deux régions naturelles homogènes:

. La région de MAHABO - ANKILIVALO, desservie surtout par le réseau ANDRANOMENA - TANDILA, au Nord, est une zone d'alluvions stabilisées d'environ 160 km² qui s'assèche progressivement.

. La région dite du Delta de la Morondava (encore qu'il s'agisse plus d'une plaine de divagation que d'un delta à proprement parler) est la zone comprise entre la Morondava au Nord, et son bras Sud ou Kabatomena, d'une surface de 80 km². Les deux systèmes hydrauliques orientés S - SE, N-NW, sont approximativement parallèles et d'importance très inégale : le bassin-versant de la Morondava, à l'amont de DABARA, couvre 4900 km² ; celui de l'Andranomena-Tandila est d'environ 700 km².

. La zone intermédiaire où les sables roux, qui recouvrent le calcaire et des grès sur une épaisseur très importante, s'étend sur 800 Km² au Nord de la route Morondava-Mahabo.

Le facteur climatique est dominant dans la détermination du milieu : une saison sèche très marquée et très longue (avril à Novembre, 8 mois), s'oppose à une saison des pluies qui reçoit la presque totalité des précipitations annuelles (environ 750 mm pour une année moyenne, les extrêmes étant de 350 et 1500mm). De plus, pendant les jours longs et chauds, des orages peuvent déverser en quelques heures plus de 100 mm de pluie. Les conséquences en sont d'une part, un régime hydrographique irrégulier, amplifié par le ruissellement sur des bassins-versants dont la protection n'est pas assurée par une couverture végétale suffisante, et un régime de crues qui défie les travaux d'hydraulique agricole ; d'autre part, une érosion intense, qui se manifeste tant sur les berges que sur les zones dépourvues de végétation. De ce fait, l'action anthropique, manifestée par les feux de brousse, les défrichements culturels, et le surpâturage, est un facteur d'érosion non négligeable.

L'aridité du climat et plus encore l'irrégularité des précipitations, font de Morondava-Mahabo une région dominée par le contexte naturel, où l'équilibre homme - milieu naturel reste précaire. Malgré la faible densité de la population, l'occupation du sol liée aux techniques hydro-agricoles mises en oeuvre y est totale.

* Cette rapide présentation géographique nécessite que l'on se reporte à la bibliographie existante, mentionnée à la fin de ce rapport, en particulier au document établi par HAUT DE SIGY (IRAM, 1965) qui fait la synthèse des études antérieures, et en même temps pose les problèmes agronomiques de la région.

Ainsi, quand aux formes complémentaires de l'équilibre agricole traditionnel (riziculture, agriculture itinérante sur brûlis, élevage extensif non intégré à l'agriculture), se substitue l'aménagement rationnel de l'espace, avant même que des solutions techniques satisfaisantes ne permettent de le faire, des concurrences s'instaureront, des déséquilibres sociaux apparaîtront.

Sur l'ensemble de l'AMVR, on peut distinguer 4 types d'utilisation du sol qui déterminent des paysages ruraux différents, suivant que les terroirs villageois comprennent ou non les catégories de sols correspondantes.

2 - RELATION ENTRE TYPES DE SOL ET DROITS FONCIERS

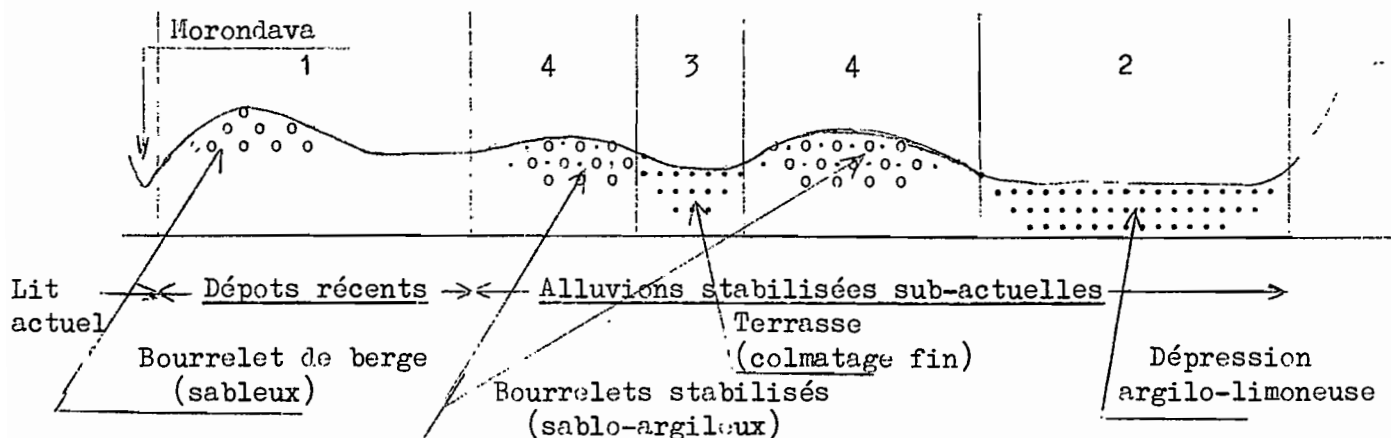
o - Généralités

Nous mettrons en évidence cette relation fondamentale pour la suite de notre étude, à partir des données topographiques et pédologiques existantes, et de l'étude des terroirs que nous avons faite en utilisant les résultats de l'enquête parcellaire établie par les services des Domaines ; ces documents concernent uniquement le delta de la Morondava.

Les droits fonciers qui s'exercent sur les terres situées en bordure de la rivière sur le bourrelet sont forts, lorsque celui-ci est de nature limoneuse et permet une culture de décrue (pois du Cap). Par contre, les bourrelets actuels, sableux, n'ont pas suscité le même engouement de la part de la population, et sur les bourrelets correspondant aux anciens lits (terrasse et bourrelet stabilisé), l'appropriation varie suivant la nature des dépôts : elle est forte sur les anciennes terrasses de nature argileuse à argilo-limoneuse ; alors que sur les bourrelets sableux les cultures de décrue sont impossibles (profondeur de la nappe phréatique, absence de remontée capillaire) ; les droits fonciers sont temporaires et collectifs, ils concernent la collectivité villageoise. Dans ces conditions, ces sols n'ont pas suscité le même intérêt de la part des paysans, et ceux-ci y pratiquent des cultures extensives sur brûlis.

Le profil type qui pourrait être tracé, et que nous retrouvons à travers les profils comparés des 4 terroirs que nous nous proposons d'étudier est le suivant :

Profil-type dans la vallée de la Morondava



o - Présentation des profils comparés de 4 terroirs: *

(cf Tableau p 10 ter)

Carte p 10 bis)

1) BEMANONGA

Suivant une coupe Nord-Est/Sud-Ouest (de la Morondava au canal Hellot, en passant par le village de BEMANONGA), le terroir du village comprend tous les types d'utilisation des terres de l'AMVR de Morondava ; à chacun de ces types, correspondent des droits fonciers particuliers, que nous étudierons par la suite.

Le profil général de cette coupe montre de très faibles amplitudes : de neuf mètres (la Morondava au Nord-Ouest), à sept mètres (Canal Hellot au Sud). Dans l'intervalle, il s'abaisse à huit mètres (deux cours anciens), formant trois interfleuves intermédiaires limitant trois bandes parallèles de direction Nord-Ouest/Sud-Est. Les points culminants ne dépassent pas dix mètres.

Du Nord-Est au Sud-Ouest, nous distinguerons trois types d'utilisation des terres :

a) au Nord-est, la rive gauche de la Morondava (premier interfluve) : c'est une zone de baibocho à prédominance limoneuse. On pratique des cultures de décrue (pois du Cap) sur le bourrelet actuel.

b) au centre, zone de divagation des anciens lits, à prédominance sableuse, la nature des sols interdit de faire des cultures de décrue. Elle correspond à ce que nous appelons la zone des "terres libres" dont la végétation naturelle, liée à d'anciens lits est plus ou moins dégradée par les cultures sur brûlis avec jachère longue (maïs, manioc, haricot, patates douces, arachides : cultures secondaires par rapport au riz), et les pacages des boeufs.

c) au Nord et au Sud de BEMANONGA, deux dépressions qui correspondent à d'anciens méandres, au sol à prédominance argileuse (comme celui de la Morondava au Nord-Est).

sur le thalweg Nord, polycultures (cultures maraîchères, fruits), et depuis peu cultures associées au coton **.

au Sud, et jusqu'au canal Hellot, riziculture de saison des pluies dans toute la zone, et pour certains exploitants dont les terres se situent à l'amont du réseau hydrographique, riziculture toute l'année.

Le thalweg Nord de BEMANONGA et les terres libres (au Nord de ce thalweg) sont occupés par l'AMVR. Il reste donc aux résidents locaux du village, la bande de pois du cap à l'extrême Nord, l'interfluve étroit où est situé BEMANONGA, et le thalweg au Sud où sont situées les rizières.

2) Les autres types de terroirs ne correspondent qu'à une partie des types d'utilisation des terres que nous venons de décrire : ainsi les terroirs de TSITTELO, SOARANO, et ANKIRIJIBE .

a) TSITTELO : sur la rive droite de la Morondava, comprend :

- Le bourrelet actuel de la Morondava (rive droite, rive gauche) , sol limoneux utilisé pour la culture des pois du Cap.

- Au Nord-Est de la Morondava, un interfluve sableux correspondant à une zone de bourrelets anciens,

- absence de zone rizicole





** Mise en place du Secteur-pilote de BEMANONGA

* Ces quatre terroirs sont représentés également dans le DOCUMENT IX au 1/1000e (en annexe)

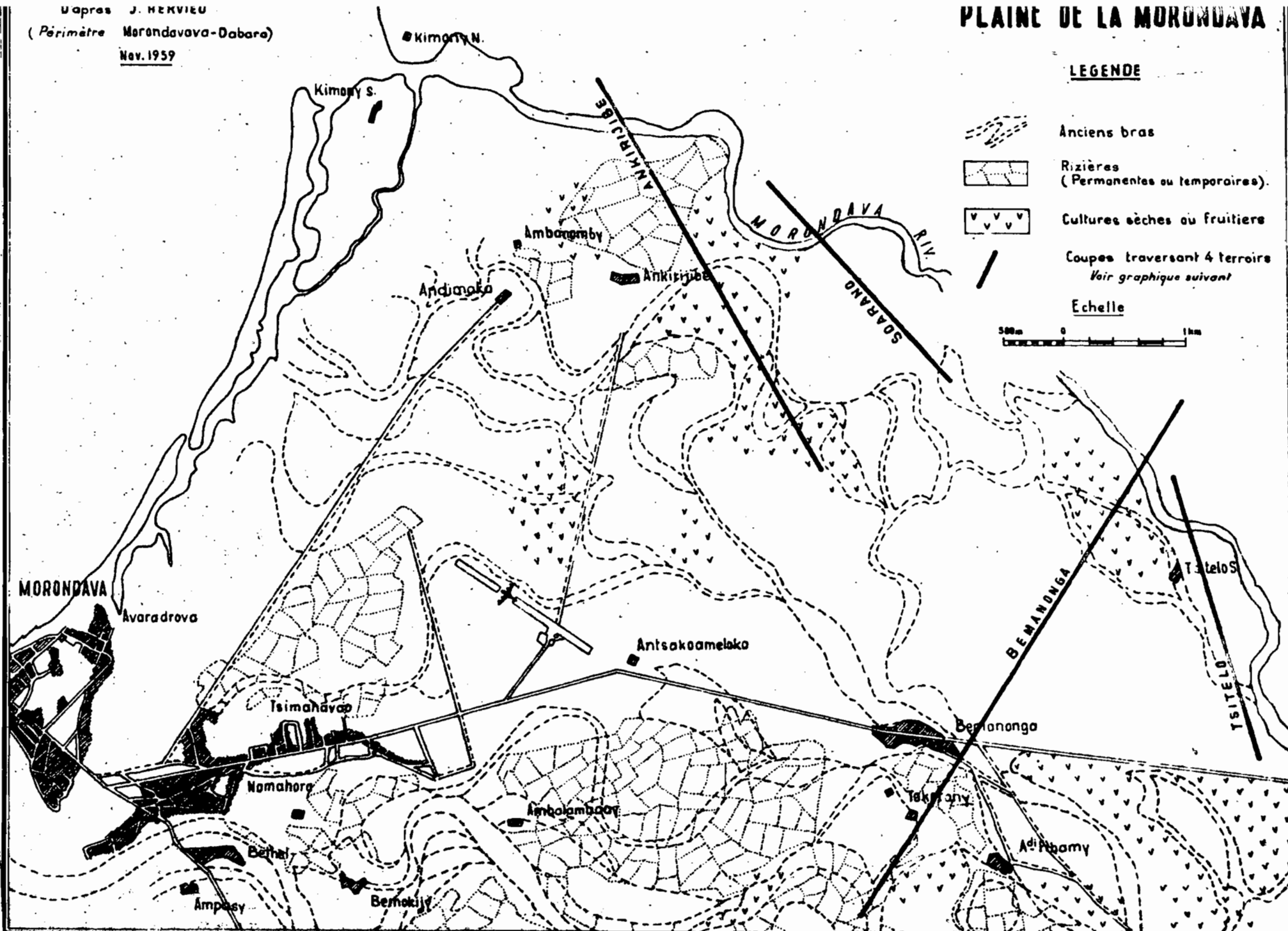
D'après J. HEKVIU
 (Périmètre Morondavava-Dabara)
 Nov. 1959

PLAINE DE LA MORONDAVA

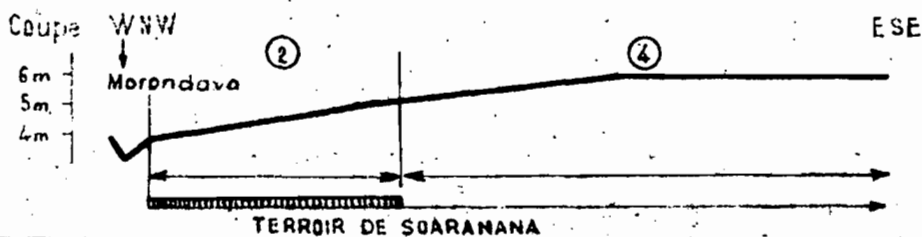
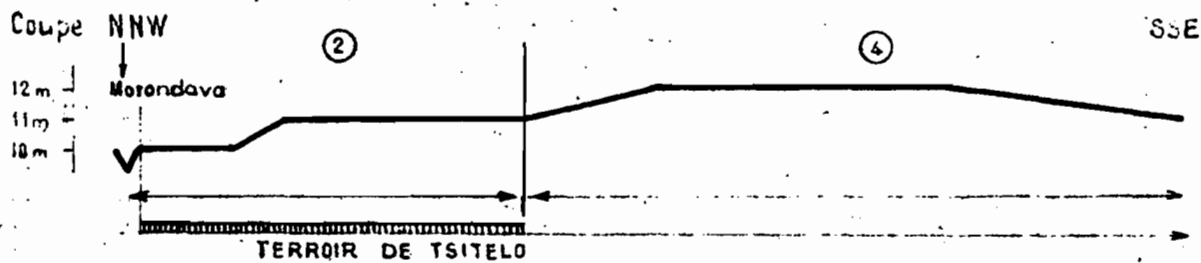
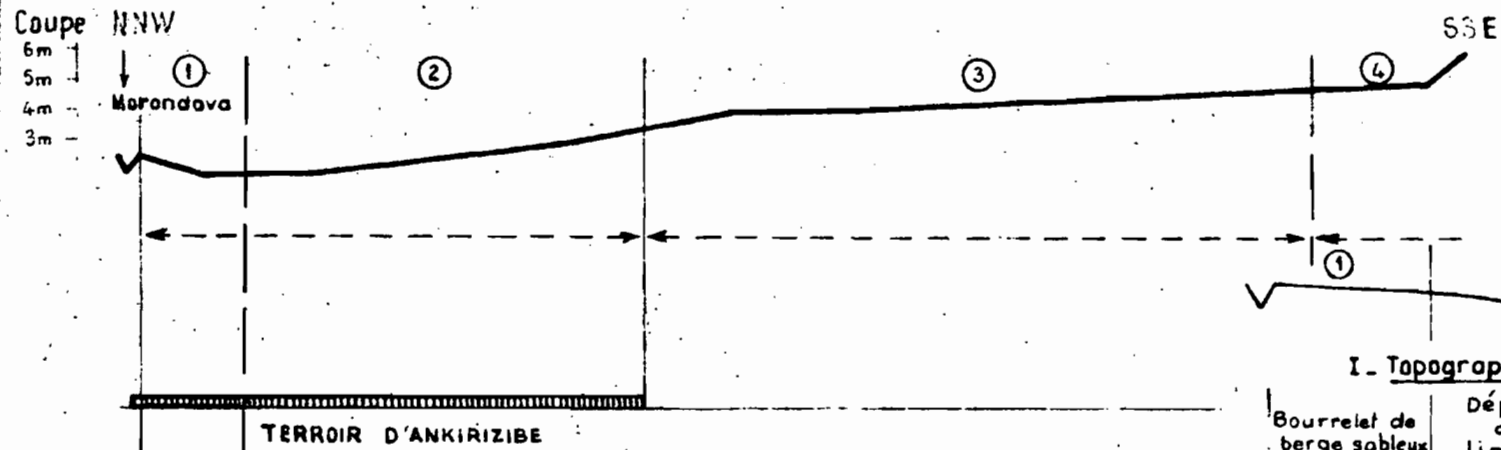
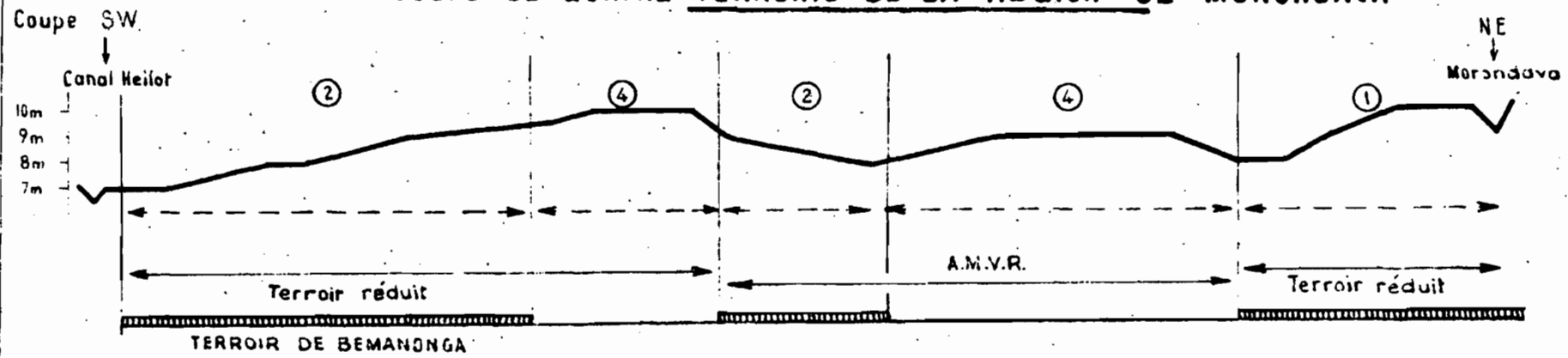
LEGENDE

-  Anciens bras
-  Rizières (Permanentés ou temporaires)
-  Cultures sèches ou fruitières
-  Coupes traversant 4 terroirs
Voir graphique suivant

Echelle



COUPE DE QUATRE TERROIRS DE LA REGION DE MORONDAVA



LEGENDE

I - Topographie - Répartition des sols

Bourrelet de berge sableux	Dépression argilo-limoneuse	Terrasse ou ancien bourrelet de berge sableux en argile-sableux en surface
----------------------------	-----------------------------	--

II - Inondation

Annuelle	Irrégulière
----------	-------------

III - Terminologie agronomique

Baiboho humide	Baiboho sec
----------------	-------------

IV - Cultures

Cultures sèches annuelles	Riziculture	Cultures sèches et fruitières à courte jachère	Cultures sèches à longue jachère
---------------------------	-------------	--	----------------------------------

V - Appropriation

Individuelle	Familiale et individuelle	Individuelle	Communautaire
--------------	---------------------------	--------------	---------------

VI - Identité des propriétaires

Originaires surtout et quelques migrants	Migrants surtout (ont créé les canaux) et quelques originaires	Migrants et Originaires	Rédistribution fréquente des terres cultivées par les originaires aux migrants ou familles des originaires ou des migrants de la communauté
--	--	-------------------------	---

Echelle: 1/20.000

Robemanantso J. - S. CHAZAN

NOR

b) SOARANO : sur la rive gauche de la Morondava, on trouve deux bandes, l'une argileuse (riziculture), l'autre sablonneuse (culture sur brûlis). Le bourrelet actuel est peu marqué, et ne permet pas la culture du pois du Cap.

c) ANKIRIJIBE : ce terroir est composé de deux blocs, l'un est relativement compact, l'autre est une juxtaposition d'exploitations de paysans ne résidant pas à ANKIRIJIBE, mais dans les villages voisins (7 villages différents), et situés dans un rayon de 6 km autour d'ANKIRIJIBE (cf carte terroir, DOCUMENT IX en annexe)

Le premier bloc homogène, comprend trois types d'utilisation des terres :

- sur la zone la plus élevée (4m, terrasse stabilisée, site d'ANKIRIZIBE), le sol est à prédominance limoneuse sur sable, de sorte que les cultures sur brûlis sont remplacées par des cultures fruitières et des cultures sèches avec jachère courte.

- En descendant vers la Morondava, une zone limono-sableuse de fertilité médiocre, mais sur laquelle peut être pratiquée une riziculture de saison des pluies.

- Directement le long de la Morondava sur une bande étroite (c'est le bourrelet de berge actuel), légèrement plus élevée par rapport à la zone rizicole, est pratiquée la culture du pois du Cap. Nous pensons que cette bande est essentiellement limoneuse.

Le second bloc comprend les zones plus sableuses (cultures fruitières), ou plus argileuses (riziculture, alluvions stabilisées précédemment décrites). L'absence d'un bourrelet limoneux empêche les cultures de décrue (pois du Cap)

o - Conclusion

Dans les développements ultérieurs, nous parlerons des droits fonciers particuliers afférant à ces types d'utilisation du sol, et qui correspondent au profil topographique analysé:

1) Les zones inondées qui comprennent deux types d'utilisation du sol,

- zones limoneuses (bourrelet de berge à ANKIRIJIBE), zone inondable mal contrôlée de la Morondava (à BEMANONGA et TSITELLO) : cultures de pois du Cap, que l'on trouve dans trois terroirs sur quatre.

- la zone la plus basse, située soit derrière le bourrelet de berge quand il existe, (village d'ANKIRIJIBE), soit en bordure de la rivière Morondava (SOARANA), ou du canal Hellot (BEMANONGA), avec sols argileux et culture du riz. Des droits fonciers de nature différente s'exerceront, mais dans tous les cas il s'agit d'une appropriation forte de la terre, au niveau de l'individu ou de la famille restreinte intégrée plus ou moins dans une communauté villageoise.

2) Les interfluves, généralement non inondés, sur lesquels nous avons trouvé deux types de sols. Le plus souvent les sols sont sableux (BEMANONGA, TSITELLO, SOARANA et ANKIRIJIBE). Dans ces zones sont pratiquées cultures sur brûlis et pacages de boeufs. Il existe des plaques limoneuses par endroits, sur lesquelles le cycle cultural est plus long, et les jachères courtes (ANKIRIJIBE).

Il s'agit des "terres libres" où les droits individuels sont faibles, mais ceux de la communauté sont forts. Cette communauté correspond le plus souvent aux droits exercés par les segments de

lignages originaires , répartis dans ces villages.

L'étude comparée de ces profils , surtout , des profils conjugués d'ANKIRIJIBE et SOARANO, nous ramène au modèle simplifié caractéristique des types de sols rencontrés dans les vallées alluviales de l'Ouest Malgache * .

Cette classification des types de sols, et des droits fonciers qui leur correspondent, doit tenir compte des variations qu'impose l'instabilité du réseau hydrographique naturel. C'est pourquoi, dans le prochain chapitre, nous décrirons la transformation des conditions d'irrigation par la mise en place des aménagements au cours des périodes 1925 à 1958, et 1958 à 1968 , dont le bilan est pour l'instant peu concluant.

Les droits fonciers évolueront avec les transformations de ces conditions, et nous nous proposons d'étudier cette évolution. Les aménagements conçus selon les techniques les plus avancées, ont pour but de fixer les limites de chacune des zones d'utilisation en fonction d'un critère de rentabilité maximale dans la mise en valeur de l'eau, évaluée sur le plan de l'ensemble. Quelles conséquences peut-on déjà observer sur l'équilibre économique du milieu villageois , et sur le renforcement : l'évolution des droits fonciers de ces communautés ? Ce développement fera l'objet du chapitre II de la première partie ; nous verrons comment l'étude des structures foncières nous impose une perception historique des rapports sociaux qui en sont les fondements réels.

* cf. F. BOURGEAT et C. ZEBROWSKI, Les vallées alluviales de l'Ouest et du Nord-Ouest de Madagascar, Terre Malgache Janvier 1969.

Première Partie :

IA TRANSFORMATION DES CONDITIONS PRODUCTIVES
DANS LA REGION DE MORONDAVA - MAHABO
ET LES CONSEQUENCES SOCIOLOGIQUES DE
L'INTERVENTION ETRANGERE

CHAPITRE ILA TRANSFORMATION DES CONDITIONS PRODUCTIVES *INTRODUCTION

La transformation des conditions productives par la mise en valeur hydraulique de la région de MORONDAVA - MAHABO fut amorcée avant que des travaux ne soient entrepris par l'administration coloniale. Elle fut le fait des migrants qui introduisirent la technique hydraulique sur la Côte Ouest, et en particulier dans la région de MORONDAVA - MAHABO. L'action de l'administration débute en 1925, quand les conditions d'ordre administratives et politiques eurent été réunies pour obtenir la participation de la population nécessaire à une mise en valeur systématique.

En effet, la participation réussie, la mise en place progressive de l'appareil administratif, la diminution corrélative des secteurs sous tutelle militaire, la stabilisation de la population dans de gros villages avoisinant des réseaux de communication, la mise au travail de ces mêmes populations, et enfin une politique de migration destinée à soutenir et organiser les déplacements spontanés là où ils étaient jugés souhaitables, tout cet ensemble de mesures permet à l'administration d'envisager un aménagement rationnel de l'espace.

On pouvait ainsi envisager une meilleure maîtrise de l'eau en complétant et unifiant l'infrastructure d'irrigation déjà réalisée par les paysans. En effet, on disposait dans cette région de 10 à 12 000 Ha d'excellentes terres d'alluvions, dont un quart environ était alors occupé par des immigrants venus des Hauts-Plateaux, du Betsileo, et quelques groupements Antaisaka et Antaimoro (FARAFANGANA). Les paysans y pratiquaient la culture du riz dont une variété, le tsipala, était vendu à un prix très rémunérateur.

C'est pourquoi, les premières études en vue de l'aménagement de la région de MORONDAVA - MAHABO, qui datent de la fin de l'année 1924, privilégieront les plaines de MAHABO - ANDRANOMENA. Durant la même période, de sérieux problèmes d'irrigation se poseront dans la delta de la Morondava, mais malgré l'urgence et l'acuité de ceux-ci, l'administration maintiendra en état le réseau existant sans pour autant consentir des investissements financiers plus importants, et sans jamais abandonner les aménagements du réseau de DABARA au profit du canal HELLOT, comme l'avaient revendiqué certains intéressés. Cependant, la connexion des problèmes d'irrigation des plaines de MAHABO - ANDRANOMENA et du DELTA DE LA MORONDAVA, grâce à cette concurrence pour l'affectation des crédits, avait été comprise à l'époque, et dans le rapport de VALLUS (1) était déjà tracé l'actuel réseau de DABARA - MORONDAVA ; ce point particulier du projet n'a d'ailleurs pas vu le jour, car il s'agissait à l'époque du canal de navigation, et la voie ferrée MAHABO - MORONDAVA avait été réalisée entre temps.

Dans un cas comme dans l'autre il s'agira, compte tenu

* voir bibliographie en fin de chapitre.

des faibles investissements consentis, de "petite hydraulique", avec "utilisation maximum des matériaux locaux, des ouvrages d'art souvent provisoires parce que réalisés à bon marché et la participation rassive des futurs utilisateurs (main d'oeuvre prestataire)". En ce sens, par rapport à des régions comme les plaines de MAROVOAY et du FIHERENANA, les travaux d'aménagement de MORONDAVA-MAHABO étaient considérés comme mineurs. Cette technique d'aménagements est en même temps soutenue par une politique foncière et hydro-agricole, et la mise au travail des "populations". La participation des paysans était garantie dans une large mesure par les avantages qu'ils en escomptaient (obtention de rizières favorisant l'implantation des nouveaux arrivants et reprise des cultures dans des rizières anciennement asséchées).

1 - LE RESEAU AMONT : LE CANAL DABARA (cf carte DOCUMENT III en annexe)

Le rapport de base qui paraît en 1925 est un projet d'aménagement de la Plaine de MAHABO présenté par VALLUS (1); il sera suivi d'applications partielles:

o - Présentation du projet

Au départ, les objectifs de l'administration concernaient essentiellement la dérivation des eaux de la Morondava au profit des rizières de la vallée moyenne de l'Andranomena et du Tandily, puis, considérant les potentialités de la région, et les canaux déjà réalisés par un groupement de "propriétaires Betsileo" d'ANTANANDAVA, datant selon BUHRER de 1911 (2), VALLUS envisagea un aménagement de plus grande envergure. Le canal d'ANTANANDAVA, dérivé de la Morondava, dont le débit était de 100 l/s et la longueur de 8 km environ ne dominait point toute l'étendue de la plaine. Sa prise était située au confluent de la MORONDAVA et de l'ANDRANOFOTSY. Il desservait durant son parcours quelques rizières de faible étendue à l'Est d'AMPAHATELO et au N. d'ANKILIMIDAHY. VALLUS projeta d'aménager une dérivation dont la prise serait située bien en amont, probablement au confluent du MAN MBY, et dont les terrassements avaient été commencés. Ainsi, plutôt que d'aménager seulement les terres de la rive gauche de la vallée supérieure et inférieure en aval d'ANALAMITSIVALONA (qui dépendaient en tout du périmètre hydraulique du canal DABARA -MAHABO), il irrigua les surfaces de la droite de l'ANDRANOMENA, c'est à dire les villages de BEVOAY, AMPASIMBLVIHY, MANAMBALIHA, ANAHIDAMBO, en tout 600 Ha. En effet, le débit d'étiage de l'Andranomena ne satisfaisait déjà pas aux exigences des occupants dont le nombre augmentait chaque année par l'arrivée de Betsileo ; la mise en jachère forcée de la moitié environ de ces rizières, conséquence de cet état de choses, était une source permanente de différends entre les usagers.

o - Programme d'exécution des travaux

Deux grandes étapes étaient prévues :

- La première consistait en l'ouverture du canal principal DABARA d'une section réduite sur tout sa longueur (3) de façon à relier la rivière Morondava à celles du Tandily et de l'Andranomena, pour parer au plus pressé en alimentant les canaux secondaires dépendant de ces deux rivières * . Cette dérivation devait fournir un débit

* ceux-ci : MAHABO - ANJAHATELO TANANIBAO
 MAHABO - ANTANANDAVA TSARAHONENANA - BEMKIJY
 TSIVALAKA ANKILIMIDAHY Nord étaient en cours
d'exécution durant cette première phase .

provisoire de 1,5m³ /s. En 1928, le canal principal est construit jusqu'à "un terminus provisoire" fixé à l'Est du village d'ANALAMITSI-VALONA "vallée de la Tandily"

Le second stade consistait à élargir le canal principal en trois ou quatre étapes, suivant les disponibilités en main d'oeuvre afin de permettre l'alimentation de tous les partiteurs. Le débit définitif du canal principal qui devait être de 6m³ /s permettait alors d'envisager comme dernière phase des travaux, la prolongation du canal principal jusqu'à l'ANDRANOMENA. En effet, les rizières irriguées par des canaux dérivés du Tandily, (qui n'est lui-même qu'un ancien canal paysan dérivé de l'ANDRANOMENA) et qui constituaient les terroirs des villages groupés autour d'ANALAMITSI-VALONA (parcelles d'AMPASIM-BEVIHY, FESIA, BESAKOA, SOATANANA) augmentaient en surface, et le débit du Tandily était devenu insuffisant. Le débit de cette dernière partie du canal aurait été réglé par un "jeu de barrages à bretelles" et devait passer à l'Est d'ANDEVONOMBY, traverser en tranchée la ligne des hauteurs séparant les bassins du Tandily et de l'Andranomena pour aboutir sur la branche Sud de l'Andranomena, légèrement à l'Ouest du village d'AMBARARATA. Tous ces travaux devaient être complétés par un aménagement de l'Andranomena .

o - Révision du projet initial en fonction des impératifs de mise en valeur et des difficultés techniques de fonctionnement
(cf carte p 16 bis)

Le dernier projet , celui du prolongement du canal principal jusqu'à l'Andranomena ne fut pas retenu par l'administration. Le bilan des investissements déjà réalisés faisait en effet apparaître que la mise en valeur de la région, compte tenu de la nouvelle infrastructure d'irrigation, était insuffisante. En 1932, une évaluation des travaux en place montre que l'eau ne pouvant atteindre ni le Tandily ni l'Andranomena , il était donc inutile de prolonger le canal au delà du point où il avait été tracé. En 1934, Le chef du Service Central Technique fit un bilan réaliste de la situation (1) en réponse à un bilan négatif fait par un inspecteur général des colonies qui qualifiait "d'échec technique" les travaux mis en place. D'après lui cet échec technique n'en était pas un au regard de la faiblesse des investissements consentis pour ces aménagements, et surtout quand on considère les problèmes d'irrigation auxquels se sont heurtés les différents travaux. En particulier :

- l'ensablement lors des crues
- un débit insuffisant en basses eaux sans ouvrages complémentaires *

Malgré cela , les ouvrages provisoires construits avec les matériaux locaux avaient assuré au canal le débit prévu pendant les saisons sèches (juin -novembre), et même si le canal DABARA ne débitait pas en saison des pluies, les irrigations à cette époque de l'année n'étaient pas nécessaires, et les travaux réalisés par des "équipes de désablage" à la prise pendant la période critique (du 15 Nov. au 15 dec.) étaient suffisants.

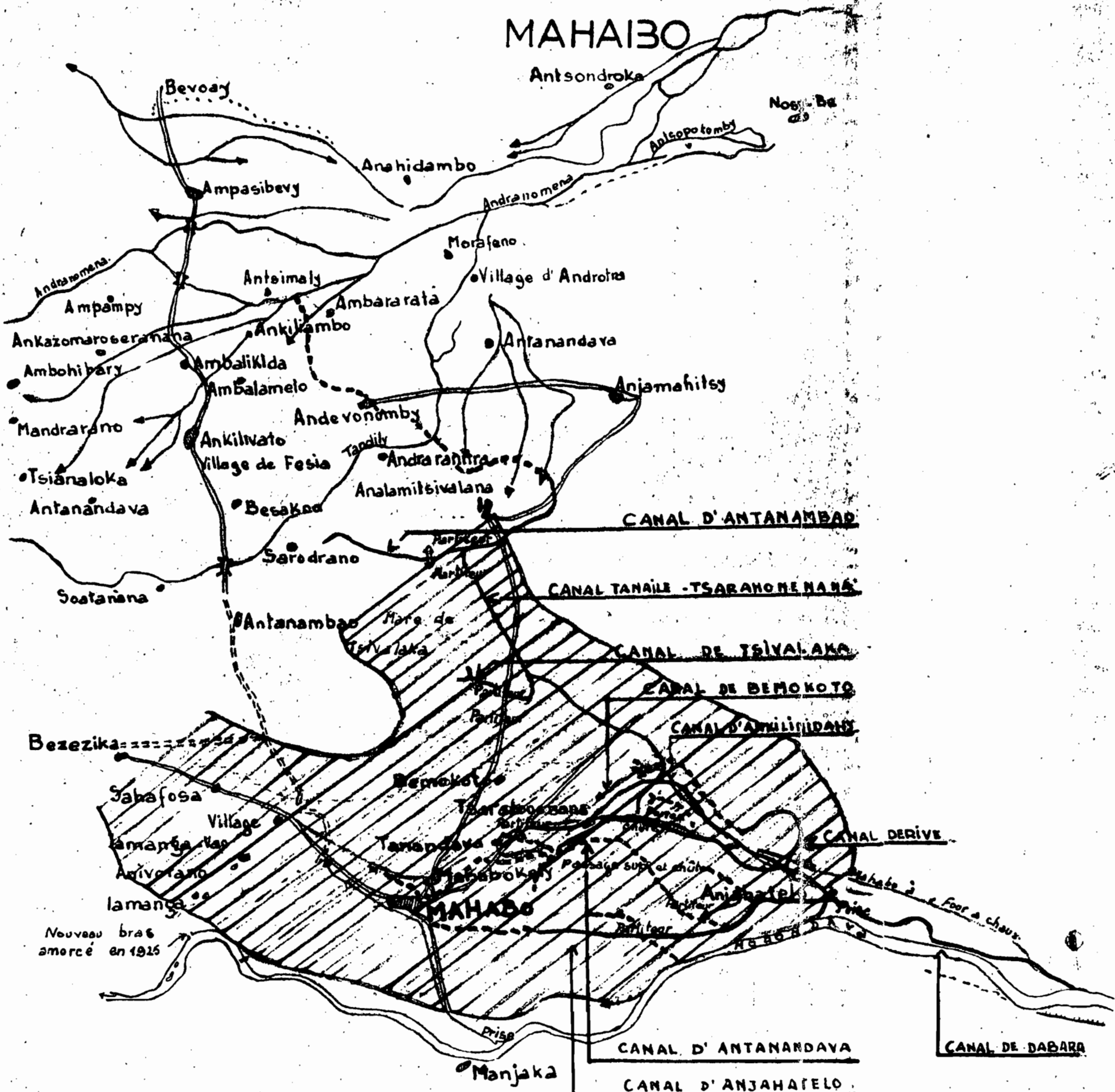
*Depuis 1932, des ouvrages provisoires avaient été établis pour lutter contre l'ensablement (épi déflecteur, barrages en pieux avec pertuis de désablage, épi en galets et sable); ceux-ci avaient été emportés lors des crues, et un projet de barrage définitif avec pertuis de désablage au droit de la prise avait été étudié durant la même année par le Service d'Hydraulique.

Quant au réseau d'irrigation proprement dit, son fonctionnement était satisfaisant moyennant une surveillance en période d'étiage .

AMENAGEMENT plaine

DE

MAHAISO



LEGENDE 1932

- CANAUX D'IRRIGATION EXECUTES
- - - CANAUX D'IRRIGATION à CONSTRUIRE
- · · · · CANAUX INDIGENES

Echelle: 1/80000.

Ainsi, le débit étant limité en saison sèche, il était impossible de mettre en culture toute la plaine de Mahabo, tout au moins des cultures ayant un fort module d'irrigation tel que le riz. Il était alors souhaitable, moyennant une politique de mise en valeur soutenue par une politique de peuplement, d'implanter de nouvelles cultures et d'accroître la densité de population. 3000 Ha de rizières étaient cultivés en saison sèche, et un peu plus en saison des pluies. Comme le canal et le réseau d'irrigation pouvaient desservir une superficie plus importante dans la partie Sud, il était inutile de les prolonger dans la partie Nord.

La conclusion du Chef du Service Central Technique était que malgré leurs difficultés de fonctionnement, les travaux suffisaient aux besoins de la plaine de MAHABO.

o - Travaux réalisés jusqu'en 1956

En 1946, le canal de DABARA mesure 24 km de long, dont seuls les 17 km amont sont pratiquement utilisés ; une meilleure installation de la prise permet d'irriguer en toutes saisons, avec un débit de 2,2 à 4,5 m³/s, et 12 prises répartissent l'eau, surtout sur la rive gauche du canal : son ensablement est un inconvénient chronique qui a nécessité des travaux chaque année (4). En 1952, le débit était descendu à moins de 1 m³/s, on aménage une fosse de désensablement (5). Enfin, en 1955 un nouvel ouvrage de prise remplace l'ancien ouvrage mal placé et ensablé, il débite 12 m³/s ; le nouveau canal est agrandi sur 4 km de DABARA à MAHABO, et un tronçon de 1,5 km est ouvert entre BEMOKOTO et SOASERANA (6).

2 - LE RESEAU AVAL : LE CANAL HELLOT / L'AMENAGEMENT DE LA MORONDAVA

Comme nous l'avions annoncé tout à l'heure (cf p14), les aménagements du delta de la Morondava n'ont été pris en considération qu'après de longues et multiples démarches faites par différents groupes intéressés. Les principales revendications émanaient de la Chambre de Commerce, les Compagnies LYONNAISE et MARSEILLAISE, les notabilités de la région qui s'inquiétaient de constater l'assèchement de canal Hellot, tributaire du bras Nord de la Morondava ; l'assèchement du bras Nord ou AMBATO, au profit du bras Sud ou KABATOMENA était amorcé depuis 1925.

Outre ce problème, des divergences d'opinion se faisaient jour quant à l'utilisation du canal HELLOT : était-il une voie de navigation, un canal d'irrigation, une source d'énergie pour les rizières ? La non complémentarité de ces formes d'utilisation de l'eau étant établie, un choix s'imposait. D'autre part, une connexion existait entre les problèmes d'irrigation de MAHABO, et le projet de DABARA, et ceux du delta, où l'on remettait en eau d'anciens canaux (HELLOT, ANDRE, et ZIPCY) tous trois tributaires du bras Nord au profit duquel était prévue une dérivation à partir du bras Sud.

Nous étudierons successivement : l'origine de la création du canal HELLOT, les causes des changements du lit de la MORONDAVA et les solutions proposées pour remédier à ce phénomène, en dernier lieu les aménagements effectivement réalisés et leur progression.

o - Le canal HELLOT (cf carte DOCUMENTS I et II en annexe)

En 1901, date de la création du canal HELLOT, la rivière Morondava se divisait en deux bras en amont du village d'AMPANDRANA.

Le bras Nord était appelé AMBATO, le bras Sud LOVOBE ou ANKARATOMENA. Quelques années auparavant, un troisième bras aboutissait à MORONDAVA. Il était alimenté par deux dérivations venant respectivement du bras Nord et du bras Sud. Ce troisième bras (MORONDAVA MATY) était à sec en 1901, et sauf dans la partie aval, il était difficile de retrouver la trace exacte de son lit.

A cette époque (1901), date de la création du canal HELLOT le bras Sud était à sec en saison sèche, par opposition au bras Nord, qui coulait avec un débit approximatif de 30 M³/s. L'assèchement de la Morondava-maty causant un sérieux préjudice aux habitants des nombreux villages situés à l'Est de Morondava, a amené les responsables de la région à chercher des solutions peu coûteuses pour réalimenter en eau la région. Un premier canal (SAMAT) fut commencé à partir du bras Nord, mais ne put être terminé faute de crédits. Puis quelques années plus tard fut étudié le tracé du canal HELLOT *. Actuellement, le canal est indifféremment appelé canal HELLOT ou MORONDAVA MATY.

Si en 1911, la prise du canal HELLOT était toujours située en aval du village d'AMPANDRANA (2), de 1917 date sans doute la prise au fil de l'eau située au Sud du village de BETSIPOTIKA. En 1924, ce canal primitivement destiné à la navigation et à l'alimentation en eau douce de la ville de MORONDAVA et des villages environnants, était déjà utilisé pour l'irrigation des rizières du delta (7) il mesurait 15 km. La prise située sur un point bas rendait toutefois l'alimentation des rizières difficile; la nécessité de chercher l'eau très loin en amont était un facteur de mauvaise utilisation de l'eau à cause de l'aridité du climat et de la forte perméabilité des sols. Ainsi, avant même qu'un problème précis mette en danger l'alimentation du canal HELLOT, son fonctionnement ne pouvait satisfaire tous les besoins: navigation, eau potable, irrigation des rizières.

o - La MORONDAVA

Les divagations de la Morondava dues à l'ensablement, sont depuis 1925 la préoccupation constante des services techniques et administratifs. Les changements de lits, handicapant l'irrigation du delta, interviennent périodiquement. Les dates de ces divagations que nous avons pu recueillir sont: 1901, 1909-1917, 1926, 1935-36; elles laissent supposer un cycle de 9 ans (7 ans selon une autre source d'information)(4,8). Les perturbations sont le fait de l'érosion du bassin versant de la MORONDAVA, qui, par ses affluents supérieurs (BERITSOKA qui traverse le plateau du BEVONY notamment) charrie une quantité de sables considérable, provoquant une alternance de fonctionnement des deux bras du fleuve; l'un est pratiquement à sec, tandis que l'autre s'ensable avec régularité du fait du sable charrié par les eaux qui empruntent ce bras. Au bout d'un certain temps, l'inversion se produit après une crue importante. Les ensablements remontent vers l'amont: AMPASIMATY, AMBALAKIDA, puis AMPOZA, puis KITA-TANAMBALO. Une nouvelle brèche bien amorcée risque de contourner MAHABO, et il n'est pas impossible qu'un jour la Morondava ne débouche dans l'Andranomena à 15 km au Nord **. (1)

* Il suffisait de creuser et élargir le canal SAMAT, utiliser la dépression du bras de MAROVOAY (ancien bras tributaire de la Morondava-maty) pour aboutir et remettre en état l'ancien lit de la Morondava-maty.

** Un rapport faisant le bilan du problème de la Morondava fut demandé en 1936, car en janvier de la même année, tout le débit de la Morondava était passé par le bras Sud malgré les dérivations réalisées pour maintenir en eau le bras Nord.

En 1925 se forme le nouveau lit de la Morondava, dit LOVOBE ou ANKABATOMENA, au détriment du bras Nord. VALLUS fut alors sollicité pour étudier le problème et les moyens de le résoudre à peu de frais. Il décrit le processus, impute une cause seconde, d'ordre socio-économique au phénomène, et propose des mesures rapides et peu coûteuses.*⁽¹⁾

Le principe de l'aménagement du canal Hellot sera une solution pratique et réalisable avec les moyens mis à la disposition de l'administration locale qui consistera à lutter non pas contre le fleuve, mais avec lui, en lui imposant un objectif : la réalimentation du bras Nord par le bras Sud, tout en prévoyant une solution de rechange dans l'éventualité où le bras Sud redeviendrait prépondérant (comme l'expérience pouvait le laisser prévoir).

Le projet définitif du Rapport VALLUS ** (1925-1926) comportait donc (cf carte p 19 bis)

- L'utilisation des canaux ANDRE et ZIPCY, dérivés du canal HELLOT à son origine, en vue d'aménager une voie d'eau distincte du canal HELLOT, satisfaisante pour l'irrigation des terres du delta, en utilisant au maximum les canaux antérieurement tracés.

- L'aménagement du canal HELLOT pour le rendre à la navigation, l'augmentation du mouillage étant obtenue par le resserrement de la section, très large, et la diminution de la pente (parallèlement seraient menés les travaux d'aménagement du port de Morondava).

* " en amont, et à 600m environ au Sud du village d'AMPOZA, la MORONDAVA décrit une courbe dont le sommet, bordé par des terres basses alluvionnaires constitue un point faible, une sollicitation aux tendances naturelles du fleuve.

Ces tendances furent entravées jusqu'ici par la végétation, elles furent accentuées par les défrichements, les brûlis en vue de pratiquer la culture des pois du Cap qui après la crise de 1920-1923 prenait un nouvel essor. La formation du nouveau lit (LOVOBE ou ANKABATOMENA) favorisait encore l'implantation de ces cultures en ouvrant un nouveau champ d'expansion tant aux nouveaux arrivants qu'aux anciens occupants qui, jusque là, par suite de l'insuffisance des terres libres, pratiquaient le métayage au bénéfice des SAKALAVA, propriétaires du sol.

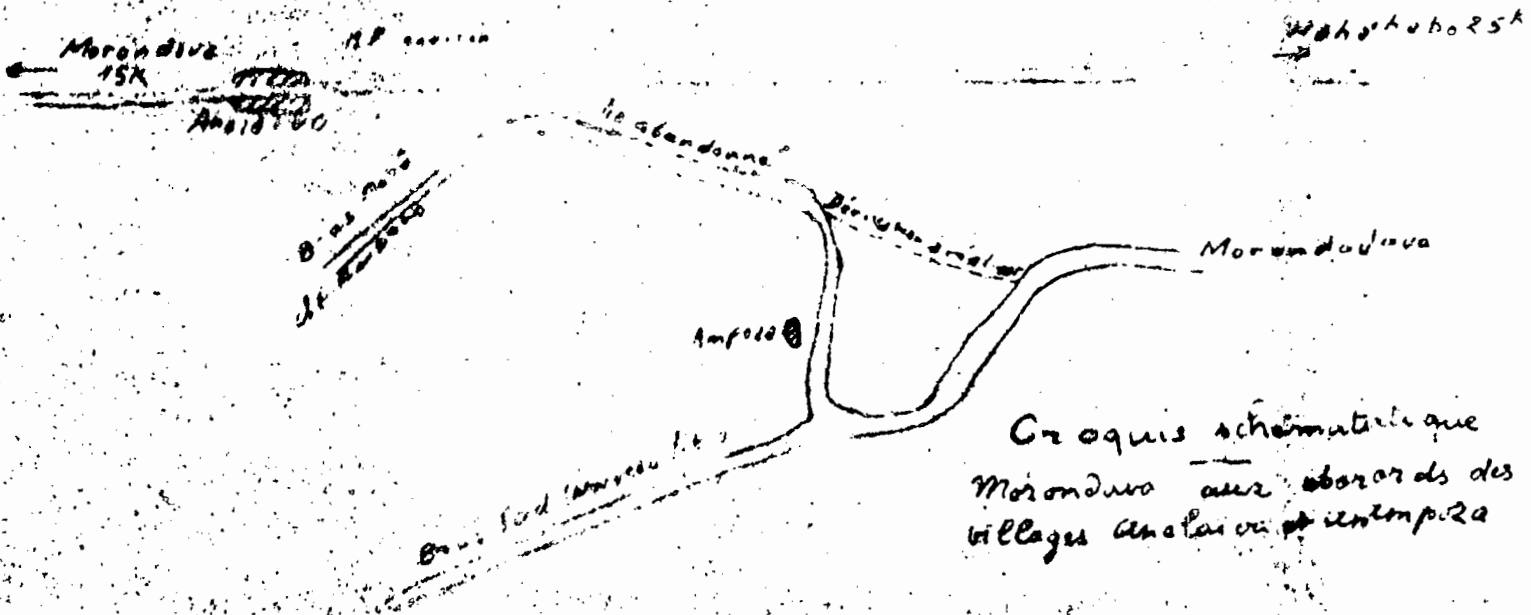
Par contre les conséquences furent désastreuses pour la vitalité des terres bordant le bras d'AMBATO et le canal HELLOT ".

C'est ainsi que les tendances naturelles (non expliquées dans le rapport VALLUS) ne furent plus contrecarrées par les barrières naturelles.

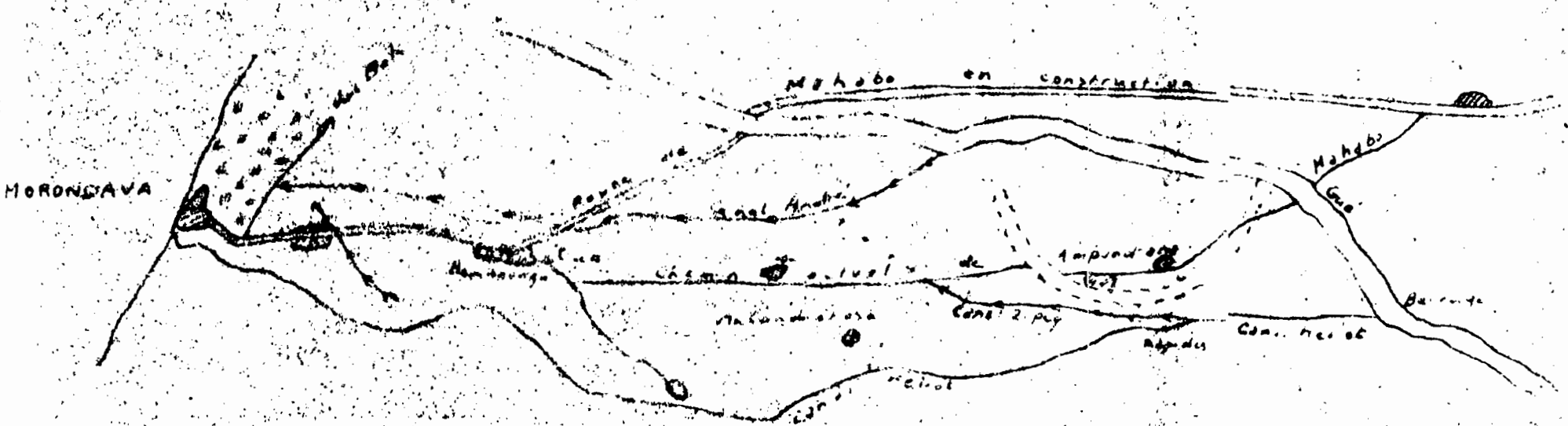
L'écoulement du fleuve vers la voie la plus directe s'est manifestée en deux points en 1925 :

- . Le village d'AMANGA (MAHABO) sur la rive droite du fleuve au Sud du village de BEZEZIKA.
- . Le village d'AMPOZA (MORONDAVA), sur la rive gauche et au Sud-Est du centre d'ANALAIVA .

** Le rapport VALLUS ne se trouvait pas dans les documents que nous avons pu consulter ; il s'agit là d'une reconstitution à partir de toutes les références qui y étaient faites.



Croquis schématique
 Morondava aux abords des
 villages Anahy et Ampiro



CROQUIS SCHEMATIQUE

MORONDAVA

1925

1925

MORONDAVA

Les travaux pourraient être prolongés par la réalisation de canaux ANTANAMBAÛ - BEZEZIKA , MAHABO - BEZEZIKA et leur prolongement après leur jonction jusqu'à hauteur de l'origine du canal HELLOT. Ce canal destiné à la navigation aurait alors une dotation d'eau spéciale, et un tracé sensiblement identique à celui projeté pour la voie ferrée * .

- En dernier lieu, l'alimentation du canal HELLOT à son origine (BETSIPOTIKA) dans le bras Nord.

La méthode utilisée pour cette prise et cette dérivation serait la "mise en place d'ouvrages temporaires plus ou moins détériorés à chaque saison des pluies; modifiés selon les circonstances, ouvrages volants nécessitant la présence constante d'une équipe de quelques hommes , ayant pour but de diriger le courant vers la tête du canal, tout en évitant l'ensablement de cette tête ".

Cependant, comme nous l'avons mentionné plus haut, il était déjà important de se prémunir contre l'assèchement total du bras Nord, malgré la dérivation réalisée à l'Est d'AMPOZA. C'est pourquoi l'alimentation du canal HelLOT par le bras Sud fut étudiée, de sorte que l'alimentation puisse se faire indifféremment par le bras Nord ou le bras Sud, à condition que l'entretien des deux prises soit assuré conjointement.

On peut distinguer trois étapes dans la réalisation de ces travaux :

- de 1925 à 1933

Sur la base du rapport VALLUS seront programmés, aménagés et corrigés les travaux à entreprendre sous l'égide -conjointement jusqu'en 1928- de la Direction des Travaux Publics et du Service de l'Hydraulique Agricole placé sous sa direction , puis respectivement de 1928 à 1933 par ces deux mêmes services devenus autonomes l'un par rapport à l'autre.

- de 1933 à 1936

Le service de l'Hydraulique Agricole reprendra la charge complète des travaux puisque le canal HELLOT n'est plus destiné à la navigation depuis la mise en service de la voie ferrée.

- à partir de 1936,

et jusqu'en 1946, de nouveaux problèmes se poseront à la suite de l'assèchement complet du bras Nord de la Morondava, et parce qu'il faudra réviser sans cesse les travaux entrepris à cause de leur ensablement.

o - Les travaux réalisés et leur progression

- de 1925 à 1933

Entre 1925 et 1927 seront exécutés les travaux provisoires pour la remise en eau immédiate du delta : la dérivation du bras Sud vers la bras Nord de la Morondava à l'Est d'AMPOZA. Ceux-ci sont détruits lors des crues de 1926, et rétablis par la suite.

* A condition que l'administration choisisse que l'évacuation des produits de la région se fasse par voie d'eau et non plus par voie ferrée comme c'était déjà projeté (nous concluons plus tard sur ce point).

De 1927 à 1928, après de nombreuses controverses sur la nécessité de créer une voie d'eau navigable pour l'exportation des produits de MAHABO vers MORONDAVA et la non rentabilité de la mise en place d'une voie ferrée pour le commerce, la décision est prise en faveur d'une infrastructure d'irrigation avec l'utilisation possible du canal HELLOT pour le petit cabotage jusqu'à la pose du rail. Ceci amène à modifier quelque peu le projet VALLUS, essentiellement pour le second point cité plus haut, c'est à dire l'aménagement du canal HELLOT et sa jonction avec le réseau de DABARA. Fin 1928, on prévoit le nettoyage du canal HELLOT en attendant que son tracé soit rectifié.

- De 1928 à 1931

Seules les solutions d'attente seront mises en oeuvre. Une organisation soutenue, "travailleurs à la prise, cantonniers le long du canal pour le curage des sables et la surveillance des prises le long du parcours", est destinée à maintenir en état le canal HELLOT et le passage de la Morondava dans son bras Sud.

- à partir de 1931

Les études seront reprises, et un projet d'aménagement reprend dans ses grandes lignes celui de VALLUS tout en lui apportant les modifications nécessaires : la dérivation du fleuve à l'Est d'AM-POZA serait déplacée au Sud de BEROMBOTSY (en aval d'AMBINDA) et déboucherait soit aux environs de la prise du canal HELLOT, soit sur le bras Nord. Ce projet prévoit :

- l'aménagement du canal HELLOT sur ses 800 premiers mètres.
- et la proposition d'un tracé formant le nouveau canal d'irrigation du delta qui utiliserait au maximum la configuration du terrain et le tracé des canaux ANDRE et ZIPCY. Mais le rapport note déjà que le canal ANDRE (de son origine à BEMANONGA) ne correspond pas à l'irrigation optimum de la plaine : "un canal principal répondant à cette condition devrait emprunter l'arce de la variante indiquée (cf carte DOC.II) suivre la dépression "thalweg" jusqu'à MAROVOAY, puis le sentier reliant ce village à BEMANONGA où il traverserait la route de MAHABO, qu'il longerait plus ou moins jusqu'à TSIMAHAVOKELY *".

Ainsi le rapport VALLUS était en partie réalisé à la fin de cette période ; nous n'avons pu d'après nos informations, savoir si la proposition contenue plus haut d'aménager un canal dominant mieux l'étendue de la plaine pour l'irrigation du delta avait été mis en oeuvre, ou seulement commencé.

- de 1933 à 1936

Les travaux de MAHABO sont maintenant terminés (cf p 15) Depuis la construction de la voie ferrée, le problème de communication par voie d'eau ne se pose plus, le raccordement des réseaux DABARA et du delta est abandonné. Le canal HELLOT, dont les rôles sont désormais : adduction d'eau, irrigation, énergie pour les rizières sera aménagé.

- de 1936 à 1946 (cf carte DOCUMENT II en annexe)

Le bras Nord, malgré tous les efforts pour le maintenir

* Tracé repris en partie par les actuels aménagements (canal D)

en eau, était complètement à sec en 1936 . En conséquence :

- On reprend la dérivation du bras Sud vers le bras Nord en la reportant au Sud de BELALITSE , utilisant un canal paysan dit canal BELALITSE (canal N°1).
- On branche le canal HELLOT sur le bras Sud ou KABATOMENA (canal N°2 ou canal d'AMBATOKELY) tout en continuant d'entretenir la prise initiale du canal HELLOT à l'Est de BETSIPOTIKA , au cas où l'eau reviendrait dans le bras Nord de la Morondava. Cette nouvelle prise serait située au Sud-Est d'AMBATOKELY.
- Ces travaux furent réalisés, mais nécessitèrent de perpétuels remaniements. En particulier, l'on note en 1938, l'échec de la remise en eau du bras Nord par le canal N°1. En 1938-39, le canal N°2 s'est comblé par apport solide des crues et par les éboulis . Les crédits ne permettant pas de reporter la prise du canal en amont, on décida de curer et de reprofiler le même canal .

En Septembre 1941, un résumé des travaux entrepris pour la remise en eau du canal HELLOT dresse un bilan très négatif, en les taxant "d'improvisés". dans la même année , le canal HELLOT est réouvert par les habitants de Morondava et de leur propre chef, afin qu'il soit prouvé qu'avec le concours des paysans il est possible de remettre en état le canal, pour peu que l'on dispose de crédits suffisants.

En 1946, le canal HELLOT prend l'eau par le bras Sud, il mesure 24 km et un nouveau canal long de 10 km est en cours de construction en amont , et reprendra l'ancien tracé du canal N°2 (4)*. Ce dernier canal est peut-être le "canal REBUFFAT, qui long d'une dizaine de km, est alimenté par une prise au fil de l'eau sise au Sud-Ouest de BEROBONTSY ."

En 1956, un système de bretelles, avec deux prises et deux canaux sur les bras Nord et Sud est mis en place. L'ère actuelle de mise en valeur de la région s'amorce, reprenant les idées fondamentales du rapport VALLUS de 1925.(9)

3 - LA PERIODE ACTUELLE D'AMENAGEMENTS ET PROJETS (1956 - 1968) (cf carte Génie Rural -Canal de DABARA et réseau secondaire 1/100 000e)

L'évolution du projet commencé en 1956 fit apparaître une démarche inverse de celle de la période antérieure. Il s'agit de solutionner les problèmes de la remise en eau du delta de la Morondava qui n'avaient pas été résolus à cause de la faiblesse des investissements consentis. Pour des raisons techniques, il fut nécessaire d'étendre le projet, d'unifier les deux réseaux, et de constituer ainsi un ensemble régional où tout projet de mise en valeur est centré autour des possibilités en eau.

Cette centralisation corrélative de la maturation des problèmes s'est faite avec des moyens financiers importants , permettant de passer de la "petite hydraulique" à la "grande hydraulique". C'est à ce niveau seulement que s'établit une discontinuité dans les principes de mise en valeur de la région. En effet, cette différence de méthode dans l'aménagement du territoire est tout ^{autant} un facteur d'intégration ou de désintégration ^{du point de} vue du développement. Sur le plan formel, il a abouti à une unification du réseau hydraulique, et à la constitution de l'AMVR de MORONDAVA -DABARA, cadre législatif destiné à

* c'est donc le projet de 1931 qui est alors repris. (cf p21)

favoriser la participation pour la mise en valeur, et rentabiliser ainsi les investissements consentis. C'est ce que nous verrons dans l'historique du projet de 1956 à 1968.

o - Historique de la réalisation du projet

Le périmètre de "MORONDAVA - DABARA", ou périmètre du "DELTA DE LA MORONDAVA" apparaît dans les rapports (1), comme le périmètre hydraulique intéressé par les travaux d'irrigation commencés en 1956. Il s'agissait alors de remettre en eau les rizières du delta de la Morondava par un système de bretelles permettant d'alimenter le canal HELLOT indifféremment par le bras Nord ou le bras Sud.

Ainsi, il s'agit de reprendre ce qui a été fait depuis 1925 sans succès, avec des moyens techniques et financiers différents.

Les avant-projets montrent rapidement qu'une vision aussi restrictive du problème est vouée à l'échec par suite de l'impossibilité de trouver un site favorable à l'établissement des deux prises du canal HELLOT.

Le site le plus favorable étant situé à 15 km en amont de MAHABO, à 45 km de MORONDAVA, l'on envisage alors la connexion des réseaux de Morondava - Mahabo. C'est alors que l'on passe du "périmètre du delta de la Morondava" au "périmètre hydroagricole de MORONDAVA - DABARA". Ce qui suppose une volonté de mise en valeur régionale englobant les deux périmètres hydrauliques du delta de la Morondava et de l'ANDRANOMENA - TANDILY, jusque là séparés, ainsi que la zone intermédiaire des sables roux dans les recherches agronomiques laissent espérer ^{une} mise en valeur lorsque seront mieux déterminées les normes d'irrigation à retenir en vue de la mise en valeur de ces sols (10)

Le périmètre hydro-agricole de Morondava - Dabara est transformé par décret en AMVR en 1961 (11). Ce premier décret a été complété par d'autres dont le dernier en date, de Février 1966, fixe les limites de l'AMVR dans le sens d'une extension vers l'Est.

Les limites de l'AMVR sont donc : à l'Ouest le canal du Mozambique, au Sud la Kabatonena puis la Morondava, puis la R.N. 35 ; au Nord une ligne ANDRENIALAFOTSY - BEVOAY, limite Nord du bassin versant de l'ANDRANOMENA et à l'Est, limite Est du bassin versant de l'ANDRANOMENA et piste d'ANKAVONANGILY à la RN 35. Elle couvre 160.000 ha et déborde largement les limites du périmètre hydraulique de MORONDAVA - DABARA, sans toutefois englober le bassin versant.

Si l'on peut dire qu'il y a discontinuité en matière de méthode d'aménagement du territoire à partir de 1956, quand on considère l'historique de l'aménagement du réseau hydraulique de la région de MORONDAVA - DABARA et qu'on analyse les travaux en cours depuis 1956, on constate qu'il n'y a au contraire aucune discontinuité dans le tracé des canaux (cf carte DOCUMENT I et GR)

En effet, l'éventail des possibilités en matière de tracés est réduit. Tout au plus est-il possible de diminuer la longueur des canaux en ne suivant pas tout à fait les lignes de pente, si les moyens financiers mis en oeuvre permettent d'utiliser les techniques les plus récentes.

o - Description sommaire du réseau

L'actuel canal principal DABARA - MORONDAVA est la parfaite réalisation du projet VALLUS élaboré en 1925 en vue de la navigation,

et qui n'avait pas été suivi d'application par suite de la création de la voie ferrée en 1930-1933.

L'actuel CANAL SECONDAIRE NORD reprend sur 17 km l'ancien parcours du canal DABARA de 1925-1934, puis bifurque à l'Ouest jusqu'à ANKILIVALO.

On reprend les travaux effectués en 1955 en les prolongeant sur 45 km pour rejoindre le canal HELLOT.

Le partiteur de MAROVOAY permettra l'irrigation du delta par les canaux A, B, C, et D.

Actuellement, une partie du canal C est exécutée jusqu'au partiteur de BEMANONGA, d'où part le canal D destiné à être prolongé jusqu'à ANKIRIJIBE. Ce tronçon correspond exactement au tracé de 1931 dont nous ne savons pas s'il avait été exécuté. (cf carte DOC. II-étude de variante).

Le canal B est en partie tracé ; le canal A est encore en projet

o - Difficultés de fonctionnement

Actuellement (1968), le canal MORONDAVA - DABARA n'est pas mis en eau. Le delta est irrigué à partir du canal HELLOT, et le canal NORD pratiquement pas utilisé. Ceci tient aux ensablements liés au problème, très général à Madagascar, de l'érosion des bassins versants. Cet ensablement se manifeste à la prise même dans le lit de la Morondava et dans le Canal HELLOT.

a) Pour lutter contre l'ensablement de la prise, un dessableur a été réalisé, mais il est situé trop loin de la prise. Le fait que le tronçon - entre le dessableur et la prise ne soit pas protégé lui-même contre l'ensablement, gêne considérablement la mise en eau. Le Service du Génie rural réalise actuellement un dessableur mécanique juste derrière la prise.

b) En ce qui concerne l'ensablement du lit-même de la Morondava au droit de la prise, ce problème pourrait être résolu par la construction d'un barrage-seuil (en projet, sa construction a été un moment prévue pour 1961), les responsables ayant bien vu que la faiblesse du réseau réside dans l'ensablement du lit de la prise.

c) Quant au canal HELLOT, un curage réalisé depuis sa prise jusqu'au partiteur de MAROVOAY a permis pour un temps une remise en eau convenable de ce canal ; mais ce travail sera à répéter fréquemment dans l'avenir (tous les deux à cinq ans selon les circonstances).

CONCLUSION : Bilan technique et conséquences sociologiques du passage de la "petite à la" grande hydraulique".

Ainsi le bilan d'investissements consentis semble peu concluant quant aux surfaces irriguées par rapport à la période antérieure. Le problème du maintien en état du réseau est résolu par une mécanisation plus poussée, le fonctionnement du réseau très partiel.

Cependant on reprend des études afin de déterminer jusqu'où l'on ira dans la dynamique des investissements. Un nouveau bilan est dressé dans le cadre de l'actuel projet FAO, afin de déterminer les

orientations à prendre. En particulier, la construction d'un barrage de retenue à ANKILIZATO, de façon à assurer un débit permanent suffisant pour entraîner les sables jusqu'à la mer pourrait résoudre les problèmes d'ensablement, tout au moins dans une première période.

La "grande hydraulique", méthode d'aménagement choisie depuis 1956, ne donne cependant pas la certitude de résoudre tous les problèmes de fonctionnement du réseau.

Les transformations socio-économiques qu'exige la mise en place d'une nouvelle organisation productive, et la réussite des projets à venir, doivent être situées dans le contexte des "rapports de production" qui se sont institués durant la période de transition 1910-1925 ; ils expliquent pourquoi en 1967, nous pouvons encore observer une radicalisation des droits fonciers traditionnels, que masque souvent la "course" à l'immatriculation des terres. C'est ce que nous verrons dans le chapitre suivant (I, chap. II).

o - Bibliographie :

- (1) Nous avons dépouillé les archives de l'hydraulique agricole dans la région de Morondava-Mahabo. Ces documents se trouvent aux Archives Nationales à Tsaralalana, sous forme de sept dossiers à caractère administratif, dont nous ne donnerons pas les références exactes. Nous en avons dégagé les éléments utiles, en particulier les grands traits du rapport VALLUS.
- (2) L^t BUHRER, Etude Géographique et Géologique sur le Menabe, 1911 (Document N°64-MMI -Bibl.Nat.)
- (3) L.DUMAS, Bull.Eco.Madagascar, 1928, 25,47 .
- (4) In, Problèmes d'hydraulique agricole, Revue de Madagascar, Oct 1945 - Janv.1946, N°24, p114, par F.CIOLINA
- (5) X., Bulletin de Madagascar, 1952, N°65, p 9.
- (6) Plan de Développement Economique et Social -Rapport d'Exécution de la Section de Madagascar, Tananarive, 1958 (Plan 1956-57), p 84.
- (7) M.BLOSSET et M.RIEUL, Bull.Eco.Madagascar, 1er et 2e tr.1924, 21, p.37.
- (8) M.BLOSSET, ibid., 1925, 22, p.63.
- (9) Plan de Développement Economique et Social, ibid, 1957 (Plan 55-56) p.97.
- (10) G.HAUT de SIGY, Rapport Agronomique, 1965.
- (11) Décrets N°66-061 du 2/2/66 et N°61-503 du 2/11/61

*
* *
*

CHAPITRE II

L'EVOLUTION DU DROIT FONCIER TRADITIONNEL
ou
CONSEQUENCES SOCIOLOGIQUES DES TRANSFORMATIONS DES CONDITIONS
DE MISE EN VALEUR

A - LE DROIT FONCIER TRADITIONNEL ET SON ADAPTATION AUX GRANDS
COURANTS MIGRATOIRES : L'ALLIANCE POUR LA MISE EN VALEUR
(première période)

1 - CONTEXTE POLITIQUE ET ECONOMIQUE DE L'ALLIANCE

o - Politique de persuasion et d'intégration pacificatrice
(avant 1912)

Avant 1912, les interventions de la colonisation étaient surtout d'ordre administratif et politique, nécessaire préalable à toute mise en valeur. En effet, à cette époque, le Cercle Militaire de Morondava était devenu province civile. En 1916, suite à la démilitarisation progressive des derniers secteurs sous tutelle militaire, la Province Civile de Morondava comprenait 7 districts, groupant les trois MENABE (MENABE méridional, Central, et Septentrional qui avaient été déjà regroupés en un seul protectorat) auxquels s'ajoutaient les secteurs de la SAKENY, BETSIRIRY, MAINTIRANO, TAMBOHORANO, et ANTSALOVA.

La période antérieure à 1912 pouvait être considérée comme transitoire du point de vue administratif, car il s'agissait d'une politique de persuasion et d'intégration pacificatrice, qui tenait largement compte de l'homogénéité des groupes humains dans le découpage administratif. C'est ainsi qu'avait été reconstruit l'ancien royaume de TOERA, le MENABE INDEPENDANT devenu MENABE SEPTENTRIONNAL, y compris le petit fief qu'INGUEZ conservait au Sud de la TSIRIBIHINA. Ce protectorat était soumis à l'autorité administrative de Morondava.

Cette politique pacificatrice eut pour conséquence l'intensification des mouvements migratoires déjà amorcés antérieurement, mais qui n'avaient pu s'épanouir du fait de la résistance des originaires regroupés autour de TOERA dans le MENABE INDEPENDANT. Les migrants venus des Hauts Plateaux occupaient les centres de MAHALBO, ANDROVAKELY, ANDROVABE. En même temps que le mouvement d'expansion MERINA, s'était développé d'une façon latente dans le MENABE, effective dans les régions de MAJUNGA, MAINTIRANO et DIEGO - SUAREZ un mouvement migratoire venu des COMORES. La colonisation étrangère a catalysé la diffusion de cette migration à partir des centres déjà existants. C'est ainsi que BOSY, MORONDAVA, ANKAIVO, et TSIMANANDRAFOZANA ont vu leur effectif augmenter rapidement entre 1899 et 1904.

Tandis que se résorbaient lentement les troubles liés à la résistance des "originaires", et parallèlement que se créait l'alliance des chefs traditionnels avec la Colonie, entraînant tous ceux qu'ils regroupaient, dans les zones favorables à la culture s'organisaient, se constituaient ce qui sera plus tard des villages. Les regroupements qui se sont opérés à cette époque se sont fait à partir des foyers de migration déjà existants tant dans la zone d'immigration, que d'émigration, et selon un processus indissociable des structures sociales qui les engendraient, et des hiérarchies qui y étaient

impliquées. C'est pourquoi cette période actuellement si méconnue est importante à découvrir, car l'on retrouve encore dans certains villages un système d'exploitation qui a pris racine à cette époque, et explique en partie pourquoi des groupements anciennement esclaves sont restés métayers de concessionnaires Merina ou exploitants étrangers européens ou Pakistanais .

L'administration directe de la région de MORONDAVA - MAHABO, favorisée par la période antérieure à la colonisation explique pourquoi cette zone est devenue très hétérogène en matière de peuplement, par opposition à l'administration indirecte pratiquée dans le MENABE INDEPENDANT . Les groupements comoriens se sont également répartis dans des villes telles que MANDABE, BEKOPAKA, BEREVO, ANKAVANDRA . En même temps, était mis en place le système colonial étranger, qui a commencé par l'organisation des centres urbains où se concentraient des centres administratifs et commerciaux, ainsi que les entreprises d'exploitation agricoles ou minières, et de nombreux étrangers, futurs exploitants agricoles. A côté des maisons de commerce européennes s'installait un réseau particulier de commerçants pakistanais , véritables colonies dont le réseau commercial n'est qu'une projection de leurs hiérarchies sociales, et qui par leur organisation et par leur souplesse ont résisté à l'épreuve du temps et de l'histoire.

Les limites de la Province Civile de MORONDAVA reprenaient globalement les limites du royaume d'ANDRIANDAHIFOTSY, premier roi Sakalava au début du XVIIe siècle, mais, plus étendues à l'Ouest, elles englobaient la zone libre où s'effectuaient les échanges entre les populations de la côte et celles des Plateaux. Elles sont restées inchangées jusqu'en 1946, date à laquelle il y eut un remembrement administratif .

o - Début de planification régionale en fonction des impératifs de marché (1915-1925).

Entre 1915 et 1925, et dans le cadre des limites administratives furent définies plus précisément des orientations économiques de la région, avec constitution d'un réseau de commercialisation par terre reliant les cours d'eau naturels navigables, afin d'assurer le transport et l'évacuation des produits vers MORONDAVA. Il fallait en particulier assurer la liaison Nord-Sud des districts de TSIANDRO - BELO - MORONDAVA, tous trois analogues en matière de production (pois du Cap et palétuviers), de relation socio-économique des originaires entre eux, et de situation commerciale en liaison avec les maisons de BELO et de MORONDAVA, qui procédaient tant à l'achat des récoltes qu'à leur exploitation; assurer les liaisons Est-Ouest et Sud-Ouest : BETSIRIRY, ANKAVANDRA, MORAFENOBE situés à 200 km à l'intérieur des terres, riches régions productrices de riz, et MALAIMBANDY, facile à relier avec MAHABO par terre à condition d'améliorer la route en utilisant la main d'oeuvre prestataire, ainsi que MANDABE, MORONDAVA. Ces liaisons étaient importantes non seulement en matière de circulation des produits qui, par la concurrence des prix pratiqués dans chacune de ces régions, inciterait les producteurs à une meilleure productivité (MALAIMBANDY 0,07 F/Kg - MAHABO 0,25 F/Kg), mais encore en matière de circulation de personnes, car c'est à cette période que furent intensifiées les migrations vers l'Ouest en particulier à partir des Hauts Plateaux, pour susciter la mise en valeur rizicole.

A cette époque également, on s'attache à définir la région économique, pour laquelle le cadre des divisions et des sous-divisions administratives ne devait pas être un obstacle ni en matière de mise en valeur, ni en matière d'échange et de commerce.

C'est pourquoi à l'intérieur du cadre provincial, des remaniements de districts et de cantons sont fréquents. Les facteurs d'homogénéité des groupes humains interviennent dès lors dans une moindre mesure, d'autant moins que la politique de migration est le moteur indispensable à toute mise en valeur. Les rapports interethniques ne seront plus utilisés qu'en vue de maximiser les objectifs de la colonisation. C'est ainsi que les divisions interethniques sont devenues des facteurs puissants d'individualisation, préalable important pour une adaptation maximum au système économique moderne. Elles ont été largement entretenues et maintenues dans les limites permises à l'ordre politique par l'administration coloniale qui devenait alors régulatrice des désordres provoqués.

A l'ancien équilibre économique, qui se traduisait par une association de cultures vivrières avec l'élevage, se substituera un secteur agricole plus diversifié et plus intensif, et qui ira dans le sens d'une intégration de l'élevage organisé en vue de la production, et dégagé des valeurs auxquelles il est attaché, qui le rendaient indifférent, sinon opposé aux valeurs de marché.

Ces cultures vivrières étaient déjà diversifiées en 1899, le riz et le pois du Cap étaient cultivés, mais la place prépondérante était accordée au maïs-manioc-patates, base de l'alimentation des "originaires".

Par l'augmentation de la culture de pois du Cap, non étrangère aux mouvements migratoires de l'époque (passée de 500 t en 1910, à 15 000 t en 1920, avec un rythme croissant à partir de 1914), par l'extension de la riziculture en pleine expansion dans les vallées de l'ANDRANOMENA, MAHABO et MORONDAVA, qui permettra à la province d'exporter du riz à partir de 1920 (600 t en 1921, plus de 2000 t en 1922), et tout en intensifiant les cultures vivrières pratiquées par les "autochtones", et pratiquement autoconsommées, nous voyons se constituer le secteur agricole.

La volonté d'intégrer le développement de l'élevage en augmentation croissante depuis 1912, se manifestera par la mise en application de l'impôt proportionnel sur les boeufs*. En effet, cette mesure obligeait les "originaires" à vendre leurs boeufs à la suite de cette pression fiscale, qui les atteignait spécifiquement, et incitait par sa proportionnalité les gros propriétaires, c'est à dire les chefs traditionnels, à orienter leur activité vers une finalité plus productive, qui les entraînait dans le circuit monétaire.

Avec la crise économique de 1920, qui atteignait les deux productions les plus riches en valeur monétaire de la région : boeufs et pois du Cap, à cause de la chute des cours, liée pour l'une aux compagnies d'exportation de viande, l'autre à la fin de la 1^{ère} guerre mondiale durant laquelle Londres avait constitué des stocks, s'ouvre une politique de mise en valeur dans le sens d'un meilleur équilibre relatif entre riz - pois du Cap - élevage - sans bien sûr omettre les cultures d'auto-consommation, maïs et patates, dont l'augmentation pouvait faire espérer une exportation à venir.

* mise en application un an plus tard avec taux définitif et possibilités sur demande des chefs d'obtenir une exonération de 50% et exonération complète.

La chute des cours du pois du Cap était elle-même amplifiée par la distorsion entre offre et demande à la suite de l'augmentation des surfaces cultivées, car cette culture jouissait d'un grand crédit sur la population. Elle avait été un facteur d'intégration entre migrants et originaires *et correspondait aux pratiques culturelles des producteurs, car elle s'apparentait à la cueillette et ne nécessitait guère de traitements.

Ainsi furent découverts des espaces cultivés qui bouleversèrent l'ancien cadre géographique et humain. Les nouvelles possibilités offertes par les aménagements hydrauliques (1925-1958), établissant la distinction entre terre irrigable / non-irrigable, complétées par l'utilisation rationnelle de l'espace, entraîneront, surtout pour les originaires, la nécessité d'adapter leur mode de vie à ces nouvelles conditions.

2 - CONSEQUENCES SOCIOLOGIQUES : UNE STRATEGIE DES TRANSFORMATIONS SOCIALES (1910 - 1925)

o - Le processus de l'alliance

Cette adaptation s'était déjà faite à partir des mouvements migratoires que connut la région de Morondava - Mahabo après la mise en place du système colonial, la pacification ayant rendu à l'immigration les régions autrefois troublées et incertaines.

La colonisation agricole de ces groupements immigrés entraîna l'extension des zones rizicoles, en particulier les plaines que l'on a mis en valeur systématiquement par la suite, ^{en} amorçant déjà une certaine spécialisation de l'espace en zones de cultures et d'élevage. Des groupements Sakalava se sont établis dans les villages de culture, et certains devinrent des villages interethniques. Les villages de boeufs ont continué d'exister, ils étaient situés dans des zones de pâturage où une partie de ces groupes originaires était spécialisée dans le gardiennage (bassins versants de la TSIRIBERENA, SAKENY, MORONDAVA, MAINTIRANO NORD et ANDRANOMENA). Les lieux de résidence des populations à majorité Sakalava, se situaient aux zones de démarcation des cultures et des pâturages. Les Betsileo, plus tard les "Koroa" se situaient au coeur des régions cultivées. Dans celles où l'on pratiquait la culture du pois du Cap, comme dans le delta, le brassage ethnique était plus net, et surtout la population plus fluctuante. Elle ne s'est stabilisée qu'en fonction des possibilités qu'a eues chaque groupe, au cours du temps, de posséder des rizières.**

Dans les régions où furent pratiqués des aménagements, ces échanges techniques interethniques corollaires de ces migrations déterminèrent une alliance pour la mise en valeur qui établissait plus une complémentarité productive, qu'elle n'induisait un rapport de domination d'un système de production sur un autre. Si des hiérarchies parallèles coexistaient, des niveaux de complémentarité apparaissaient.

* Nous verrons plus loin comment le pois du Cap a joué en matière d'intégration des groupes ethniques, et de quels groupes il s'agissait.

** Comme c'est le cas actuellement encore.

De nouveaux types de relations se sont créés, de sorte que le milieu traditionnel ^{pouvait} intégrer dans la logique qui lui est propre ces transformations, donc pouvait évoluer. De nouveaux rapports sociaux d'interdépendance, "le FATIDRA", sont issus de ces rapports interethniques. Le relatif individualisme issu de ces mouvements migratoires était ainsi permis et limité à la fois, par des structures sociales qui lui étaient antérieures, mais en même temps il les transformait. Le milieu d'immigration, et le milieu d'accueil étaient tout autant concernés par ces transformations. De la découverte d'un langage établissant un nouveau type de communauté dans la zone d'immigration dépendait la persistance de l'insertion du migrant avec le groupe de parents restés au pays natal. Au départ, ces migrations intérieures n'ont pas constitué pour le milieu d'accueil une véritable "révolution sociale", la complémentarité terre-travail qu'elles établissaient, jointe à l'ancienne alliance des Betsileo, Antaisaka et Sakalava justifiant l'établissement de liens d'interdépendance entre les hiérarchies ainsi regroupées ; l'entente tacite et formelle selon laquelle le droit acquis sur les terres constituait un unique droit d'usage et non pas d'échange, rendait possible au cours du temps une réelle complémentarité interethnique, comme en témoigne l'analyse de ce fragment de texte de discussion avec des migrants Betsileo de TANANDAVA * :

- . il y a eu don pur et simple de terres:
"Quand les Betsileo sont arrivés ici, ils ne se disputaient pas avec les Sakalava; les Sakalava leur ont dit : vous êtes venus chercher de l'argent, ainsi nous vous considérons comme des "LONGO". Voilà des terres que vous Betsileo pouvez cultiver..."
- . qui n'est pas un droit d'individualisation, objectif :
" Voici des terres que vous pouvez cultiver, mais ne les vendez pas. Si vous partez, remettez-les moi."
- . même si l'obtention se fait par l'intermédiaire de la vente ou de dons de boeufs, ce n'est qu'un moyen qui n'est pas un moyen de libération général et immédiat entre les contractants, comme nous avons coutume de le penser :
" Il y a beaucoup de moyens de se procurer des terres : aménager ensemble des canaux, défrichage, ou se lier avec le FATIDRA ou on achetait..."
- . qui n'existe que dans la mesure où les rapports sociaux d'interdépendance entre donneur et receveur se maintiennent et n'étaient pas rompus:
" C'étaient les "TAGNANDRO" et les "VAZIMBA" qui cohabitaient ici. Ils se sont procurés des terres à la suite d'accords par des liens amicaux qui les liaient tous "
- . mais ces droits n'excluent pas, en ce qui concerne les terres aménagées, une transmission de ces droits obtenus par entente, à des parents ou alliés du receveur, à condition qu'elle s'effectue dans la continuité, et qu'il n'y ait pas de transaction entre les parents receveurs:
" Deux personnes ont aménagé ces terres... nous allons amener l'eau ici, il y a suffisamment d'espace... "

*nous verrons par la suite comment ils sont devenus propriétaires de leurs terres.

" Quand ils ont conduit l'eau ici, "des familles" (parents) sont venus ici. Ils ont eu ces terres. Les parents de celui qui l'a aidé ont également reçu des terres... "

.../...

" Puis, décidez de rentrer chez vous, vous ne pouvez vendre les terres, vous devez me les rendre. Peut-être que d'autres Betsileo vont aussi cultiver... "

" Si d'autres Betsileo viennent... Voilà, il y a des terres qu'un "LONGO" a cultivées, il est rentré. Cultivez-les... "

Cependant ce don de terre entre groupes de parents alliés migrants n'est pas un don pur et simple, mais une sorte de métayage transitoire qui est perçu comme un rapport de production en relation directe avec les rapports sociaux

" Quand des parents arrivent ici, nous leur donnons des terres, si nous les jugeons "grandes personnes". Par exemple, je possède des terres, il se fait métayer, nous partageons la récolte et ceci non parce que je ne peux pas travailler toutes mes terres, mais parce que je suis généreux... "

" Si vous n'avez ni terre, ni argent, ni maison, vous pouvez avoir un parent au village. Alors vous habitez avec ce parent... "

C'est là que nous apercevons un phénomène naturel de régulation des migrations dans les limites de l'équilibre acquis entre le rapport homme/conditions de mise en valeur, et les rapports sociaux de production établis avec le groupement des originaires. Rythme lent ; parce que devant être indéfiniment harmonieux.

o - Les fondements historiques des droits des "TOMPON-TANY" et des "ZANA-TANY"

L'aménagement hydraulique fonde une catégorie de propriétaires migrants dont le contrat avec les originaires est basé sur l'impossibilité de vente de la terre *. En même temps, certains originaires "VOHITSE", qui pratiquent également la riziculture, ont vu leurs rendements augmenter par ces nouvelles techniques d'irrigation.

" Parce que les terres ont été laissées par les Sakalava, les Sakalava et les Betsileo arrivés ici se sont liés, et ce sont les Betsileo qui sont à l'origine du riz ici. Les Sakalava, eux, ils n'ont pensé qu'à leurs boeufs. Nos parents s'en sont occupés. Les terres nous reviennent. Et puis, quand j'ai un déplacement à faire, je remets les terres entre les mains de celui à qui je les ai empruntées. Je les cultive, mais quand je vais partir, je laisse les terres.

^{même} si je n'ai pas de boeufs mais possède

*Nous verrons sur ce point l'influence de la colonisation étrangère dans le 2e § de ce chapitre.

"..des terres, on peut déjà me considérer comme "ZANA-TANY". Si je n'ai pas de boeufs, je suis encore qualifié d'étranger..."

. La définition de "TOMPON-TANY" fait référence aux droits qui se sont institués lors de la conquête du MENABE par la dynastie MAROSERANA, celle des rois Sakalava. Ces droits établissent le souverain comme propriétaire éminent de la terre. Il répartit la terre en sorte de fiefs attribués aux princes de la famille royale, qui fondèrent les droits quasi-privatifs de certains chefs de lignage descendant de ces princes, et d'autres lignages alliés à ces derniers. Ces droits font donc référence à la hiérarchie interlignagère de l'ancien royaume, ainsi qu'aux révolutions fréquentes qui se produisaient bien que dans une moindre importance dans le MENABE.

. Celle de "ZANA-TANY" fait référence aux droits acquis par la catégorie des originaires installés dans la région avant la conquête Sakalava, assimilés à la hiérarchie qui s'est constituée, et formant la catégorie des hommes libres ou "VOHITSE". Leur droit était un simple droit d'occupation qui disparaissait avec l'arrêt de mise en valeur, assimilable aux droits du fokonolona.

. Les migrants pratiquant une culture intensive, le riz, nécessitant des aménagements préalables et ne nécessitant pas une longue jachère sont devenus comme des "ZANA-TANY" par entente tacite avec ceux-ci, c'est à dire qu'ils ont acquis le même droit d'usage afférant aux "VOHITSE", et dont ils peuvent jouir tant qu'ils restent sédentaires.

. Les uns disent être "ZANA-TANY", d'autres font encore une démarcation entre les "ZANA-TANY" originaires de la région, ayant leur tombeau sur place, et eux, migrants implantés devenus des "ZANA-TANY" de fait, puisqu'ils bénéficient des mêmes droits fonciers.

" E - Est-ce qu'on peut vous qualifier de "ZANA-TANY maintenant?

- oui, nous sommes des ZANA-TANY

.../...

- Nous sommes des gens venus chercher de l'argent, nous ne sommes pas enterrés ici, donc nous ne sommes pas des "ZANA-TANY. Seulement nous sommes installés ici parce que nous sommes adaptés..."

. Par opposition, les "TOMPON-TANY", ce sont ceux qui limitent le droit de culture puisque, pour eux c'est l'espace qui compte, et que leur droit est lié à la hiérarchie des lignages et des clans à l'intérieur du royaume. Leur droit sur la terre est de nature religieuse, et en référence permanente avec leurs ancêtres hiérarchisés et personnalisés.

" Les "TOMPON-TANY" ne font pas de cultures. Ils sont propriétaires des lieux où ils gardent leur boeufs. C'est parce qu'ils ont construit le village qu'ils sont "TOMPON-TANY". Ils ne cultivent pas, c'est l'espace où ils gardent leurs boeufs qui compte..."

" Ils ne font que de petites cultures de maïs. Pour eux, l'essentiel, c'est le boeuf..."

. Ainsi la colonisation agricole intérieure n'a pas ^ebouversé les droits fonciers traditionnels. Les merina commerçants installés à MAHABO constituait beaucoup plus des ferments de rupture avec ces droits que ne l'étaient les agriculteurs migrants venus exploiter des terres parce que dans leur pays d'origine, la situation foncière et les structures sociales les maintenaient à un niveau économique trop faible. Beaucoup de Betsileo anciennement esclaves sont répartis dans l'AMVR, et suivant leur ancienneté d'implantation sont devenus comme des "ZANA TANY". Certains malgré leur ancienneté sont restés métayers de concessionnaires merina parce qu'en grande partie, ils n'ont pu, ni su se dégager de la structure sociale qui les identifie.

o - Les fondements socio-économiques de la permanence de ces droits :

La "complémentarité" de l'activité économique des originaires et des migrants.

Cette colonisation, en tant qu'elle exerçait une influence sur le niveau de vie des VOHITSE, contenait tout de même les ferments d'une "révolution sociale interne", par le danger qu'elle constituait en renversant les termes de la mise en valeur. De plus, ce ne serait plus dès lors les seuls baibohe secs ou humides qui feraient l'objet de droits privés d'appropriation : les terres rizicoles en pleine expansion justifiaient l'apparition d'un antagonisme culture - élevage. A tel point que les "TOMPON-TANY" ne pouvaient être définis que d'une façon restrictive : ceux qui ne cultivent pas, définition qui à la lettre est parfaitement inexacte, mais qui dans sa relativité indique le niveau et la nature du problème.

L'affirmation suivante :

" Pour nous, malgaches, la terre est la source du boeuf..."

est vraie du double point de vue des originaires et des migrants.

La mise en valeur des terres deviendra pour les Sakalava* un facteur de différenciation sociale important, et apparaîtra la possibilité d'augmenter leur position sociale par la possession de nombreux troupeaux leur conférant puissance et richesse.

La recherche de l'argent convertible en boeufs, sera la garantie pour le migrant de conserver une place dans la communauté de parents qui seule l'identifie.

Nous voyons alors comment l'accélération de la mise en valeur par la transformation des conditions productives, est un facteur puissant, à la fois d'intégration et de désintégration. Tout dépend du rythme des transformations qui seront imposées aux structures sociales, et de l'élasticité de la société des originaires, qui impose elle-même aux migrants un certain mode de relation.

* C'est à dire tous les clans qui étaient intégrés dans la hiérarchie du royaume et des fiefs .

Au départ, les terres étaient vastes :

" On ne va pas acheter toutes les terres, s'il y en a, pourquoi n'en donnerions-nous pas ? C'est parce que des liens sociaux existaient entre nous depuis longtemps que nous leur en donnons (nous les "TOMPON-TANY")..."

Elles sont devenues rares :

" Mais s'il y a toujours des étendues de terrains, elles appartiennent toujours à quelqu'un ..."

Il n'y a plus de terres libres.

Le métayage apparaît alors comme un rapport social destiné à maintenir la complémentarité productive entre originaires et migrants devenus "ZANA-TANY". Il intervient à ces deux niveaux pour maintenir des équilibres partiels et par là comme régulateur de l'évolution sociale et productive *.

La période de 1905 -1925 pour la côte Ouest Malgache a permis ce type de colonisation spontanée et la mise en oeuvre d'une adaptation partielle du milieu traditionnel d'accueil. Le mode d'acquisition des terres, le système de production avec la constitution d'un métayage révélateur des structures sociales et régulateur des migrations auto-entretenues ainsi que l'acquisition des droits temporaires sur les terres de cultures analogues à ceux des originaires cultivateurs regroupés en villages (ou plutôt hameaux), en sont les manifestations premières. L'évolution des conditions productives, ainsi que la main-mise par les colons étrangers sur les bonnes terres, constitueront autant de contraintes externes qui bouleverseront ces équilibres partiels acquis, ou dans d'autres cas les renforceront.

3- LES CONTRAINTES EXTERNES ET LEUR CONSEQUENCES SUR L'EQUILIBRE MIGRANTS / ORIGINAIRES

La fermeture du circuit est tellement liée au degré d'intervention de la colonie sur les conditions productives, qu'il n'est plus possible d'analyser l'évolution du droit foncier traditionnel, par l'introduction à petite échelle de techniques d'irrigation importées par les migrants. Dès lors, là où l'administration a décidé de transformer les conditions productives en augmentant l'échelle des transformations, les migrations intérieures se sont trouvées brutalement mélangées et associées à la mise en valeur dans le cadre moderne agricole. Cependant il n'y a pas eu pour autant identification du migrant au monde moderne, auquel il n'a participé que partiellement, ce serait ce que par le niveau de vie auquel il était maintenu par le système d'exploitation colonial.

Désormais, le migrant sera soumis à des pressions antagoniques. Rejeté par le milieu d'accueil parce qu'il est devenu l'agent de la colonisation, absorbé par ce milieu et exploité pour lutter contre le colonisateur. Dès lors, la perpétuation des relations avec

* Nous verrons dans le § B de ce chapitre comment dans le cadre de la colonisation étrangère il devient une manifestation d'involution sociale plus qu'une régulation.

son groupe de parents restés au pays d'origine, qui auparavant constituait un aspect positif et nécessaire à la découverte d'un langage avec le "foko" d'accueil, deviendra un réflexe de défense, une nécessité absolue pour lutter contre sa propre désintégration.

Désormais, il ne sera plus nécessaire pour le migrant de passer par l'intermédiaire du milieu rural traditionnel des originaires ou migrants implantés, dans sa recherche de l'argent ; les facteurs d'individualisation en seront d'autant plus déterminants.

Dans le cas précédent, les nouvelles relations que créait le migrant avec son foko d'accueil ne brisaient pas dans son fondement l'institution familiale, et celui-ci continuait à ordonner ses rapports dans ce cadre. Les migrations n'impliquaient pas pour autant une rupture avec les croyances traditionnelles, elles étaient même les ferments d'une mutation, et donnaient à ces croyances une nouvelle vigueur : le cadet, devenu aîné dans la zone de migration conservait le choix d'utiliser les qualités "d'entrepreneur" qu'il avait acquises en s'expatriant à des fins purement individualistes, ou en redécouvrant, enrichi de ces nouvelles expériences par le rôle qu'il était désormais admis à jouer, quel type de dialogue pouvait s'établir entre la communauté villageoise et l'individu, et partant, comment élargir l'enseignement reçu par ses ancêtres qui n'épuise pas les facultés de l'homme, mais les fait naître.

A l'interdépendance généralisée en cours de formation, qui comprenait des niveaux hiérarchiques issus des systèmes de parenté, et leur extrapolation dans les limites compatibles avec ces structures, se substituera la domination de fait qu'impose le système colonial, même si les changements vont dans le sens de l'évolution en cours, comme c'était le cas pour la mise en valeur de la plaine de MAHABO et du delta de la MORONDAVA.

Le rythme imposé à ces transformations par la planification régionale selon des impératifs d'équilibre économique internes à la région aménagée, et la nécessité de dégager un surplus pour la Colonie à partir des exploitations agricoles, induira une perturbation démographique, et le caractère des migrations, même spontanées sera différent.

En effet, ces migrations qui avaient mis en contact des groupes ethniques à économies complémentaires en augmentant le rendement faible de l'équilibre productif des originaires, n'induisaient pas d'effets de domination permanents, d'autant moins que cette domination était désormais exercée par l'étranger. Dans ces conditions, "l'adjonction au groupe de nouveaux membres par croît naturel renforcera plus les possibilités de complémentarité des groupes en présence qu'elle n'augmentera les chances d'une différenciation hiérarchique*."

Dès lors, en réaction à l'intervention étrangère, le milieu traditionnel cherchera à renforcer ses propres complémentarités, plutôt qu'à s'insérer dans le monde étranger. Les rapports sociaux migrants - originaires seront de nature antagonique plutôt que contradictoires, c'est pourquoi le clivage est souvent constaté dans les

organisations villageoises. Mais face à la domination étrangère, il devient secondaire. Dès lors, nous pouvons analyser avec la seconde période, celle où les méthodes de mise en valeur imposeront à la société traditionnelle un rythme sans cesse croissant, une radicalisation des droits fonciers étudiés précédemment.

B - LA SYSTEMATISATION DU DROIT COUTUMIER EN REACTION A LA
CONSTITUTION D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE SUR LES TERRES AMENAGEES.

(2ème période)

INTRODUCTION : L'évolution des régimes fonciers et leur systématisation à partir de 1958.

La mise en oeuvre par la Colonie des forces productives de la Côte Ouest s'est heurtée à la détermination du milieu, et en même temps elle a provoqué la mise en place d'un secteur traditionnel agricole extérieur, révélé par l'analyse des régimes fonciers traditionnels.

Il s'agissait de déplacer "l'équilibre biologique" faible de ces régions par l'utilisation de techniques agricoles susceptibles de favoriser leur mise en valeur. Ceci supposait de rompre avec l'ancienne économie de subsistance qui était une agriculture itinérante sur brûlis et jachère forestière. Les habitants d'un village étaient collectivement possesseurs d'un territoire, ils pouvaient faire leurs défrichements où il leur plaisait, et perdaient la jouissance de leurs champs dès qu'ils cessaient de les cultiver. Chacun fixait l'étendue de son défrichement selon la limite de ses forces, thème qui revient souvent parmi les originaires:

" Chacun n'a pas la même force de travail..."

Les habitants avaient donc besoin d'une très large étendue de terres cultivables en plus des champs qu'ils exploitaient ("bai-boho"), étendue qui devait être en rapport avec la durée de la jachère d'environ 10 ans.

L'équilibre qui s'était établi entre les groupes de migrants et les originaires, et qui avait abouti à une transformation des conditions productives dans la région de MORON'DAVA - MAHABO, sans détruire la finalité économique de chacun des groupes en présence, va se trouver dangereusement mis en question par l'échelle des transformations qui sera imposée pour accroître la production, même si le rythme de mise en valeur par les travaux hydrauliques avait été progressif*.

Entre 1925 et 1934, nous avons la constitution des plaines rizicoles de MAHABO, ANKILIVALO, ANDRANOMENA. Les lots de colonisation qui furent mis en place constituèrent un secteur privilégié de productivité rizicole. Beaucoup de villages furent créés à cette époque, villages comptant essentiellement des migrants.

* cf p.22 .

Ainsi se seraient formés dans la plaine de MAHABO une douzaine de villages Betsileo, dont certains comptaient de 1200 à 1300 habitants. Pour la seule année 1920, le nombre des arrivants avait été évalué à 20 000 par le chef de province. Ce sont les villages de BEVOAY, MANAMBALIHA, ANKILIVALO, TANAMBAO, ANDEVONOMBY, ANALAMITSIVALONA.

Seule la Compagnie Lyonnaise avait une concession (lots 9, 10, 11, 12, 13). Les centres de résidence SAKALAVA se trouvaient tous en périphérie de cette zone. Les agriculteurs migrants qui résidaient à l'intérieur de ce périmètre, et qui étaient devenus propriétaires de l'eau par les droits d'eau qu'ils payaient à la Colonie à partir de 1929-1930, participaient à la croissance économique de la région par leur production, et en même temps, ils constituaient une réserve de main d'oeuvre salariée dans laquelle l'administration pouvait puiser selon ses besoins.

En réponse à ces transformations, se constituait un secteur agricole traditionnel qui intégrait dans son équilibre productif la technique rizicole, et les groupes de migrants, même associés à la production dans le cadre moderne, se trouvaient souvent intégrés également au secteur rural traditionnel.

En effet, malgré les espaces découpés par la colonie pour réaliser la mise en valeur, les droits fonciers traditionnels persistaient, et avaient à l'égard des migrants force de loi. Bien plus, conséquence indirecte de la politique d'assimilation, ils s'étaient renforcés à la suite de la désorganisation de l'appareil aristocratique et militaire formant la hiérarchie de l'ancien royaume.* La propriété éminente des terres appartenant désormais à la Colonie, et non plus aux rois et chefs traditionnels, avait renforcé les droits des "foko" et lignages sur leur territoire villageois. Pour la région qui nous intéresse, le district de MAHABO, et la mise en place du secteur rizicole, les villages d'ANKILIVALO, MANAMBALIHA, TOMASY devenu BETSERIRY, et BEVOAY, tous en périphérie du périmètre irrigué ou irrigable, constituaient les centres de résidence Sakalava, non éloignés de MANEVA, où sont enterrés les rois Sakalava du MENABE.

La création d'un nouveau village supposait toujours l'accord de ces groupements en plus de celui de l'administration :

" Mais quand quelqu'un veut fonder un village, il lui faut demander l'autorisation aux villages qui existaient déjà. BEVOAY était avant ce village ..."

Deux secteurs agricoles pouvaient dès lors coexister, l'un secteur moderne s'étendant au détriment du secteur traditionnel, mais celui-ci, quoique repoussé, continuait cependant d'affirmer, et même de systématiser les cadres juridiques à l'intérieur desquels se développait l'activité productive des migrants, ou une partie de cette activité.

En effet, dans l'intervalle des zones concessionnées ou des périmètres de colonisation, se définissait une répartition foncière au niveau des collectivités rurales, sur la base des accords internes à ces groupes.

* désorganisation qui dans la région de Morondava -Mahabo, avait déjà été amorcée durant la période de pénétration morina, mais il subsistait des hiérarchies partielles en particulier dans le MENABE indépendant.

" Quand ils ont décidé de faire des concessions, la population ne pouvait s'y opposer . S'ils trouvaient un terrain de parcours de boeufs, s'ils voulaient s'y installer, on ne pouvait les en empêcher ..."

La nature des droits sur la terre diffère suivant qu'il s'agissait de terres aménagées, non aménagées, terres de parcours ou "zones libres" où se pratiquait selon les besoins l'agriculture sur brûlis .

A l'ancien système agricole correspondait un certain régime des terres : le terroir villageois, mis à part les champs permanents qui ne nécessitaient pas de jachère, permettaient de pratiquer des cultures chaque année, où s'affirmaient des droits individuels de possession, appartenait à la communauté des parents, "foko" ou lignages. Il était ainsi composé de grands espaces apparentement "libres", où étaient dispersés des champs sur brûlis sur lesquels existaient de simples droits d'exploitation qui cessaient avec la mise en valeur, ce qui supposait une redistribution permanente, à cause de la nécessité des jachères. Les terres de parcours de boeufs appartenaient aussi collectivement à la communauté.

Il est bien évident que les migrants ne pouvaient se satisfaire uniquement de leurs rizières, bien que le riz fût leur production principale . Il leur fallait s'assurer un complément de production, et même pour leurs boeufs, ils devaient pouvoir disposer de "terres libres" appartenant aux seuls "TOMPON-TANY", et pour ce faire être intégrés aux terriboires villageois définis avant leur arrivée, même si ceux-ci se sont trouvés remaniés par la suite.

1 - LE REGIME DES TERRES AMENAGEES ET LES RAPPORTS DE PRODUCTION QUI EN DECOULENT.

Le régime des terres aménagées se transformera assez vite en droit de pleine possession pour ceux qui, sur leur initiative, en alliance avec certains groupes originaires, ont entrepris l'aménagement des zones rizicoles :

- " Quand nous avons commencé de dominer la nature..."
- " Si vous pouviez faire venir l'eau, vous y travailliez, alors vous ne donniez aucun produit aux propriétaires. Il n'y avait pas de partage de la récolte. Et quand vous quittiez ces terres, vous les leur rendiez..."
- " S'il y a des terres non mises en valeur, vous les demandez au propriétaire , il vous répond - si vous pouvez y introduire de l'eau, cultivez-les -, alors c'est comme si vous étiez le propriétaire, alors vous vous occupez de tout ce qui concerne l'eau..."
- " Si le métayer paye lui-même ses frais d'eau, alors la récolte lui revient totalement, il n'y a plus de métayage..."

Ces aménagements, qui n'avaient au départ fondé qu'une agriculture d'irrigation restreinte, et avaient augmenté lesressources vivrières , n'avaient pas nécessité une centralisation , ni un contrôle social important. Les termes de l'alliance, qui fondaient la dépendance des riziculteurs suffisaient. Ces nouveaux travaux faisaient encore partie d'un complexe hydraulique très large et en dépendaient. Le niveau organisationnel s'est donc limité aux groupes de parents ou alliés qui avaient construit ces réseaux . Le partage des charges afférent à l'entretien, au paiement des droits d'eau, les décisions relatives aux infractions pour avoir détourné l'eau de son cours sans autorisation du fokonolona, toutes ces mesures supposaient une entente entre les propriétaires :

" Le canal principal est commun à tout le fokonolona. Les frais engagés pour ces travaux sont payés par le propriétaire des terres. Il y a de petits canaux pour conduire l'eau sur les terres où vous êtes métayer : c'est vous qui vous en occupez:.."

" Pour ce qui concerne les petits canaux, si on prend ce canal, il se divise en deux arrivées un peu plus bas. Sur cette partie se trouve le propriétaire, sur cette autre le métayer. Chacun s'occupe de son canal ; s'ils ont le même canal, ils le font ensemble..."

Cette nécessité d'entente, pour maximiser les potentialités hydrauliques de la région enracinait l'alliance des originaires et des migrants, et intégrait ces derniers dans le contexte juridique et coutumier des originaires . De plus , la division du travail spécifique qui s'était établie pour ce type de culture pour lesquelles les critères d'alliance et de parenté étaient déterminants et s'actualisaient dans l'organisation du travail, rendait quasi impossible la rupture du contrat, celui de l'inaliénabilité des terres. Elle aurait entraîné des réactions en chaîne, détruisant l'équilibre économique acquis par ces catégories de migrants devenus propriétaires. Les taxes d'eau qui furent appliquées à partir de 1930 dans les secteurs concernés par les aménagements entraînèrent l'immatriculation des terres, favorisée par la législation relative aux réserves indigènes de 1928. L'on note qu'effectivement les concessions "indigènes" datent de 1935 environ, et concernent essentiellement les zones rizicoles, voire même exclusivement ces zones.

Cependant, ces différentes immatriculations ne constituaient pas pour autant, au départ en tout cas , une atteinte au principe de l'inaliénabilité des terres, donc une rupture de contrat avec les originaires ; bien au contraire, elles garantissaient la pleine possession des cultivateurs sur leur rizières, contre l'immatriculation étrangère, et concernait donc tout spécialement les villages du delta, et les villages situés au Sud de MAHABO . Le métayage pratiqué sur ces terres persistait.

Métayers et propriétaires au départ, étaient parents ou alliés. Pour certains travaux, c'est le groupe de parents directs qui est concerné : entr'aide, boeufs , comme en témoigne la répartition des charges entre métayers et propriétaires, suivant le type de métayage pratiqué .

" L'AMPAHATELOMY, dans lequel la récolte revient pour $\frac{2}{3}$ au métayer, $\frac{1}{3}$ au propriétaire. Les semence, les boeufs et l'entr'aide ou le salariat pour le piétinage et le repiquage sont assurés entièrement à la charge du métayer. Le VAKY-MIRA, la récolte est partagée en deux parts égales, le propriétaire fournissant boeufs et semences .

L'AMPAHEFANY, le produit est partagé en 4 parts égales dont 3 pour le métayer, 1 pour le propriétaire : très peu fréquent et récent!"

.../...

" S'il n'a pas été précisé dans le contrat que le métayer fournit les boeufs, alors s'il va lui dire que ses boeufs ne suffisent pas...Le propriétaire répond - ceci n'est pas dans le contrat, cultivez ce que vous pouvez cultiver ce que vous ne pouvez pas cultiver, laissez-le - même s'il a des boeufs, il n'en fournirait pas au métayer, du moment que ce n'est pas prévu dans le contrat..."

.../...

" Alors nous empruntons à nos parents..."

" d'ailleurs, la plupart des métayers ont des boeufs..."

Ce point est donc très important pour régulariser les migrations suivant l'équilibre interne contenu dans les rapports de production. Il faut ajouter à cela, la nécessité pour le migrant de trouver des terres de pâturage pour ses boeufs, qui sont accordées par les seuls "TOMPON-TANY", c'est à dire les originaires.

Ceci nous montre combien l'immatriculation est un voile jeté sur l'activité rurale qui conserve un caractère traditionnel garantissant en fait les fondements de l'alliance . Le métayage et la possession de boeufs sont des contraintes suffisantes pour que les situations des propriétaires*soient fortes vis à vis de leurs métayers.

La législation relative aux taxes d'eau , si elle a permis l'apparition de migrants propriétaires des terres qu'ils avaient mises en valeur, s'appliquait à une propriété faible pour ce qui concerne les nationaux, et parallèlement à une propriété forte et concentrée de type occidental pour le secteur étranger moderne. Appliquée à partir de 1930, elle ne pouvait constituer une centralisation effective, puisqu'elle ne s'enracinait pas sur une réforme agraire tenant compte de cette réalité duale en matière de droits fonciers.

Actuellement, dans le cadre d'un régime de production inchangé sur les terres rizicoles issu des rapports sociaux établis avec les originaires, seuls les systèmes d'exploitation ont involué vers un salariat plus intensif, et un métayage au second et troisième degré,

* Quand nous employons le terme "propriétaires", nous faisons toujours référence à l'alliance dont nous avons défini le contenu précédemment.

résultat de l'intensification de la mise en valeur sans changements profonds du secteur rural agricole.

Les migrants devenus propriétaires rizicoles, sont essentiellement Betsileo-morina, résultat de la politique de migration dans la région de MORONDAVA-MAHABO. Quelques groupes Antaisaka bien organisés ont également réussi leur implantation dans la zone de migration *

2 - LE REGIME DES BAIBOHO

Originellement, ce régime concerne les droits de l'individu possesseur à l'intérieur de la communauté villageoise, c'est à dire du "foko" ou du "TARIKY", tout dépend de la période historique considérée. Durant la colonisation, c'est le foko ou les foko originaires **, qui détiennent en propre la possession des baiboho dans le cadre de la communauté villageoise. Ces droits deviennent dès lors des droits quasi-privatifs de propriété, en réponse à l'appropriation des terres par l'état colonial.

C'est ainsi que les fortes vagues d'immigration ont été absorbées par les originaires pour la mise en valeur des baiboho et la culture des pois du Cap. Les migrants étaient salariés des "TOMPON-TANY":

" Pour les baiboho, le régime du métayage ne s'applique pas, je n'ai pas encore vu des baiboho travaillés par des métayers, où les récoltes de manioc, d'arachides, de maïs sont partagées..."

Plus tard, une minorité de migrants, en général ceux qui ont été à l'origine de la mise en place de secteurs rizicoles restreints, et qui ont importé leur technique d'irrigation jusqu'alors inconnue, ont obtenu des baiboho qu'ils ont pu acheter, bénéficiant des besoins en argent ou en boeufs des originaires, surtout à partir de 1920, date à laquelle la culture des pois du Cap devenait moins rentable.

Ces ventes ne détruisaient pas, au départ, les termes de l'alliance, preuve en est que les baiboho n'ont guère fait l'objet d'immatriculations. Ceux qui ont été immatriculés faisaient partie en fait potentiellement des zones rizicoles, à la suite des transformations des réseaux naturels d'irrigation (changement de lit de la MORONDAVA selon une périodicité de 7 à 9 ans). De là d'ailleurs la distinction entre baiboho secs et humides.

Actuellement, avec la mise en place d'une infrastructure d'irrigation couvrant toute la région, la notion de baiboho tend à disparaître du point de vue des services techniques.

*Nous verrons par la suite que les rapports sociaux à l'intérieur de l'alliance se sont transformés d'une manière différente pour chacun de ces types de migration.

** Nous retrouvons donc bien ici la notion de "ZANA-TANY", premiers installés avant la formation du royaume Sakalava devenus depuis la colonisation "TOMPON-TANY".

Ces derniers ne considèrent en effet que les terres d'alluvions inondables chaque année, sans penser que les droits coutumiers sur ces terres, loin de diminuer, se renforçant par une réaction logique à l'intervention globale qui implique la perte complète de leurs droits et la fin des rapports de production qui y sont impliqués. Dans les définitions des services techniques, sont exclus de la notion de baibo, les terres humidifiées par les crues de la MORONDAVA . Si, actuellement les situations acquises par les migrants anciens sont conservées, il est exclu que les nouveaux migrants obtiennent le droit de cultiver sur ces terres sans l'autorisation préalable des originaires:

" Il se passe des choses comme ceci : dès que vous portez l'angady sur une "terre libre", on vous dit -elle est à nous - Alors si ce n'est pas d'après la loi du fanjakana, nous n'osons pas. Et en outre, il y a aussi les autres qui vivent avec vous, et vous avez peur de vous quereller avec les gens. Et vous ne touchez pas aux choses des autres, même si ces terres ne sont pas travaillées. Pour ce qui est des terres à fertiliser, il y en a, mais on n'ose pas..."

" .../...
" Ici je vais parler des baibo, Voici comment cela se passe pour les baibo. Avant on les appelait terres des ancêtres. Parce que nous sommes étrangers, nous n'avons pas de baibo, ce sont eux les premiers installés qui en ont. Actuellement, malgré la croissance de la population, les jeunes vont à d'autres activités, ils ne travaillent pas les baibo, si bien que souvent des arbres poussent sur les baibo, et lorsque, conformément à la loi du fanjakana, nous défrichons, les "TOMPON-TANY" (propriétaires ou premiers installés) arrivent, ils nous interrogent, ils nous disent - ceci ne vous appartient pas, ceci appartient à mon grand-père à ma grand-mère, quittez ces lieux, vous n'êtes pas propriétaires de ce terrain - Nous nous exécutons parce que nous voulons rester dans le MENABE. Que pouvons-nous faire, nous n'avons pas apporté de terrain avec nous, nous sommes venus contracter des "LONGO".

Actuellement, certaines immatriculations sur les anciens baibo sont demandées par les originaires pour conserver leurs droits individuels contre la domination étrangère exercée par l'intermédiaire des aménagements. Ces immatriculations, combinées avec le blocage systématique par les originaires à l'accession des migrants à un droit de culture sur les baibo autre que ceux qu'ils accordent, renforce le système d'exploitation avec des formes multiples et variées

./..

combinant métayage et salariat . Ceci entraîne un blocage de la production autant qu'un blocage des migrations. Dans ce processus, migrants implantés propriétaires de rizières et originaires agissent dans le même sens, car sur le plan foncier, ils se trouvent devant une égalité de situation, où leurs droits peuvent à tout moment disparaître pour peu que l'intervention se précise:

" Est-ce que vous n'avez pas pu obtenir de terres pendant ces huit années ? "

- Je n'ai pu m'en procurer pour les raisons suivantes : on ne peut plus obtenir les terres des autres qui sont déjà mises en valeur. Ils ont peur que vous ne gardiez leurs terres, parce qu'il y a eu beaucoup de victimes de cela ailleurs, et moi non plus je n'ose pas m'accaparer les terres des autres. Je veux avoir des terres que j'ai achetées. Or mon argent ne peut acheter les terres qu'on vend, parce que je n'ai pas de baiboho où je pourrais faire des cultures de manioc, de maïs...C'est pour cela que je n'ai pas pu me procurer des terres..."

Du point de vue de la productivité agricole, nous pensons que la diminution des rendements du pois du Cap n'est pas étrangère à ce phénomène. Nous pensons que les facteurs climatiques , et la volonté de sélectionner les pois sont des données importantes, mais pas déterminantes, eu égard aux facteurs sociologiques, et aux problèmes fonciers qui en découlent.

3 - LE REGIME DES TERRES LIBRES

Ce sont les terres de pâturage ou de brûlis avec jachère forestière. Elles correspondaient et correspondent toujours à un droit collectif de propriété. Elles s'inscrivent dans le cadre d'un territoire villageois, et sont en référence avec le droit des foko originaires. Dans certaines zones d'intervention, ces droits ont été restreints comme dans le Delta:

" Et à propos des pâturages, en avez-vous ou bien gardez-vous les boeufs partout ailleurs parce que vous avez sûrement des boeufs?

- Il y a des pâturages précis, là-bas à BEKONAZY, mais c'est un don du fanjakana. Les boeufs qui broutent par ici ce sont les boeufs de labour. Les pâturages se trouvent là-bas, au Nord, limités ,mais assez vaste

E - alors ils sont vastes, non ?

- on ne peut pas le dire , car ils sont estimés à 20 Ha pour 8 000 boeufs

- Oui les pâturages autrefois étaient vastes, mais aujourd'hui il n'en reste que 1/3. Le reste, les autres l'ont pris.

- pâturage, ce n'est qu'un mot, parce que ce qu'il reste ne peut suffire à 8 000 têtes.

- et c'est pour cinq ou six villages, ça.

- Si l'on mesurait la surface de ces pâturages employés, la longueur serait de 8 km pour une largeur de 4 km. tout cela ne peut suffire à

" 8000 têtes. Un boeuf ne peut être satisfait avec 1 m², ça pourrait lui suffire pour aujourd'hui, mais après c'est fini ..."

En réaction à la restriction des terres de pâture qui nécessitent de grands espaces comme l'indique ce texte, et compte tenu de la non-intégration du secteur élevage avec le secteur agricole, nous assistons à la multiplication des feux de brousse en dehors des zones d'intervention, seuls espaces où les originaires ne font pas obstacle, car ceci va tout à fait dans leur sens, par la politique de rareté des terres qu'ils introduisent à tous les niveaux afin de maintenir les rapports de production, qui ne sont pas sans leur procurer des bénéfices en augmentant leur statut social par la possession de nombreux troupeaux.

CONCLUSION

o - Echec de la colonisation directe en 1946

Les travaux réalisés par la colonie en vue de transformer les conditions productives de la région, ont le plus souvent abouti à une irrigation partielle et temporaire des secteurs rizicoles. Ainsi les plaines de MAHABO, ANKILIVALO: Les travaux réalisés dans le delta prenaient plutôt le caractère de palliatifs, ou de lutte contre un assèchement total. Jusqu'en 1958, l'on peut dire que l'administration en augmentant l'ancien "équilibre physiologique" de cette région, permettait aux collectivités rurales de créer un secteur agricole de subsistance par l'intermédiaire duquel elles échappaient à la domination étrangère, parce que ces collectivités maintenaient leurs droits fonciers, et les systématisaient.

Ainsi, il n'y a eu de transformation de la société traditionnelle que dans les limites de l'impact économique de la colonisation.

Le rapport économique de 1946 est très intéressant pour montrer combien le secteur rural traditionnel avait réussi un équilibre productif, et une intégration quasi-juridique, dont les régimes fonciers précédemment analysés témoignent.

La concurrence qui s'était établie entre le secteur moderne agricole et le secteur rural traditionnel semblait à cette époque favoriser le milieu villageois d'autant plus que les travaux réalisés étaient insuffisants, et l'on peut presque dire qu'il s'agissait là d'une manifestation à l'échelle de la région d'un échec de la colonisation.

La principale production, le riz, diminuait; le secteur moderne agricole se heurtait à l'inexistence de main d'oeuvre presque en permanence. En effet, les régimes fonciers qui s'étaient établis dans le cadre des collectivités rurales impliquaient un équilibre des mouvements migratoires contenus dans les rapports de production établis avec les originaires comme avec les anciens migrants implantés: ce qui suffisait pour expliquer que le secteur moderne agricole restait marginal pour le migrant.

Le responsable de la circonscription notait que les habitants de la région, propriétaires de boeufs ou planteurs de riz, n'avaient pas besoin de s'employer pour vivre, et avaient intérêt à travailler pour leur propre compte.

Les riziculteurs Betsileo - Merina, et quelques groupes restreints Antaisaka détenaient la majeure partie des terres aménagées où ils exerçaient un droit foncier de "ZANA-TANY". Les Bara et Sakalava plutôt les "originaires" étaient "TOMPON-TANY", c'est à dire maîtres de la terre non contestés par les "ZANA-TANY" *, et plus précisément propriétaires des baiboho. En vertu de ce droit, ils employaient des groupes Koroa, Tandroy, Tanala, en métayage sur les rizières, en salariat sur les baiboho.

o - L'atrophie du secteur agricole traditionnel : la rareté artificielle des terres.

Depuis 1958 il n'est plus possible d'ignorer la nécessité d'intégrer le secteur moderne agricole avec le secteur rural villageois dans le contexte de la région. En effet, les travaux entrepris visent à établir une infrastructure d'irrigation qui transforme totalement les conditions de mise en valeur. Pour l'instant, le réseau ne fonctionnant pas, ou mal, tant que des travaux complémentaires n'auront pas été menés, on peut encore ignorer cette nécessité centralisatrice. En particulier, le secteur rural villageois a conservé son système de production, un renforcement des droits s'est manifesté, expliquant l'inexistence des "terres libres", les "feux de brousse", et la rareté "artificielle" des terres introduite par les originaires, en dépit d'une meilleure domination du milieu naturel.

Le mécanisme du blocage est le suivant:

- Augmentation des brûlis forestiers par manque d'espace dans la zone d'intervention ; on peut ignorer le problème à l'échelle de la sous-région, mais non à l'échelle globale, car les effets négatifs peuvent largement dépasser les effets de croissance dans la zone d'intervention.
- Blocage de la mise en valeur des baiboho appartenant aux seuls originaires et quelques groupes de migrants alliés : la minorité de "notables" dans les villages:

" Je veux avoir des terres que j'ai achetées. Or mon argent ne peut acheter les terres qu'on vend, parce que je n'ai pas de baiboho, où je pourrais faire des cultures de manioc, mais... C'est pour cela que je n'ai pu me procurer des terres..."

- Une saturation de la mise en valeur rizicole, car il est difficile de se procurer des rizières par achat, si l'on n'a pas une source d'argent. En général l'économie des baiboho était le moyen de s'en procurer. Même le métayage est bloqué quand on ne possède pas de boeufs pour le piétinage .

Le choix pour le nouveau migrant est d'avance résolu par l'absurde ; le fragment de discussion ci-après illustre bien cette constatation:

* même s'il y a des rivalités, elles étaient réglées au niveau des collectivités rurales elles-mêmes. A partir de 1946, la nationalisation des postes administratifs généraux feront que l'exercice de la justice officielle sera menée en grande partie par les nationaux : les cadres politiques actuels s'installaient.

" Quand les autorités étaient venues ici, elles nous ont dit de mettre en valeur les terrains elles; nous ont dit que cette terre des ancêtres n'existe plus, que le MENABE est un, qu'il n'y a plus d'étrangers, mais tous sont malgaches. A ces paroles du ministre, il a été répondu "oui, oui". Mais nous n'avons pas encore vu l'application de cet accord. Ainsi actuellement à la vue de l'AMVR, qui vient mettre en valeur les terrains, voici ce que nous disons " c'est donc cet AMVR, leur grand'père qu'ils ont tant attendu, il est donc arrivé pour mettre en valeur ces terres, leur grand'père! Nous sommes amenés à ironiser, mais c'est leur attitude qui est la cause de cette ironie..."

.../...

" sur les baiboho poussent des forêts, et voilà aussi que l'AMVR arrive... Nous ne savons pas ce qu'il va faire, mais nous espérons qu'il va nous partager ces terrains;;; Je le dis parce que nous aimerions tirer de la nourriture des baiboho, nous les laisserons là quand nous serons partis..."

o - Les termes de l'alternative

ainsi les termes de l'alternative en vue de satisfaire aux objectifs de l'intervention seraient:

- ou bien l'insertion du secteur agricole traditionnel dans le secteur agricole moderne, ce qui suppose une politique régionale visant à mettre en question les rapports de parenté et d'alliance qui maintiennent les migrants dans une situation sans issue.

- ou bien un secteur moderne fort ayant créé ses propres complémentarités, en particulier pour ce qui concerne la politique migratoire et la constitution de structures d'accueil susceptibles d'entraîner, par la stabilisation des nouveaux migrants, la "masse flottante des villages", qui ne serait mobilisable que si elle pouvait accéder à un mieux-être, ou à la possession de la terre comme résultat de leur participation aux opérations.

En conclusion à cette première partie, nous retrouverons dans les problèmes de participation à la culture du coton les termes de notre analyse, et nous pensons qu'un assouplissement du mode d'intervention ne serait pas sans produire des effets positifs.

*

* *

CONCLUSION GENERALEVERS UN ASSOULISSEMENT DU MODE D'INTERVENTIONTENANT COMPTE DE LA REALITE DES DROITS FONCIERS TRADITIONNELSLiminaire :

Nous ferons abstraction de la concurrence que se font les opérations patronnées par divers services pour ce qui concerne l'emploi de la main d'oeuvre locale encore insuffisante pour toutes ces innovations *. Nous nous bornerons à l'analyse des réactions qu'a entraînée l'introduction de la culture du coton.

1 - PRESENTATION DE LA CULTURE DU COTON

Les premiers essais en faveur de la culture du coton à Madagascar datent de 1909-1910. Ils ne furent guère concluants étant donné l'abondance des insectes. En 1922, de nouvelles tentatives furent faites par des colons étrangers à ANTSIRABE.

Beaucoup plus tard, à la faveur des travaux hydrauliques entrepris dans certaines vallées de la Côte Ouest, des projets de culture du coton furent élaborés.

La promotion de cette culture fut envisagée selon deux principes :

Le premier était que si la culture du coton se développait, ce devait être en assolement avec d'autres cultures vivrières arrosées, notamment le riz, de sorte que fût assurée la subsistance des familles au moment de la récolte.

Le second, anticipant déjà la difficulté d'établir une collaboration du paysan à ce nouveau type de culture qui pour être rentable, demande de bons rendements donc beaucoup de soins (labour, fumure, graines sélectionnées, insecticide, distance, sarclage), était le principe de l'association, qui impliquait la culture directe par le paysan avec tutelle administrative. Il n'était cependant pas exclu que les concessions étrangères pratiquent cette culture.

Ce n'est que depuis 1950-1958 que les secteurs cotonniers ont été implantés sur la Côte Ouest, du Sud au Nord : TULEAR, ANKAZOABO MOROMBE, MORONDAVA, KAMORO, BETSIBOKA, MAMPIKONY, AMBILOBE. Les problèmes relatifs aux insecticides sont plus difficiles à résoudre dans les secteurs Sud-Ouest. Le Nord-Ouest serait une meilleure zone d'implantation cotonnière.

Cette culture est directement rentable pour Madagascar, dans la mesure où la production est actuellement entièrement absorbée par le marché national. Elle reste encore largement insuffisante pour la consommation locale. Son prix reste fixé en fonction du cours international de la fibre, environ 150 FMG, déduction faite de l'usinage,

* Nous pensons au déplacement d'une main d'oeuvre temporaire qui entraînait des sous-emplois dans d'autres secteurs; pour des défrichements, la question de la main d'oeuvre était le dernier problème à résoudre.

le prix intérieur fixé par le gouvernement serait de 50 FMG ou 46 FMG suivant la variété de coton. Ce choix d'alignement du prix en fonction du cours international découle de la prévision de l'ouverture du marché Commun (1970), et de la nécessité pour Madagascar d'avoir un prix concurrentiel lorsque, suffisant à son marché intérieur, elle deviendrait exportatrice de coton.

2 - PROBLEMES POSES PAR L'INTRODUCTION DE LA CULTURE DU COTON

Deux types fondamentaux de problèmes se posent :

- Ceux relatifs au système d'exploitation, pour lesquels les paysans témoignent d'une réelle prise de conscience bien relativée de ce que cette culture de marché se différencie des autres parce qu'il n'y a pas de fuite du surplus dégagé par les mécanismes du marché international. S'il y a fuite, ce ne peut être que dans le cadre du système d'exploitation à proprement parler : encadrement, infrastructure, niveau technique, monopole des prix....

C'est une culture à promouvoir :

- " On parle de ce qui pourrait apporter des avantages à la nation, de ce qui peut donner une meilleure vie au cadet..."
- " Parce que la culture du coton fournit des vêtements pour la nation malgache, d'autant plus que nous avons une usine à Madagascar. On en a à ANTSIRABE, à MAJUNGA, nous n'importons pas de vêtements parce que nous avons du coton ..."
- " Mais il y a une grosse exploitation dans cette culture..."

Nous ne nous attarderons pas sur le fait que le système d'association est un métayage de fait, avec redistribution horizontale des charges au sein des cultivateurs, pénalisant le bon cultivateur, diminuant ainsi les risques pour la société des aléas de production . . Ce qui nous intéresse, c'est la prise de conscience du paysan de cette réalité. Elle est plus nette que nous le supposons, et elle s'exprime clairement sur plusieurs points.

Il n'y a qu'un monopoleur :

- " Ils n'ont pas de concurrent, ils sont les seuls acheteurs de notre produit, S'il n'y a pas d'adversaire, il n'y a pas d'augmentation de prix, vous produisez du coton, vous ne pouvez le stocker, ils sont le seul acheteur : ils peuvent même l'acheter à 5 francs..."
- " s'il y avait deux acheteurs, on pourrait comparer..."
- " La vérité est qu'ils cherchent à accumuler de l'argent, et pour accroître cette accumulation, on a baissé le prix du coton..."

Même quand les producteurs sont associés, il s'agit d'une association de productivité plus que de co-gestion :

- " On nous a convoqué pour former un comité du prix du coton . Quand on a créé le comité, on a commencé par discuter de la culture, on n'a

" pas touché au prix...Nous n'acceptons pas l'avion, si le prix ne change pas. Autrement nous ne le rejetons pas parce qu'il vient nous aider ..."

" Quand nous avons commencé nos travaux, on nous a fait signer un contrat sur lequel le prix du coton était 15 Francs...afin, dirent-ils que nous ne manifestions pas de mécontentement ..."

" On accepte les conditions, on a signé le contrat, nous ne pouvons plus revendiquer . Nous devons attendre les prochains travaux pour le faire..."

Le refus de l'avion associé au fait que le prix est si bas, indique que l'avion symbolise les charges qui sont défalquées prévisionnellement en fonction des résultats globaux escomptés. Il découvre la nature de l'exploitation, le métayage de fait. Nous concluons simplement sur ce point que la revendication existe et que cette nouvelle masse salariée ou métayée risque de devenir un groupe de pression potentiel.

- Ceux relatifs aux problèmes fonciers :

Les motifs de participation au coton, malgré l'insatisfaction qu'il procure, ne peuvent être analysés que par rapport à la situation de l'associé dans la Communauté rurale traditionnelle .

• Sur le plan de la parenté, nous noterons :

" Ce qui peut nous apporter une meilleure vie à nous cadets..."

que ce sont pour beaucoup des cadets, situation classique pour un migrant.

. Ils ne sont pas venus spécifiquement pour le coton comme les migrants de la première heure sont venus pour la colle (exploitation de palétuviers)

. certains avaient des terrains qu'ils cultivaient :

" Je supporte toutes les conditions de la culture du coton, parce que si c'était une autre personne qui cultivait ce terrain, ma famille ne pourrait plus consommer mes bananes . J'ai vendu mes terrains de Kabaro au Syndicat des Communes de BEZEZIKA. Il me reste le terrain de bananes .Si je cultive du coton à coté de ce terrain, c'est afin de le protéger..."

" Il n'y a plus de terrain à défricher. dans cette partie Sud, c'est la source de la Morondava. La partie Nord fait partie du coton. Les rizières dans la partie Ouest ont déjà leur propriétaire, avant, ce terrain de coton était des rizières..."

" Ces terrains de coton étaient nos rizières, nous en disposions librement..."

" Si on nous rendait nos terres, nous pourrions cultiver riz, manioc, nous ne serions plus métayers..."

" E : est-ce que vous continuerez à planter du coton ?

R : nous en planterions

mais, est-ce eux qui vont acheter le produit?

Ils ont alors composé avec la réalité, le choix qu'ils feraient s'ils étaient libres montre bien leur adaptation aux conditions du marché pour le choix du produit qu'il est rentable de cultiver.

. D'autres n'avaient pas de terres en propre, en s'intégrant dans le cadre de l'opération, ils ont obtenu des terres de culture qu'ils n'auraient pas pu avoir autrement:

" Si ces terrains nous reviennent, une autre difficulté va surgir, c'est une question fréquente ici : "ces terres m'appartiennent, n'y touchez pas". ainsi, si ces terres nous sont rendues, cette personne n'est pas propriétaire, ils ne lui permettront pas de cultiver. Ils vont dire " quittez ces terres, ces terres m'ont été données par mon père, qui est le propriétaire de ces terres..."

" Je travaille le coton pour trouver de l'argent pour nourrir ma famille, pour payer mon impôt, mais je ne suis pas propriétaire."

Ce choix différentiel que fait le futur salarié ou métayer dans le cadre des opérations mesure la pression qui s'exerce à nouveau sur le milieu rural traditionnel, qui s'était équilibré à la période antérieure, en formant deux types de propriétaires, "TOMPON-TANY" et "ZANA-TANY". Le métayage permettait d'absorber les nouveaux migrants qui dès lors s'inscrivaient en priorité dans le cycle de la communauté villageoise, leur participation au secteur moderne n'était que partielle.

Actuellement, le degré d'intervention est tel que le seuil d'absorption démographique, compte tenu des conditions de production des collectivités rurales villageoises est dépassé. Il a atteint son maximum, malgré la division à l'extrême du système d'exploitation, avec organisation du métayage au second et troisième degré *.

Cette limite se manifeste pour le migrant par l'impossibilité de s'intégrer dans la collectivité rurale villageoise s'il n'a pas de boeufs, à moins qu'il n'ait des parents susceptibles de lui en fournir. Auparavant, l'intégration était préalable à l'acquisition des boeufs, avoir de la terre était un moyen d'obtenir des boeufs. Maintenant c'est le contraire, si on veut de la terre même en métayage, il faut avoir des boeufs. Ainsi se trouve renforcée l'alliance entre "TOMPON-TANY" et "ZANA-TANY" : quand on a des boeufs, il faut des terres de pâturage.

Non seulement le boeuf est médiateur entre les hommes, les ancêtres et Dieu, non seulement il exprime pour les originaires "VOHITSE" leur nouveau statut social acquis par le fait colonial et post-colonial

*C'est ainsi que la pression concurrentielle et oppressive de la structure monopolistique de l'économie s'exerçant sur tous serait brutalement révélée par le fait que les petits et moyens propriétaires exploitent d'autres travailleurs quand ils le peuvent, de façon quelquefois plus dure que les grands propriétaires et les sociétés commerciales; en effet, c'est leur propre position concurrentielle affaiblie qui les oblige ainsi à exploiter leurs semblables pour survivre eux mêmes .

non seulement il est le moyen de travail irremplaçable, mais il est encore le régulateur de l'alliance, et remplace le métayage dans ce rôle. Le critère d'intégration d'un migrant avec la collectivité rurale serait la possession de boeufs nécessaires au piétinage:

"C'est seulement au bout de dix ans que j'ai eu des boeufs. Je pouvais alors ne considérer comme faisant partie de la population..."

"Ceux qui ont des boeufs, ils peuvent cultiver du riz, si on n'a pas de boeufs pour le piétinage, même si on a des rizières, on ne peut rien faire..."

ainsi, la situation de dépendance du migrant intégré dans le secteur moderne agricole, et la pleine conscience qu'il en a, montre la raison de la non-intégration du coton ou de tout autre culture de marché.

Il y aurait actuellement inversion dans la situation de concurrence du secteur moderne agricole avec la collectivité villageoise.

. Du point de vue des terres, la situation est résolue par l'intervention elle même :

" Ces terrains, ils nous les ont pris. C'était sur ces terrains que nous cultivions du manioc, des bananes et d'autres cultures vivrières. Il les ont prise, ils les ont labourés ..."

"Il y ont introduit directement de la main d'oeuvre et des machines ..."

. Du point de vue des hommes, tout dépend du degré de rétraction de la collectivité villageoise dans la zone d'intervention, ainsi que de la situation globale dans les zones d'émigration...

Il est cependant important de noter qu'au contraire le système d'exploitation pratiqué dans le contexte de l'alliance et de la parenté des collectivités villageoises n'est pratiquement pas perçu comme tel, ce qui garantit en quelque sorte la stabilité de ce milieu qui dans l'avenir, exclura de plus en plus le passage du métayage traditionnel au métayage ou salariat dans le secteur moderne. Il subira cependant une mobilité salariale aux périodes de pointe pour payer l'impôt.

A l'intervention de l'administration coloniale, la collectivité villageoise s'était adaptée, et une complémentarité concurrentielle s'était établie au détriment du secteur moderne;

Actuellement, le développement du secteur agricole moderne renforce l'autarcie productive du milieu rural, n'induit que des effets mineurs, draine la main d'oeuvre flottante des villages, et devra de plus en plus faire appel à une main d'oeuvre extérieure.

3- QUELQUES ELEMENTS DE REFLEXION

1) Si l'on veut développer la culture du coton sans provoquer des déséconomies qui affecteraient les autres productions, pois du Cap, riz, il conviendrait de décider quelle place on veut accorder au milieu villageois : l'intégration ne peut se faire désormais que par une centralisation effective des décisions par l'intermédiaire de

L'appareil hydraulique, de sorte que cette intervention globale ne se réduise pas à la mise en place d'un appareil administratif, et celle des aménagements publics et privés à une simple exploitation économique ayant pour seul effet une atrophie du secteur rural traditionnel, dont le niveau organisationnel croît en proportion des contraintes qui lui sont opposées et ^{qui} menacent sa survie .

2) Actuellement l'antagonisme pois du Cap - coton , coton - riz est manifeste : l'introduction du coton a atteint fondamentalement l'équilibre économique des originaires, fondé sur la culture du pois du Cap, ainsi que celui des migrants propriétaires de rizières, les problèmes d'irrigation n'étant pas résolu par les aménagements (Ils seraient plutôt transitoirement amplifiés dans la région de MAHABO)

Voici un fragment de texte qui illustre la concurrence entre le riz et les agrumes ; il pourrait tout aussi bien s'appliquer au coton :

" A ma connaissance, on ne cultive plus de rizières avec le DABARA, on arrose avec le DABARA des arbres. On arrose 1000 Ha d'arbres avec le DABARA . Aussi je ne vois plus en quoi nous bénéficions de ce Dabara. Ils cultivent des arbres. Maintenant, tous ceux qui cultivent avec le DABARA pleurent. Aussi comment imaginer que cette eau arrive ici (MORAFENO - BEVOAY). On n'espère rien de ce DABARA"

Intégrer la culture du coton à celle du pois du Cap et du riz supposerait:

- une vulgarisation rizicole intensive * dans toute la région de sorte que les "ZANA-TANY" retrouvent quelques avantages dans une augmentation des rendements.
- un choix des secteurs agricoles modernes tenant compte de la permanence des droits acquis sur les baibofo . Il faudrait en particulier déterminer les secteurs cultivés en permanence chaque année, et respecter les droits des originaires sur ces terres, dans la mesure du possible.

A l'intérieur des secteurs aménagés , une diversification des cultures semble favorable au désir de participer à l'opération **.

3) Sur le plan foncier, la redistribution des terres dans le cadre des périmètres aménagés, est un problème de la compétence des services techniques, mais pour lequel il est nécessaire de ne pas faire abstraction de ce que certaines zones sont des zones de cultures vivrières avec jachères longues. Le découpage des espaces cultivés devrait tenir compte de ces espaces libres faisant l'objet de droits fonciers au niveau de la communauté villageoise, en général des originaires ; ainsi serait assoupli le mode d'intervention.

* cette vulgarisation, commencée à l'échelle micro-régionale à ANDROVAKELY, se heurtait au système du métayage qui implique un seuil de productivité au delà duquel le métayer n'a plus intérêt à augmenter sa production.

** Cette option a été prise pour le Secteur-Pilote de BEMANONGA.

4) La non complémentarité des calendriers cultureux du riz, pois du Cap, et coton, est un point fréquemment soulevé dans les rapports traitant de ces questions ; il semble toutefois mineur en regard des problèmes fonciers et des problèmes d'irrigation.

CONCLUSION

Plutôt que l'application stricte d'une législation qui ne peut désormais que renforcer l'extériorité des deux secteurs agricoles moderne (opérations), et traditionnel, et l'exploitation des métayers, nous pensons donc qu'une vulgarisation rizicole implique à un moment ou à un autre de s'attaquer au problème du métayage : celui-ci ne serait pas l'objet d'une enquête à proprement parler, mais l'analyse de ses modes d'organisation apparaîtrait au travers de l'action de vulgarisation.

Cet empirisme aboutirait peut-être à des déblocages partiels à différents niveaux, par des interventions successives motivées, dans le cadre de la direction AMVR, ce qui permettrait de retrouver la vraie finalité de cette législation *, qui, absorbée par le droit foncier traditionnel, avait produit les effets contraires.

D'autre part, en composant avec le droit foncier traditionnel décrit précédemment, plutôt que de s'aliéner la fraction de la population qui détient en fait le pouvoir politique dans les villages ** on n'entreprendrait pas forcément l'archaïsme des méthodes de production. Le temps social d'adaptation devrait être considéré comme un facteur déterminant. Il ne recouvre pas le temps technique.

*

* *

* Il est très difficile de préciser ce point dans le cadre d'une enquête de type quantitatif : l'enquête démographique en est un exemple probant, comparée à ce que nous avons pu savoir dans le cadre de notre étude plutôt qualitative. L'obstacle légal au métayage étant levé avant d'en connaître le fonctionnement, il devient difficile de le mesurer.

**C'est pourquoi des micro-réalisations telles que celle d'ANDROVAKELY sont intéressantes, et peuvent être reprises et réfléchies en cherchant à quelle conditions cette action est susceptible d'être diffusée pour induire des effets à l'échelle de la région. Le métayage, en particulier est un obstacle majeur, et comme nous l'avons dit, il implique automatiquement une action sur les structures sociales qu'il révèle.

Deuxième Partie :

L'ORGANISATION DES RAPPORTS SOCIAUX
INTERETHNIQUES LEURS FONDEMENTS
IDEOLOGIQUES
ET LEUR MATERIALISATION DANS LE SYSTEME FONCIER.

INTRODUCTIONLES CONTRADICTIONS SECONDAIRES1 - CONTRADICTION PRINCIPALE - CONTRADICTION SECONDAIRE

" Dans tout processus de développement complexe des phénomènes, il existe toute une série de contradictions parmi lesquelles il y en a toujours une qui est la contradiction principale. Son existence et son développement déterminent l'existence et le développement des autres, et influent sur elles".*

La contradiction principale concerne essentiellement la société des originaires dans leur rapport avec l'étranger. L'aspect principal de la contradiction, serait l'impérialisme capitaliste sous sa forme monopolistique, l'étranger. L'aspect secondaire concernerait la société des originaires et la dichotomie qu'elle contient*.

Des contradictions secondaires eu égard à la trilogie des rapports étrangers - administration - originaires, que nous venons de définir, mais non pas accessoires, peuvent apparaître au niveau d'un village, souvent au niveau intervillageois, quand une organisation centralisatrice est nécessaire en matière de distribution d'eau, ou dans le cadre du fonctionnement d'une institution telle que le DYNAMPOKONOLONA.

Elles concernent essentiellement les rapports sociaux interethniques, et c'est dans la nouvelle trilogie des rapports migrants du SUD-EST - originaires - migrants des plateaux, que sont contenues les transformations socio-économiques du milieu interne villageois.

2 - LES RAPPORTS SOCIAUX INTERETHNIQUES ET LES FONDEMENTS DE LEUR UNITE

Nous pensons qu'une étude des rapports sociaux interethniques impose de tenir compte de l'unité de la culture malgache, sur laquelle plusieurs auteurs ont insisté **. Les multiples réalités locales ne seraient que des aspects partiels qui ne prennent de signification que par rapport à des aires culturelles suffisamment définies. LINTON a pu ainsi définir trois aires culturelles à Madagascar : "l'aire I, qui englobe la population de la côte Est, l'aire II, celle des plateaux, l'aire III, celle de l'extrême Sud et de l'ensemble de la Côte Ouest".*(...)

L'espace impliqué, où ces rapports sociaux établis par les migrants avec les originaires seraient valables, conserve les limites de l'ancien Royaume du MENABE avant la conquête coloniale.***

* Nous étudierons la contradiction principale dans la 3e PARTIE de cette étude.

**cf H.LAVONDES, BEKOROPKA, Cahiers de l'Homme, Mouton et Cie, Paris, 1967, p 15 (le problème des aires culturelles). Parmi les auteurs à lire LINTON, Richard ANDRIAMANJATO, Le TSINY et le TODY, cf aussi R.DUBOIS, La FAFY, révélateur de l'âme malgache, Tananarive, Pub. restreinte

*** L'analyse reste à faire, mais même dans le cadre de cette étude, nous devons pour un minimum de compréhension poser ce type de problèmes.

* (phrase manquante en fin de chapitre p 58)

En effet, le processus de différenciation sociale qui s'est mis en oeuvre avec la colonisation continue de se faire en référence avec les anciennes hiérarchies du royaume Sakalava, et cela d'une manière plus ou moins implicite et consciente.

Ce qui nous a amené à faire la distinction migrants du Sud-Est / migrants des Plateaux, n'a pas été mis en évidence à partir des données structurelles, bien que leurs implications y doivent intervenir pour beaucoup, mais plutôt à partir de l'étude des complémentarités qui se sont instaurées avec les courants migratoires. Ces complémentarités ne sont pas du même ordre suivant qu'il s'agit de groupes venus des Plateaux, ou de groupes venus du Sud-Est.

Du point de vue des rapports sociaux de production, les termes de l'alliance * furent identiques pour ces catégories de migrants ; ils étaient fondés, rappelons-le sur l'inaliénabilité des droits fonciers, principe destiné à conserver pour les originaires une maîtrise quasi-totale de leur patrimoine foncier et par là le contrôle de l'activité productive des migrants. La différence de conception de la finalité de cette activité productive, pour les migrants et pour les originaires a été favorable au maintien intact des termes de l'alliance au cours du temps. Les rivalités interethniques, outre le fait qu'elles étaient volontairement entretenues par la politique coloniale, manifestaient simplement la nécessité de maintenir cet équilibre.

C'est pourquoi ces rapports sociaux de production entre migrants et originaires reposent au départ sur une idéologie commune significative de l'unité de la culture malgache. Ils font intervenir dans le système de l'alliance pour la mise en valeur, une dialectique globale et générale à la société malgache, qui concerne les rapports de parenté.

3- LA SIGNIFICATION DES RAPPORTS SOCIAUX INTERETHNIQUES SELON LES CATEGORIES DE MIGRANTS

Les Antaisaka, comme les Betsileo sont "historiquement" "FATIDRA" ou "ZIVA" avec les Sakalava. L'alliance pour la mise en valeur est fondée sur la particularisation de ces rapports sociaux des groupes de migrants avec le "FOKO" d'accueil des originaires. Cette relation est destinée à unifier les personnes en élargissant les rapports de parenté. Les groupes ainsi mis en présence continuent cependant d'affirmer une unité supérieure, celle de la parenté limitée à la hiérarchie des ancêtres personnalisés et déterminés, et la structure interne des rapports sociaux actualisés dans le cadre du village, constitue la réponse donnée au cours du temps, en vue de la coexistence de deux unités dont l'une, la parenté au sens strict, détermine l'existence de l'autre, le "FATIDRA", lequel élargit à son tour la première.

Nous verrons dans les développements qui suivront que les Antaisaka ont porté à son terme la dialectique des rapports de parenté au sens large, particulièrement le "FATIDRA", de sorte que deux idéologies antagoniques semblent actuellement se confronter, comme étant l'une comme l'autre susceptible de devenir le fondement du nationalisme

Les Betsileo participent également à cette idéologie de

la parenté, mais n'ont guère cherché à limiter leur intégration dans ce cadre, car il l'ont souvent complétée par des mariages avec les originaires. Leur intégration implique donc une réciprocité plus forte. La contradiction est beaucoup moins apparente, et en tout cas cherche le plus souvent à ne pas être exclusive de l'un des deux termes. Leur dialectique s'apparente à celle des rapports de parenté et d'alliance par mariage. Cette dialectique est en même temps beaucoup plus limitée au cercle restreint des familles en présence. Ces communautés villageoises interethniques développent alors des conflits révélateurs ou illustrateurs de l'aspect fondamental des rapports sociaux internes à la société malgache, que chaque génération a à résoudre dans une dialectique jamais achevée.*

Cette unité issue de l'alliance, qu'elle soit en projet ou qu'elle se réalise partiellement, le migrant étranger la trouve "en s'intégrant dans l'univers environnant et en l'identifiant à lui: dès lors le village où il habite, les rizières qu'il cultive, le pays où il vit, sont déjà un peu lui; et puisque par le même phénomène, ce même environnement fait partie du moi de l'autre (le foko d'accueil) ces deux moi ne sont plus étrangers l'un à l'autre, mais par la frange de leur être, ils sont déjà l'autre...ils se sont identifiés "**. "Cette identification n'atteint cependant que la frange de leur être, cette partie qui varie selon les circonstances de la vie; à la différence de l'identification de parenté, elle est temporaire, et non ontologique".**

Elle est néanmoins ressentie comme une source d'obligations: les cohabitants devront être "un quant aux décisions sociales, un quant aux joies et tristesses". A l'opposé de l'identification de parenté; celle de la génération introduit "l'altérité, la complémentarité dans l'unité ontologique de la parenté", ce qui les rend par essence incompatibles, mais que seul le désir d'identification, d'unification perçu comme un idéal rend compatibles.

Nous pensons que c'est à ce niveau qu'il importe de situer les problèmes des rapports entre migrants et originaires, afin de leur donner leur véritable dimension, et ne pas tomber dans un éclectisme tendancieux, compte tenu de l'utilisation qui a été faite de ce type de rapports.

La spécificité de ces mêmes rapports interethniques vient d'une référence à des aires culturelles schématiquement définies, mais pour lesquelles une recherche sociologique reste à faire; en même temps, elle tient aux complémentarités effectives qui se sont établies entre ces catégories de migrants, et les originaires. Celles-ci portent sur des aspects différents de l'organisation de la nouvelle communauté, celle de l'alliance pour la mise en valeur: les migrants du Sud-Est sont à l'origine des institutions interethniques, donc portent plus précisément sur l'aspect politique; les groupes venus des Plateaux ont plutôt organisé la production du secteur rizicole, dont l'autonomie en matière de droits fonciers s'est surtout faite à travers une intégration sociale allant jusqu'à l'existence de mariages interethniques temporaires, pour

* Dans cet ordre d'idée, nous pensons que la résolution de la dialectique ne peut se faire par l'identité des contraires.

** R.DUBOIS S.J., étude du rite de la FAFY comme révélateur de l'âme malgache, ibid. ...

lesquels des règles d'appartenance de l'enfant au tombeau du père ou de la mère furent définies. Il s'agissait le plus souvent d'un échange ferme / terre , ce qui permettait aux originaires en régression sur le plan démographique, de s'assurer une descendance, donc le maintien du patrimoine foncier.

Nous ne pourrions développer sur un plan analytique la dialectique des migrants Betsileo avec les originaires, dont nous avons défini les bases, parce que nous n'avons pas suffisamment d'information pour le faire, et que le temps de présence effective au village a été insuffisant pour une intégration interne aux groupes de parents. En revanche, la dialectique qui oppose les migrants du Sud-Est avec les originaires est plus directement observable, car elle se traduit au niveau même des institutions : Fokonolona, dyna, et les organisations hydrauliques. En même temps il nous semble que ces deux idéologies coexistent dans la projection d'un sentiment national. Nous avons eu surtout l'occasion d'analyser l'idéologie de la parenté au sens strict, car dans la région, c'est elle qui est dominante.

En dernier lieu, nous privilégierons l'analyse de ces rapports interethniques, parce qu'ils sont déterminants pour l'organisation sociale des villages, plus que les rapports internes entre fractions d'un même groupe de parents. En effet, les types de relations qui se sont créés avec le nouveau pouvoir renforcent les hiérarchies de parenté, et font que les contradictions jeunes/vieux sont encore mineures et ne dépassent pas le cadre de la revendication tacite. D'autre part, nous sommes dans une région de migrations déjà anciennes, et les hiérarchies de parenté qui se sont recrées, sont en général des groupes de cadets plus ou moins agglomérés, où règne un certain égalitarisme, et les tensions qui se manifestent ne dépassent guère le cadre du groupe restreint de parents. En dernier ressort, l'antagonisme le plus fréquent semble concerner les rapports des aînés aux cadets, que les parents utilisent volontiers pour renforcer leur autorité parfois contestée, par suite de la relative émancipation des jeunes par l'intermédiaire de la scolarisation et du KÖBAROA (salarial temporaire).

*

* * *

p 55 *...côte Ouest. Mais ces distinctions selon LAVONDES, rendraient mal compte de la complexité du problème. En particulier pour ce qui est de la caractérisation des systèmes de parenté, LAVONDES montre combien l'aire III de LINTON doit être réduite à la portion de la Côte Ouest située entre l'ONILAHY et le MANOMBOLO .

CHAPITRE I

LES FONDEMENTS IDEOLOGIQUES DE LASPECIFICITE DES RAPPORTS SOCIAUX ANTAISAKA - ORIGINAIRES

Nous mettrons en évidence l'idéologie à laquelle se réfèrent plus spécifiquement les groupes du Sud-Est et les originaires, en étudiant les rapports sociaux de production, c'est à dire ceux qui manifestent le contrôle exercé par chacun des groupes sur les forces productives.

1 - L'IDEOLOGIE DE LA PARENTE AU SENS STRICT ET AU SENS LARGE - LA REGION D'AMPASIMBEVIHY - BEVOAY

En décrivant le modèle d'organisation sociale interrégional, nous constatons l'antagonisme latent des migrants du Sud-Est avec les originaires. Celui-ci s'exprime à travers les conflits d'irrigation, plus qu'à travers les conflits fonciers, car l'enjeu n'est pas la domination des terres, qui n'est pas contestée par les migrants, mais celle de l'eau qui met en cause l'équilibre des originaires devenus riziculteurs.

Le conflit vise le produit des terres mises en valeur, dont le surplus se transforme en boeufs pour les originaires, ou en argent pour les migrants, et non la propriété virtuelle des terres, non plus que la relation ontologique, originale et originelle des originaires avec la terre des ancêtres. Les migrants ayant acquis en matière de droits fonciers un droit analogue à celui des "ZANA-TANY" de la région, n'opposent jamais de contestation verbale au droit des originaires à se dire "TOMPON-TANY", et un accord profond existe dans le respect dû aux ancêtres, qui est le signe de l'unité de la culture malgache. Cependant dans le système Sakalava, la propriété de l'eau n'avait guère fait l'objet de droits particuliers, car elle intervenait peu dans l'équilibre productif des communautés.

Il n'avaient pas en effet de technique leur permettant de maîtriser l'eau, et cherchaient dans leurs déplacements à s'adapter au maximum aux conditions du milieu naturel. La riziculture qu'ils pratiquaient se faisait essentiellement autour des lacs, ou consistait en cultures de décrue. Seul un clan, celui des "SAKALAVA-VAZIMBA" avait un système de production basé sur la riziculture, et aurait été intégré dans la hiérarchie du royaume Sakalava. Ils seraient ainsi devenus "TOMPON-DRANO", et vouaient un culte particulier à l'eau. Nous avons retrouvé parmi les originaires de BEVOAY un représentant de ce clan (S3**) et un culte particulier est voué à l'eau dans toute la région.

Tout le problème, pour les originaires, consiste à transposer l'idéologie de la parenté pour justifier le contrôle de l'eau,

* Ils étaient localisés autour des lacs de la TSIRIBIHINA, du MANAMBOLO et de la MORONDAVA : BEVOAY "là où il y a beaucoup de caïmans". Nous avons trouvé beaucoup d'originaires qui dans la région se disent Sakalava-Vazimba. Nous n'avons pas pu savoir si ce sont des descendants de ces clans, ou s'ils s'y réfèrent pour affirmer leurs droits particuliers sur l'eau.

** S3 cf p 95

et pour les migrants du Sud-Est, d'appliquer cette même idéologie à la justification du maintien des droits fonciers des originaires, pour finalement revendiquer l'égalité des droits d'eau .

L'actualité que les originaires comme les migrants donnent à la cérémonie de la sacralisation de l'eau, et les interdits qui frappent son utilisation ou son aménagement, montrent comment les originaires identifient les droits qu'ils détiennent sur l'eau et sur la terre. Mais en même temps, les migrants respecteront les "FADY" qui concernent l'eau, même lorsqu'il n'est pas nécessaire de les respecter. De plus, leur empressement à ce que la cérémonie de l'eau soit respectée montre qu'ils cherchent à donner au culte des ancêtres la place qui lui revient et leur participation entière et active ne serait qu'une simple projection des valeurs auxquelles ils restent attachés par la relation avec la pays d'origine. Mais en même temps elle nie ce qui fait des systèmes de la parenté un univers fortement hiérarchisé par l'intermédiaire des ancêtres personnalisés, l'ancêtre le plus éloigné étant DIEU.

Les interdits qui frappent l'utilisation et l'aménagement de l'eau malgache, l'eau sacrée et le culte de l'eau.

L'organisation hydraulique de la région, dont les limites, indiquées par les paysans concernent la commune de BEZEZZIKA, exclusion faite de ce dernier village:

" Il y a MANAMBALIHA, BETSIRIRY, BEVOAY, AMPASIMBEVIHY, AMBODIMANGA, ANAHIDAMBO, ANKORADABO, AMBARARTA, SOANIRANA, ANDAVANOMBY, ANTAFA'ANDAVA II, ANJAMAHITSY, et ANTSONDRO..."

... est présentée d'une manière duale . Cette organisation distingue " l'eau malgache, eau sacrée, et l'eau vazaha, fanjakana" Pour la région qui nous intéresse plus particulièrement, l'organisation hydraulique se fait à partir du point 2, et du point 1*. Le centre 1, récent, date du début de la période d'assèchement (1954), qui persiste à l'époque actuelle, et aurait requis le travail en commun des habitants des villages concernés. Tout différent est le problème du centre 2 construit à l'époque de l'ancêtre MOTRO, et sous son égide. Cette prise 2, située plus en amont que la prise 1, est l'endroit où se célèbre le culte des ancêtres, que l'on invoque quand il y a sécheresse, et auxquels on sacrifie des boeufs. C'est aussi à cet endroit que sont partagées les eaux de BEVOAY et MORAFENO.

Le culte est célébré par les originaires comme par les migrants ; bien plus, MORAFENO s'est fait le leader de l'organisation de cette cérémonie à laquelle tous les villages doivent participer, et pour laquelle des dons en argent sont organisés. Mais depuis peu, les originaires se sont désolidarisés de cette pratique :

" Maintenant nous ne pouvons pas dire que cette eau nous nourrit en ASARA, et nous recourrons constamment à des pratiques malgaches. Cette année, il n'y avait pas d'eau au mois de janvier, nous avons du sacrifier des boeufs, et depuis les pluies n'ont cessé de tomber..."

* cf croquis p 81 bis; nous détaillerons dans les pp 71 et suivantes la répartition de l'eau à partir de ces deux centres distributeurs.

MORAFENO reconnaît les bienfaits de ce culte, et de leur propre initiative, ils lui ont donné une nouvelle vigueur:

" Est-ce sur votre propre initiative, ou bien sur les conseils d'autres personnes ?

R - Sur notre propre initiative...une grande personne qui ne fait pas d'observation n'est pas une grande personne...C'est ainsi que nous en sommes arrivés à penser :- il se peut que cette terre ait besoin de ses coutumes -, et quand nous les pratiquons, nous ne faisons pas appel à des originaires. C'est cette année qu'ils ont mal réagi, nous accusant de ne pas les respecter.

Nous leur avons répondu - vous avez raison en agissant ainsi, alors payez chacun une cotisation de 500 fr, BETSIRIRY, MANAMBALIHA, AMPASIMBEVIHY, AMBODIMANGA. Nous nous avons fourni 2500 fr et nous avons acheté des boeufs. Mais ces derniers temps, nous sommes les seuls à MORAFENO qui cotisons, afin de faire sur cette eau la pratique de la région, autrement, si vous allez faire appel à d'autres, on vous accuse d'être trop FANJAKANA ..."

BEVOAY parlera également de la pratique du partage de l'eau appelée "TA GN'ILA" à l'intérieur de MORAFENO, ainsi que celle du sacrifice du boeuf au mois de février ou mars, quand il y a manque d'eau, mais ces derniers insistent pour dire qu'ils ont toujours été les seuls à avoir recours à cette pratique. Ce qui indique qu'ils ont seuls le droit d'invoquer leurs ancêtres, en particulier cet ancêtre connu personnalisé appelé MOTRO, qui n'a cessé de créer des villages et d'aménager l'espace. Cette source 2, est une eau "GASY", canal creusé avec des cornes de boeufs. Elle est sacrée.

Le culte rendu par MORAFENO n'est pas reconnu par BEVOAY, car les ancêtres qu'ils honorent par cette pratique sont ceux des "TOPON-TANY". Par ce sacrifice, ils honorent des ancêtres qui, pour eux, sont indéterminés, face auquel chaque homme et tous les hommes peuvent se situer, également concernés par la ferveur des ancêtres, médiateurs de la relation à Dieu : la collecte, la participation de tous, et le bien qui en résultera sera pour le plus grand nombre. Par opposition, BEVOAY invoque les ancêtres qui les identifient dans leur originalité, et fondent légitimement la place que chacun occupe dans la société des parents dont découle leur organisation sociale : dans cette organisation sociale, les migrants ont une place restreinte et temporaire.

En même temps, ce culte qui est rendu aux ancêtres des originaires à la source d'eau marque la dissociation qui est faite par les migrants, dans la hiérarchie des forces productives et du contrôle qu'ils estiment avoir droit d'exercer sur l'eau, la terre des ancêtres étant elle-même respectée.

Par opposition, les originaires cherchent à manifester l'indissociation entre le fait d'être "TOMPON-TANY" ou "TOPON-DRANO", d'autant plus que certains d'entre eux l'ont été dans le contexte de l'ancien royaume, dont ce culte rendu à l'eau est le signe.

"TOMPON-DRANO", il le sont encore plus manifestement par les interdits qui touchent l'utilisation de l'eau malgache, car le "FADY", ou interdit, est l'un des éléments fondamentaux de la vie sociale et individuelle dans la société malgache, et dans cette région les interdits se rapportent plus particulièrement à l'eau, et, selon cette définition empruntée à VAN GENNEP " le FADY limite et nécessite l'extension territoriale de la famille...écarte les vivants des morts, conserve au chef sa puissance et au propriétaire son bien, assure le culte des grands fétiches et la perpétuité des formes de l'acte rituel... Il joue un rôle important dans la vie religieuse, politique, économique ou sexuelle. Partout il intervient en quelque sorte comme un régulateur!"

Ces "FADY" concernent le porc et la construction de barrages :

- " Le FADY de cette eau , c'est le porc et le barrage...Les Sakalava ne veulent pas qu'on construise un barrage là-dessus car c'est FADY..."
- " On mange du porc, mais on ne lave jamais les ustensiles dont on vient de se servir pour cuire et manger du porc. Si on tue un porc ici, par exemple, on creuse un trou et on enterre là le sang. Dès que le porc est coupé, on peut le laver là, mais l'eau doit être jetée de la rivière à la terre. Tous les habitants de la commune n'élèvent pas de porc car c'est "FADY". Même nous, les immigrés, nous sommes obligés de ne pas toucher au porc, comme font les Sakalava. C'est pour cela que nous n'élevons pas de porc de peur de ce fléau..."
- " S'il y a un barrage, nous avons aussi peur pour nos cultures de l'inondation (RANO-LOZA = eau méchante)...Cette eau atteinte par le porc ne donne pas la mort, mais c'est l'inondation que nous craignons..."

Ces interdits qui concernent l'eau portent sur les sources naturelles d'irrigation, et non en principe sur les autres, mais les migrants l'étendent même aux eaux qui coulent dans les canaux aménagés :

- " L'eau qui passe dans les canaux aménagés n'est pas "FADY" de porc, mais nous n'avons tout de même très peur. Alors nous n'y lavons pas de porc..."

Ainsi, une fois de plus, les migrants généralisent l'interdit, et cette attitude s'apparente à la première, celle du culte rendu aux ancêtres à la source de séparation des eaux, et vise par la généralisation de l'interdit à nier l'une des deux distinctions fondamentales sur lesquelles repose l'idéologie de la parenté, celle d'une référence à des ancêtres personnalisés, dont est issu le système de l'alliance pour la mise en valeur, érigeant les "FOKO" originaires à la qualité de seigneurs disposant en maîtres du territoire légué par leurs

ancêtres, et ayant charge de le conserver voire même de l'étendre.

Au contraire, ils cherchent un langage de référence qui satisfasse à leur volonté d'intégration dans la zone de migration. Ce langage leur est donné à travers le culte des ancêtres qui " ont perdu toute particularité et sont devenu l'objet d'un culte général au sein duquel tout homme se retrouve dans la condition de vivant face à un mort sacré et puissant " *.

C'est ce qui est affirmé dans le cadre cérémoniel de cette région. mais nous verrons avec BEMANONGA, que cette unité fictive que cherchent à affirmer les migrants du Sud-Est, en élargissant le langage de la parenté, se trouve dans la pratique en opposition permanente avec ce que l'on pourrait appeler une " idéologie de la parenté au sens strict ". Le DYNAM-POKONOLONA est le cadre politique dans lequel s'exprime cette dialectique .

A BEVOAY - AMPASIMBEVIHY, il n'existe plus de DYNAM-POKONOLONA, il aurait été transféré à MAHABO, ce qui s'explique mal étant donné la distance qui sépare cette région de la ville de MAHABO. Nous pensons que seules les raisons sociales et politiques qui découlent de cette analyse expliquent l'absence de cette institution.

Autant que possible les conflits seraient maintenus, et leur résolution se fera dans le cadre cérémoniel de la région, et détermineront des structures sociales parallèles plutôt qu'antagoniques. Nous avons participé à plusieurs cérémonies (BILO à BEVOAY et à ANKORONADABO, circoncision), et chaque fois, un ou plusieurs "arrangements" furent nécessaires pour que la cérémonie se déroule normalement.

2- LA MEME IDEOLOGIE DE REFERENCE A TRAVERS LE FONCTIONNEMENT DU DYNAM-POKONOLONA

C'est à BEMANONGA que nous avons eu l'occasion de mettre en évidence la même dialectique que celle que nous venons d'analyser à AMPASIMBEVIHY -BEVOAY, à la seule différence que pour ce village situé dans le delta, l'élément de rareté est l'eau, et qu'il s'agira beaucoup moins de jouer sur la hiérarchie des forces productives et leur dissociation (pour les migrants), et leur indissociation (pour les originaires). C'est pourquoi apparaîtra plus clairement encore l'utilisation à travers les conflits fonciers, de l'idéologie de la parenté au sens strict pour les uns (les originaires), pour les autres (les migrants du Sud-Est) le même langage de référence au sens large.

Pour illustrer cette dialectique, un conflit foncier opposant un migrant des Plateaux avec un originaire, a été traité d'une manière différente, et successivement par le président du "DYNA" d'ANALAIVA, Antaisaka - RABEHAHA (de même origine que le groupe A₁A₂ ** résidant à BEMANONGA), puis par celui de BEMANONGA (originaire "Sakalava VAZIMBA").

Le premier, après avoir étudié les relations de parenté auxquelles se réfèrent les protagonistes pour justifier la possession de la terre, pose la question suivante :

* R.CABANES, Plaine de Tananarive -Etude du village de NAMEHANA, ORSTOM, Tananarive 1967, diffusion restreinte.

** cf p 91

P-" Et vous, de quelle ethnie êtes -vous ?

- Entièrement Sakalava.

P - Où habitez-vous ? ANTSAKAMELOAKA ?

P - Pourquoi vendez-vous cette terre, vous payez des impôts ?

- Non, mais mon mari en paye, et c'est pour cela que je la vends..."

pour finalement mettre en évidence le non-respect de la loi des ancêtres, indiquant un droit de propriété faible :

P - "Alors, elle ne vous appartient pas, car si elle vous appartenait, si c'était votre héritage, si elle venait de vos ancêtres, vous ne la vendriez pas. Elle ne vous appartient pas réellement, elle appartient à cette ferme Ambaniandro..."

En ce sens, il cherchait à respecter les termes de l'alliance migrants-originaires à partir desquels s'est établie la distinction terre LOVA et FILA, et qui a permis aux migrants de devenir possesseurs de leurs terres.

Cette affaire est restée en suspens, puis fut finalement solutionnée par le président du DYNA de BEMANONGA, originaire. L'argumentation fut la suivante:

" Nous voyons clairement que la terre vous appartient, mais malgré cela, on ne vous a pas vu prendre l'ANGADY", ni le "FIBARA", pour cette raison, la terre n'est pas à vous. Nous vous poursuivons de l'article 15 qui vous accuse de voleuse de terrain...On sait très bien qu'elle vient de vos parents, mais ne vous ayant pas vu prendre l'angady ni le fibara, on vous accuse d'être un accapareur..."

Le président ^{du} DYNA utilise ainsi la législation AMVR qui rend le métayage illégal, pour lutter contre le viol des termes de l'alliance, qu'il reproche à ceux qui fonderaient un droit autonome des migrants vis à vis des originaires, car pour ces derniers, il n'y aurait de droits fonciers que relatifs à eux. Le manque de terres : est tel dans le delta, que les originaires cherchent en réalité à reprendre une partie des terres mises en valeur par les migrants à leur compte, car la terre est devenue depuis la colonisation, un facteur de différenciation sociale important, ce qu'il n'était pas auparavant, car le droit sur la terre des "VOHITSE", était un droit faible de simple possession.

Paradoxalement, les originaires nient dans la pratique les rapports de parenté des migrants, qui seuls peuvent garantir leurs droits fonciers acquis par le système de l'alliance pour la mise en valeur, comme ne devant pas fonder un droit légitime, que seuls ils peuvent revendiquer par l'intermédiaire de leurs ancêtres. Pour renforcer cette légitimité qui seule leur appartient en propre, ils utiliseront volontiers la législation moderne afin de cautionner leur situation de "TOMPON-TANY"

A l'opposé, les migrants Antaisaka cherchent à travers les rapports de parenté à établir la coexistence des deux droits fonciers, qui impliquerait l'autonomie du droit foncier de "ZANA-TANY", par rapport au droit de "TOMPON-TANY" des originaires. Ils estiment respecter le droit des originaires, dans la mesure où ils ne contestent

pas la communauté hiérarchisée des personnes dont ces derniers font partie. En revanche, ils cherchent tantôt à justifier leur droit de migrant sur la terre par l'héritage qu'ils ont reçu de leur père ou grand-père, et en ce sens ils utilisent la parenté au sens strict, à laquelle ils n'ont pas droit dans la zone de migration (comme c'est le cas pour ce conflit foncier), mais dans la majeure partie des cas, ils n'ont pas cette possibilité, et ils tombent sous le coup du droit foncier traditionnel post-colonial, c'est à dire un droit qui correspond à l'ancien droit des "ZANA-TANY" (fils de la terre ancien VOHITSE), qui permet aux originaires d'affirmer leur situation de "TOMPON-TANY".

Ce droit qu'ils ont fini par exercer en pleine liberté, leur a permis de recevoir des parents ou alliés venus plus tardivement, et ces rapports sociaux ont déterminé des rapports de production qui combinent l'organisation du travail selon le mode traditionnel (l'entraide), le salariat, et le métayage. C'est alors que lorsqu'il y a un conflit entre propriétaires, les migrants tombent sous le coup de la législation moderne qui impose l'abolition du métayage, ce mode de faire-valoir qui s'est si bien adapté aux structures sociales traditionnelles et qui a été redéfini par celles-ci, en tenant compte des cas particuliers.

CONCLUSION

Les migrants du Sud-Est chercheraient alors dans l'unité la plus grande possible, l'unité nationale, le langage de la parenté qui lui correspondrait, et que nous avons choisi d'appeler la parenté au sens large. Le DYNAM-POKONOLONA est une institution politique destinée à résoudre ce conflit.

* voir cette institution p 103, et surtout p 134 et suivantes.

CHAPITRE IIORGANISATION SOCIALE ETRAPPORTS SOCIAUX INTERETHNIQUESINTRODUCTION : UNE COMPARAISON EST-ELLE POSSIBLE ?

La région de MORONDAVA - MAHABO est tout particulièrement concernée par les rapports sociaux interethniques, car même les villages monoethniques ne peuvent être considérés comme des entités propres, parce que l'intégration minimum concerne la plupart du temps des zones homogènes géographiquement parlant, c'est à dire d'une façon plus précise un périmètre d'irrigation.

Progressivement, si les travaux engagés se terminent, les périmètres d'irrigation qui restent encore en marge du réseau principal nouvellement tracé, seront pris eux-même dans le complexe hydraulique régional. C'est pourquoi nous avons procédé à deux enquêtes régionales, en prenant au départ un critère objectif, celui de l'évolution des surfaces rizicoles, et de l'histoire corrélatrice de la création des canaux, et pour lequel nous disposons de cartes élaborées à partir des interprétation-photos des missions aériennes *(1) .

Nous étudierons plus spécifiquement dans ce chapitre, les relations entre migrants et originaires, ainsi que leurs rapports respectifs avec l'administration responsable des aménagements, en nous rappelant que ces rapports sociaux ont été mis en évidence selon une méthode inverse à celle de l'étude monographique, afin de nous imposer une vision plus objective des problèmes et vérifier s'il existe une corrélation forte ou faible entre l'organisation hydraulique, et l'organisation sociale:

Chercher une signification sociologique à ce phénomène*(2), revient à dire que l'on ne peut expliquer la distribution des terres cultivables par le seul fait physique de l'assèchement.

En effet, il s'établit nécessairement un équilibre entre la densité d'occupation du sol, et les possibilités offertes par le milieu physique. Or la détermination de celui-ci est telle, que l'on peut considérer la densité d'occupation du sol comme forte par rapport aux possibilités offertes*(3) Les tensions sociales qui résultent de cette situation témoignent des rapports de force qui se sont exercés actuellement en vue de conserver l'emprise de la terre, ou d'y accéder.

C'est pourquoi, dans chacun des villages enquêtés, nous avons choisi comme thème de discussion l'histoire de la création du village, et celle corrélatrice de la création des canaux. Si les cartes que nous présentons nous donnent la date approximative de la création

*(1) cf cartes pp 69 bis, 69 ter, 83 bis, 83 ter.

Le décriptage sur photographie aérienne, et la conception des cartes, sont de J. NEUILLY

*(2) . Nous pensons que ce sont les rapports sociaux et politiques qui régissent l'organisation de l'espace, même si celui-ci est déterminant, et non l'inverse. C'est pourquoi nous parlons de corrélation, et non de causalité.

*(3) note page suivante.

des canaux paysans, si nous connaissons les étapes suivies par les aménagements de l'administration, et leurs répercussions sur l'utilisation du sol, nous ne savons rien sur l'intervention des hommes et des groupes sociaux dans la mise en place de cette infrastructure, et les répercussions sur le plan foncier.

L'étude socio-géographique est donc une autre manière d'aborder l'étude des rapports sociaux, et surtout, elle tient compte de ce que ces relations sont en rapport constant avec les problèmes de la détermination du milieu naturel à travers laquelle ils se manifestent. De plus, l'organisation socio-politique régionale montrant que le village, comme "cellule de base" de l'étude sociologique, est insuffisant pour induire des hypothèses satisfaisantes : les rapports sociaux inter-ethniques s'expriment tantôt dans le cadre d'un village tantôt dans le contexte régional.

Etant donné l'importance que nous leur accordons, il est nécessaire de les étudier à tous les niveaux où ils s'expriment, et de dégager à travers la spécificité des rapports sociaux qui mettent en présence les différentes catégories ethniques, le ou les invariants qui nous achemineront vers un essai d'explication, essai qui devra lui-même être confronté avec d'autres études qui dans leur démarche, posent également le problème de l'explication des phénomènes sociaux analysés.
*(4).

Une comparaison des rapports sociaux ainsi dégagés est possible entre les régions étudiées, et le village de BEMANONGA, car on y trouve les mêmes catégories ethniques que dans ces régions - BEVOAY - AMPASIMBEVIHY - MORAFENO, et SOASERANA - FENOARIVO. Bien plus nous avons retrouvé dans ces autres villages des fractions de groupes de parents résidant à BEMANONGA. Ce sont ces parents qui, apprenant que nous allions dans d'autres villages, nous ont donné les introductions qui devaient faciliter le contact immédiat, toujours difficile à créer quand il s'agit d'une enquête rapide et extensive, faite à des fins exclusives de vérification et de comparaison.

La technique d'enquête utilisée est le groupe de discussion ; il est un bon outil pour l'enquête régionale, et l'utilisation que nous en faisons diffère radicalement de l'approche progressive du village que nous avons esquissée dans l'introduction, p. 2. : Il s'agit de susciter chez les participants un niveau de réflexion tel qu'ils émergent de leurs particularités, pour exprimer une conscience collective qui ne soit pas pur conformisme ou formalisme. La dynamique de groupe vise essentiellement à obtenir des informations sur le thème choisi en un temps relativement limité.

Il s'agit donc d'être plus directif, tout en laissant se développer certaines digressions capables de colorer une analyse qui, parce que recueillie dans l'instant, et non compensée par la connaissance approfondie du milieu étudié, reste malgré tout relativement grossière. Les éléments passionnels qui se manifestent peuvent être

-
- * (3) Nous ne parlons pas de densité de population dans l'ensemble de l'AMVR, et nous tenons compte des conditions de fonctionnement des réseaux, et du niveau technique du milieu paysan.
 - * (4) Ce qui n'est pas le cas de toutes les études ; à partir d'une analyse purement descriptive, aussi complète soit-elle, toutes les conclusions sont possibles.

considérés comme significatifs des intérêts en jeu, si nous disposons des recoupements suffisants *, et si nous pouvons compléter nos informations par une connaissance objective des faits : s'il y a une discordance entre la réalité, telle qu'elle nous a été présentée et les faits, l'interprétation de cet écart ne devra se faire qu'avec une très grande prudence. La représentativité du groupe effective et réelle par la participation de tous et de chacun à la discussion, doit être mesurée, afin d'accorder à notre matériel d'enquête - les textes recueillis - sa juste valeur **.

En abordant avec les paysans l'histoire de la création des villages et des canaux, se dégageait naturellement au cours de la discussion, la nécessité de dominer le système d'irrigation, et ils analysaient la situation selon des critères tantôt passionnels, tantôt objectifs. Les solutions qu'ils préconisaient pour résoudre le problème du manque d'eau, mesuraient leur aptitude à réfléchir collectivement à un problème générateur de conflits. En effet, le problème fondamental de la région, compte tenu de la faible intervention de l'administration et de l'inexistence de concessions, n'est pas l'espace, à proprement parler, car elle est entourée d'espaces libres qui peuvent s'étendre selon les accords internes avec les originaires répartis dans la zone de culture plus intensive. Il s'agit donc de la mise en valeur des rizières autour desquelles s'articule l'équilibre de l'économie traditionnelle.

Ce sont donc les conflits d'irrigation qui mesurent les forces sociales en présence.

1 - L'ORGANISATION HYDRAULIQUE - L'INTEGRATION FONCIERE
(Régions de BEVOAY - MORAFENO - AMPASIMBEVIHY)

Introduction

Les enquêtes régionales que nous présentons du point de vue de l'organisation hydraulique, sont destinées à mettre en évidence l'évolution des surfaces rizicoles, et l'histoire corrélative de la création des canaux. Les cartes présentées ont été élaborées à partir des interprétation-photos des missions aériennes suivantes .

Mission 005 Juin 1949 au 1/40000e
Mission F50 - 51 Juin 1954 au 1/50000e
Mission 177/ 100 Juin 1963 au 1/10 000e
MissionMAD199/250 Juin 1965 au 1/25 000e

* ceux-ci nous ont été fournis par les implications des histoires des différents villages, et aussi par leur confrontation lors d'une réunion commune (organisée à la demande des villages eux-mêmes)

**Nous avons atteint la représentativité voulue dans les villages, sauf ceux d'AMPASIMBEVIHY et SOASERANA .

Elles nous ont donné un point de repère objectif pour interpréter les discussions enregistrées avec les paysans, et leur but était de mettre en évidence l'action de l'homme sur le milieu, et d'atteindre ainsi les rapports sociaux issus de l'organisation de la production. Il devenait ainsi possible d'analyser dans chacune de ces régions le sens général de la variation d'occupation du sol en fonction de la transformation du réseau d'irrigation.

La région choisie pour l'étude comparée des organisations sociale, tient compte du stade des aménagements, et du type d'intervention qu'elle a subi (par les paysans eux-mêmes) . Il s'agit de la région de BEVOAY - MORAFENO - AMPASIMBEVIHY, qui est toujours alimentée par le réseau Andranomena -Tandily.

Nous nous rappelons, en effet, que les projets de 1925 considéraient également le secteur d'AMPASIMBEVIHY - BEVOAY, mais les conditions de fonctionnement du réseau n'avaient pas permis une telle extension vers le Nord. Cette région est homogène par rapport aux problèmes créés par l'insuffisance d'eau : en effet, ces villages sont tous situés en aval du réseau Andranomena -Tandily, et sont très directement et également concernés par l'assèchement rapide de l'Andranomena. Le problème d'assèchement se pose actuellement avec beaucoup plus d'acuité encore.

Disposant des éléments suffisants pour dresser une carte de répartition foncière entre les villages, nous avons mesuré l'intégration foncière qui résulte de la situation hydraulique de la région d'AMPASIMBEVIHY - BEVOAY. (voir DOCUMENT V en annexe)

Les développements qui suivront sont destinés à montrer à quel niveau apparaît réellement l'intégration foncière, seule mesure qui permette de prouver en quelque sorte l'analyse des organisations sociales. Cette concentration des terres est un signe tangible de l'évolution des organisations sociales, et de leur niveau réel "d'organification".

o - Description de l'organisation hydraulique et foncière de la région d'AMPASIMBEVIHY, BEVOAY- MORAFENO

1) sens général de la variation d'occupation du sol en fonction du réseau d'irrigation .

Avant 1954, la région aval (BEVOAY-AMPASIMBEVIHY-BETSIRIRY MANAMBALIHA) était irriguée par le réseau naturel de l'Andranomena, et les rizières étaient disséminées dans les zones les plus humides. L'abandon des rizières au Nord de Betsiriry avant 1954 montre que l'assèchement d'aval vers l'amont était déjà opérant à cette époque. Depuis 1954, la création d'un réseau d'irrigation paysan à partir de l'Andranomena, a permis l'extension des rizières.

Région Nord-Ouest : AMPASIMBEVIHY - BEVOAY - BETSIRIRY
(cf carte p 69 bis)

Dans ce triangle, la partie située au Nord-Ouest de BETSIRIRY a été totalement couverte de rizières. En 1954, elle était déjà retournée à l'état de friche. De 1954 à 1963, la presque totalité de la zone cesse d'être cultivée.

Si l'on compare les surfaces abandonnées entre 1954 et 1963, et celles qui ont été créées durant la même période, on constate

que l'occupation du sol est restée la même quant aux surfaces cultivées. En revanche, il y a eu un regroupement des rizières autour des villages et suppression des zones de friches enclavées entre les rizières.

Ce regroupement des rizières s'opérant vers l'amont du réseau hydrographique améliore l'efficacité de l'irrigation et augmente leur rendement, puisqu'il y a moins de pertes par infiltration et évaporation. Ainsi, la concentration des terres cultivées autour de l'axe AMPASIMBEVIHY-BEVOAY correspond à une plus grande rationalité dans l'utilisation de l'eau, sans augmentation corrélative des surfaces cultivées .

Région d'AMPASIMBEVIHY-MANAMBALIHA

Dans cette région au contraire, la création de nouveaux canaux a permis de doubler les surfaces cultivées entre l'Andranomena et la Tsivavy

Région amont : BEVOAY-AMPASIMBEVIHY-MORAFENO

C'est une zone alimentée par le réseau Andranomena (cf carte p 69 ter)











Elle serait relativement privilégiée eu égard aux villages situés en aval (cf carte p 69 bis)

De 1954 à 1963, une concentration très importante des rizières s'est opérée autour de MORAFENO, tandis que s'accroissait l'assèchement et l'abandon de celles placées immédiatement au nord d'ANKORONADABO, et à l'Est de BEVOAY. Les petits canaux, visibles sur photographie aérienne mais non figurés sur la carte, témoignent d'une absence de rationalité dans l'utilisation de l'eau, ils sont nombreux et se recoupent fréquemment. Cette même irrationalité se constate autour d'ANKORONADABO, pour d'anciens canaux abandonnés. De plus, depuis 1963, la population de MORAFENO aurait augmenté de 70% environ, tandis que celle d'ANKORONADABO aurait diminué de 45%.

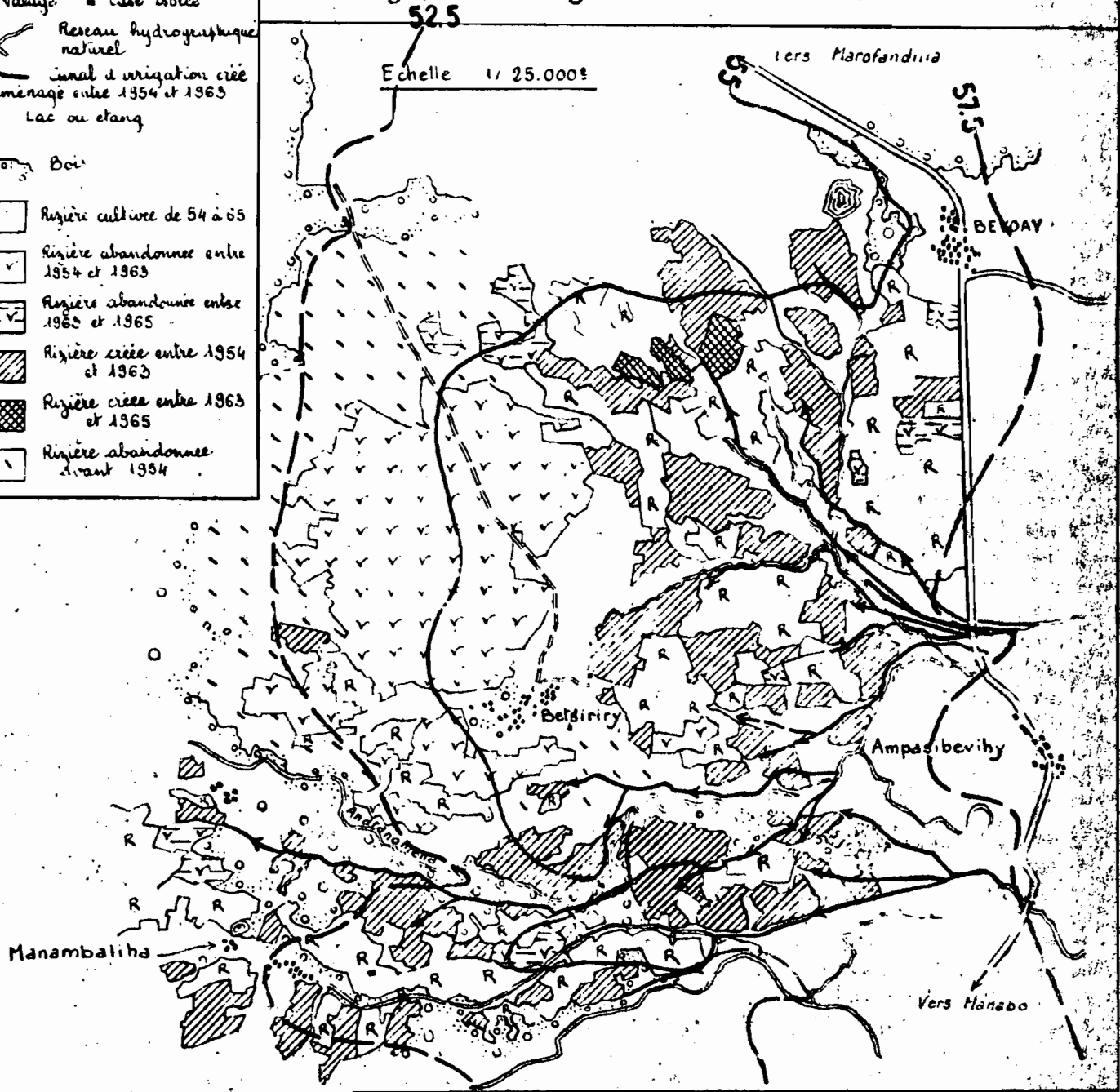
Retenons de cette description les faits suivants :

- L'infrastructure d'irrigation témoigne d'une rationalité d'ensemble, grâce à la diminution des déperditions d'eau, et au regroupement des terres cultivées, ce qui lui donne son efficacité maximale.
- Les nouvelles terres mises en valeur grâce à cet "aménagement régional" se sont groupées selon un axe Manambaliha-BEVOAY . Une forte tendance au regroupement des rizières cultivées s'est exercée autour de MORAFENO, tandis que s'accroissait l'assèchement des villages d'ANKORONADABO -MAHASOA.
- La situation objective favoriserait plutôt le village de MORAFENO situé plus en amont, puisque les lignes de pente indiquent que cet ensemble serait un plateau incliné d'Est en Ouest; celle qui constitue la limite Est est la cote 65, la ligne de pente de l'extrémité Ouest, 52,5. Dans la réalité, la distribution d'eau dans les villages s'effectue en fonction des rapports sociaux de production établis à partir du système de l'alliance pour la mise en valeur.

Légende

- == Piste auto
- == Piste importante
- Village - Case isolée
-  Réseau hydrographique naturel
-  Canal d'irrigation créé ou aménagé entre 1954 et 1965
-  Lac ou étang
-  Bois
-  Rizières cultivées de 54 à 65
-  Rizières abandonnées entre 1954 et 1965
-  Rizières abandonnées entre 1965 et 1965
-  Rizières créées entre 1954 et 1965
-  Rizières créées entre 1965 et 1965
-  Rizières abandonnées avant 1954

Evolution des Surfaces rizicoles et du Réseau d'irrigation dans la région de Bevoay, Betsiriry et Manambaliha.



2) L'évolution des terroirs villageois depuis 1963.

En 1963, le B.D.P.A., dans son étude parcellaire notait " l'imbrication des terroirs " entendu dans sa signification par rapport à la résidence de l'exploitant. Le lever effectué en 1967, durant la période de cette enquête, nous a permis de dresser une carte des terroirs de cette zone hydraulique. Elle manifeste au contraire la concentration des terres cultivées autour des villages dont les limites sont assez précises pour ce qui concerne les terres rizicoles .

Pour le réseau aval BEVOAY-BETSIRIRY-MANAMBALIHA, elles correspondent à l'organisation de la distribution d'eau au Nord d'AMPASIMBEVIHY :

. Le terroir rizicole de MANAMBALIHA, est limité par les deux voies d'eau naturelles, Andranomena et Tsivavy. Le schéma hydraulique tracé (carte Doc. V ann.) montre qu'une série de canaux se subdivisent à partir d'un bras principal issu de chacune de ces sources en suivant les lignes de pente, et se terminent souvent parallèlement les uns aux autres

. Le terroir de BEVOAY est bien concentré ; il déborde quelque peu la seconde prise au fil de l'eau issue du centre de distribution au Nord d'AMPASIMBEVIHY, et reprend en partie un bras naturel, pour le prolonger dans ses limites d'extension (deux prises au fil de l'eau issues de ce centre distributeur alimentent les rizières de BEVOAY situées à l'aval de cet ensemble régional).

. BETSIRIRY s'alimente par une prise au fil de l'eau à partir du centre distributeur, mais également pour la partie Sud de ses rizières à partir du réseau de l'ANDRANOMENA où MANAMBALIHA s'alimente également. Les limites sont très bien circonscrites. Nous ne pouvons préjuger de l'extension vers l'Ouest, le lever n'ayant pas été effectué. Cette limite concerne la zone des terres libres, où de toute façon, même un sérieux lever ne peut être qu'imprécis, seules les limites d'influence auraient été intéressantes à tracer, puisqu'il s'agit plus de territoires communaux. Même si ces zones avaient auparavant fait l'objet de droits individuels de possession, étant d'anciennes rizières (cf carte p 69 bis) elles sont retournées en droit au "FOKO" d'accueil, aux originaires.

Pour le réseau Amont : ce dernier est formé de territoires villageois plus ou moins concentrés autour des villages de résidence . Certains montrent une réelle "imbrication" de leurs terroirs.

. La partie EST des terres d'AMPASIMBEVIHY, AMBODIMANGA et MORAFENO révèle ce qui reste d'une ancienne imbrication de ces terroirs *. MORAFENO témoigne d'une extension de son territoire, au Nord vers BEVOAY au Sud vers ANKORONADABO, et à l'Est vers SOANIRANA . Sa population a considérablement augmenté ces dernières années, et nous verrons l'explication qui ressort des discussions avec les paysans.

. Les villages de MAHASOA et ANAHDAMBO sont deux blocs compacts entre l'Andranomena et le chemin public qui constitue d'ailleurs la limite Nord de l'AMVR.

* qui sera expliquée par les déplacements internes à cette région (cf p 77)

: ANKORONADABO, SOARANO, AMBAVARATRA sont regroupés et disposés autour des terres irriguées, par les canaux issus de l'Andranomena au Sud.

3) La concentration des terres relatives à chacun des villages et l'organisation hydraulique qui lui correspond.

Le tableau p 72 bis montre que ^{parmi} les 4 terroirs les plus importants, 3 d'entre eux font partie de la région aval : BEVOAY, BETSIRIRY, MANAMBALIHA. Le 4e est MORAFENO, et nous en cherchons l'explication par le rôle qu'il joue dans le contexte régional*.

Il existe des zones enclavées libres, d'une superficie importante, ainsi que des terres de forêt appartenant à l'Etat Malgache, mais, compte tenu de ce que nous avons analysé dans les pages précédentes **, ces terres font vraisemblablement l'objet de droits fonciers des collectivités rurales, et sont respectées par celles-ci. La note du BDPA indiquait que les zones enclavées étaient des cultures dans la forêt et la savane arbustive, appartenant pour chacune de ces enclaves aux habitants d'un même village. Ce qui correspond, nous le pensons, aux droits collectifs de culture sur les terres libres concédées par les "TOPON-TANY" aux migrants selon les termes de l'alliance. La zone rizicole amont appartenait bien au régime foncier des lots de colonisation, mais comme les aménagements prévus n'ont pu être terminés, elle est plutôt devenue une région préservée de l'immatriculation, comme le montre l'absence de concessions immatriculées.

La lutte commune contre l'assèchement s'est manifestée en 1954 par l'organisation du centre distributeur d'AMPASIMBEVIHY, qui organise la distribution du réseau AVAL et intègre l'ancien réseau naturel, tout en améliorant les conditions de fonctionnement par des trancés de canaux qui longent ses bras et permettent son extension maximale. Ce sont ces bras qui limitent les terroirs de BEVOAY et de BETSIRIRY :

" D'après ce que je sais, lorsque le débit commença à se réduire, toute l'association du Nord du KILY a creusé ; c'est pour cela que l'eau réapparaissait à nouveau. Mais elle a été encore ensablée et s'est tarie en 1958-1959 ..."

* Le village le plus important en nombre de ménages est MORAFENO, ce qui est expliqué par la politique du représentant de ce village :

" Le fait d'être nombreux nous est avantageux. Nous aurions plutôt connu des difficultés, étant moins nombreux. Et puis cet accroissement de la population nous amène à faire des demandes. Maintenant, nous demandons un hôpital.
.../...

Dans le quartier de MAHABO, MORAFENO est le plus peuplé. Et secondairement viennent par ordre d'importance BEVOAY (presqu'aussi peuplé que MORAFENO), BETSIRIRY, et MANAMBALIHA.

La taille moyenne des parcelles montre que les superficies moyennes de BEVOAY (4 Ha), BETSIRIRY (5,2 Ha), MANAMBALIHA (3,5 Ha) sont nettement supérieures à celles de MORAFENO, dont la moyenne est de 2,5 Ha, pour un nombre moyen de personnes par ménage à peu près identique (4) et (3 à 4) pour MORAFENO.

** cf p.43 .

LE REPARTITION DES PARCELLES SELON LES VILLAGES

Villages	Nb. de parcelles	Superficie en ha	Nb. de ménages	Nb. d'habitants	Taille moyenne des parcelles	Taille moyenne par famille des parcelles	du ménage
Bevoay	178	388ha 49a 76ca	96	368	2ha 18a 25ca	4ha 04a 68ca	4
Betsiriry	127	359 90 48	69	257	2 83 40	5 21 60	4
Manambaliha	118	191 92 29	54	223	1 62 65	3 55 41	4 - 5
Ampasimbevihy	32	44 37 50	29	106	1 38 67	1 53 01	4
Ambohibary	37	52 45 96	26	79	1 41 78	2 01 77	3
Ankoronadabo	33	46 82 50	26	73	1 41 90	1 80 10	3
Morafeno I	143	279 97 00	115	374	1 95 78	2 43 45	3 - 4
Anahidambo	24	65 75 00	26	92	2 73 96	2 52 88	3 - 4
Mahasoa	31	67 85 00	28	113	2 18 87	2 42 32	4
Ambodimanga	67	70 52 50	32	88	1 05 26	2 20 39	2 - 3
			501	1.773			3 - 4

Pour la distribution d'eau du réseau AMONT, la répartition est beaucoup plus ancienne, et date des années 1920-1922, d'après les renseignements obtenus dans les villages :

" Avant, on cultivait du TSIPALA et du VARY-FE il y avait alors trois sources d'eau : la RANOMENA (Andranomena), une autre appelée TOTOKOMBY (Antsopokomby), et la SILABABONAKA (Lambabonaka) .." (cf carte au 1/100 000 e)

A cette époque, existait une organisation hydraulique (cf carte de l'hydraulique agricole D.III) mise en place par l'ancêtre MOTRO des originaires résidant à BEVOAY :

" D'après ce que j'ai entendu, ce canal qui passe sur le côté Nord a été creusée par des personnes... MOTRO a commencé à la creuser à partir d'ANTASAKADIGMA (prise du réseau d'Antsopokomby), et a conduit l'eau jusqu'ici à partir du tracé d'un ancien cours tari..."

Ce second centre distributeur est l'objet des convoitises de ceux qui résident à BEVOAY, et ont leur terre à l'Est de l'axe constitué par la route AMPASIMBEVIHY - BEVOAY, et des habitants de MORAFENO.

Il est en même temps un moyen pour l'ensemble des originaires résidant à BEVOAY, de maîtriser la croissance démographique des migrants, et de bloquer le rayonnement que ces derniers exercent sur la région à travers une personnalité émergente résidant à MORAFENO.

4) La distribution d'eau entre les villages :

Le réseau AVAL :

- . BEVOAY s'alimente en amont comme en aval ; les habitants de BEVOAY diront :

" L'eau qui nous revient appartient aussi aux villages de BEVOAY, MANAMBALIHA BETSIRIRY..."

- . MANAMBALIHA s'alimente au Nord au cours de l'Andranomena, mais aussi au Sud sur la Tsivavy, affluent de l'Andranomena.

- . BETSIRIRY dépend pour son alimentation de BEVOAY et MANAMBALIHA :

" Car notre eau a été prise par MANAMBALIHA, BEVOAY, c'est pour cela que nous n'avons plus d'eau. Nous en avons parlé au fanjakana quand nous avons voulu creuser un canal et nous avons demandé un tracteur pour cela... Nous réclamons l'eau de MANAMBALIHA ..."

Le réseau AMONT :

.est partagé en deux parts,

- l'une pour les rizières à l'Ouest de BEVOAY
- L'autre pour le village de MORAFENO

" Le partage se fait à l'intérieur de MORAFENO (endroit où est située la prise); on l'appelle "TAGN'IL" .

. AMBODIMANGA est situé entre l'Andranomena et un bras issu de cette rivière. Il dépend de l'alimentation de MORAFENO, puisqu'il est situé plus en aval

La partie Sud du réseau AMONT :

Elle concerne les villages d'ANKORONADABO, AMBARARATA et SOANIRANA. Leurs canaux sont situés encore plus à l'amont, et coulent dans une direction Est-Sud-Ouest. Ils peuvent cultiver du riz en asotry et non en asara, à l'opposé des autres villages, car en asara, la pente étant relativement forte, l'eau entraîne les sables et comble les canaux. Ces villages situés à l'extrémité Sud-Ouest de la zone étudiée s'opposent à l'ensemble des autres villages situés plus au Sud : ANALAMITSIVALONA, ANDROBONTSY, ANJAMAITSY, qui s'alimentent encore plus à l'amont à partir de l'Andranomena. Les habitants d'ANKORONADABO estiment que ces villages situés plus au Sud devraient être alimentés par le DABARA, et non à partir de l'Andranomena.

. AMPASIMBEVIHY se trouve dépendre comme MANAMBALIHA de l'Andranomena pour moitié, pour l'autre partie de son terroir, il dépend de MORAFENO et ANKORONADABO, et est alimenté par une prise au fil de l'eau située au Sud de l'Andranomena.

Conclusion _:

L'organisation hydraulique montre la liaison entre BETSIRIRY, BEVOAY, et MANAMBALIHA ; elle oppose BEVOAY à MORAFENO qui cherche une situation stratégique en matière de distribution d'eau.

MORAFENO regroupe autour de lui le réseau Sud, et une entente existe pour la répartition entre les villages d'ANKORONADABO, AMBARARATA, et SOARANA. Cela d'autant plus qu'elle permet à MORAFENO, très peuplé de cultiver en ASOTRY.

Le croquis de l'organisation hydraulique p⁸¹bis montre la polarisation autour des deux centres BEVOAY et MORAFENO. La situation de BEVOAY est renforcée par MANAMBALIHA, et crée pour BETSIRIRY la nécessité de rester complémentaire à l'organisation hydraulique de ces deux villages. Or, l'on sait qu'il cultive en ASOTRY comme ANKORONADABO.

Les relations de parenté permettent d'organiser pour MORAFENO comme pour BEVOAY un système d'entraide où ceux qui n'ont pas la possibilité de cultiver à l'une des saisons trouvent tout de même dans le cadre de cette région à s'employer chez des parents, en rétayage principalement.

Nous verrons de même dans le chapitre suivant que les cérémonies organifient cet ensemble et le lient socio-économiquement parlant. En même temps dans le cadre cérémoniel est résorbé l'antagonisme latent et réaffirmée l'idéologie selon laquelle une revendication objective ne peut aboutir.

La distinction amont-aval dans l'organisation hydraulique correspond-elle à une réalité sociologique dans ce contexte régional?

2- DESCRIPTION DE L'ORGANISATION SOCIALE INTER-REGIONALE

Cette organisation a été mise en évidence à travers la petite histoire régionale, et celle de son peuplement, dont les versions données par les différents villages convergent sur certains points et divergent sur d'autres. Nous étudions le sens du déplacement des originaires et celui des migrants à l'intérieur de cette zone, ainsi que les motifs de ces déplacements.

o - Le peuplement de la région

Les deux centres d'attraction en matière de peuplement sont BEVOAY et MORAFENO. Or, pour l'un comme pour l'autre, un village très peuplé signifie un rayonnement qui serait un effet de l'accueil fait aux nouveaux arrivants. Mais pour accueillir, il faut qu'il y ait un droit antérieur et reconnu qui permette d'organiser les termes de l'alliance avec les nouveaux arrivants. Ces droits sont pour BEVOAY, centre SAKALAVA, ceux des "TOMPON-TANY", et pour MORAFENO, centre TANALA et ANTAISAKA (Côte Est), ceux des "ZANA-TANY".*

a) BEVOAY

Le village apparaît comme le lieu de regroupement des Sakalava dont l'influence s'étend sur toute la région que nous étudions.

" Avant d'être fixé ici, le village a été déplacé cinq ou six fois. Chaque emplacement du village avait son nom. C'est une personne qui lui a donné son premier nom. Cet homme s'appelait MOTO. Il habitait ANKOABE, puis ANKOABE (actuel BEVOAY) a été pris par les vazaha. Les gens se sont déplacés à MANEVA, puis de MANEVA à MANAMBALIHA, puis à AMPASIM-BEVIHY, et enfin ici à BEVOAY, lac où il y a beaucoup de caïmans. Puis une inondation les a obligé à se déplacer à MANGAMARO (emplacement non loin du village, endroit où se pratiquent les cérémonies : BILO, circoncision). Puis une autre inondation les a obligé à se redéplacer ici...C'est cette personne appelée MOTO qui est le propriétaire de ce village, qui l'avait dirigé..."

Ce village contient aussi des émigrants, en majorité Betsileo, mais le pouvoir exercé par les Sakalava s'exprimera dans le cours même de la discussion. Lorsque les "MPIVAHINY"(étrangers) interviennent, ce ne sera que pour manifester leur ignorance des temps anciens :

" Nous les étrangers et les jeunes ne connaissons pas l'histoire de BEVOAY..."

et leur gourmission aux notables :

" Nous, nous venons d'autres régions, aussi nous n'avons rien à ajouter à ce qu'a dit le chef de quartier..."

Il en sera de même quand il s'agira d'expliquer la création des canaux:

" Nous, dans la partie Sud, nous sommes étrangers, nous n'avons rien à raconter..."

* cf p 59.

Bien plus, une partie de ces familles d'émigrants est alliée par mariage aux originaires qui, eux, représentent environ le tiers de la population. Ils sont les descendants de MOTO.

" Tous ces conseillers, leurs familles sont des Sakalava. La moitié Nord de ce village est constituée par eux..."

" Et même nous, nous avons déjà des enfants nés d'unions avec eux. Ce qui veut dire que nous sommes déjà leurs amis..."

Ainsi ce village pluri-ethnique est intégré autour du noyau formé par les originaires. Certains migrants Betsileo se sont intégré en contractant des mariages avec ces derniers. Ce fait n'explique pas l'implantation définitive de ces migrants ; parfois il s'agit d'unions temporaires qui nécessitent un accord à la naissance des enfants pour savoir à quel tombeau les descendants de ces enfants appartiendront . Nous ne pouvons analyser en détail cet aspect de l'intégration, mais nous voyons déjà l'importance qu'elle revêt et la très forte complémentarité qui s'établit à travers ce type de rapports . Or ces alliances par mariage qui succèdent à l'alliance pour la mise en valeur sont surtout le fait des groupes Betsileo. Elles se produisent dans un même village mais également entre villages. Ainsi en est-il pour BETSIRIRY :

Ce dernier village, essentiellement Betsileo, autant pour son histoire que pour ses relations matrimoniales est lié à BEVOAY. La discussion qui s'est engagée a explicitement montré le rapport de fils à père qu'entretenait l'ensemble des représentants de ce village avec BEVOAY :

" Certes, nous sommes là, mais nous sommes des "ZAZA"(enfants). Les "RAY AMAN DRENY" ne sont plus là. C'est pourquoi nous allons raconter ce qu'ils nous ont dit de dire..."

Le nom du village était TOMASY :

" Mon grand-père l'avait demandé à MOTO...Il a alors installé ici le fondateur de ce village ...MOTO était à BEVOAY. Cet espace qui se trouve entre les deux villages leur appartient ..."

Nous pensons qu'il y a dû y avoir un conflit entre deux groupes Sakalava, ce qui expliquerait le changement de nom de TOMASY à BETSIRIRY:

" Non, ce n'était pas MOTO qui l'a fondé d'abord, mais une autre personne. Il n'a fait que la démarche (au fanjakana sans doute). C'était TOMASY (cf carte hydraulique agricole). Et MOTO, qui était à BEVOAY, a demandé un endroit où fonder un village. C'est BEVOAY qui lui appartient..."

Tout l'entretien tourne autour d'une contestation larvée de la dépendance de BETSIRIRY avec BEVOAY, mais étant donné le contexte de domination, elle est impossible, car elle s'apparenterait à la révolte du fils contre le père, ce qui est impensable, tout au moins dans le cadre villageois. Nous ne connaissons pas le nombre de mariages entre ce village et BEVOAY ; peut-être n'y en a-t-il plus actuellement, mais il y en a eu :

" Celui qui a parlé est un enfant laissé par ses parents. Il est un Sakalava..."

En ce qui concerne les relations BEVOAY-MANAMBALITHA, nous nous bornerons à dire * qu'elles sont de l'ordre d'une entente entre "TOMPON-TANY" plus ou moins mis en danger dans la permanence de leurs droits par les transformations que subit toute cette région, autant que par les migrants qui espèrent s'émanciper de l'ancienne alliance qui, pour avoir permis leur installation, n'en est pas moins une sérieuse limitation **.

b) MORAFENO

Le peuplement de ce village fait intervenir celui d'AMPA-SIMBEVIHY, AMBODIMANGA, et depuis ces dernières années ANKORONADABO. Malgré leur histoire commune, liée au fait qu'AMBODIMANGA et MORAFENO sont issus d'AMPASIMBEVIHY, ces villages ne nous révéleront chacun qu'une partie de la réalité. Ainsi, le grand centre d'AMPASIMBEVIHY, autrefois très peuplé, a éclaté pour des raisons objectives : crues et extension des rizières des habitants vers l'Est et vers le Nors, dont chaque groupe homogène a voulu se rapprocher, mais aussi pour des raisons d'ordre social. En effet, des groupes qui coexistaient dans un même village, sous la pression des conditions du milieu naturel, devant la rareté de l'eau qui s'accroissait, et contre laquelle même les services techniques s'étaient heurtés, également dominés par la nature, ces groupes ont réagi par un renforcement de leur droits, développant ainsi l'antagonisme latent que contient le système de l'alliance pour la mise en valeur. L'entente au niveau d'un village devenant difficile, les deux principaux groupes antagoniques, se rapprochant de leurs rizières, ont constitué autour d'eux une nouvelle unité : chacun coexiste dans le contexte régional, et le parallélisme est maintenu par deux idéologies qui, toutes deux, sont susceptibles de rassembler l'unité la plus grande possible.

AMPASIMBEVIHY :

Son terroir, les groupes que nous avons constitués, ont marqué le dualisme de l'organisation de ce village. C'est le témoin de l'antagonisme latent migrants / originaires, polarisés les uns autour de MORAFENO, les autres autour de BEVOAY. Cette polarisation est d'autant plus efficace qu'elle s'inscrit, comme nous le verrons plus loin, parfaitement, dans le contexte de l'organisation hydraulique. Le groupe des "RAY-AMAN-DRENY" qui a accepté la discussion était formé de la partie du village ralliée aux originaires. Ils imputent la création du village ainsi que l'infrastructure de l'irrigation "creusée avec des cornes de boeufs" aux Sakalava. De même au point de vue des cultures, ils disent :

" Mis à part MORAFENO et les autres qui sont en amont, nous ne cultivons qu'en été (avec BEVOAY - ANKILIVALO)

Ce dualisme qui frappe l'observateur ne doit cependant pas faire illusion, car la scission qui a atteint le village, favorisant la constitution de villages homogènes au voisinage des zones de culture, a marqué profondément la fraction des habitants qui pour une raison ou pour une autre, ont décidé de rester. Le dualisme qui

* Il serait intéressant d'étudier sous l'angle de la parenté et de la caste les résidents originaires habitant les villages que nous venons de citer. Peut-être y a-t-il encore quelques vestiges des anciennes hiérarchies. Nous n'avons pu mener à terme notre étude, ces zones étant difficile d'accès en saison des pluies.

** cf p 34.

s'exprime n'en est un que face au pouvoir, qui est représenté tantôt par l'administration, tantôt par les originaires résidant à BEVOAY ou les migrants de MORAFENO. A l'intérieur du village, il n'y a aucun pouvoir, le milieu interne villageois est inorganisé, le niveau d'organisation est le groupe restreint des familles ou d'isolés plus ou moins regroupés :

" Si dix hommes s'associent pour une prise d'eau ce sont eux qui la réparent ; s'ils sont cinq, ce sont encore eux qui s'en occupent. Chaque groupe s'occupe de ce qui lui revient..."

MORAFENO - AMBODIMANGA :

En retraçant l'histoire de la formation du village, MORAFENO, par l'intermédiaire de son principal représentant, s'attache à montrer que ce village issu d'AMPASIMBEVIHY, est un gros centre de regroupement où ne se trouvent pas de Sakalava, comme AMPASIMBEVIHY était auparavant lui-même ce centre. Seules les raisons objectives, augmentation de la population, inondation et extension des zones rizicoles ont induit la création d'un nouveau centre, MORAFENO. AMBODIMANGA se serait aussi formé à la même époque, il ne se distinguerait de MORAFENO du point de vue de l'habitat que pour des raisons de distance par rapport aux zones de culture. Bien plus, la création d'AMBODIMANGA est relatée comme

" marquant l'indépendance acquise par ce même village par rapport à l'ancien centre d'AMPASIMBEVIHY..."

Ainsi, avec la création de MORAFENO, AMPASIMBEVIHY, ancien pôle de centralisation sociale, analogue à ce qu'est BEMANONGA pour le Delta, également lieu géographique de distribution des zones de culture et de l'organisation hydraulique, est ainsi réduit à une simple fonction de passage obligatoire : lieu de commerce et d'approvisionnement entre tous les villages, lieu des diffusions des convocations de l'administration et des services techniques, lieu de regroupement des autres villages comme étant le plus pratique parce que le plus central, lieu de distribution d'eau, lieu d'implantation de la coopérative, lieu de résidence des visiteurs, vulgarisateurs, enfin lieu de culte. C'est la zone de neutralité où se prennent officiellement les décisions; les centres de décision sont ailleurs, à BEVOAY, et à MORAFENO.

De cette brève description, il apparaît que tout changement brusque de l'équilibre du pouvoir dans le milieu villageois ou dans le contexte régional, se manifeste par un bouversement démographique. C'est ce que traduit BEVOAY, quand il parle du rôle de MOTRO, chef de lignage, qui a joué un rôle important avant la période coloniale à proprement parler, c'est à dire avant 1925, époque à laquelle l'emprise de l'administration s'est resserrée avec les aménagements. La façon dont ils nous parlent de leur ancêtre montre bien combien celui-ci exerçait un pouvoir dans cette région, analogue à celui des "MPANITO", ou "MPANJAKA" (seigneurs) dans des espaces plus importants. Ce qui semble corroborer notre thèse selon laquelle, à l'appropriation de la terre par l'état colonial aurait correspondu un renforcement des droits fonciers des chefs de lignage ou FOKO, dans l'espace restreint qu'ils occupaient, formant autant de petites seigneuries bien organisées, autour desquelles se construisait le système de l'alliance. AMPASIMBEVIHY était ce village de l'ancienne alliance. MORAFENO se veut le village de la nouvelle alliance.

Voici ce que nous dit BEVOAY sur MOTRO:

" Ce village appartient à MOTRO. C'est là une pratique qui caractérise les malgachos, et à laquelle les Sakalava recouraient. Cette personne appelée MOTRO avait été renommée du temps même des "MPANITO". Il a dominé ici, il n'a cessé de créer des villages, comme faisait le malgache qui dominait. Une personne qui domine ne vient jamais se joindre à d'autres personnes, ce sont les autres qui viennent se placer sous sa direction. Il a dominé sur tous ces villages que nous avons cités... Les gens de MORAFENO sont de ceux que MOTRO a placés là... Si ces gens sont installés, c'est parce qu'ils le lui ont demandé..."

Le motif des déplacements des originaires serait donc bien le maintien intact du patrimoine foncier, et même son extension. L'essaimage des Sakalava, tout en indiquant leur décadence dans certains cas, peut tout aussi bien correspondre à une maîtrise plus grande de l'espace * où chacun détient un patrimoine où les migrants peuvent s'installer sous certaines conditions que seuls les "TOMPON-TANY" fixent. Pour peu que les relations des FOKO dispersés n'apparaissent, au premier abord, elles n'en existeraient pas moins, surtout quand il s'agit de conserver l'héritage des ancêtres.

c) ANKORONADABO

Comme ANPASIMBEVIHY, ANKORONADABO serait le village de l'ancienne alliance, mais à la différence de celui-ci, qui ne comprend pratiquement plus que des migrants, les originaires s'étant regroupés à BEVOAY, ce dernier ne compte plus que des originaires, descendants du chef de lignage qui, après avoir quitté BEZEZIKA, le village d'origine, se serait installé à ANKORONADABO. Les migrants, essentiellement Botsileo, seraient repartis vers des lieux plus cléments à la recherche de nouvelles terres irrigables, dont une grande partie à MORAFENO. Les descendants actuels ne veulent plus quitter leur village parce que, disent-ils, c'est la terre de leur ancêtres :

" Nous sommes encore ici parce que nous descendons d'une seule personne..."

Dans le contexte des rapports internes à la région, ce village est le théâtre, le lieu sociologique de l'antagonisme migrants de MORAFENO et originaires de BEVOAY. Lui-même se situe très mal à l'égard de l'un et l'autre village.

Par leurs origines "ZANA-TANY" au sens propre, c'est à dire descendants de clans ayant vécu sur la Côte Ouest avant la formation du royaume Sakalava, ils s'apparentent aux originaires, et participent à l'idéologie de la parenté à laquelle ces derniers se réfèrent pour perpétuer leurs droits. Ce sentiment d'appartenance manifeste cependant plus le caractère religieux que les rapports hiérarchiques et

* Pour répondre à ce que nous avons fréquemment lu dans les rapports, sur la décadence des Sakalava. Décadence de l'ancien royaume avec les distinctions de caste certes, mais pas du système d'organisation social : même partiel, il persisterait et serait reproduit dans de petites unités.

politiques qui en découlent directement ; à l'opposé, nous semble-t-il des représentants de BEVOAY qui utilisent la tradition comme une sorte de manifestation ultime de l'ancienne puissance au premier temps du royaume. Tout, dans leurs discussions nous montre la manière dont les habitants d'ANKORONADABO se situent dans l'espace qui lui-même n'a de sens qu'en fonction des valeurs religieuses. Le religieux et le politique ne seront eux-mêmes pas distingués :

" BEVOAY aussi a manqué d'eau, seuls les "TOMPON TANY" sont restés. Maintenant Dieu lui est favorable. Actuellement les plus favorisés, les dominants sont BEVOAY, BETSIRIRY, MORAFENO, MANAMBALIHA, AMPASIMBEVIHY..."

" Aucun angady n'a touché cette partie Nord. Personne n'a gardé pour lui l'eau. C'est Dieu qui partage la nourriture. Le Nord a eu sa nourriture pendant longtemps. C'est au tour du Sud (donc eux) d'obtenir sa nourriture. Ceux-là ont raison de dire que personne là-haut ne stoppe l'eau. C'est Dieu qui partage l'eau..."

" ANKORONADABO est maintenant en difficulté parce que Dieu ne leur donne pas d'eau ..."

C'est pourquoi, bien qu'en opposition objective avec BEVOAY celle-ci ne sera pas exprimée avec clarté ; bien plus ils reprennent par moments les termes mêmes de la lutte que mène BEVOAY contre les migrants, trop empressés à utiliser à leur profit la législation AMVR selon laquelle toute terre non mise en valeur est considérée comme libre et exploitable directement.

" Où y-a-t-il des terres vous appartenant à vous les ZIVA et les FATIDRA où nous ne travaillons pas en ce moment ?..."

Ne s'émancipant ni par la lettre ni par l'esprit du mythe de l'origine, celui de la terre des ancêtres, et étant en même temps objectivement dépendants plus que les autres des conditions naturelles, ils accepteront dans la pratique l'aide de leurs voisins "LONGO", "FATIDRA" et "ZIVA" :

" MORAFENO et ANKORONADABO constituent une seule porte, une seule maison. En asotry, ils viennent ici, en asara nous allons chez eux..."

" Ceux qui viennent nous aider ici, nous ne les en empêchons pas et réciproquement..."

De sorte que les termes de l'ancienne alliance sont inversés ce ne sont plus les originaires qui régissent les termes d'alliance, mais bien les anciens migrants devenus "ZANA-TANY" de fait par des droits fonciers acquis:

E." Et dans le mouvement (entr'aide de MORAFENO pour les canaux à ANKORONADABO en asotry en contrepartie possession de terres. En asara possibilité de culture d'ANKORONADABO à MORAFENO), ont-ils des terres, et vous, entrez-vous en rapport de métayage ?

- Quand on est LONGO, cette question n'intervient pas, il suffit qu'une partie dise..."

La question posée par l'enquêteur correspond à la réalité ceci montre combien ceux qui, comme ANKORONADABO, restent attachés aux valeurs sociales et religieuses de la tradition des ancêtres, sont mal

armés pour lutter dans un univers qui tend de plus en plus à affirmer l'autonomie du politique appuyé sur l'économique surtout lorsque cette autonomie s'enracine dans un cadre formel inchangé.

La dernière question que nous nous posons, est de savoir pourquoi ce lignage ne s'intègre pas avec les autres foko originaires résidant à BEVOAY ? Comme "ZANA-TANY", ils feraient partie de l'ancienne catégorie sociale des "VOHITSE" (hommes libres), exerceraient-ils une fonction dans le cadre de l'ancienne monarchie ? Font-ils partie des gardiens de tombeaux ? Dans ce cas, si notre thèse (celle d'une révolution sociale interne à la société des originaires par le fait colonial et après) était juste, la non-intégration à l'égard de BEVOAY serait compréhensible. N'ayant pas d'information suffisante, nous nous bornons à noter l'état de dépendance dans lequel ils se maintiennent et sont maintenus tant par les originaires que par les migrants, ce qui se marque par leur comportement, et par les réactions qu'ils ont provoquées à leur arrivée pour la réunion intervillageoise que nous avons organisée. Cependant leur rôle est important dans les rapports sociaux qui se jouent autour des deux pôles indiqués, MORAFENO et BEVOAY .

o - Conclusion

Nous pourrions schématiser l'organisation intervillageoise par le croquis ci-contre, qui indique le degré et la nature des liaisons de chacun des villages autour des deux pôles MORAFENO et BEVOAY. Le pôle d'entraînement serait encore BEVOAY. En effet, le sens des flèches indique le caractère de dépendance de tous les villages. Certains, comme BETSIRIRY le sont doublement, sur le plan social et hydraulique MORAFENO lui-même, du point de vue des rapports de production (ceux du système de l'alliance) est encore maintenu dans le réseau d'organisation. C'est parce que BEVOAY est dépendant de MORAFENO du point de vue de l'organisation de la distribution d'eau (point 2), que l'antagonisme est matériellement et directement observable.

Le second pôle, MORAFENO, montre bien la nature différente de la polarisation vers une interdépendance des centres qu'il cherche à polariser, sauf pour ce qui concerne ANKORONADABO, marginal et dépendant à la fois des deux pôles. Mais c'est grâce à ce dernier que la politique de MORAFENO est possible à l'intérieur de la zone qu'il polarise. En effet, grâce à ANKORONADABO, MORAFENO peut faire deux cultures de riz, et c'est selon les termes de la nouvelle alliance entraide pour les canaux, en contrepartie les terres non cultivées par les habitants d'ANKORONADABO peuvent être accordées en possession aux habitants de MORAFENO ou leurs alliés qui viennent se joindre à eux, selon les limites de l'équilibre hommes/susistance, que se mesure le rayonnement effectif de ce village, c'est à dire son pouvoir.

En réponse à cela, BEVOAY organise un espace cérémoniel qui intègre ANKORONADABO : les BILO auxquels nous avons assisté se tenaient l'un à BEVOAY, l'autre à ANKORONADABO, et, selon la coutume, les parents ^{les} circulaient dans les villages voisins pour inviter à la cérémonie. C'est donc un moyen d'intégrer l'ensemble de la région, et d'enfermer les contradictions latentes pour déterminer un parallélisme entre chacune des zones polarisées.

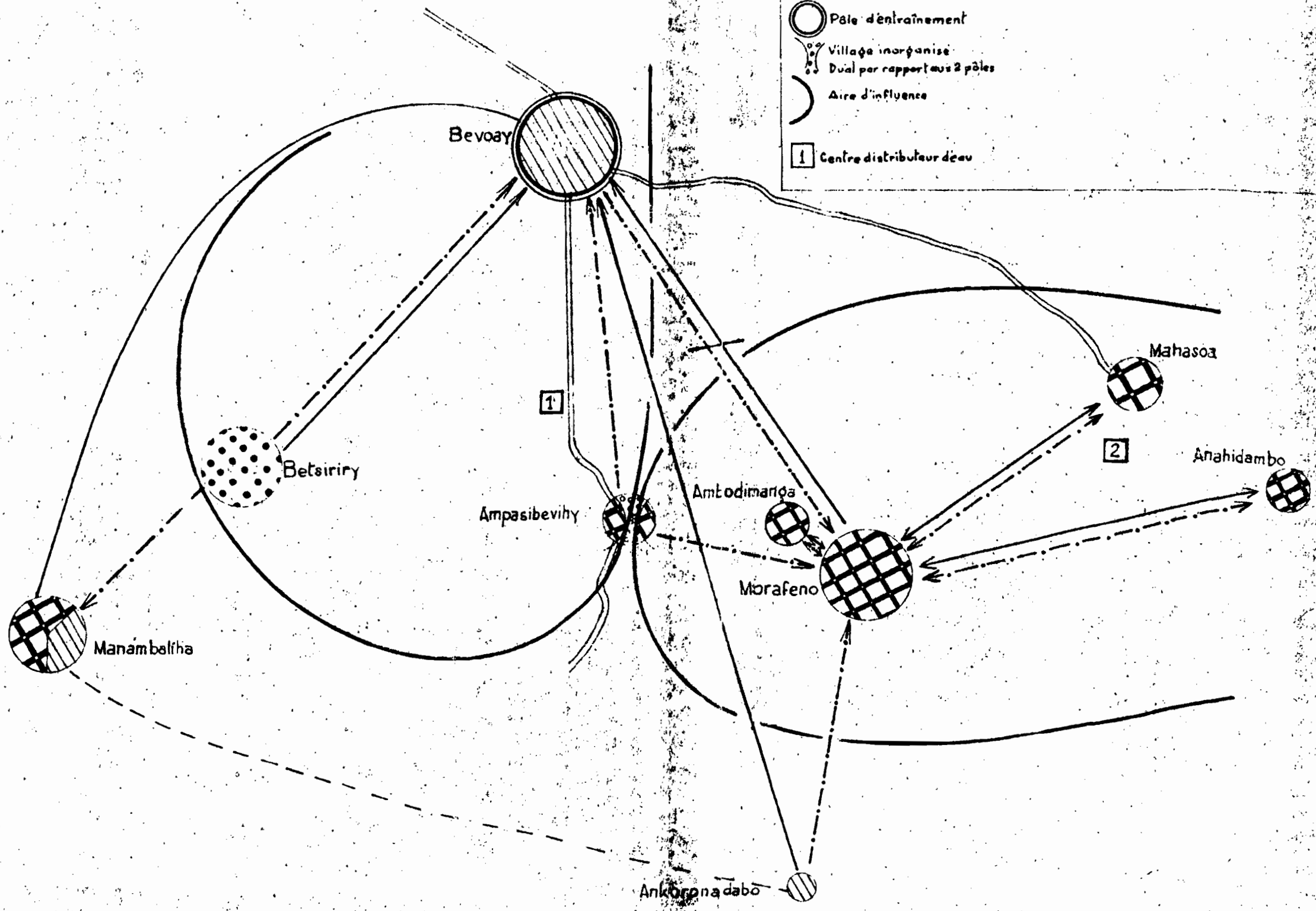
Dans un cas comme dans l'autre, ANKORONADABO est le théâtre des opérations. Nous manquons malheureusement d'information sur

CROQUIS DE L'ORGANISATION SOCIALE INTER REGIONALE

ECHELLE : 1/25.000

LEGENDE

- Unité équivalent à 50 habitants
- ⊗ Dominance Ethnies du Sud-Est
- ⊙ Dominance Betsileo
- ⊘ Dominance Sakalava
- Pôle d'entraînement
- ⊕ Village inorganisé
- ⊖ Dual par rapport aux 2 pôles
- ⊙ Aire d'influence
- ⊠ Centre distributeur de eau
- ⋯→ Dépendances : Org. hydraulique
- Dépendances : Org. sociale
- ⊘ Antagonisme
- ~ Route



le rôle joué par MANAMBALIHA *. Ne serait-ce pas la "tête du boeuf", le vrai centre de décision ? Quelle liaison existe entre MANAMBALIHA et ANKORONADABO ? autant de réponses qu'il serait important de connaître. Nous noterons que pour la réunion intervillageoise, un assistant avait dit " la tête du boeuf a été coupée", mentionnant par là l'absence de MANAMBALIHA. Nous aurions alors un schéma classique de la dissociation du pouvoir dans la société malgache, que ce soit à l'échelle de la famille ou à une échelle plus grande ; celle du centre d'action et du centre de décision , et c'est à travers les multiples liaisons qui s'établissent entre ces deux centres, que se dessine le mouvement.

La spécificité des rapports sociaux interethniques nous est donnée par le rôle éminemment politique que cherchent à jouer les représentants de MORAFENO, qui regroupe les migrants du Sud-Est. Le type d'organisation sociale de MORAFENO est très centralisé, et s'apparente aux formes de pouvoir autocratiques de la Côte Ouest. Or l'identité du pouvoir de la Côte Est et de la Côte Ouest est certaine, tout au moins pour l'origine commune de leur organisation politique. Au contraire, les groupes des Plateaux cherchent plutôt une intégration sociale, et les mariages même temporaires qu'ils contractent montrent les rapports d'échange et de réciprocité qu'ils cherchent à créer.

Nous pouvons comparer cette organisation sociale intervillageoise à celle de BEMANONGA. Ce qui est apparu à l'échelle de cette région s'est vérifié dans le cadre de l'organisation interne du village de BEMANONGA. Nous n'avons pu étudier celle de chacun des villages de la région, mais comme BEMANONGA contient la trilogie des rapports sociaux interethniques organisés dans cette région, nous pouvons comparer ce qu'il en est de la spécificité des rapports interethniques dans le contexte d'une unité plus petite où les modes de relations établis sont les mêmes. Seulement le modèle que nous présentons est moins grossier, et permet d'affirmer avec plus de précision qu'il existe bien une spécificité des complémentarités interethniques qui se sont créées au cours du temps.**

* Il était impossible d'atteindre MANAMBALIHA au moment de notre enquête (500mm de pluie étaient tombés les jours précédents).

** cf 2ème Partie Chap.III p 90 .

3 - ORGANISATION ECONOMIQUE INTERREGIONALE / COMPLEMENTARITE PRODUCTIVE
ENTRE LES ZONES DE SOASERANA - FENOARIVO, et ANPASIMBEVIHY - BEJOAY

La région de SOASERANA - FENOARIVO a été choisie parce qu'elle s'apparente du point de vue de la situation d'intervention, au village de BEMANONGA : elle fait en effet partie du périmètre irrigué par le canal NORD, et l'amont du canal de DABARA, qui passe à SOASERANA.

L'on constate une variation du tracé de l'ancien canal DABARA - ou actuel canal NORD-, qui bifurque vers l'Ouest jusqu'à ANKILIVALO. C'est pourquoi cette région est intéressante pour connaître les repercussions socio-géographiques de ces transformations successives dans l'aménagement hydraulique, dans un intervalle de temps relativement restreint (25 à 30 ans - deux générations).

Nous étudierons dans cette région également, les conséquences sur l'organisation de la production, de l'évolution de l'occupation du sol avec la transformation du réseau d'irrigation. Avec les nouveaux aménagements, nous verrons apparaître, comme à BEMANONGA une concentration des terres, et l'évolution vers un type de propriété bureaucratique et urbaine.

o - Description de l'organisation hydraulique de SOASERANA - FENOARIVO :

a) avant 1949 (cf carte p 83 bis)

Le canal DABARA existait avant 1949 ; il était encore très peu utilisé le long de son parcours. La véritable zone rizicole (au centre de la carte) s'alimentait à partir du réseau naturel de la MORONDAVA, d'où partaient deux centres distributeurs, l'un plus ou moins relié au nouveau canal, l'autre alimentait les rizières situées à l'aval, tout de suite après la zone des marais.

Au Sud de FENOARIVO, une zone de forêt, non cultivée, qui aurait pu l'être.

A l'extrême Sud de la carte, une nouvelle zone rizicole, alimentée par un réseau qui ne figure pas sur la carte .

L'assèchement de la région était amorcé avant 1949, et ce sont les rizières situées sur un axe Est-Ouest à l'extrémité du réseau hydrographique qui étaient le plus touchées.

b) après 1949 (cf carte p 83 ter)

A partir de 1949, la majeure partie des terres cultivables sont mises en valeur. Le long du canal autour de FENOARIVO, sont aménagés des canaux (trois centres distributeurs sur la carte). Autour de ce village, sont installées des rizières étagées, analogues à celles que l'on trouve en pays Betsileo.









L'ancien réseau (au centre de la carte) qui s'alimentait à partir de la MANDE, affluent de la MORONDAVA, est désormais relié au canal DABARA, les rizières situées à la périphérie du réseau hydrographique sont abandonnées, tandis que la zone rizicole se concentre à l'amont de ce réseau.

c) En 1965 (cf carte p 83 ter)

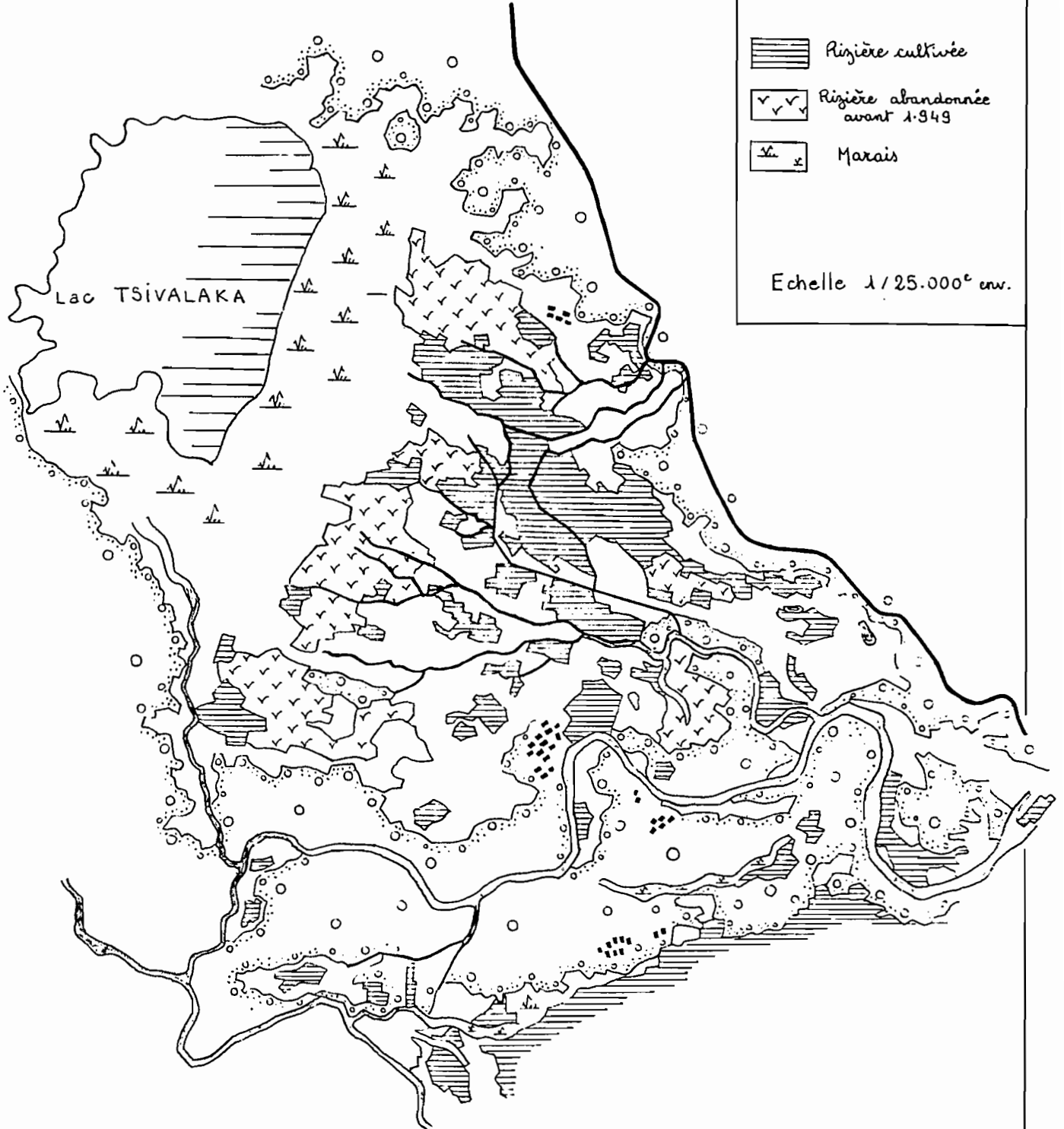
Region de Soaserana - Fenoarivo

Etat du Réseau d'irrigation et des cultures en Juin 1949.

Legende

-  Village
-  Grand canal
-  Canal secondaire
-  Réseau hydrographique naturel
-  Bois
-  Rizière cultivée
-  Rizière abandonnée avant 1949
-  Marais











Echelle 1/25.000^e env.

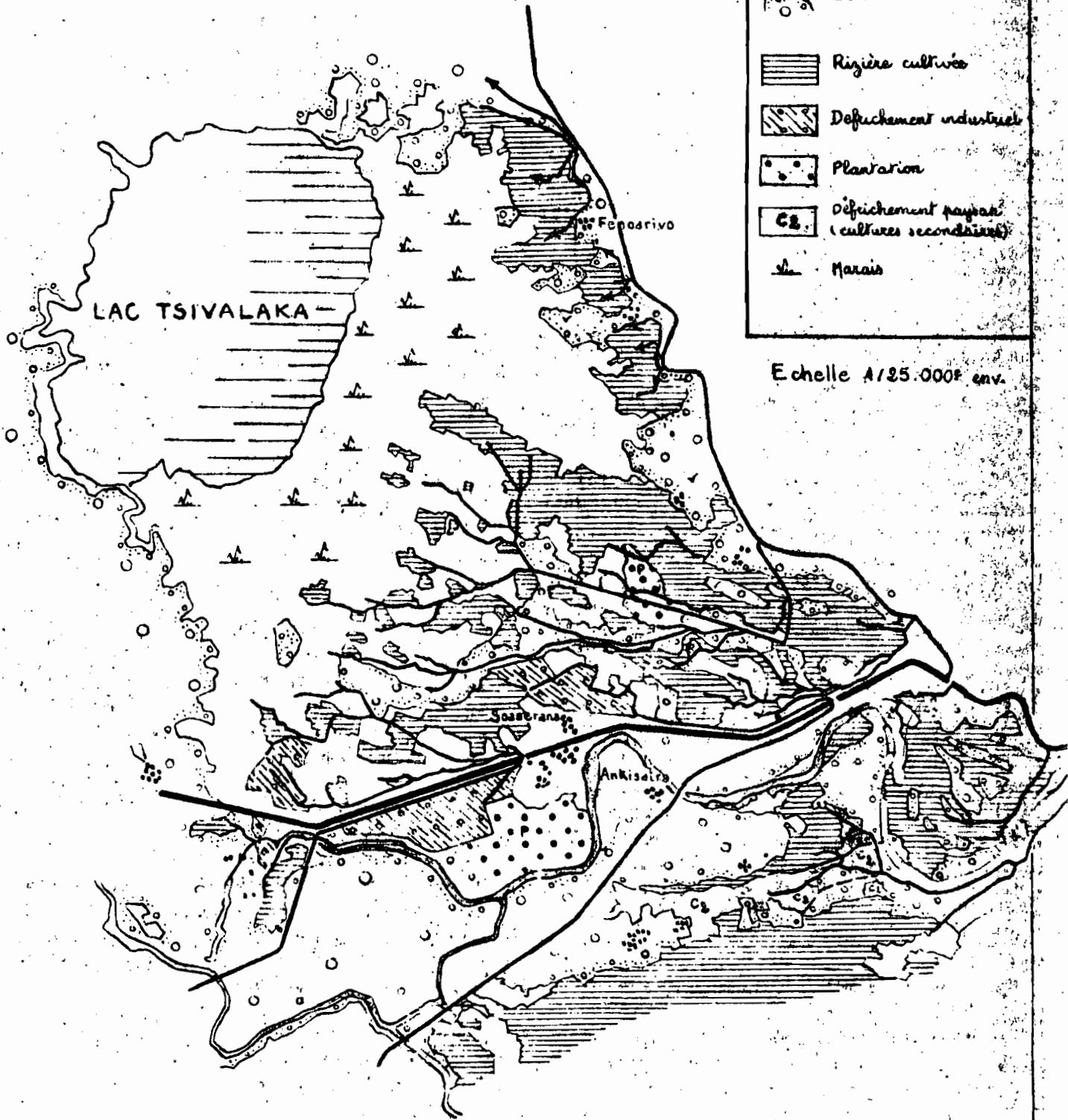


Region de Soaserana - Fenoarivo

Etat du Réseau d'irrigation et des cultures en Juin 1965.

Legende

-  Village
-  Grand canal
-  Canal secondaire
-  Réseau hydrographique naturel
-  Bois
-  Rizières cultivées
-  Défrichement industriel
-  Plantation
-  Défrichement paysan (cultures secondaires)
-  Marais



Echelle 1/25.000^e env.

L'actuel CANAL PRINCIPAL DABARA, qui rejoint le partiteur de MAROVOAY passe à SOASERANA. Le long de ce canal, cette zone autrefois recouverte de bois, est maintenant cultivée en rizières. Autour de SOASERANA, nous constatons l'existence de défrichements industriels et de plantations. Les villages voisins de ces plantations et SOASERANA lui-même, ont augmenté de population.

Le lac TSIVALAKA aurait beaucoup augmenté, ce qui serait dû à l'utilisation qui est faite du petit canal reliant le canal principal au lac, ce qui était destiné initialement à alimenter le canal principal à partir du lac quand ce serait nécessaire ; il semble, dans la pratique, que les eaux utilisées par les particuliers entre le canal et le lac se déverseraient dans ce dernier.

- L'organisation hydraulique de la région fait intervenir trois facteurs importants :

- . Les possibilités techniques de fonctionnement du réseau :
Celles ci permettent en ASOTRY une mise en eau partielle du nouveau réseau, tracé mais non complété à la suite des problèmes d'ensablement non encore résolus (1967).
- . Les options prises par les planificateurs pour l'affectation de l'eau ; en ASARA, la non complémentarité de la mise en valeur du secteur cotonnier d'ANKILIVALO impose soit un retard, soit un avancement des calendriers habituels des paysans pour la culture du riz.
- . La distribution de l'eau fait intervenir les structures foncières, et nous avons, comme à BEMANONGA une concentration forte de personnalités gouvernementales pratiquant des cultures industrielles, qui, s'ils n'imposent pas la distribution de l'eau, n'en sont pas moins les premiers ou principaux bénéficiaires du réseau hydraulique naissant.

Nous insistons ici sur ce qui a été préconisé au départ pour que ne s'établisse pas une concurrence riz-coton, car si dans les études, ce problème a été posé, et résolu, dans la pratique il ne l'est pas, puisque les paysans n'ont guère changé leurs habitudes, et partent cultiver le riz ailleurs, en particulier à BEVOAY et MORAFENO:

" Un repiquage précoce du tsipala, du 15 décembre au premier janvier, permettant de semer le coton du 1er au 15 janvier. Pour éviter le chevauchement riz - coton, l'idéal consisterait à repiquer début octobre une variété entièrement récoltée vers le 30 avril *."

Une autre solution fut proposée :

"Un repiquage du TSIPALA du 15 février à la fin mars, ce qui porte la récolte en juin et permettrait de semer le coton au mois de janvier, ce qui laisse l'engorgement au moment de la récolte ***."

* Périmètre de
Morondava-Dabara
Etude préliminaire
M.I.P., 1959, p69

** id.p.71.

Or, sans vulgarisation, en dehors également des secteurs cotonniers proprement dits, l'adaptation choisie par les paysans se fait naturellement en fonction des possibilités d'irrigation d'une part, et des complémentarités avec d'autres zones, et non dans le sens de l'adaptation des calendriers culturels.

Conclusion :

N'ayant pas les documents de référence, nous ne pouvons mesurer sur la plan foncier, comme pour BEMANONGA, le degré d'influence

de ces nouvelles appropriations sur les droits fonciers traditionnels. Cette étude pourrait donc être menée complémentarément, et comparativement aux conclusions portant sur la situation foncière à BEMANONGA. Nous pouvons cependant déjà noter la mise en valeur de propriétés importantes autour de ces villages, appartenant à une catégorie de fonctionnaires gouvernementaux.

o - Dualisme économique et complémentarité inter-régionale

La création des villages de SOASERANA et FENOARIVO date approximativement de l'aménagement du canal DABARA mis en place vers 1930-1932 :

" Le village de SOASERANA n'a été construit qu'après l'aménagement du DABARA... parce qu'il n'y avait pas d'eau malgache..."

Avant la formation du village à proprement parler, c'est à-dire le regroupement autour d'un foko originaire, l'espace qui sépare les villages de SOASERANA et FENOARIVO, était approprié par le père des descendants originaires encore présents au village :

" Des étrangers sont venus le rejoindre : Betsileo, Antaisaka, Merina..."

" Notre père a été le premier venu ici, c'est lui qui a créé le village. Il s'appelle SAVARA tous les autres n'ont fait que le rejoindre. C'est un pur SAKALAVA : il est de père Sakalava, de mère Sakalava. Il est "ZANA-TANY".

.../...

" Le plus âgé est le fils de celui qui a créé le village... Il est venu ici en 1932. J'ai défriché des terres à SAHAFASOA en 1930..."

Les terres appartenant à SAVARA auraient été distribuées par ce dernier aux migrants :

" A chaque ethnie qui est arrivée ici, il a donné des terres, disant :-voici votre part de terrain, amenez votre famille, que chacun aménage ses terres-..."

Le village de FENOARIVO se serait formé plus tardivement, et aurait regroupé l'ensemble des familles qui avaient des rizières trop éloignées de SOASERANA :

" Ce village de FENOARIVO, avant ses habitants vivaient aussi ici, ils se sont déplacés pour être plus près de leurs rizières..."

.../...

" C'est TSIDISASA qui a été le premier ici, il s'était installé là pour garder ses boeufs, auparavant il était à SOASERANA, et a demandé au chef SAVARA de venir s'installer ici. Le chef a accepté..."

Ainsi, ces deux villages, bien que situés au coeur des lots de colonisation tracés avec les travaux du DABARA à l'époque, se sont formés en référence aux droits fonciers des originaires, qui résidaient au départ à SAHAFASOA, petit village en dehors du périmètre de colonisation, proche de BEZEZIKA, et situé entre ce dernier village et MAHABO. Il n'existe plus actuellement.

FENOARIVO est d'ailleurs composé de plusieurs campements; la raison de cette dispersion serait la recherche de terres irrigables:

" Quand les conditions ont commencé à être difficiles, les gens se sont dispersés. Mais ici c'est la ville de FENOARIVO, ce sont des villages dispersés..."

D'autre part, rien dans les discussions, ne permet d'affirmer qu'il existe des relations entre ces deux villages. Aucune raison objective, pas même les problèmes de distribution d'eau, ne semble nécessiter qu'ils s'organisent pour rentabiliser la mise en valeur de l'eau. Bien plus, chaque village aborde cette question d'une façon identique, ils font alors intervenir leurs relations avec l'administration locale ou centrale, et le génie rural. SOASERANA est parfois plus favorisé, car il bénéficie de la proximité des concessions.

Les solutions qu'ils ont trouvées pour maintenir leur équilibre productif mis en danger par le fait qu'ils n'ont pas d'eau en ASARA, sont identiques : ces solutions montrent la complémentarité productive qui s'est établie entre la zone d'AMPASIMBEVIHY - BEVOAY, et celle de SOASERANA - FENOARIVO : il y a des transferts de main d'oeuvre réciproques entre ces deux zones :

En effet, les habitants de ces villages ne peuvent utiliser le DABARA en ASARA, par contre en ASOTRY, ce serait possible :

"Parce que ce DABARA, nous pouvons l'utiliser un peu en ASOTRY, nous pouvons repiquer, mais en ASARA, nous ne l'avons pas..."

Leur culture principale est le riz ; bien plus, FENOARIVO village essentiellement de migrants, n'aurait pas de terres pour pratiquer les cultures sèches:

" A FENOARIVO, nous ne cultivons que le riz. Ici il n'y a pas de terrain où nous pourrions cultiver du maïs, mais c'est le riz qui est la principale force..."

SOASERANA serait plus favorisé (relativement), car appartenant aux originaires, ces derniers disposeraient des "espaces libres" pour les cultures complémentaires: . .

" Les terres élevées que l'eau ne peut pas atteindre, nous y cultivons des bananes, des cannes à sucre..."

Mais l'un comme l'autre cherchent à produire le riz en asara ; cette habitude de deux cultures de riz a été prise à partir de 1930, car elle s'inscrivait dans la politique qui faisait des plaines de MAHABO-ANKILIVALO une région rizicole par excellence, ce qui a été favorablement accueilli, car la seconde récolte de riz augmentait l'équilibre productif des originaires, et correspondait pour les migrants à la base de leur production traditionnelle.

Nous avons vu que les villages intermédiaires entre AMPASIMBEVIHY - BEVOAY , et SOASERANA - FENOARIVO, s'alimentent en eau tantôt à partir de l'ANDRANOMENA, tantôt à partir du DABARA , ce qui fait d'ailleurs l'objet de contestations de la part des villages d'AMPASIMBEVIHY, ANKORONADABO, et MORAFENO.

SOASERANA et FENOARIVO, comme les villages de l'extrême Sud jusqu'à la limite de la route, n'ont pas cette possibilité. Un mouvement réciproque de main d'oeuvre est apparu durant cette période de transition où la mise en oeuvre des nouveaux canaux n'est pas encore satisfaisante:

en asara " Seul le DABARA irrigue ce village (SOASERANA) Ce sont les autres villages qui ont des eaux malgaches. Nous n'avons pas d'eau malgache.." " L'eau qui arrive ici n'égale pas celle que nous obtenions avant..."

en asotry, les habitants de BEVOAY, ANKILIVALO " ...viennent se faire métayers, quand ils manquent d'eau..."

Les habitants de FENOARIVO, indiquant qu'en asara, au moment où ils devraient repiquer l'eau est coupée (culture du coton, interférence des calendriers culturels) : expliquent :

" Nous allons jusqu'à BEVOAY, MORAFENO, AMPASIM-BEVIHY pour trouver de la nourriture, mais après nous revenons ici ; alors que FENOARIVO était réputé pour la nourriture qu'on y trouvait..."

D'autres trouvent à s'employer temporairement :

" Aux syndicats des communes, d'autres à ANKILIVALO (comme métayers ou salariés des planteurs de coton), ou encore à DABARA. Mais quand l'eau arrivera ici, ils ne bougeront plus..."

MORAFENO, comme BEVOAY, attire les habitants des villages situés le long du canal qui ne peuvent cultiver en asara :

" même si nous sommes nombreux et que nous ne cultivons pas en asotry, en asara nous pouvons cultiver beaucoup. Regardez toutes ces familles ici, elles viennent d'ANKORONADABO; certaines viennent d'ANKILIVALO, parce qu'elles ont des difficultés d'eau. Mais elles peuvent se rattraper en asara. En asotry, si elles ont pu aller auprès de ceux qui ont de l'eau, alors elles peuvent gagner trois ou quatre sacs de riz, une réserve qu'ils peuvent utiliser pour les travaux en asara. En asara, ils ne connaissent pas cette situation difficile, c'est pour cela que nous sommes nombreux ici..."

Deux autres solutions sont avancées en dernier ressort, qui à elles-seules suffisent à montrer que les problèmes de main d'oeuvre ne seront pas résolus sans une politique d'ensemble, qui tienne compte de ce développement externe des deux secteurs agricoles productifs :

- La première consiste, tant pour les originaires, que pour les migrants, à renforcer l'agriculture extensive, ou la cueillette

" Nous ne nous plaignons pas de la faim, parce qu'on peut y remédier en allant récolter des produits en forêt... Quand les conditions se détériorent là où nous sommes installés, nous

" nous déplaçons...Aussi en ce moment nous envisageons un départ..."

- La seconde solution, envisagée par les migrants, consiste à retourner dans leur pays d'origine:

" Prenez l'exemple des KOROA, des Betsileo : quand ils ont pu acquérir un peu de richesses, ils rejoignent leur TANIN-DRAZAM. Ils ne partent pas parce que les terres sont sèches. Ce n'est pas ceux qui sont partis, l'ont aussi fait parce que DIEU l'a voulu..."

Ils indiquent par là la complémentarité qui a toujours existé entre les zones de départ et d'arrivée pour les migrations, mais actuellement il en va autrement, les complémentarités persistent mais c'est en fonction d'un équilibre productif affaibli par le développement externe des deux secteurs concurrentiels:

" Peut-être que maintenant des départs seront expliqués par la famine, mais jusqu'à présent les départs n'étaient pas dus à cette cause.

o - Conclusion

Nous noterons une fois de plus que la formation des villages s'est généralement faite avec l'accord des originaires, même lorsque cette formation est postérieure à des aménagements hydrauliques effectués par l'administration. Les exemples pourraient être multipliés, et vérifieraient sur ce point l'analyse que nous avons faite du système de l'alliance.

La nouvelle législation AMVR n'a guère plus été appliquée dans le milieu rural, que celle relative aux lots de colonisation de l'époque précédente, dont elle est le prolongement. Par contre, elle fut exploitée aussi largement que possible par les notables ruraux originaires, pour renforcer le système de l'alliance, mis en danger par cette même législation : le droit coutumier a encore force de loi pour les migrants.

DURAND *notait déjà en 1959, combien les futures conditions de distribution d'eau, l'introduction de certaines cultures nouvelles, l'augmentation ou le déplacement des surfaces cultivées, la répartition des terrains, voire le déplacement des lieux d'habitation, constituaient pour les habitants du périmètre une véritable et totale révolution. Il notait aussi que cette révolution pouvait aboutir aussi bien à une baisse de la productivité qu'à son augmentation.

Nous ne pouvons mesurer cette baisse de productivité, mais l'évolution vers laquelle tend le milieu rural traditionnel, avec des retours partiels au stade de la cueillette, nous laissent en tout cas supposer qu'elle n'a guère augmenté. De plus, aucune révolution réelle de ce secteur rural ne semble se manifester, il semble bien plutôt renforcer ou créer de nouvelles complémentarités internes, en tenant compte d'une adaptation au milieu naturel, et de la même adaptation maximale à l'intervention qu'il considère comme imposée

*Chef du Secteur de Paysanat du Canal HELLOT, cf PERIMETRE DE MORONDAVA-DAHARA, 1959

de l'extérieur . Ces complémentarités, comme nous venons de le montrer, s'exercent à l'intérieur du périmètre actuel AMVR ; elles s'exercent également à l'extérieur, en particulier vers BELO sur TSIRIBIHINA.

Les originaires et les anciens migrants, c'est -à-dire la minorité de notables ruraux, exercent des droits fonciers précis, les uns sur les "terres libres" (pour MAHABO, ANKILIVALO, ANALAIVO) , sur les baiboho et ce qui reste de terres libres (pour les originaires du Delta), les migrants exerceraient des droits plutôt sur les terres anciennement aménagées. En fonction de ces droits, tous limitent l'appropriation des nouvelles terres, le mode de faire-valoir indirect - le métayage en particulier- deviendrait plutôt temporaire, te relatif aux complémentarités productives du secteur agricole traditionnel à l'intérieur du périmètre, et de celles du pays d'origine des migrations.

*

* *

CHAPITRE IIIDESCRIPTION COMPAREE DEL'ORGANISATION SOCIALE DU VILLAGE DE BEMANONGAA - PRESENTATION DES GRANDS GROUPES FONDAMENTAUX DE L'ORGANISATION SOCIALE DU VILLAGE

(cf DOCUMENT IV en annexe)

INTRODUCTION

Selon les statistiques démographiques, BEMANONGA comme unité administrative compterait 800 habitants, soit 230 ménages, étant entendu que ce dénombrement inclut les hameaux de AN TOKOTANY, AMBODIFIHANY et BENJAMINA, tous trois hameaux de métayers pour la riziculture sur les concessions avoisinantes. 192 ménages constitueraient la population résidant à BEMANONGA.

Toute notre étude a montré, que ce soit par l'intermédiaire de la dynamique de groupe, de l'étude de la situation foncière, ou par l'objectivation de notre intégration durant le temps d'enquête, et enfin à partir de l'analyse de contenu des textes recueillis que l'un des clivages déterminants au niveau du village, était celui de la distinction entre groupes ethniques, plus précisément celle qui oppose chacune des ethnies immigrées (Antaisaka et Betsileo-Merina) avec les foko originaires qui appartiennent à 3 clans d'origine différente.

C'est pourquoi nous prendrons pour base de la description de l'organisation sociale du village le groupe ethnique ; celui-ci se subdivise lui-même en sous-groupes, eux-mêmes déterminés par la distinction qui existe à l'intérieur de ces groupes d'origine différente.

La répartition ethnique se fait selon les proportions suivantes : 15% Sakalava, 15% Betsileo, 70% Antaisaka, et enfin une minorité Merina et une famille BARA (cf plan du village, DOCUMENT IV en annexe). Que le groupe Antaisaka soit numériquement le plus nombreux ne nous permet pas de conclure comme le rapport de 1963 sur les structures foncières de Morondava *, que BEMANONGA "est un village représentatif des villages à dominance Antaisaka". Bien au contraire, le résultat de notre étude serait de montrer que le pouvoir s'exerce en proportion inverse des pourcentages démographiques, et que l'influence du critère de répartition démographique sur les rapports interethniques n'est pas déterminant, ou en tout cas insuffisant pour juger de la représentativité d'un village à partir de ce seul point de vue.

Si nous considérons la zone d'habitation, le groupe Antaisaka se trouve concentré à l'extrême Ouest du village, la route ne constituant pas une séparation réelle. Une très nette distinction existe entre le groupement Antaisaka RABPHAVA-RABELAZA (A_1 , A_2 sur la carte) (p 91 bis)

* Etude des structures foncières dans l'AMVR de MORONDAVA, B.D.P.A., 1963

CHAPITRE IIIDESCRIPTION COMPAREE DEL'ORGANISATION SOCIALE DU VILLAGE DE BEMANONGAA - PRESENTATION DES GRANDS GROUPEES FONDAIMENTALES DE L'ORGANISATION SOCIALE DU VILLAGE

(cf DOCUMENT IV en annexe)

INTRODUCTION

Selon les statistiques démographiques, BEMANONGA comme unité administrative compterait 800 habitants, soit 230 ménages, étant entendu que ce dénombrement inclut les hameaux de ANTOKOTANY, AMBODIFIHANY et BENJAMINA, tous trois hameaux de métayers pour la riziculture sur les concessions avoisinantes. 192 ménages constitueraient la population résidant à BEMANONGA.

Toute notre étude a montré, que ce soit par l'intermédiaire de la dynamique de groupe, de l'étude de la situation foncière, ou par l'objectivation de notre intégration durant le temps d'enquête, et enfin à partir de l'analyse de contenu des textes recueillis que l'un des clivages déterminants au niveau du village, était celui de la distinction entre groupes ethniques, plus précisément celle qui oppose chacune des ethnies immigrées (Antaisaka et Betsileo-Merina) avec les foko originaires qui appartiennent à 3 clans d'origine différente.

C'est pourquoi nous prendrons pour base de la description de l'organisation sociale du village le groupe ethnique ; celui-ci se subdivise lui-même en sous-groupes, eux-mêmes déterminés par la distinction qui existe à l'intérieur de ces groupes d'origine différente.

La répartition ethnique se fait selon les proportions suivantes : 15% Sakalava, 15% Betsileo, 70% Antaisaka, et enfin une minorité Merina et une famille BARA (cf plan du village, DOCUMENT IV en annexe). Que le groupe Antaisaka soit numériquement le plus nombreux ne nous permet pas de conclure comme le rapport de 1963 sur les structures foncières de Morondava *, que BEMANONGA "est un village représentatif des villages à dominance Antaisaka". Bien au contraire, le résultat de notre étude serait de montrer que le pouvoir s'exerce en proportion inverse des pourcentages démographiques, et que l'influence du critère de répartition démographique sur les rapports interethniques n'est pas déterminant, ou en tout cas insuffisant pour juger de la représentativité d'un village à partir de ce seul point de vue.

Si nous considérons la zone d'habitation, le groupe Antaisaka se trouve concentré à l'extrême Ouest du village, la route ne constituant pas une séparation réelle. Une très nette distinction existe entre le groupement Antaisaka RABFHAVA-RABELAZA (A_1 , A_2 sur la carte) (p 91 bis)

* Etude des structures foncières dans l'AMVR de MORONDAVA, B.D.P.A., 1963

et les autres ($\underline{1}, \underline{1}_2, \underline{2}, \underline{2}_2, \underline{3}, \underline{3}_2, \underline{3}_3 \dots$), pour la plupart d'origine MAHASIHANAKA qui; dans la région d'émigration, forment un groupement assimilé aux Antaisaka tout en conservant leur autonomie, mais qui dans la région d'immigration se considèrent comme Antaisaka *.

Le groupe Sakalava ou assimilé ** est réparti en deux sous-groupes correspondant à leurs divisions claniques: MAROVAVY MAROMENA, et VAZIMBA, et ceci de chaque côté de la route, les uns ($\underline{S}_1, \underline{S}_2$) plus au centre Nord-Ouest, les autres (\underline{S}_3) plus au centre Nord-Est et centre Sud-Est. Le chef de famille (\underline{S}_3) est localisé de l'autre côté de la route, au centre de la zone d'habitat des "ménages Betsileo" ($\underline{B}_4, \underline{B}_5, \underline{B}_6, \underline{B}_7$), comme le fils et le reste de la famille se situent au centre des groupes de parenté Betsileo et Merina ($\underline{B}_1, \underline{B}_2, \underline{B}_3$) les plus importants et les plus anciens.

Les résidents Merina sont localisés à l'extrême Sud-Est du village, et sont plus ou moins intégrés au groupe Betsileo ($\underline{B}_3, \underline{B}_1$)

Les résidents concessionnaires "indiens" se situent tous en bord de route à la zone de démarcation des habitants Antaisaka, Mahasihanaka et Betsileo (cf DOCUMENT IV) à l'intérieur de la zone d'habitation.

Le croquis ci-contre (p91bis) montre les limites de la zone d'habitation : au Nord une ceinture de champs où les habitants font des cultures vivrières : manioc, patates, maïs ; les parcs à bœufs indiquent que toute la zone non cultivée serait des pâturages pour les bœufs ; au Sud du village commence la zone rizicole.

Les groupes de parents les plus anciens sont répartis également dans l'ensemble de la zone habitée, et constituent autant d'agglomérations sociales du village. Nous étudierons tout d'abord ces différents groupes ($\underline{A}_1, \underline{A}_2, \underline{1}, \underline{1}_2, \underline{3}$), ($\underline{B}_1, \underline{B}_2, \underline{B}_3, \underline{B}_4, \underline{B}_6, \underline{B}_7$), ($\underline{S}_1, \underline{S}_2, \underline{S}_3$) du point de vue de la parenté et de la génération. Puis, dans un second point de vue, nous dégagerons les liaisons qui intègrent ou non ces catégories dans l'ensemble villageois.

1 - LES ANTAISAKA

o - Le groupement Antaisaka -Rabehava-Rabelaza (foko \underline{A}_1 et \underline{A}_2) (p92bis)

Ils forment en réalité par la parenté et par la génération un ensemble familial homogène. Cette homogénéité, nous la retrouvons d'ailleurs du point de vue de la production.

Les généalogies (\underline{A}_1 et \underline{A}_2) que nous présentons (cf shema p92 bis) sont décrites grâce à l'interview du chef de famille (\underline{A}_2 -28) qui exerce du vivant de son père le rôle de gardien de la propriété indivise de la famille, en même temps cumule deux fonctions, celles d'adjoint au maire, et président de la section P.S.D. de la région. (généalogie et texte sont à faire correspondre avec le plan du village)

* cf Monographie des Antaisaka : DESCHAMPS-VIANES

** Nous verrons par la suite qu'une partie des Sakalava se disent VAZIMBA (métis comoriens en fait)



LA ZONE D'HABITATION (BEMANONGA)

1967

Les Groupes de parents les plus anciens.

" De VANGAIDRANO, nos grands-parents sont arrivés ici, à BEMANONGA -Ils étaient les premiers arrivés ici - Notre grand'père a été invité par Dieu ici, ma grand'mère est décédée ici, nous sommes nés de leur vivant - tout ceci est déjà très loin, vous savez.

Ces grands-parents, les nôtres, n'ont pas été très riches, ils n'ont pas possédé beaucoup de bœufs, ce sont des rizières qu'ils ont possédées ici- Parce que lorsque les Antaisaka sont arrivés ici, tous, ils ont défriché des rizières. Ils ont donc possédé des rizières. Nous avons hérité de leurs rizières - Quand ils sont morts, nous sommes restés, nous ne sommes pas encore rentrés à VANGAINDRANO : nous cultivons ici, nous cultivons du KABARO - Il en fut de même pour nos parents. Certes ils ont fait des déplacements à VANGAINDRANO, mais leurs deux ou trois déplacements ont eu pour objet de ramener au pays des restes mortels de parents- Notre père n'a pas possédé beaucoup de choses, il a eu quelques têtes de bœufs, quelques terres, et nous vivons avec ce quelques choses qu'il nous a laissées - Aujourd'hui, ce n'est plus comme avant (j'ai souvent l'occasion de le leur rappeler) : il n'y a pas suffisamment d'eau, les places pour la culture du riz se restreignent, nous connaissons constamment la faim- Vous voyez cette partie Ouest du village, les gens qui l'habitent sont tous nos parents -Ces gens qui sont sur ce côté Nord, ce sont les A₁ (43-44-45-46), nos mères (43 et 13) sont soeurs - Notre grand'père (génération D)n'a pas donné de garçons, mais deux filles, nos deux mères, (43) est l'aînée, la mienne (13) la cadette - Le père(44) ainsi que le mien(12), ce sont ces grands-parents qui les ont marié. Notre mère a donné naissance à 7 enfants,(15,21,36,40)sont à BEMANONGA, sa soeur aînée n'a eu que deux enfants, deux hommes, leur père les a déjà mariés et ils ont déjà beaucoup d'enfants : MAHAJANGA à lui seul compte 9 enfants(47-48-50 connus) - Ma soeur(61) a aussi 8 enfants(63-64-66 connus), moi(28), j'en ai 7 (30-31-32-33-34-35-36) - Voilà, nous qui sommes groupés ici, nous avons descendu de deux soeurs, deux soeurs de même père et de mère - Quant à ceux qui se trouvent à côté (Nord-Sud) ;ce "chef" - Nos grand'pères sont frères- telle est la nature de ^{notre} lien de parenté

E - Comment s'appelle déjà le "chef" (de village)

R - A₂-8, nos grand'pères sont frères - jadis, nous ne nous sommes ^{pas} mariés, il nous est apparu difficile de nouer les liens de mariage, alors que nous sommes parents - Mais quand nous sommes arrivés ici, nous nous sommes noués par ce lien, en guise de pré-paration à d'éventuelles difficultés - on a tué "du bœuf" et voilà, nous qui sommes arrivés ici parents, nous nous sommes mariés - voilà pour ce qui nous concerne .

Quant à ces gens qui se trouvent du côté Est du village, ce sont les "MAHASIHANAKA", ils viennent de MAHASINAKA, nous ne savons pas beaucoup de choses sur eux, mais quant à nous, nous sommes RABEHAVA, des Antaisaka Rabehava de VANGAIDRANO, voilà ce que nous sommes..."

Ainsi, ce groupe d'immigrants anciens, qui font partie de ceux qui ont fondé le village, a recréé au cours du temps une parenté de fils. Si les parents et grands-parents (de la génération F) sont retournés en visite au pays d'origine (trois fois pour le groupe de parents A₂) actuellement, les visites au pays natal se raréfient. Les parents décédés de la génération D et E sont enterrés à BEMANONGA en attendant d'être rapatriés au pays d'origine. L'interviewé est catégorique quant à l'éventualité d'un retour au pays d'origine :

" Nous pouvons nous considérer comme installés ici, aussi nous ne pouvons envisager de revenir définitivement sur cette terre des ancêtres ..."

Il n'est donc pas exclu de penser qu'un jour ils construisent leur "KIBORY" (tombeau) dans le pays d'immigration.

L'appartenance à une caste noble, celle des rois Antaisaka, légitime et fonde leur statut social acquis. C'est pourquoi, la reconstruction d'une parenté qui compte 66 personnes s'est faite, en tout cas au départ, par la pratique de l'endogamie.

Actuellement, le mariage semble être la difficulté majeure susceptible de rompre cet édifice. En effet, l'endogamie a ses limites dans un groupe aussi restreint. Le mariage se fait alors préférentiellement entre Antaisaka. Ainsi en est-il des mariages (12-13, 21-22, 28-29, 23-24, 40-41, 14-15). Un seul exemple d'union d'une femme Antaisaka (31-32), avec un Sakalava ; il s'agit de la seconde fille de l'adjoint au maire *.

En dernier lieu, les fonctions administratives exercées au titre d'adjoint au maire et de président de la section P.S.D., qui renforcent et complètent l'activité de ce groupe dans l'exercice du pouvoir, ne sont qu'un prolongement des fonctions administratives exercées depuis 1947 par le chef de famille de ce groupe, qui à l'époque n'était qu'un fils.

o - Le groupe Antaisaka assimilé Temahasihanaka
(cf généalogie du groupe 3 p 93 bis)

Celui-ci est moins homogène que le précédent, car il se compose de 10 "TROKY" dont les chefs de famille sont respectivement (1), (1₂), (2), (2₂), (3), (3₂), (3₃), (4) et (5) (5₂), et quelques isolés dont la famille réside dans les villages d'ANTOKOTANY et BENJAMINA. Les derniers se sont installés à BEMANONGA, là où habite le propriétaire de leurs champs. Il s'agit de (6) et l'ensemble des cases situées entre (3), (3₂) et (3₃), les propriétaires étant (4) / groupe familial dont le père - probablement métis - est chauffeur, et la femme Betsileo / qui sont leurs voisins (ensemble des cases sans numéro).

Nous pouvons donc noter que le rassemblement des habitants de ce groupe s'est fait selon deux critères : celui des origines (Antaisaka - Mahasihanaka), et celui des rapports de production, les propriétaires Betsileo résidant parmi leurs métayers. Nous ne connaissons pas les rapports de parenté de ces différents propriétaires, seules certaines homonymies et l'analyse de la situation foncière

* Il nous est difficile de donner une interprétation à ce fait ; nous nous bornons à le noter, bien que ceci puisse avoir une certaine importance à l'égard d'une intégration avec le groupe Sakalava.

nous amèneraient à penser qu'il puisse exister des rapports de parenté ou de génération entre eux * . Ces propriétaires ont tous une moyenne d'âge de 65 - 70 ans , sans qu'il soit possible de dire si ce sont eux ou leurs fils qui habitent telle ou telle case, c'est à dire si une partie de la famille ne réside pas en ville.

Seuls les groupes (1) , (1₂) , et (3) n'entrent pas en rapport de métayage. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que le père de famille (3-19) qui exerce la fonction de chef de village depuis 1962 avait été le pionnier de ce groupe d'immigrants, entraînant par la suite une seconde vague d'immigration qui seraient les chefs de famille (1) et (1₂). Voici un fragment de texte qui illustre ce fait:

E - "Notre première discussion portera sur votre arrivée ici, avec votre famille, ou tout seul d'abord à BEMANONGA.

R - "Je suis originaire de VANGAINDRANO, mais je suis né ici : ce sont mes parents qui sont directement originaires de VANGAINDRANO.

E - "Donc vous êtes ici depuis longtemps ?

R - "Oui, très longtemps, figurez-vous que lorsque père est arrivé ici, les Sakalava originaires d'ici n'étaient que sept ; et mon père fut donc le huitième, le seul Antaisaka, et il n'y avait pas un seul Betsileo. Après un an, il est retourné chez lui à VANGAINDRANO, et il a entraîné deux autres hommes en disant que BEMANONGA est une bonne région : et les deux hommes sont venus.

E - " parlons maintenant de votre famille : combien de familles sont liées à votre chef?

R - "Nous étions 12 de même sang : mais ces 12 sont presque tous morts, et il en reste 3 : deux hommes et une femme (3-1), (3-29)

E - "Quel rang occupez-vous parmi ce reste ?

R - "Je suis le second, la jeune femme qui est ma soeur est l'aînée, et le dernier est cet homme, là-bas .

E - "A propos de votre terre, parlons -en ! votre père avait sans doute une terre ?

R - "Je m'installe sur sa terre à lui en ce moment

E - "Et votre père est-il encore vivant ou mort ?

R - "Il est mort, mais ses dépouilles mortelles ne sont pas encore rentrées dans son pays : ma mère aussi est déjà morte, et est encore ici.."

* Le dépouillement des données d'immatriculation permettra peut-être de compléter notre information

Nous noterons que, comme les personnes décédées des groupes de parenté (A_1) (A_2) la mère du chef de famille (3) bien que décédée depuis longtemps, est encore temporairement enterrée à BEMANONGA. Les généalogies (3) (3_2) montrent l'alliance par mariage entre (3) et (3_2) au niveau de la génération C. La situation d'émergence sur le plan économique de (1) et (3) pourrait s'expliquer par l'histoire de l'appropriation des terres immatriculées des groupes indiens et Betsileo et les rapports d'alliance qui existeraient entre le groupe Antaiska et ces deux catégories de propriétaires. Il est à noter que les noms de personnes dans la famille (1_2) sont des noms Betsileo, et que le chef d'une famille (3) était "FATIDRA" avec les propriétaires indiens, et qu'une partie des ventes de terres aurait été effectuée par son père.

2 - LE GROUPE SAKALAVA OU ORIGINAIRE (cf généalogies ci-contre p 95 bis et 95 ter)

Il est composé de trois clans, MAROVAVY, MAROMENA et VAZIMBA*.

Le mariage du chef de famille (S_1) (il s'agit en fait de deux ménages à deux générations différentes) avec la fille aînée du chef de famille (S_2) permet de considérer du point de vue de l'organisation sociale (S_1) et (S_2) comme formant un groupe homogène.

Les groupes de parenté (S_2) et (S_3), les plus nombreux, puisqu'ils groupent, en partant de la génération A pour (S_2) et B pour (S_3), plus de 50 personnes résidant dans l'AMVR de Morondava, dont pour (S_3) à BEMANONGA, et 38 pour (S_2), se disent originaires de BEMANONGA, c'est à dire qu'ils ont été à l'origine de la formation de BEMANONGA : la mise en valeur des terres par des migrants regroupés à partir des villages de MAROVOAY, BETSIRIHIBOKA, et ANTANDROKOSY, (actuellement tous trois villages à majorité Sakalava) ne pouvait se faire au départ que parce que les originaires de la région accepteraient l'alliance pour la mise en valeur. (S_2) serait issu d'ANKIRIJI BE, tandis que (S_3) viendrait du village de TOMASY**, dont les habitants se sont regroupés à BEVOAY (plus au Nord-Est). BETSIRIRY serait un nouveau village composé essentiellement de Betsileo.

Les généalogies (S_1) (S_2) montrent bien cette dispersion de groupes de parents ou " foko ". Il existe entre chacun des groupes de parenté éclatés sur l'étendue de l'AMVR des relations fréquentes : par des visites, la participation aux cérémonies (circoncision, BILLO) surtout à la période de soudure (Juillet - Août - Septembre), et aussi parce qu'ils possèdent des terres là où réside l'autre fraction du groupe de parents**.

* Selon BIRKELI, Mémoires de l'Académie Malgache 1963, la plupart des Vazimba sont venus du Nord au Sud, mais il y aurait eu immigration Est-Ouest. On les rencontre à partir de Morondava jusqu'à l'AMBONGO. Ils sont souvent installés autour des lacs et des fleuves, la Tsiribihina (principalement), le Manombolo. Lors de la formation du royaume Sakalava, ils furent reconnus comme faisant partie des sujets libres de la dynastie des MAROSERANA. Considérés par les Sakalava comme "TOMPONDRAÑO", ils avaient aussi été établis à la dignité de gardiens de troupeaux royaux. Leurs activités étaient la pêche, la culture et l'élevage, ils pratiquaient la rizi culture. Ils vouaient un culte particulier à l'eau, tel le "Mandon-drano", tradition qui est reprise actuellement (cf 2ème PARTIE Chap.I). Un tribut était payé aux maîtres de l'eau, et avant la conquête, ils reveaient les meilleurs spécimens de la pêche. Le groupe de parenté (S_3) se représentera ainsi : "Nous Sakalava-Vazimba..."

** cf DOCUMENT III hydraulique agricole de Mahabo. *** cf Chap II

un ensemble. Nous remarquerons que les foko de la généalogie (S_3) regroupent des parents en ligne indifférenciée proches d'ego * -(S_3 -28)-, selon un critère de patrilocalité. Nous verrons dans la seconde partie de ce chapitre quel rôle joue cette dispersion des "TOMPON" dans le système d'organisation politique de la région.

A cet égard, il serait intéressant de cartographier les lieux d'implantation des tombeaux des originaires de la région, et de connaître l'histoire de leur formation, ainsi que la répartition géographique des descendants. Ce complément d'étude pourrait nous fournir des indications sur les limites d'influence de certains clans originaires sur l'appropriation des terres. Les tombeaux des groupes de parents (S_2) sont situés à ANTALITOKA, ceux de (S_3) dans la région de BEVOAY, et ceux de (S_1) dans la région de MANJA.

3 - LE GROUPE BETSILEO

Il est formé de groupes familiaux restreints comptant deux générations, parfois trois. A l'intérieur d'une génération, souvent beaucoup sont partis, à la suite de la longue période de sécheresse qui semble avoir beaucoup marqué le village, et plus particulièrement le groupe des Betsileo riziculteurs **. Puis, à partir de 1941, de nouvelles possibilités se sont offertes pour la riziculture, entraînant de nombreuses arrivées. De cette même période date l'apparition des concessions Karany (reprises de colons français) et Malgaches (pour beaucoup, des fonctionnaires, ou des groupes qui auraient établi leur droit sur les terres avant l'époque coloniale). Ainsi, le bouleversement démographique de la région de BEMANONGA, pourrait s'expliquer par la conjonction de ces deux phénomènes de nature différente, mais cependant liés à la rareté de l'eau, qui, s'introduisant dans la région, rend plus sensible l'écart économique entre les différents groupes : les uns, moins touchés, s'installant en ville tout en conservant leur droit acquis sur les terres, les autres cherchant dans d'autres zones plus favorisées de nouvelles possibilités de mise en valeur. C'est ce que semble indiquer ce fragment de texte recueilli parmi les intéressés :

E - "Parmi les trois ethnies que vous formez ici, laquelle l'emporte sur le nombre ?

R - "Les Korao sont très nombreux ; mais je ne sais qui l'emporte sur les Sakalava et les Tagnandro ; les Betsileo sont nombreux.

E - "quel est le facteur qui a diminué la population ici par rapport à autrefois ?

R - "Tous ces baibohe se sont asséchés, il n'y avait plus lieu de cultiver du tout. Il n'y eut pas d'eau durant sept ans. Privés d'eau, on s'est mis à cultiver du maïs, alors on est monté à MAHABO qui a de l'eau...

Ce n'est qu'en 1941 qu'il y eut du riz ici.

La population atteint 315 . D'après moi, elle

*de qui concorde avec la définition du "FOKO" donnée par H.LAVONDES, BEKOROPOKA, loc. cit.

** de 1936 à 1941 environ.

un ensemble Nous remarquerons que les foko de la généalogie (S_3) regroupent des parents en ligne indifférenciée proches d'ego * -(S_3 -28)-, selon un critère de patrilocalité. Nous verrons dans la seconde partie de ce chapitre quel rôle joue cette dispersion des "TOMPON" dans le système d'organisation politique de la région.

A cet égard, il serait intéressant de cartographier les lieux d'implantation des tombeaux des originaires de la région, et de connaître l'histoire de leur formation, ainsi que la répartition géographique des descendants. Ce complément d'étude pourrait nous fournir des indications sur les limites d'influence de certains clans originaires sur l'appropriation des terres. Les tombeaux des groupes de parents (S_2) sont situés à ANTALITOKA, ceux de (S_3) dans la région de BEVOAY, et ceux de (S_1) dans la région de MANJA.

3 - LE GROUPE BETSILEO

Il est formé de groupes familiaux restreints comptant deux générations, parfois trois. A l'intérieur d'une génération, souvent beaucoup sont partis, à la suite de la longue période de sécheresse qui semble avoir beaucoup marqué le village, et plus particulièrement le groupe des Betsileo riziculteurs **. Puis, à partir de 1941, de nouvelles possibilités se sont offertes pour la riziculture, entraînant de nombreuses arrivées. De cette même période date l'apparition des concessions Karany (reprises de colons français) et Malgaches (pour beaucoup, des fonctionnaires, ou des groupes qui auraient établi leur droit sur les terres avant l'époque coloniale). Ainsi, le bouleversement démographique de la région de BEMANONGA, pourrait s'expliquer par la conjonction de ces deux phénomènes de nature différente, mais cependant liés à la rareté de l'eau, qui, s'introduisant dans la région, rend plus sensible l'écart économique entre les différents groupes : les uns, moins touchés, s'installant en ville tout en conservant leur droit acquis sur les terres, les autres cherchant dans d'autres zones plus favorisées de nouvelles possibilités de mise en valeur. C'est ce que semble indiquer ce fragment de texte recueilli parmi les intéressés :

E - "Parmi les trois ethnies que vous formez ici, laquelle l'emporte sur le nombre ?

R - "Les Korao sont très nombreux ; mais je ne sais qui l'emporte sur les Sakalava et les Tagnandro ; les Betsileo sont nombreux.

E - "quel est le facteur qui a diminué la population ici par rapport à autrefois ?

R - "Tous ces baibohe se sont asséchés, il n'y avait plus lieu de cultiver du tout. Il n'y eut pas d'eau durant sept ans. Privés d'eau, on s'est mis à cultiver du maïs, alors on est monté à MAHABO qui a de l'eau...

Ce n'est qu'en 1941 qu'il y eut du riz ici.
La population atteint 315 . D'après moi, elle

*de qui concorde avec la définition du "FOKO" donnée par H.LAVONDES, BEKOROPOKA, loc. cit.

** de 1936 à 1941 environ.

"n'a pas de fonctionnaires, elle est essentiellement cultivatrice. Elle mange ce qu'elle produit (autoconsommation). Et quand elle n'y trouve plus à manger, plus tard elle s'en va et il ne reste que 4 à 10 personnes ici, car la terre est partie, et il n'y a plus à cultiver."

E - "Et, à propos de l'eau, vous avez dit plus haut qu'elle n'apparut qu'en 1941 ?

R - "Oui, on a acheminé l'eau venant d'Andranomona

E - "Donc à cette époque la population était plus nombreuse.

R - "Mais beaucoup sont déjà partis : je n'ai même pas vu le Canton qui était ici, car il y avait un canton ici, un gouverneur, et des gardes indigènes...

- Je suis allé chercher du riz à MALAIMBANDY, MAHARO, MANJA, à cause de la privation d'eau.
- Vous avez dit tout à l'heure qu'il y a plusieurs facteurs qui expliquent la diminution de la population : mais il n'y a pas longtemps que je suis ici. Pourtant la conversation peut s'étendre - je l'ai dit à Madame tout à l'heure - mon avis est ceci : nous disons qu'il y a beaucoup de Koroa, viennent ensuite les Betsileo puis les Sakalava. Sans doute la diminution dépend-elle du gain-pain, surtout le riz (aliment essentiel), on peut aller chercher d'autres endroits qui permettent la culture du riz, où l'eau abonde. C'est peut-être la raison. Beaucoup sont partis à la recherche d'endroits pour la culture du riz pour subsister. Il y a peut-être d'autres raisons, mais c'est celle-ci qui m'est propre..."

Si nous introduisons dans ce paragraphe les deux facteurs qui ont joué un rôle déterminant en matière de structuration et déstructuration du village de BEMANONGA, c'est parce qu'il semble bien que ce soit le groupe Betsileo-Merina qui ait été le plus bouleversé à cette époque. D'autre part, si on considère les concessions immatriculées des zones rizicoles, elles appartiennent essentiellement aux groupes Betsileo-Merina. Au niveau des terres possédées, il existe des rapports de production en relation avec les nouveaux types de rapports sociaux qu'ils ont créés avec les originaires (alliance par faitida, mariage le plus souvent) plutôt qu'en raison de l'ancienneté de l'implantation du migrant.

Certains, comme le groupe (B₁), ont cherché à combiner les effets de l'alliance avec les foko originaires, tout en reconstituant un groupe de parents suffisamment homogène pour conserver leurs droits acquis. Pour la majeure partie d'entre eux, cependant, c'est moins la parenté que la génération qui peut être explicative du processus d'intégration et de diversification sociale.

Nous noterons de plus qu'il existe plusieurs femmes Betsileo sans parenté dans la région, et possédant des terres (B_0, B_x, B_x cf généalogies/p 98^x), qui ont contracté des unions avec des étrangers ou fonctionnaires, dont sont issus des enfants en fin de scolarisation.

Les principaux chefs de famille suivant leur ancienneté (entre 1913 et 1918) sont B_1, B_2, B_3, B_4 , et B_5 qui en 1941, est venu prendre la succession de son père reparti au pays natal. Les chefs de famille B_6 et B_7 sont récemment arrivés, mais sont mariés avec deux soeurs qui sont depuis longtemps dans la région.

Le schéma ci-contre (p 98 bis) montre les alliances par mariage qui se sont établies entre les chefs de famille B_4, B_6, B_7 . Mais déjà au niveau de la génération C, le groupe B_4 contracte deux mariages avec les Antaisaka Mahasianaka, tandis que le groupe B_6-B_7 s'allie avec le groupe S_3 , étant entendu que les enfants sont issus d'une union avec un étranger. De plus, B_7 se marie avec la soeur du chef de famille B_1 .

L'ensemble des familles issues du groupe de parenté B_1 , comporte deux lignages, qui se sont mariés entre eux au niveau de la génération C et D. (cf p 98 ter)

Nous avons retrouvé dans les textes de discussion la génération A, telle qu'elle a été recueillie chez le chef de famille B_1 . Puis les recoupements deviennent difficiles lorsqu'il s'agit d'ordonner les générations présentes et vivantes. Les deux fragments de texte que nous présentons explicitent les raisons qui ont amené ce groupe à pratiquer l'endogamie, et donc à transgresser l'interdit en la matière *:

" Nous procédons à peu près comme les Merina : nous marions les enfants d'un frère et une soeur, les enfants de deux frères. Ainsi, RAZARA est ma grand'mère qui mit au monde ma mère, et le père est RANDRIANTSAROTRA. Son premier enfant est RADALO (fille) (-1), ensuite (-2) un garçon. Ma mère (-3) et RAJOMA (-4) issus des mêmes parents que RADALO et RAZARAKA, ainsi que RASELY (-5), dernier enfant...

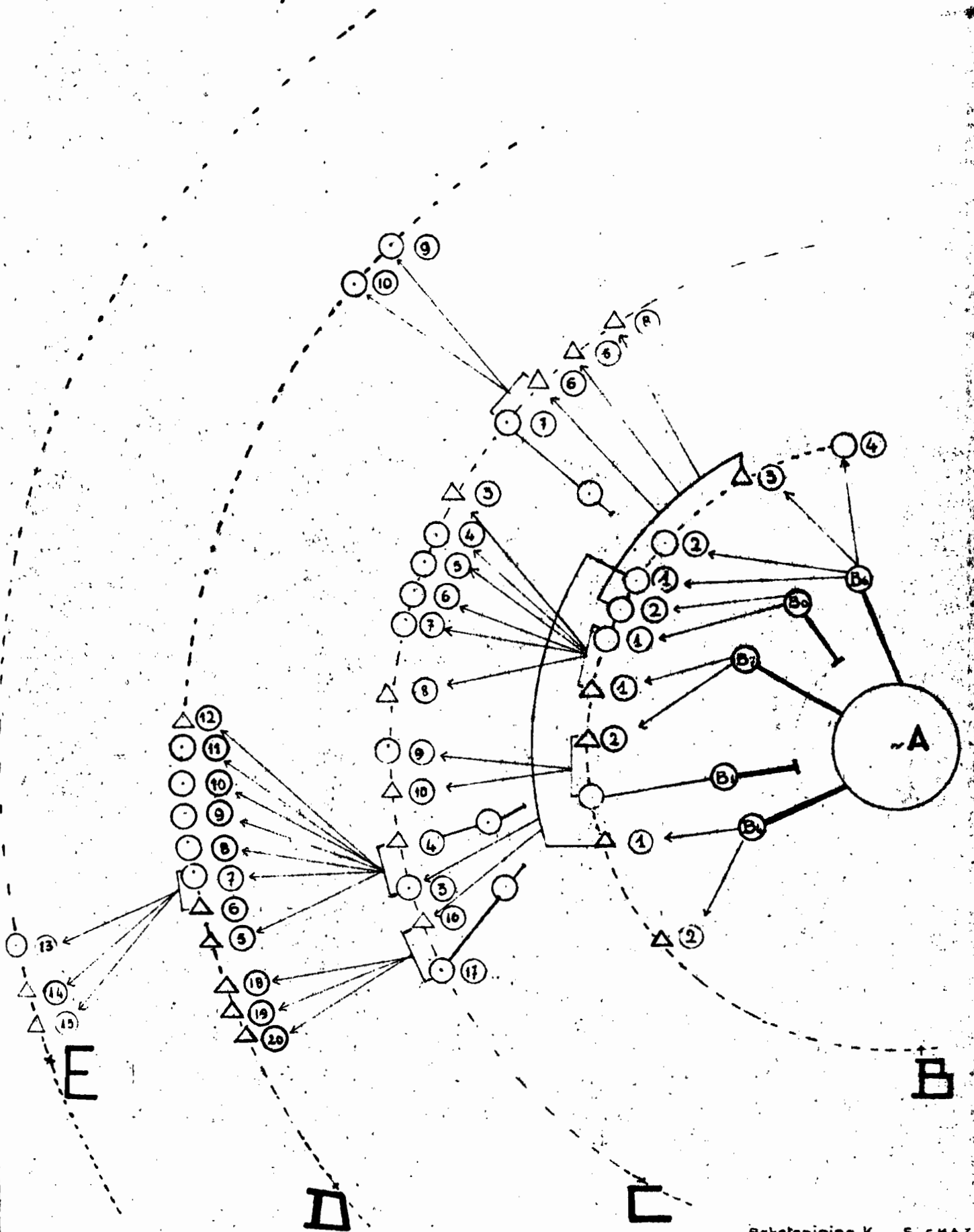
- Voici ce que nous ont dit nos grand'pères : faites attention à ce que les enfants du frère et de la soeur ne se marient pas s'ils se marient...

or le mariage est un désaccord, les enfants du premier mariage seront mis de côté par rapport à ceux du second (avec une étrangère)..."

- Nous marions entre eux les enfants de deux frères, ou du frère et de la soeur. C'est-à-dire, les biens, les rizières ou des maisons ne doivent pas passer aux mains d'un étranger; on ne doit pas insérer un étranger dans la famille. La richesse ne doit pas sortir..."

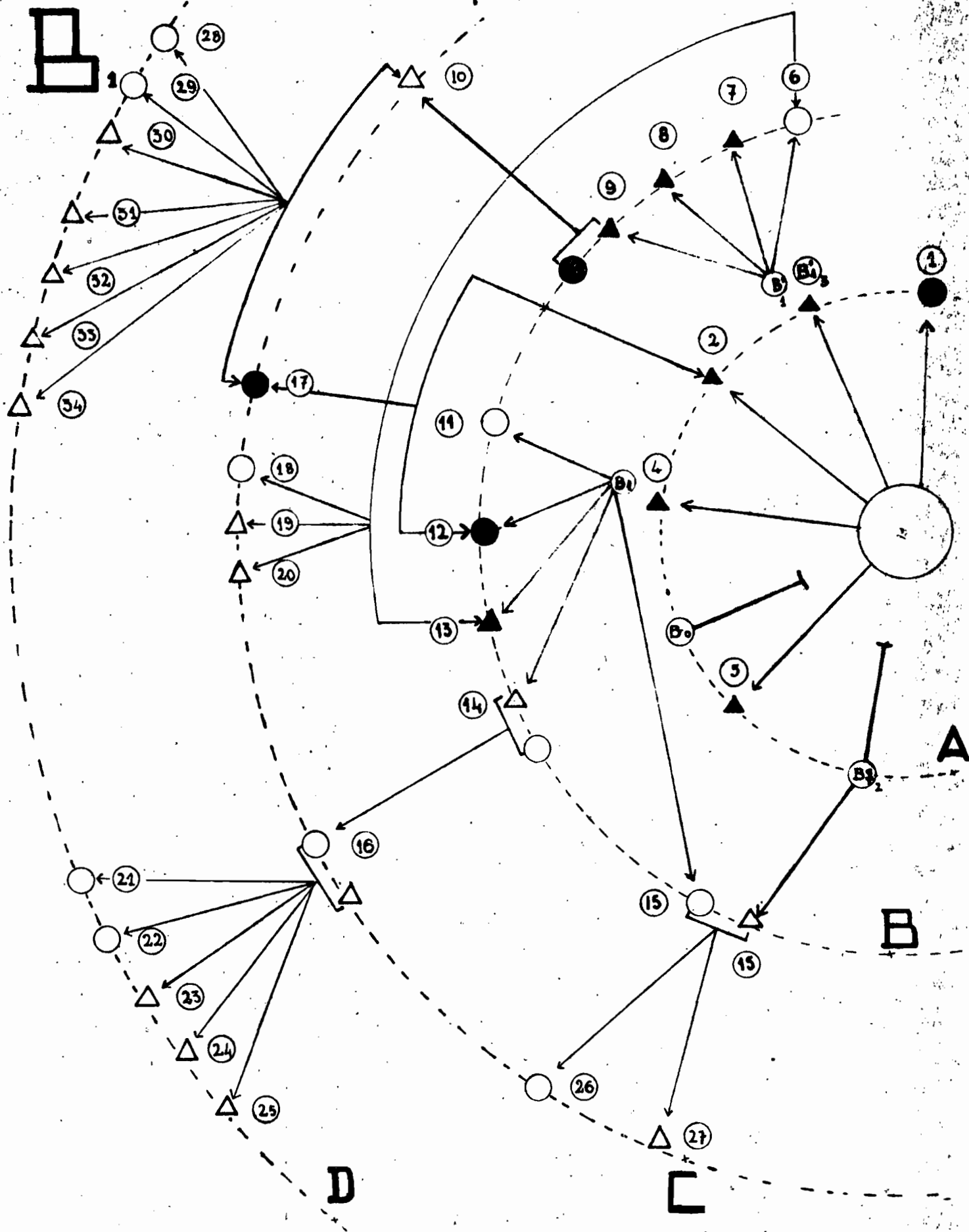
* En effet, les Betsileo interdisent le mariage entre les personnes ayant un ancêtre commun sur quatre générations...

Les foto Betsileo ☐. ☐. ☐.



Le Groupe B₁

Le Groupe de parents B₁



" Quantà nous autres, les enfants de deux frères ou du frère et de la soeur ne doivent pas se marier. Parce que le mariage peut..."

E - Les Betsileo peuvent-ils se marier avec des étrangers ?

R - Oui, ils le peuvent. Mais le mariage autrefois n'est pas du genre "On amène qui l'on rencontre"..."

- Seuls les parents connaissent les origines du "RAZA" de ceux qu'ils choisissent. Ce sont les parents qui vont choisir le conjoint (e) pour leur enfant, et ils passent en revue toute la lignée ancestrale (FIRAZAN'OLO) avant le mariage. Si les "RAZANA" ne s'entendent pas, c'est la rupture. Mais s'ils s'entendent sur le mariage, celui-ci est mis en cours, même en plein chemin..."

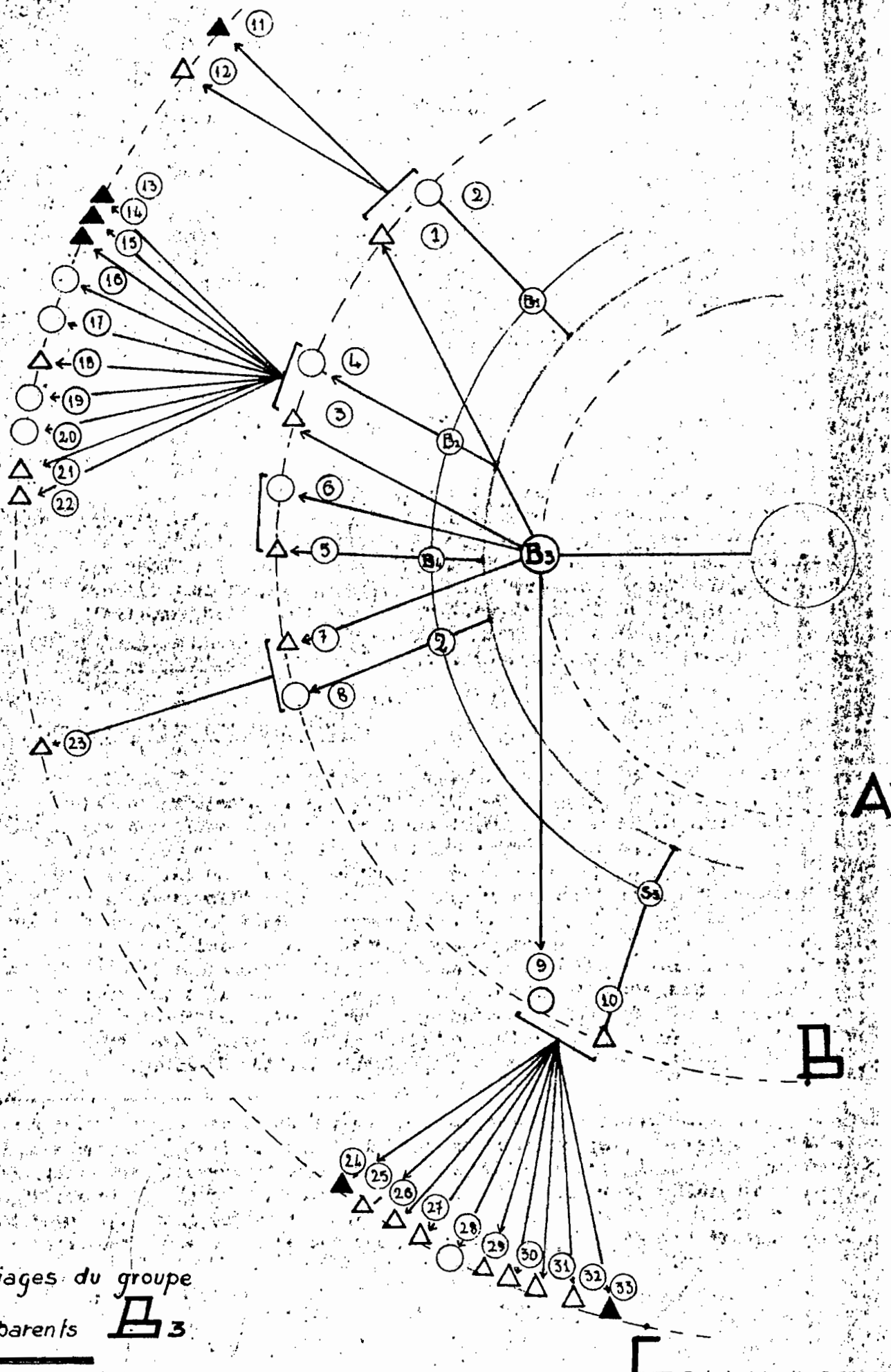
Le groupe de parenté B_1 est le seul parmi les Betsileo à avoir évité la dispersion des terres B_1 acquises par des mariages préférentiels entre groupes de parents. C'est l'un des éléments susceptible d'expliquer l'emprise qu'il a conservée sur le sol. D'un autre côté, il n'est pas exclu qu'il y ait un mariage entre l'une des filles de la génération B_1 et le commerçant concessionnaire étranger dont la zone d'habitation est contigüe à ce groupe de parents.

Voici la généalogie que nous avons essayé de reconstituer à partir de 4 recoupements : les textes de discussion, la généalogie que nous a donnée le chef de famille B_1 , les cahiers déposés chaque année à la mairie par le chef de village B_1 (indiquant les hommes femmes et enfants résidant au village pendant l'année en cours) en 1967, et les renseignements recueillis par les services topographiques et statistiques. Il montre l'endogamie pratiquée au niveau des générations C et D. D'autre part, tout mariage contracté hors du groupe de parents, pour B_1-14 , B_1-15 et B_1-16 , semble manifester une alliance entre les groupes B_1 , B_0 , et B_7 . Il exclut en tout cas le mariage interethnique *.

B_2 et B_3 sont des groupes réduits à leur plus simple expression, car ils B_2 comptent deux générations pour B_2 , trois pour B_3 . Pratiquement le vieux chef de famille B_2 , arrivé à BEMANONGA vers B_3 1917, n'a pas de descendants susceptible B_2 de prendre sa relève. Retourné en visite au pays natal en 1967, sa femme est restée là-bas, et lui n'est revenu que pour mettre en valeur les terres de riz et champs qu'il a acquis en possession. Il est vraisemblable, à moins d'une décision prise par les groupes de parents du lieu d'origine, que ce groupe disparaîtra de la zone d'immigration, les terres étant reprises par B_3-3 , à la suite de son mariage avec la fille du chef de famille B_2 . B_3 (cf généalogie de B_3 p 99bis)

Les mariages contractés par les enfants du chef de famille B_3 ne semblent pas indiquer une logique dans le choix du conjoint B_x et B_y sont des femmes isolées dont nous savons seulement qu'elles

* Nous verrons par la suite que cette cohésion sociale interne au niveau des groupes de parents est nécessaire pour le maintien de la propriété des terres rizicoles.



Les Mariages du groupe
de parents **B₃**

sont originaires d'AMBATOFINANDRAHANA, et propriétaires de rizières. B₃-6 effectue un travail salarié à MORONDAVA. B₃-7 s'est marié avec la fille du groupe de parents 2 Antaisaka-Mahasihanaka et exploite avec son père les champs qu'ils possèdent, parce qu'il n'a pas su tirer parti des études que son père lui a fait poursuivre. B₃-9, dernière fille, a épousé un fils du groupe S₃.

Le dernier groupe, B₅, dont nous ne présentons pas la généalogie, qui ne présente guère d'intérêt, est le type même d'une unité relativement indépendante sur le plan économique (le chef de famille assure la fonction de boucher, le beau-frère est artisan), par les ressources monétaires qu'ils retirent de leurs activités professionnelles, et par le relai qui existe avec les parents restés au pays d'origine. A la demande de son père, B₅ fut envoyé par la famille restée au pays d'origine, ce qu'il appelle "réquisition" (?).

B - L'ORGANISATION SOCIALE DU VILLAGE

De cette description * des principaux groupes familiaux constitutifs de l'organisation villageoise, il ressort que seules les deux catégories ethniques Antaisaka et originaires composent des hiérarchies de parenté organifiées autour d'un chef de famille. Les fonctions de pouvoir dans le contexte pyramidal de ces groupes sont d'ailleurs dissociées dans la pratique autour de deux centres : le centre de décision, confié en général au plus ancien du groupe, et le centre d'action représenté par l'aîné des descendants présents et vivants.

1 - L'ORGANISATION DES ANTAISAKA

Il est frappant de constater le regroupement des Antaisaka des groupes A₁, A₂, à l'intérieur d'une zone d'habitat, l'autonomie de leur organisation hydraulique, et leur réelle intégration foncière. ** Ils témoignent dès lors d'une implantation dans la zone d'immigration, et cela d'une manière d'autant plus probante, que les variations climatiques et les changements politiques ont nécessité de leur part une série d'adaptations. La première étant de savoir s'émanciper des interdits de mariage entre groupes de parents, pour reconstituer, reproduire l'unité de base sur laquelle repose toute activité sociale, politique, économique. Ils ont ainsi surrompu avec les règles traditionnelles, pour mieux retrouver dans ce même cadre, ce qui leur permettait de sortir de la contradiction qu'implique la situation de migrant. En effet, l'ambiguïté de la situation de migrant - est

* Si nous calculons le nombre de personnes impliquées dans nos généalogies, nous nous ne retrouvons pas le compte de l'enquête démographique : en effet, à BEMANONGA, comme dans les autres villages de l'AMVR, il existe une masse de population "flottante", réserve de main d'oeuvre de la collectivité villageoise, mais aussi potentiellement intégrable aux opérations. Sur ce point particulier, la concurrence est forte entre le secteur rural moderne et le secteur traditionnel.

** cf p 111.

susceptible de devenir un cercle vicieux d'une double manière :

- Par les relations qui sont entretenues entre le groupe de parents restés au pays d'origine, et ceux qui sont partis;

La perpétuation de ce type de rapports fait qu'aucune insertion réelle n'est possible dans la zone de migration, aucune émergence économique ne peut s'opérer, dans la mesure où le migrant envoie une partie du surplus dégagé par son travail, sous forme de boeufs ou d'argent pour l'entretien du KIBORY, ETC... Chaque visite au pays natal entraîne des dépenses, bien plus, le départ n'est décidé que lorsqu'on a suffisamment d'argent, parce qu'un migrant qui retourne au pays sans richesses est de ce fait déconsidéré *.

- Par les nouveaux rapports de production qu'ils ont créés dans la zone de migration:

Certains, avec le temps et l'évolution de leur situation dans la zone de migration s'émancipent autant que possible de leur "TROKY", vis à vis desquels ils restent cependant très attachés, par un lien quasi-religieux ; la mise en valeur, éventuellement l'achat de terres, parfois même l'alliance avec d'autres migrants venus plus tardivement, qui permet leur exploitation par le métayage, toutes ces "entreprises" consacrent leur situation d'individus et dès lors, ils entrent insensiblement en contradiction avec l'idéologie traditionnelle qui exclut toute individualisation des rapports. Ils restent cependant attachés idéologiquement à leur pays d'origine, la rupture n'est pas toujours consciente, elle s'exprime parfois seulement par la contestation** lorsqu'il faut participer aux fêtes par l'envoi d'argent ou de boeufs, parfois elle ne s'exprime que symboliquement dans une séparation entre les deux univers.

Cette séparation marque alors profondément le migrant dans ses rapports avec le milieu villageois dans lequel il se trouve, et à une réussite économique peut correspondre tout naturellement une non-intégration dans le village d'accueil, et c'est à ce niveau que la contradiction devient sensible .

Cette alternative, A₁ A₂ l'ont écartée au départ, par un réenracinement selon le mode traditionnel, mais enrichi d'une nouvelle dimension qui les porte au delà du cloisonnement ethnique :

Ce qu'il y a de nouveau par le fait de la migration, ce n'est pas le phénomène d'individualisation des rapports (ils sont pour le moins fortement hiérarchisés et solidaires au niveau du groupe des parents), mais bien plutôt l'éloignement du pays d'origine, qui nécessite l'ouverture dans un nouveau dialogue qui unifie l'expérience d'intégration dans la zone d'immigration, et la croyance qu'ils conservent à l'égard de leurs ancêtres. Nier cette référence serait du même coup nier leur essence, car l'"identité ontologique de leur être repose sur quelque chose d'objectif, elle est le fruit d'un flux vital commun"***. En reconstituant un groupe de parents, une "parenté

* cf analyse faite par ROY

** contestation de plus en plus fréquente actuellement

*** P. DUBOIS

de fils", ils gardent cette référence au flux vital, et conservent la hiérarchie qui y est contenue, mais dans une moindre importance.

En même temps, les rapports sociaux de l'alliance pour la mise en valeur avec les originaires, le "FATIDRA", ne se sont pas complétés par des mariages même temporaires dans la zone d'immigration. Ils se marient préférentiellement entre Antaisaka, parfois il existe des mariages avec des Betsileo. La réciprocité de l'alliance avec les originaires serait donc implicitement refusée.

Bien plus, certains chefs de famille, tel $\bar{3}$ du groupe Mahasihanaka, cherchent à s'entourer d'un réseau de clientèle en utilisant à leur profit les rapports sociaux de "FATIDRA", préalable nécessaire à l'intégration d'un nouvel arrivant. De sorte qu'un nouveau migrant, n'ayant pas de parents mêmes éloignés dans un village où il désirerait s'installer, aurait le choix entre l'intégration avec les originaires, ou celui des Antaisaka anciens immigrants. Du choix qu'il ferait au départ, découlerait le niveau de son intégration dans le village.

C'est ainsi que $\bar{3}$ nous a dit avoir beaucoup de "FATIDRA" dans la région, que même le concessionnaire Pakistanais, parce qu'il était son Fatidra a pu racheter des terres à son père que ce dernier auraient défrichées.

D'autre part, les immigrants Antaisaka ont un système de production extensif analogue à celui des originaires, l'économie des baibofo qui les a attirés dans la région, leur a permis par la suite d'obtenir des terres de rizières, qui les auraient fixés, ce qui serait le signe de leur implantation effective.

Pour toutes ces raisons, reconstitution de groupes hiérarchisés dans la zone de migration, non-réciprocité de l'alliance pour la mise en valeur, système de production extensif, les groupes Antaisaka constituent un danger pour les originaires qui cherchent à maintenir intact l'équilibre de l'alliance.

A BEMANONGA, seuls les groupes A_1, A_2 et $\bar{3}, 1, 1_2$ témoignent d'une implantation effective dans le village; mais à travers les représentants de ces groupes, nous voyons se déployer deux types d'intégration, dont l'un caricature les trois modes d'intégration possibles, sans toutefois atteindre les objectifs que laissent supposer chacune des trois attitudes*.

o - Le groupe A_1, A_2 :

Les groupes A_1, A_2 , par leur parenté, contexte sociologique favorable au maintien des droits fonciers, par leur origine noble, et même par les fonctions politiques qu'ils assument, constituent un pôle d'intégration possible, par rapport à une masse de migrants Antaisaka non organisés, la plupart du temps isolés, et dont la situation économique n'a pas changé depuis leur arrivée, parce qu'ils n'ont pas su ou pas pu se dégager du cercle vicieux auquel est confronté tout

* Cette analyse d'ordre psycho-sociologique manifeste le malaise ressenti effectivement par les migrants en général. Elle est issue d'une observation sur le vif des comportements multiples à l'égard de ce que nous représentions comme étranger, de leur mode de relation avec les originaires, et avec le groupe A_1, A_2 .

migrant comme un défi qu'il doit relever. Ils sont un poids démographique réel dans l'AMVR, et forment la masse flottante des villages, sur laquelle porte la concurrence des deux secteurs agricoles moderne et traditionnel. Sur le plan des rapports politiques, ils restent encore marginaux, et leur contestation est encore inopérante par suite de leur dépendance dans les rapports sociaux.

Pour ces derniers, A A₁₌₂ matérialisent l'idéologie de la parenté dans la zone d'immigration, et s'acheminent vers une démocratisation réelle des rapports sociaux, et cela à travers les inégalités anciennes reproduites dans le cadre du groupe de parents..Toutefois celles-ci sont moins marquées, et surtout l'évolution souhaitée (pas toujours consciente) manifeste sans cesse le désir que tout s'effectue sans rupture. Le DYNAM-POKONOLONA, dont ils sont les promoteurs marque bien l'équilibre souhaité entre la nécessité de maintenir dans une "dynamique" permanente les rapports sociaux verticaux (rapport de fils à père) et horizontaux (rapports d'époux à épouse). L'originalité de cette institution tient au fait qu'elle correspond réellement aux rapports sociaux fondamentaux de la société.

Comme instance supérieure au FOKONOLONA, elle permettrait de régler les conflits qui n'avaient pas trouvé de solution au niveau du village. C'est donc une synthèse originale, qui, tout en manifestant la nécessité d'élargir les débats, parce que ceux-ci, souvent en relation directe avec l'équilibre toujours instable de l'alliance migrants-originaux, cherche à conserver dans cet élargissement même, les rapports de parenté. Le caractère de verticalité de cette institution est simplement donné parce qu'elle englobe un nombre plus grand de représentants, dont l'unanimité-la plus grande possible-garantit la justice des solutions proposées aux conflits.

C'est ainsi que les protagonistes ont la possibilité de recourir à trois juridictions, avant de faire appel au tribunal de MORONDAVA. Lorsqu'un individu fait abstraction du DYNA et veut porter directement son affaire au tribunal, elle est rejetée et portée au niveau du DYNA. Bien plus, même les fonctionnaires sont sous le coup de cette loi, les réduisant à ce qu'ils sont vraiment à l'égard du monde rural, des fils. D'autre part, le recours possible à trois juridictions de DYNA, montre la volonté des instigateurs de cette institution, à ce que ne se constitue pas une "super-structure" politique extérieure au monde rural, de sorte que les rapports de parenté continuent de jouer le rôle à la fois de superstructure politique et d'infrastructure économique. C'est ce qui explique en grande partie l'indissociation ville/campagne de cette région.

C'est dans le cadre de cette institution, le DYNA, et à travers son fonctionnement, que se manifeste une forme moderne de l'idéologie de la parenté d'une part, et que se matérialise l'antagonisme originaux/migrants du Sud-Est d'autre part; car ce sont eux qui sont à l'origine de cette institution dans une tentative de découverte d'un langage commun entre ceux qui, comme les originaux, se réfèrent à une idéologie de la parenté au sens strict, et eux-mêmes, migrants qui à travers le système de l'alliance, ont cherché au cours du temps à intégrer l'expérience d'un nouvel enracinement.

Nos entretiens auprès des représentants du groupe de parenté A A₁₌₂ nous ont permis, au niveau des synthèses personnelles qu'ils ont faites, de voir combien cette institution du DYNA correspond

au type d'intégration qu'ils ont recherché^o, et il n'est pas étonnant qu'ils soient à l'origine de cette institution. De même, l'absence de synthèse d'autres représentants Antaisaka, tels ceux du groupe 3, à travers le malaise dont ils témoignent, n'est qu'une confirmation du mode de relation qu'ont établi les migrants du Sud-Est avec les originaires, autour d'un dialogue permanent entre une idéologie de la parenté dans son sens restrictif, et la même idéologie avec toutes les formes d'extension qu'elle peut prendre.*

o - Le groupe 3

Ainsi, par opposition à A₁A₂, la politique de défrichement de 3 serait comme une sorte de caricature de la maximisation des droits acquis de "ZANA-TANY", à travers l'alliance pour la mise en valeur, matérialisée dans les rapports sociaux par le "FATIDRA", allant jusqu'à chercher à englober les nouveaux migrants des plateaux, et donc à interférer dans la forte complémentarité sociale et productive que ces derniers ont réussi à créer avec les originaires.

Cependant, aucune polarisation n'est possible autour de 3, parce que sa politique ne s'enracine pas sur les valeurs communautaires, reconnues dans les cadres de parenté, dont A₁A₂ constituent le modèle qu'il cherche à imiter. Les effets de son attitude qui vise trop manifestement un avantage économique à court terme, l'identifie aux "comportements "VAZAHA", justement ceux qui sont le plus rejetés comme signifiant la rupture avec un passé pourtant proche et auquel on est attaché comme par une nécessité vitale d'unité.

Il réussit tout au plus, à se constituer une "réseau de clientèle" temporaire qui ne peut devenir un groupe de pression efficace. Dès lors, il se fera volontiers l'écho de la contestation de ceux qui, pour la plupart métayers de concessionnaires étrangers, ont pris conscience du système d'exploitation dans lequel ils sont enfermés. L'inefficacité de cette contestation dont il se fait le leader s'explique encore par le comportement de 3, parce que ce dernier, qui pourtant a pris une conscience objective des problèmes sociaux et politiques, n'arrive pas dans sa contestation à contourner les rapports sociaux qui enferment les inégalités sociales, et les rendent justes.

C'est pourquoi 3 marginal pour ce qui concerne l'intégration sociale au niveau du village, est sans cesse écartelé entre trois attitudes, qui font de lui un piètre imitateur dans chacun des cas; il ne satisfait en fin de compte à aucune des finalités qu'il recherche :

- Celle d'une émergence économique à travers son réseau de clientèle.
- Celle d'une intégration sociale qui regrouperait autour de lui les isolés, qui, cependant ne trouvent pas à son contact le langage qui leur convient.
- Celle d'une intégration autour du pôle A₁A₂, mais vis à vis duquel sa position ne serait plus celle d'un "LONAKA", celle là même qu'il recherche secrètement.

N'étant pas élément de synthèse, il trouve sa place comme chef de

* cf p 59 , les cadres idéologiques.

village, dont la fonction le précipite fréquemment dans une situation de rejet, et où il est partiellement réabsorbé par chacun des deux pôles $A_{\underline{1}=\underline{2}}$ et $S_{\underline{1}=\underline{2}=\underline{3}}$, selon les circonstances.

Ainsi, le poids démographique que représentent les Antaisaka Mahasihanaka, le plus généralement groupés autour de $\underline{3}$, est maîtrisé dans le contexte de l'organisation sociale du village.

2 - La société des originaires

Le second pôle d'organisation du pouvoir interne au village est formé du groupe $S_{\underline{3}}$, qui intègre les familles Betsileo d'une part, et qui joue le rôle de médiateur du pouvoir entre la fraction des originaires du cadre gouvernemental, et ceux qui, anciennement nobles ou alliés à des familles nobles, composent avec le nouveau pouvoir, et en restent éloignés pour des raisons autant politiques, que religieuses.

o - L'intégration des migrants des plateaux

A l'opposé des Antaisaka, toute différente est en effet l'intégration recherchée par les migrants des plateaux, et l'étude des généalogies nous montre qu'ils forment des groupes de parents restreints, et qu'ils se marient fréquemment soit avec les originaires, soit même les Antaisaka. Ces mariages souvent temporaires et instables font que les tableaux généalogiques que nous avons présentés n'ont d'intérêt que très limité, celui de nous permettre de dire que ces unions sont fréquentes, en tout cas pour ceux qui sont restés en milieu rural.

Seul $B_{\underline{1}}$ témoigne d'une volonté d'intégration foncière par des mariages préférentiels entre groupes de parents. Nous avons trouvé à BETSIRIRY l'autre fraction du groupe de parents dont il nous a donné la généalogie. Sans pouvoir l'affirmer avec précision, nous pensons qu'il est le dernier représentant de plusieurs groupes de familles de migrants repartis depuis en ville, mais qui possèdent des terres immatriculées au Sud-Ouest de BEMANONGA. Seulement, à la différence de $A_{\underline{1}=\underline{2}}$, cette politique vise essentiellement une intégration foncière, celle des terres de mise en valeur rizicole, et non une intégration politique.

Les rapports de réciprocité et d'échanges issus des mariages avec les autres groupes de parents, la complémentarité de leur système de production avec les originaires, qui fait du riz leur culture principale, les échanges de boeufs toujours existants avec la région des plateaux, et pour lesquels les Betsileo jouent le rôle d'intermédiaires, les types de relation enfin qu'ils ont avec leurs parents devenus fonctionnaires, comme les originaires avec ceux de leurs parents établis depuis dans le cadre gouvernemental, tous ces facteurs interviennent pour intégrer ces migrants aux originaires, et le caractère temporaire de cette intégration ne la garantit que plus.

Plus encore, les problèmes posés au secteur rural traditionnel par la nouvelle organisation de l'espace cultivé à travers les travaux d'hydraulique agricole, vont renforcer cette alliance entre migrants des plateaux, essentiellement riziculteurs, et originaires détenteurs des baiboho. En réaction à l'intervention globale,

la complémentarité de leurs droits fonciers s'exprime à travers le renforcement de leur système d'exploitation par un contrôle du processus de migration grâce aux relations de parenté et d'alliance qu'entretient le migrant implanté avec la zone d'émigration. De ce point de vue, le secteur rural traditionnel est fort, et continue d'imposer le rythme des migrations de façon à maintenir la reconnaissance de ses droits fonciers.

o - La médiation du pouvoir

En ce qui concerne le groupe S_1, S_2 d'ascendance noble, qui n'exerce aucun pouvoir officiel dans le village, nous avons constaté qu'il existe entre ces derniers et S_3 une entente pour les décisions relatives aux droits fonciers, selon les termes de l'alliance pour la mise en valeur. Cependant, il semble que ce groupe S_1, S_2 reste en retrait marqué par rapport à S_3 ; de même, nous pensons qu'à MAROVOAY cette distinction doit aussi exister entre ^{les} originaires ANDRALIEFA et TSITOMPA, ce dernier étant allié par mariage à un MPANJAKA. Cette dichotomie que nous n'avons fait que constater pourrait être explicative de l'indifférence de cette société des originaires au critère de développement et de croissance qui viserait l'intégration de l'élevage et de l'agriculture.

En effet, la finalité de l'activité productive des "VOHITSE", qui détiennent un pouvoir réel dans les villages, visera essentiellement à matérialiser selon le mode traditionnel d'accumulation leur nouvelle situation sociale. Dans la région de Morondava-Mahabo, cette dichotomie n'est pas directement observable, ou n'existe encore que d'une façon diffuse et nuancée, étant donné la forte proportion de population anciennement "MAKOA" ou "VOHITSE", mais elle apparaît dans un cadre géographique plus large, et dans les relations entre MORONDAVA (cadre administratif préfectoral), et BELO (cadre administratif sous-préfectoral). Les relations établies entre ces deux villes au niveau de leurs représentants locaux ou centraux revêtiraient un caractère antagonique qui concerne deux types de pouvoir aux fondements différents, et qui s'affrontent à travers les rapports sociaux et politiques qu'ils ont avec les étrangers et les migrants.

Ainsi le dualisme qui se manifesterait sur la Côte Centre-Ouest d'un point de vue sociologique, s'opposerait au dualisme de type économique qui distingue monde rural et monde urbain, dans lequel serait immergée une minorité politique et administrative issue du monde rural, mais qui s'est progressivement dissociée de celui-ci en participant aux modèles de consommation de l'étranger et en se laissant assimiler dans son système d'exploitation. Ce dualisme concernerait une fraction du monde rural et du monde urbain, celle des originaires, qui, dans sa recherche d'unification, assimilerait ce qui est susceptible de la satisfaire.

CONCLUSION

La comparaison des organisations sociales, telles qu'elles peuvent être schématiquement reconstruites dans la région d'AMPASIMBE-VIHY - BEVOAY, et à l'intérieur du village de BEMANONGA, établit une constante pour ce qui concerne la spécificité des rapports sociaux interethniques. Nous savons aussi qu'à TANANDAVA, village essentiellement Betsileo, il y a eu également des mariages interethniques entre

ces derniers et les originaires.

Ces rapports sociaux interethniques deviennent le support des rapports politiques entre milieu rural et urbain ; le monde urbain en formation comprend des agents issus du monde rural, et qui conservent avec lui*des relations sociales conformes aux idéologies du milieu villageois. Ainsi les cadres idéologiques enferment les contradictions secondaires internes au milieu villageois, compte tenu du mode spécifique d'intégration choisi par les migrants du Sud-Est et des Plateaux : ils reprennent l'idéologie de la parenté et de l'alliance, que nous avons présentée au début de cette seconde partie.

*

* *

* cf correspondance entre rapports sociaux et rapports politiques p 118 et svtes

CHAPITRE IVBEMANONGA : ORGANISATION FONCIERE - ORGANISATIONHYDRAULIQUE1 - ORGANISATION FONCIERE DU VILLAGE DE BEMANONGAo - Introduction

L'évolution de la situation foncière du village de BEMANONGA, met tout particulièrement en évidence la désintégration des droits fonciers traditionnels, au profit d'une rapide et certaine évolution vers une intégration de ces droits au profit des notables ruraux, représentants des grands groupes familiaux résidant au village.

Ainsi, depuis 15 à 20 ans, s'est amorcée la lente destruction du terroir, favorisée par une période de sécheresse quasi-totale, et une forte densité de fonctionnaires nationaux qui résidaient au village. Actuellement, l'évolution de l'immatriculation, et de la possession des terres supposées libres, ainsi que la mise en place des opérations, achève et matérialise le processus de désintégration. En même temps que se profile une cristallisation des droits acquis, au niveau des groupes restreints de parents autour desquels se sont regroupés des migrants plus ou moins isolés qui forment leur réseau de clientèle.

o - Délimitation du terroir villageois, situation 1967
(voir DOCUMENTS VI, VII, et VIII en annexe)

Apparemment hétérogène, le territoire villageois devait être encore assez bien organisé jusqu'en 1962. La limite Sud est constituée par le canal HELLOT, abstraction faite des concessions étrangères. Le canal D forme la limite Est. La notion de zone irrigable à partir du réseau hydraulique issu du canal HELLOT qui contourne et traverse la concession Pakistanaise, a imposé la limite Ouest. Enfin, la limite Nord suit d'Est en Ouest la Morondava, un ancien lit de la Morondava, et le cours d'un petit bras issu de la Morondava, qui se perd dans la zone intermédiaire.

La discontinuité de ce territoire n'est qu'apparente, si l'on considère la notion de terroir en référence au système agricole traditionnel qui, dans son équilibre, suppose trois types intégrés de culture : le riz, les cultures secondaires praticables chaque année sur un même champ, et une zone libre pour les boeufs, ou des cultures complémentaires sèches sur brûlis forestier. A cet équilibre agricole correspondait et correspond toujours un régime foncier particulier. C'est pourquoi la zone des baiboho et des "terres libres" avait été préservée jusqu'à présent de l'immatriculation, par opposition aux terres aménagées, qui depuis un certain temps font l'objet d'immatriculations, faisant subir aux termes de l'alliance une grave entorse.

On peut donc dire que les baiboho et terres de brûlis forestier, sont restés à l'usage exclusif des originaires jusqu'en 1962, et que depuis cette date, ils sont devenus l'enjeu d'intérêts

concurrents : pour les services techniques, ce sont des surfaces insuffisamment exploitées qu'il faut maîtriser, pour les urbains ou fonctionnaires qui peuvent s'émanciper du droit coutumier, ce sont des terres à acquérir, pour les originaires, en plus du caractère religieux du patrimoine, c'est le garant de l'alliance avec les migrants, et l'un des fondements de leur originalité politique.

Avec l'extension du secteur pilote, qui suppose un renoncement des terres, éventuellement une redistribution dans le cadre de l'opération, et l'installation de la concession américaine destinée à l'exploitation de l'élevage, le territoire villageois où s'exerçait pour les zones libres un droit d'usage collectif n'aura plus aucune réalité. Tout au plus subsistera-t-il une pluralité de droits, l'immatriculation devenant de plus en plus la seule vraie garantie de la propriété.

o - Les types de terres inclus dans l'ancien territoire villageois
(voir DOCUMENT X en annexe)

Dans les limites du terroir précédemment défini, nous avons des types différents de propriété, qui débordent le cadre de la distinction : terres immatriculées - conception privative de la propriété / terres non-immatriculées - conception coutumière en référence à l'existence d'un consensus communautaire, seul garant des droits ainsi affirmés.

a) L'évolution de l'immatriculation

. Les concessions étrangères sont restées inchangées ; tout au plus ont-elles changé de mains. La nature des droits qui y sont exercés est conforme au droit foncier moderne. Le système d'exploitation pratiqué est le plus souvent un métayage dont la productivité est faible, et qui implique fréquemment une sous-exploitation de ces concessions. Leur superficie varie entre 50 et 100 Ha .

. Les concessions malgaches les plus anciennes sont des terres de rizière appartenant pour la plupart à des migrants ayant exercé une fonction administrative, et résidant hors du village. Leur superficie varie entre 5 et 20 Ha, le système d'exploitation pratiqué est également un métayage, combiné au salariat pour l'entretien des canaux dont la charge revient au propriétaire. Au Nord-Ouest du village, de nouvelles concessions atteignant 20 à 50 Ha, appartenant à une catégorie de hauts fonctionnaires. Le système d'exploitation pratiqué est le salariat en principe. Les techniques de production y sont très avancées.

. Des terres non cultivées ou très peu exploitées, au Sud de la route, proches de BEMANONGA, jusqu'à l'ancien canal vétérinaire pour partie immatriculées, et appartenant aux mêmes catégories d'urbains anciennement fonctionnaires, deviendront vraisemblablement de futurs terrains municipaux sur lesquels des droits existent potentiellement.

b) Les terres en voie d'immatriculation

. De futures concessions dont la demande de titres déclaratifs a été faite par des cultivateurs résidant au village, pour

garantir leur droit d'occupation, plus que pour s'intégrer au régime foncier de droit moderne. Il s'agit d'une catégorie de migrants ou d'originaires, chefs de famille participant à l'exercice du pouvoir dans le cadre du village. Le système d'exploitation pratiqué est le plus souvent familial, combiné au métayage ; pour ce qui concerne les originaires ^{c'est} le salariat, ou métayage de préférence.

. Des terres non immatriculées possédées par une catégorie d'urbains de situation intermédiaire, qui ont utilisé plutôt le type de relations coutumières pour manifester depuis deux ans un droit de possession ; terres jusqu'à présent très peu exploitées. Leur superficie correspond à peu près à la taille moyenne des exploitations familiales rurales.

. Les terres réglementées que constitue le SECTEUR-PILOTE de BEMANONGA, où sont utilisées les techniques modernes de production, avec l'encadrement nécessaire à la vulgarisation, où les objectifs de production sont déterminés. Le système d'exploitation est un métayage de fait sous forme d'association, ou un salariat sous forme de régie directe.

c) Les terres possédées (non immatriculées)

Ces droits persistent, et un renforcement semble se manifester pour ceux qui sont relatifs aux terres de brûlis et jachère forestière, établissant à l'égard des migrants du milieu villageois une rareté artificielle des terres favorable à la spéculation, et à l'appropriation selon le mode traditionnel ou moderne des catégories d'urbains et fonctionnaires détachés par leur activité ou par leur pouvoir, des règles communautaires. Leurs limites forment celles-mêmes du terroir villageois.

2 - L'intégration foncière dans le milieu villageois traditionnel

o - Désintégration du terroir villageois, et concentration des terres au niveau des notables ruraux (migrants ou originaires)

A côté de la situation de désintégration d'un terroir villageois qui ne peut plus être considéré comme une unité, BEMANONGA montre un état donné de l'évolution de la situation foncière qui manifeste une concentration des terres au niveau des notables ruraux (migrants ou originaires).

L'intégration foncière pour la catégorie des migrants n'a été possible qu'à travers la reproduction d'une parenté de cadets et une transgression des interdits de mariage, qui impliquent un choix délibéré et conscient : ainsi en est-il des groupes de parenté A_1, A_2 et B_1 . Ceux qui comme $\underline{3}_1, \underline{3}_2$, n'ont pas joué sur une politique d'alliance par mariage, mais ont utilisé au maximum l'alliance pour la mise en valeur, le FATIDRA, ont possédé des espaces cultivables suffisants, allant parfois jusqu'à de grandes superficies. Mais étant donné la nature souvent temporaire des droits sur ces terres, ils n'ont pas réussi l'intégration foncière souhaitée. Seules les rizières dans la mesure des possibilités d'irrigation, ont été conservées. Encore que pour ce type de terres, le régime de succession assez égalitaire, tout au moins entre les fils, développe une tendance très nette à la désintégration de la propriété, même si celle-ci demeure dans son principe indivise.

C'est alors que plus ou moins conscients de cette impossibilité à long terme d'acquérir un patrimoine foncier qui manifeste leur intégration sociale dans la zone de migration, leur comportement en matière foncière est devenu tout différent, et vise essentiellement à court terme, une politique à leur échelle, d'intégration des migrants qui, ayant un groupe de parents dans le village peuvent de ce fait s'installer, mais qui n'ont pas la possibilité d'obtenir un revenu suffisant avec l'exploitation en métayage des terres de ces mêmes parents. 3 cultive beaucoup sur les terres libres, et induit un système d'exploitation sur ces terres très voisin de celui des originaires : agriculture extensive avec salariat temporaire ou métayage.

L'objectif des originaires en matière foncière, montre moins la nécessité d'intégration foncière, que celle beaucoup plus importante de maintien de la nature du droit foncier dont seuls ils sont les détenteurs, et qui garantit leur intégration sociale à l'intérieur de la société.

o - Les propriétaires de terres situées au Sud-Est du village
(voir carte ci-contre p 111 bis)

a) les terres de rizière

L'intégration foncière du groupe de parents $A_1 A_2$, dont les terres sont situées au Sud-Est du village est manifeste et réelle, puisqu'elle se matérialisera par une demande d'immatriculation qui a été faite en 1967 par A_2-12 , ancien de la famille qui a déjà délégué une partie de ses fonctions aux aînés. Cette demande concerne une superficie de 29 Ha 50 A 60 Ca, c'est à dire toutes les terres irriguées par le réseau hydraulique tracé (cf carte)

La distribution des canaux de ce réseau hydraulique montre que chaque chef de famille détient une parcelle d'environ 2 à 3 Ha.

A_1 : A_1-43 , A_1-45 , A_1-52 , A_1-61 (cf généalogie p92 bis)

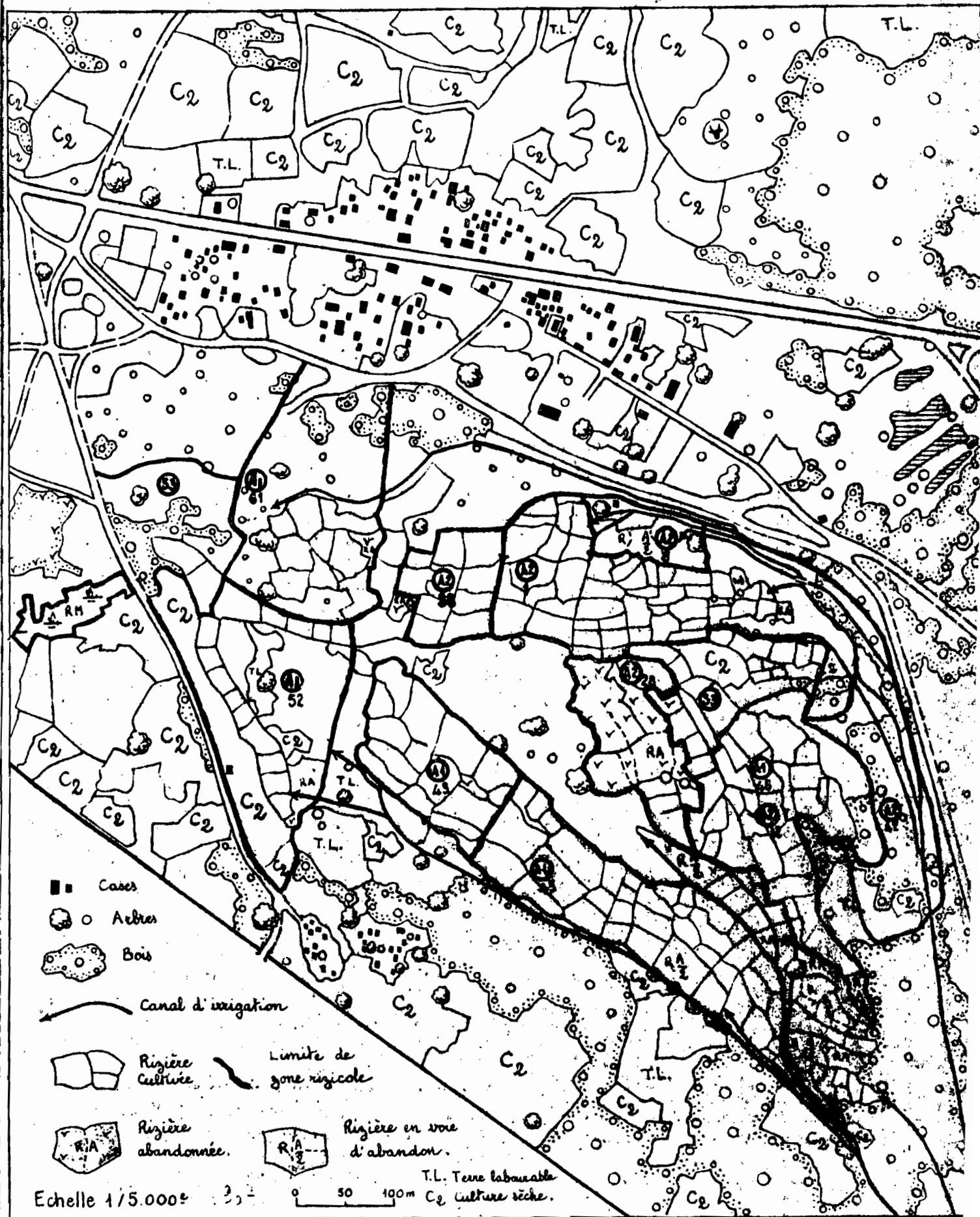
A_2 : A_2 , A_2-8 , A_2-12 , A_2-28 , A_2-36

Ceci pour une moyenne de 7 à 8 personnes par parcelle.

Nous constatons que la répartition des parcelles est assez égalitaire. Cependant les rizières les mieux placées et relativement les plus importantes sont détenues par les fils aînés, futurs garants de l'indivision des terres. Il s'agit de A_1-43 , A_1-45 , A_2-12 , A_2-36 . La distribution de l'eau est organisée dans le cadre du conseil de famille. Le problème est crucial, parce que tout ce réseau serait difficilement alimenté depuis la création du canal D. Certaines terres seraient sablonneuses, d'autre part il y aurait un problèmes de pente surtout pour les rizières situées en aval sur la partie haute, ce qui les obligerait à beaucoup creuser. Nous remarquons cependant qu'une grande partie du réseau est fort bien protégée de l'évaporation car il suit la lisière de la forêt, et reste par ce fait très ombragé. Les critères de distribution retiennent essentiellement le nombre de personnes qui détienne^{nt} une parcelle en pleine possession sur chacune des trois branches principales du réseau.

La présence du foko S_3 dans cette structure agricole est liée aux notions de propriété traditionnelle : il est fréquent que les originaires bénéficient ainsi des aménagements réalisés par les

REGION DE BEMANONGA



migrants, ce qui montre l'intégration productive de cette technique hydraulique.

Le système d'entraide pour le repiquage et le piétinage est pratiqué entre ces groupes de parents. Il n'exclut cependant pas pour les plus anciens parmi ceux-ci l'utilisation du métayage : ainsi en est-il pour A_2-28 qui utilise 4 métayers.

Plusieurs facteurs sont intervenus dans cette maîtrise de l'eau et de la terre : alliance pour la mise en valeur au départ, parenté et mariage * peut-être destiné, actuellement à renforcer l'alliance, relations avec le pays d'origine conservées, et choix des enfants pour la scolarisation. Ces deux derniers points méritent d'être développés, car ils sont utilisés actuellement pour lutter contre la désintégration foncière, qui est en relation avec le système de partage des terres. En effet, il semble que le retour de certains des descendants au pays natal, en particulier les femmes, constitue une soupape de sûreté, pour assurer cette intégration foncière qui devient alors organiquement liée et complémentaire de l'économie du pays d'origine. Ainsi en est-il d'une fille de A_1-52 , retournée au pays natal, et que nous n'avons pas noté dans la généalogie ; également de deux filles de A_1-12 . Le choix de la scolarisation se fait également au niveau du groupe de parents, en fonction en particulier de l'équilibre foncier dont cet exemple est un modèle, car une partie des enfants doit trouver d'autres emplois pour satisfaire à leurs besoins propres, et même conserver l'équilibre économique établi au niveau de l'ensemble du groupe de parents. Ce dernier continue cependant de jouer un rôle important pour la sécurité matérielle du jeune, car il organise la solidarité qui garantit à tous et à chacun, le minimum dont il a besoin, tout en conservant la propriété individuelle du produit dégagé par l'activité productive : "le produit ne se partage pas". L'enfant scolarisé, qui après ses études a trouvé un emploi salarié, doit être logiquement complémentaiement associé à son groupe de parents restés cultivateurs, c'est ce qui fait sa "sagesse"*

b) les champs

Outre des terres de rizières, ces mêmes groupes de parents détiennent des droits quasi-individuels de propriété pour les baiboho humides situés au Nord-Ouest du village, à l'extrême limite du terroir villageois :

pour A_1 : A_1-45 , A_1-61

pour A_2 : A_2-1 , A_2-12 , A_2-28

Il s'agit des aînés et des plus anciens de ces groupes.

c) Les champs non permanents ***.

Pour l'année 1967, seuls A_2-2 , A_2-31 , et A_2-12 , ont

*Nous nous rappelons aussi que la fille de A_2-28 est mariée avec un Sakalava.

** Les parents agriculteurs ont très fortement conscience du danger que représente le départ des jeunes pour leur instruction. C'est un thème qui a été abordé dans tous les groupes de discussion formés au début de l'enquête, et chaque fois dans les mêmes termes.

***Qui font l'objet de redistribution permanente dans le cadre du village.

cultivé sur ce type de terres. Les produits ne se partageant pas, chacun conservant l'entière autonomie du type de culture ou de l'étendue des surfaces qu'il veut cultiver en fonction des terres disponibles, la répartition foncière montre bien que si un surplus doit se dégager, il se forme au niveau des plus anciens : seuls A₂-1 et A₂-12 bénéficient de la possibilité d'utiliser les trois types de cultures. A₂-28, A₂-45 et A₂-61 possèdent baibofo et rizières. Nous ne connaissons pas, même approximativement la proportion du surplus dégagé qui est renvoyé au pays natal. D'après nos interviews, il semble qu'elle se limite au minimum acceptable pour conserver la relation dont la rupture sur le plan idéologique, autant que du point de vue de la sécurité productive dans la zone d'immigration, est encore impensable.

o - L'intégration foncière des exploitants rizicoles situés au Sud-Ouest de BEMANONGA

Il n'y a pas d'implantation d'un migrant, s'il ne possède pas en propre des terres rizicoles. C'est pourquoi pour analyser le cadre général de la situation foncière, et l'intégration qui en découle, nous prendrons pour base d'analyse la description du parcellaire rizicole du Sud-Ouest du village. Nous l'organiserons en groupes homogènes par rapport au réseau d'irrigation, le critère d'homogénéité étant l'alimentation d'un certain nombre de rizières à partir d'un même canal.

a) l'organisation hydraulique au Sud-Ouest du village
(voir DOCUMENT X en annexe)

A l'endroit où le canal HELLOT fait une boucle, sur la partie plane de cette boucle, débouche une série de canaux qui irriguent les concessions d'exploitants Pakistanais. Avec le canal HELLOT à l'extrême Sud-Ouest, ces concessions au nombre de 7, et d'une superficie de 194 Ha au total, limitent au Sud et à l'Est, le terroir rizicole du village. Nous savons que ces concessions sont exploitées par les villages de métayers qui, dans l'enquête démographique, ont été assimilés au village administratif de BEMANONGA.

Quand le canal HELLOT prend une direction Ouest-Sud-Ouest, deux réseaux hydrauliques principaux irriguent les 2/3 environ des rizières appartenant aux cultivateurs résidant à BEMANONGA, d'une superficie de 60 Ha environ, par comparaison avec la concession 245 CT le long de laquelle elles sont réparties, ayant une largeur à peu près équivalente.

Un troisième réseau hydraulique organise les rizières à l'extrême Sud-Ouest du village, ainsi que celles d'ANDRANOTERAKA et ANKISIRASIRA, qui comme celles de BEMANONGA, sont réparties d'une façon très compacte, tandis que les celles de BEMOKIJY, très variablement réparties, semblent indiquer l'absence de terroir rizicole.

b) les rizières

- Situation foncière des rizières dans le cadre du premier réseau :

. La première branche de céréales au travers de la concession Pakistanaise, aboutit à la concession rizicole de 5 Ha. Les terres qui se situent entre ce canal et le bord de route semblent appropriées, et seront de futurs terrains municipaux. Les propriétaires sont des urbains fonctionnaires.

. La seconde branche, se divise en plusieurs ramifications, en allant d'amont en aval:

- 1 direction O-SO alimente la concession pakistanaise
- 2 direction O-NO alimente plusieurs concessions (au nombre de 4)
- 3 direction O-NE alimente une autre concession figurant parmi les précédentes.
- 4 direction O-SO alimente l'ensemble N°1 des rizières appartenant aux agriculteurs de BEMANONGA.
- 5 direction O-NO alimente deux autres concessions, dont l'une figurait parmi les 4 citées ci-dessus.

L'ensemble rizicole N°1 est composé de 9 parcelles appartenant aux chefs de famille $\underline{3}$, $\underline{B_1}$ et $\underline{B_0}$, soeurs mariées aux chefs de famille $\underline{B_4}$, $\underline{B_6}$, $\underline{B_7}$. Les très petites parcelles appartiennent à des isolés qui habitent le village, et sont métayers des exploitants de ces rizières.

L'ensemble N°2, composé de 5 parcelles, comprend les mêmes groupes de personnes $\underline{3}$, $\underline{B_4}$ et $\underline{B_0}$.

Ainsi l'ensemble N°1 d'environ 10 à 12 Ha, et l'ensemble N°2, appartiennent aux mêmes groupes familiaux. Ce sont surtout les groupes Betsileo, qui font partie de l'ancienne composition du village, dont il reste actuellement deux groupes familiaux, $\underline{B_1}$, et le groupe dont seules quelques femmes résident encore au village.

$\underline{3}$, et $\underline{1_2}$, ont également une situation foncière intéressante: ils étaient FATIDRA avec le concessionnaire Pakistanais. $\underline{1_2}$ possèdera d'ailleurs une terre à l'extrême Sud de cette concession qui la limite. $\underline{B_1}$ aura une nouvelle concession à l'extrême Sud de la zone rizicole du village, qui sera alimentée par un canal directement issu du canal HELLOT

- Le second réseau hydraulique : (II)

Il concerne l'ensemble N°3 de rizières, qui inclut une série de concessionnaires Merina ne résidant plus à BEMANONGA. Autour des concessions, des petites parcelles de rizières possédées, qui ont été distribuées par ces mêmes concessionnaires, vraisemblablement lorsque le canal HELLOT a été remis en eau en 1941.

Les ensembles N°4 et N°5, sont irrigués à partir d'un grand canal central qui alimente l'ensemble N°3, et une buse située plus en aval répartit l'eau dans chacun des deux ensembles. Les parcelles appartiennent pour la plupart aux membres des groupes familiaux $\underline{S_1}$, $\underline{S_2}$, et $\underline{S_3}$. De toutes petites parcelles semblent indiquer qu'elles sont accordées aux métayers de ces propriétaires.

- Le troisième réseau (III)

Il s'alimente à partir du canal HELLOT, beaucoup plus au Sud que les deux autres réseaux.

Deux ensembles N°5 et N°6, appartiennent aux membres des familles $\underline{B_4}$, $\underline{B_6}$, $\underline{B_7}$, et $\underline{B_0}$. Des membres des familles $\underline{S_1}$ et $\underline{S_2}$ bénéficient également de parcelles.

L'ensemble N°7 appartient presque intégralement à $\underline{B_1}$

Conclusion : ainsi les terres de rizières appartiennent en majorité aux migrants des plateaux. Les originaires détiennent deux zones autonomes (ensembles N°4 et N°5), et ils ont des parcelles dans la plupart des autres zones, en particulier dans les ensembles N°6 et N°1. En même temps, ils ont des terres en dehors des zones rizicoles. Parmi les Antaisaka - Mahasihanaka, seuls 3, 1 et 1₂ ont des rizières.

En général, détiennent des parcelles en propres ceux qui sont arrivés en 1940-1941, et ceux qui y habitaient déjà et sont restés. Les concessionnaires détenant des terres de 5 à 20 Ha sont repartis en ville. Seul B₁ est encore au village.

c) les champs

Tous ceux qui sont possesseurs de rizières à l'Ouest du village sont également possesseurs de champs permanents, les uns tels que B₄, B₅, B₆, et S₃ directement au Nord du village, le long de la route, les autres à l'extrémité du terroir. Il est difficile de donner une approximation des superficies des parcelles, car certaines sont attribuées à la même personne, mais appartiennent en fait aux cadets et aux fils.

d) Les champs non permanents :

Entrée la zone pilote (situation 67), la grande zone immatriculée à l'Ouest (concession "Angélique" de plus de 100 Ha), la concession 215 CT à l'Est, et plus au Nord les dernières terres appartenant aux résidents du village de BEMANONGA, existent des champs mal délimités appartenant à plusieurs villages : SOASERANA, BEMOKIJY, TSIMAHAVOAKELY, BEMANONGA, et ANKIRIJIBE. Ces terres appartiennent aux originaires de ces villages : Les membres des collectivités peuvent y cultiver temporairement. Les propriétaires des champs appartiennent encore aux mêmes familles, mais plus encore aux originaires et aux Antaisaka.

S₃ possède également un terrain immatriculé de plus de 45 Ha qui ne concerne pas la limite du terroir du village.

CONCLUSION

De cette analyse, qui demanderait une quantification que nous ne sommes pas en mesure de donner, se dégagent quelques caractéristiques de l'organisation foncière du village de BEMANONGA, dont nous verrons dans un prochain chapitre qu'elle sous-tend et fonde l'organisation sociale et politique.

En premier lieu, les résidents du village de BEMANONGA qui possèdent à la fois rizières, baiboho, et champs non permanents sont peu nombreux : il s'agit des représentants des grands groupes familiaux du village. D'autre part une masse de population flottante, qui n'apparaît pas dans les généalogies, ne possède pas de terres, et apparaît comme une réserve de main d'œuvre du point de vue de la collectivité villageoise.

Toutefois, s'il y a au niveau du village une concentration des terres autour des groupes familiaux restreints, et si certains d'entre eux, comme B₁, S₃, et A₁A₂ disposent pour leurs membres

respectifs de superficies importantes, les autres groupes possèdent des terres de superficies à peu près correspondantes entre elles, il n'y a pas de gros propriétaires.

Les nouvelles appropriations qui sont apparues depuis l'existence de la nouvelle législation AMVR, confirment un mouvement qui se dessine depuis plusieurs années, avec une concentration des terres et formation de concessions sur les anciens baiboho, appropriées à une catégorie de fonctionnaires, les uns originaires, les autres non. Ceci n'a été possible, pour certains d'entre eux en tout cas, qu'à la suite de ventes effectuées par les "TOMPON-TANY" restés en milieu villageois. Ces ventes excluent cependant la possibilité d'achat, pour la catégorie des migrants qui sont restés agriculteurs non propriétaires :

" Oui, ceux qui ont du terrain nous laissent en acheter, mais comme sur ces terrains poussent des forêts, il nous faudrait 5 à 7 ans pour les défricher. Et puis, nous n'avons pas suffisamment d'argent pour envisager de tels achats. Un terrain ne se vend pas à 1500 f, même si c'est un terrain non défriché. Non, ils ne le cèdent pas à ce prix. Ils font leur petit calcul. Le prix auquel ils acceptent de céder leur terrain, correspond au prix des produits que nous pourrions en retirer, alors qu'il nous faut plus de trois récoltes pour finir le défrichement. Ce que j'ai dit là, je l'ai vraiment vécu..."

.../...

" D'ailleurs avant de prendre des décisions sur ces questions de partage, les propriétaires se consultent..."

" Nous, métayers, nous dépendons de ceux qui ont des terres..."

Contraints ou non par la mise en place d'un système hydraulique, les originaires "TOMPON-TANY" utilisent le droit foncier traditionnel en vue de maximiser le produit de la vente des terres de baiboho ou des "terres libres", pour lesquelles ils savent bien que ces droits sont faibles ou inexistantes vis à vis de l'administration ou des services techniques. L'expérience est faite, et la mise en place des opérations a montré que ces droits peuvent disparaître d'un seul coup sans recours possible.

c'est pourquoi certains parmi les villageois ont déjà des concessions : les anciens cultivateurs rizicoles, essentiellement Betsileo-Merina, concessionnaires pour garantir leurs droits fonciers contre l'emprise étrangère, et quelques Antaisaka, plutôt nouveaux concessionnaires, pour garantir leurs droits fonciers contre l'étranger et les originaires.

Enfin, dans le village de BEMANONGA, les fils du foko S3 originaire, sont salariés de fonctionnaires ayant une concession au Nord du village. Nous ne pouvons extrapoler ce fait, mais s'il se reproduit, il y aurait déjà l'amorce d'un système de production capitaliste à l'intérieur de la société des originaires, les fils de certains notables villageois devenant pour une partie de leur activité salariés dans ces concessions.

Troisième Partie :

RAPPORTS SOCIAUX - RAPPORTS POLITIQUES
ET RENFORCEMENT DU DUALISME ENTRE
SECTEUR AGRICOLE MODERNE ET
SECTEUR AGRICOLE TRADITIONNEL

CHAPITRE IGENERALITES SUR LA TRANSFORMATION DES RAPPORTSDE POUVOIR DANS LE CADRE REGIONAL*(LA CONTRADICTION PRINCIPALE)1 - L'IMPLICATION DE LA SOCIETE DES ORIGINAIRES DANS LE PROCES DE
DECOLONISATION

D'après l'analyse précédente de l'évolution des droits fonciers traditionnels, l'impact colonial aurait eu pour effet l'organisation d'un secteur agricole traditionnel qui se serait trouvé renforcé par l'évolution des conditions productives qui lui auraient permis d'augmenter sensiblement son équilibre biologique faible par l'introduction de la technique hydraulique. Celle-ci se serait faite au départ à petite échelle, ce qui aurait été une transition suffisante pour créer les complémentarités nécessaires à la mise en place du système de l'alliance.

A partir de 1925, la mise en valeur hydraulique par l'administration imposera un rythme plus rapide aux transformations du milieu naturel ; là encore, le choix de la méthode, celle de la petite hydraulique, restait conforme aux possibilités d'absorption des transformations par le milieu villageois, atteignant même un équilibre réel du secteur productif traditionnel en 1946.

A partir de cette époque, la politique de l'administration coloniale évoluera dans le sens d'une volonté d'association avec les nationaux, s'opposant à l'ancienne politique d'assimilation à l'égard des anciens chefs traditionnels. C'est cette constitution d'une administration nationale qui amorce la décolonisation. La circonscription administrative autonome de Morondava a été la plus favorisée dans ce processus, et de là, émergeront une grande partie des dirigeants gouvernementaux actuels. La plupart des représentants locaux ont conservé leurs fonctions, avec cependant un net retrait des fonctionnaires des Plateaux, mouvement qui fut déjà amorcé à l'époque coloniale proprement dite.

Cette histoire d'une formation politique moderne issue de la colonisation est importante à connaître, car de cette époque sont issus des rapports politiques nouveaux, qui dépendent des catégories sociales qui ont émergé au cours du processus de décolonisation.

Parmi les notables ruraux, de nombreux agents sont devenus fonctionnaires dans les cadres d'administration générale existants, certains feront partie des dirigeants actuels. Or ces derniers ainsi associés à l'étranger, furent de plus en plus choisis parmi la société des originaires auxquels ils se sont alliés par la suite **.

* insistons bien sur le fait qu'il ne s'agit là que de généralités, qu'il serait nécessaire d'analyser en détail dans le cadre d'une recherche qui dépasse le cadre de cette étude.

** Ce chapitre n'est pas véritablement traité ici, et nous n'indiquerons qu'un cadre général .

Ainsi la transformation des rapports de pouvoir dans le cadre régional concernerait essentiellement la catégorie des originaires, et fait intervenir toute la pyramide sociale, car le Gouvernement reflète les contradictions internes de la région Centre-Ouest. C'est pourquoi les rapports entre le pouvoir politique et le milieu rural sont des rapports internes de correspondance. Ceci se manifeste jusque dans la difficulté d'établir une distinction nette entre ville et campagne, tant les échanges sont importants, et les circuits d'information interdépendants.

Cette réalité s'est dégagée explicitement autant qu'implicitement, comme en témoigne cette affirmation :

" ...Mais maintenant que c'est l'indépendance, nous n'y voyons plus clair. C'est qu'ils font partie aussi de la population, ils viennent eux aussi de la région, alors ils dominent..."

Ce type d'affirmation mettant en cause les rapports entre le milieu villageois et l'administration apparaît fréquemment dans les analyses de contenu.

2 - LA NECESSITE D'UNE CENTRALISATION EFFECTIVE DES DECISIONS .

Compte tenu des objectifs imposés à la région de MORON-DAVA par la mise en place depuis 1958 d'une infrastructure d'irrigation destinée à intégrer les options de mise en valeur systématique de l'AMVR, et si les services techniques réussissent à faire fonctionner le réseau hydraulique, il ne sera plus possible d'ignorer l' nécessité d'intégrer les deux secteurs agricoles moderne et traditionnelle. Nous avons cherché à définir quel type d'unification sociale et politique semble se dessiner actuellement.

Nous nous rappelons qu'elle concerne essentiellement les capacités de transformation de la société des "originaires", ou plus justement "TOMPON-TANY". En effet, d'une manière générale, l'impact de l'administration sur les villages se ferait préférentiellement au niveau des "FOKO" originaires *. Ce qui démontrerait l'interdépendance administration - milieu rural . Or dans le contexte limité de notre étude, nous avons remonté à partir de la monographie de village, jusqu'aux parents originaires dispersés dans l'AMVR . Ces chefs de foko sont eux-mêmes insérés dans une aire sociologique plus large, qui est celle de l'organisation de foko en lignages ou "TARIKI". Nous savons que le lignage possède tous les caractères d'un groupe organique naturel qui s'exprime dans les hiérarchies de parenté selon un principe patrilinéaire **.

D'une manière limitée, nous avons cherché à mesurer le degré d'évolution de cette société vers une telle unification, que l'aboutissement des travaux d'aménagement rend nécessaire. Nous avons alors constaté les rapports sociaux qui existent entre les foko de BEVOAY, BEMANONGA et ANKAZOARO par les visites fréquentes qu'ils se rendent. Cette unité lignagère s'est également manifestée à l'occasion des cérémonies telles que le BILO , fréquentes à la période de soudure, et qui, tout en ayant un caractère économique

*Ensemble de parents proches d'EGO en ligne indifférenciée, et selon un critère de patrilinéarité et de patrilocalité.. (LAVONDES, BIKOROPOKA, loc.cit.) et la généalogie de S₃ p.95 ter.

** LAVONDES, même référence.

certain, matérialise l'unité sociale des originaires regroupés en lignages. De cette expérience, nous concluons provisoirement que cette dispersion des foko originaires naturellement organisés, est effectivement susceptible de devenir un relai efficace et centralisateur du pouvoir au niveau des différents villages, à condition qu'il y ait une participation effective de certains chefs de lignage au nouveau pouvoir.

Cette participation existe, et dans le cas de S_2 , s'il y a une opposition interne au lignage entre le foko aîné de BEVOAY, et le foko cadet de BEMANONGA, celle-ci n'intervient pas dans leur comportement politique vis à vis de l'administration.

Ce n'est donc pas dans le cadre villageois uniquement, qu'apparaissent les rapports politiques entre population rurale et administration, ils débordent ce cadre, et pourraient traduire un système politique et social unique, mais pas encore unifié .

3 - UN SYSTEME POLITIQUE ET SOCIAL UNIQUE MAIS PAS ENCORE UNIFIE

Si cette hypothèse s'avérait exacte, l'unification de cette société serait encore incomplète, car un clivage important semble se manifester entre les lignages, conséquence des mutations hiérarchiques interlignagères, revendications latentes à la période précédente, mais qui ont éclaté avec l'indépendance et avant, dans la mesure où l'utilisation du pouvoir leur donnait les moyens de les faire aboutir.

Durant la période coloniale, c'était les chefs traditionnels qui avaient été utilisés comme médiateur du pouvoir et de la domination étrangère, mais quelle que fût leur participation au système colonial, la population leur conservait un respect quasi-religieux, en même temps qu'étaient maintenues les hiérarchies lignagères et les distinctions de castes . Dans la mesure où l'indépendance a bouleversé les anciennes hiérarchies de castes et de lignages organisées autour de l'institution royale, un antagonisme latent existe, et se manifeste à un niveau symbolique par des cérémonies telles que les "TROMBA".

Pour les uns, le conflit s'est réduit à un niveau politique, pour les autres, l'enjeu est plus grave, celui de la perpétuation des valeurs traditionnelles. L'incarnation dans l'esprit "TROMBA" des rois ayant vécu à telle ou telle période historique, est une actualisation rituelle du lien religieux des vivants à l'égard des rois morts , par l'intermédiaire des ancêtres personnalisés et hiérarchisés .

Quoi qu'il en soit, mystificateurs ou non, ces rites manifestent un antagonisme à l'égard du nouveau pouvoir, peut-être parce que ce dernier signifie pour le milieu rural l'émanation des anciennes structures coloniales, et le soutien des nouvelles formes de colonisation, mais aussi et plus encore, parce qu'il devient un enjeu majeur en vue de bouleversements hiérarchiques réels, qui n'auraient pas eu lieu, ou n'auraient pas pris la même forme, si le pouvoir détenu jusqu'à présent par l'étranger, n'avait pas été transféré pour partie aux nationaux.

Le pouvoir que l'on conteste à l'administration par l'intermédiaire de ces rites, c'est sa légitimité eu égard aux anciennes hiérarchies.

Une dichotomie se manifeste actuellement pour les originaires restés en milieu rural, qui participent inégalement au nouveau

pouvoir administratif. Ce n'est pas une rupture nette, elle prend plutôt un caractère compensatoire destiné à égaliser les inégalités anciennes entre les anciens lignages riches, nobles, annoblis ou alliés à des "MPANJAKA", et les "VOHITSE" ou anciens esclaves assimilés à ces derniers. La même rupture radicale subsiste à l'égard des "TAINBE", boucs émissaires nécessaires à l'affirmation d'une supériorité originelle.

Un véritable bouleversement semble se produire, car de plus en plus les foko non nobles sont représentés dans les postes administratifs, aux bureaux du canton, de la commune ou de la sous-préfecture, aboutissement de la politique coloniale de nationalisation depuis 1946. Ces catégories se trouvent dès lors dans une complémentarité d'intérêt avec l'administration, qui leur fournit la caution nécessaire à la perpétuation d'un certain pouvoir qu'ils ont acquis à travers le système colonial, par le renforcement des droits fonciers qui s'étaient développés comme un peu clandestinement, et parce qu'ils ont été favorisés dans leur émergence par le venue des migrants, dont l'alliance a été au départ bénéfique pour la formation d'un surplus qu'ils transformaient en bocufs. L'alliance pour la mise en valeur devenait paradoxalement une merveilleuse institution économique et politique destinée à reprendre à la colonie une partie du surplus dégagé par le travail du migrant, et en même temps, elle permettait aux originaires d'exercer un pouvoir politique et religieux à travers les anciens cadres traditionnels.

L'assimilation des anciens chefs traditionnels au pouvoir étranger du début de l'ère coloniale, ainsi que les mouvements migratoires qui résultèrent de la pacification, auraient induit logiquement un droit foncier fort, revendiqué par les lignages ou foko dispersés, fondement même du système de l'alliance pour la mise en valeur. La "propriété" foncière serait ainsi devenue un facteur de différenciation sociale important, ce qu'elle n'était pas auparavant pour les "ZANA-TANY" ou anciens "VOHITSE". Ainsi la possession de nombreux troupeaux leur conférerait un nouveau statut social dans le cadre rural traditionnel, résultat de leur inactivité productive.

Par ce biais, se serait renversé l'ancien ordre social dont il reste encore des vestiges* et le système politique et social actuel lui conserverait ses formes. Ce conflit se résoudrait actuellement, peut-être est-il déjà résolu**.

Les manifestations de contre-pouvoir, outre qu'elles signifieraient le refus de ces bouleversements hiérarchiques internes à la société des originaires, resteraient malgré tout larvées, car le mécanisme de fonctionnement du pouvoir serait d'autant plus efficace dans cette région, que les "autocrates" possèderaient une connaissance parfaite des règles coutumières auxquelles une place est accordée dans

* cf cérémonie du FITAMPOHA Août 1968

** Nous le pensons, tout au moins pour la région de MORONDAVA-MAHABO. Nous envisageons de continuer notre recherche dans cette optique, afin de déterminer avec plus de précision la validité de cette explication, que nous avons choisie, parce qu'elle nous paraissait la plus plausible ; toutes ces constatations sont encore à vérifier.

le fonctionnement du système, place qui loin de limiter la nature despoticque du pouvoir, renforce son contrôle. C'est pourquoi l'idéologie aura pour fonction essentielle d'assurer la domination de certains groupes, selon les hiérarchies qu'elle contient implicitement, au détriment des valeurs qui seules lui donnent son existence propre *. Nous notons la participation éventuellement active des fonctionnaires à cette "célébration" des croyances naturelles et religieuses.

4 - ASPECT PRINCIPAL, ASPECT SECONDAIRE DE LA CONTRADICTION - RAPPORTS INTERNES DE CORRESPONDANCE ENTRE DEUX TYPES DE POUVOIR

C'est donc dans la trilogie des rapports étrangers/ administration/originaires-restés-en-milieu-rural que sont contenues les transformations économiques et sociales de la région. L'étranger et l'administration exercent une pression combinée externe et interne sur le milieu villageois. L'administration participant à la fois des deux systèmes secrète en permanence les types de rapports qui s'étaient établis entre le milieu rural traditionnel et le secteur moderne agricole.

Nous avons étudié dans la première partie comment à partir de l'évolution des droits fonciers traditionnels, s'était organisé un secteur agricole, qui n'avait d'ouverture à l'égard du monde étranger que dans ses limites à l'absorption de ce qui lui venait de l'extérieur, afin de satisfaire à ses nécessités d'évolution interne. Cette conclusion était le résultat de notre analyse des rapports qui s'étaient établis entre le pouvoir étranger et les collectivités villageoises.

Nous montrerons : dans ce qui va suivre, comment le pouvoir politique, en s'appuyant sur la catégorie des originaires "TOPO-TANY", notables villageois parfois alliés à une minorité de migrants, entretient en permanence les rapports de production (de dualité entre les deux secteurs agricoles) qui se sont établis à la période coloniale ; bien plus, il les renforce. Le mode d'unification qui semble se profiler entraînerait une stabilisation des catégories sociales dans le sens d'un écart économique croissant, entre la couche des fonctionnaires politiques, et celle des notables ruraux, intermédiaires entre les premiers et la majorité villageoise métayée ou salariée (ou les deux) par les notables ruraux, les fonctionnaires et les "opérations" (de mise en valeur). Ce processus n'est devenu possible qu'à travers les multiples liaisons qui existent entre la catégorie des fonctionnaires et le milieu rural, rendant possible la radicalisation des droits fonciers traditionnels**.

* impliquant que le fait religieux n'est pas un accident, ni une tentation à laquelle succombe toute société.

** Nous ne pouvons préjuger encore du degré d'unification de cette société régionale vers un type capitaliste de production; le renforcement des droits fonciers traditionnels est peut-être le dernier recours avant une véritable désintégration de ces droits, ou bien ils manifestent un dualisme entre deux secteurs de développement agricole désintégrés. Dans un cas comme dans l'autre se matérialise la permanence des rapports sociaux dans un cadre sociologique inchangé, avec émergence de l'ancienne structure politique des originaires qui sous une forme nouvelle, permet et limite à la fois le renversement des anciennes hiérarchies lignagères issues de la politique coloniale. Mais même dans le cas de la coexistence de deux mondes, nous serions tenté de croire que "les formes variées d'obligation et de rapports féodaux et personnels ne servent, au mieux, qu'à personnaliser..." (note p. suivante)

(suite de la note p 122)...et à voiler l'impitoyable univers capitaliste dans lequel les grands comme les petits doivent se battre pour vivre '. (André Gunther FRANK, Capitalisme et sous-développement en Amérique Latine).

Le contexte encore trop restreint de cette étude ne nous permet pas encore de choisir entre ces deux synthèses.

*

* *

CHAPITRE IIDUALISME ECONOMIQUE ETORGANISATION SOCIO-POLITIQUEINTRODUCTION

En dernier point de cette étude de l'évolution des formes d'organisation sociale dans la région de Morondavan-Mahabo, et compte tenu de notre expérience limitée de terrain, nous voudrions montrer comment peut se développer une rupture de couplage entre milieu villageois / administration nationale / et étranger, ainsi que son niveau d'apparition. En effet, les résultats de notre enquête nous incitent à penser que l'administration nationale et l'ensemble villageois n'entrent pas en rapport dialectique externe. Dans certains cas, comme pour le village de TANANDAVA, cette correspondance externe peut exister, mais il ne s'agit que d'une modalité d'organisation parmi d'autres, qui ne prend toute sa signification que par rapport à la structure globale qui l'engendre et qui la dynamise *.

Le peu d'éléments de comparaison dont nous disposons demande que les conclusions de ce chapitre soient vérifiées, mais malgré cela, le fait qu'il existe une indissociation entre milieu rural et milieu urbain, les problèmes que nous étions amenés à nous poser ne nous ont pas permis d'ignorer le contexte politique régional dans lequel ces études ponctuelles s'inséraient, et hors duquel une quelconque cohérence ne peut être cherchée.

Nous ne reprendrons pas dans ce chapitre l'analyse de la formation de deux secteurs agricoles duals, non plus que l'étude du renforcement des complémentarités à l'intérieur du secteur agricole traditionnel par l'intermédiaire du système de l'alliance pour la mise en valeur, que nous avons étudiés dans le cadre des rapports interethniques. Nous nous contenterons de noter l'apparition de complémentarités interrégionales dans les zones de forte intervention, et d'analyser la double nature des conflits d'irrigation.

A partir de l'étude approfondie des fonctions exercées par chacun des notables ruraux dans le village de BEMANONGA, nous voyons apparaître comment cette unité géographique, organisée autour d'un foko originaire, est absorbée dans le contexte politique de la région. Or dans ce contexte géographique, étant donné la nécessité d'organiser la production non seulement au niveau du village entre les groupes restreints des familles, mais aussi entre les villages qui dépendent d'un même système d'irrigation, BEMANONGA polarise plus ou moins à l'intérieur de l'organisation du DYNAM-POKONOLONA les villages qui y participent.

C'est ainsi que l'étude du village de BEMANONGA a dégagé sa vocation politique spécifique, parce qu'il contient les groupes sociaux constitutifs des contradictions primaires qui déterminent la dialectique du pouvoir dans le cadre régional. Dans le mécanisme de fonctionnement du pouvoir à une échelle plus grande que celle du village, nous avons été frappés par la pluralité des fonctions exercées par les principaux représentants des familles dans

*note p svte.

les villages. Ce fait joue également rôle important dans le maintien d'une unité politique.

En second lieu, l'analyse du fonctionnement des institutions (commune rurale, DYNAM-POKONOLONA, celle du FOKONOLONA de BEMANONGA comparée à celle de TANAN'DAVA), nous permet de montrer combien le DYNAM-POKONOLONA est, dans la région, la seule institution qui corresponde réellement aux rapports sociaux, et cette correspondance justifierait à elle seule la notion d'indissociation entre milieu rural et administration. Et le niveau d'organisation politique réel serait déterminé par ces mêmes rapports sociaux : lorsque le DYNAM-POKONOLONA est une institution où la voix des originaires est dominante, il n'y aurait pas d'apparition de dualisme entre le pouvoir politique actuel et le pouvoir villageois, mais quand le DYNA n'est pas entre les mains des originaires, ce dualisme apparaîtrait. Ce cas est pourtant limité par le choix de l'implantation des DYNA. La région de BEVOAT - AMPASIMBEVIHY participerait au DYNA de MAHABO, et par ce biais, les notables ruraux restent en liaison avec la ville. Leur liaison avec l'ensemble villageois est en même temps garantie par la même nécessité d'organiser la production en fonction des disponibilités en eau, et cette organisation se fait autour des notables ruraux.*

1 - EFFETS INDUITS DU DUALISME ECONOMIQUE

o - Les complémentarités interrégionales dans les zones de forte intervention.

L'analyse de l'organisation foncière du village de BEMANONGA fait apparaître le renforcement du secteur agricole traditionnel, en particulier dans la cohésion interne et l'intégration foncière très réelle du groupe de parents Antaisaka $A_1 A_2$. On peut noter de plus l'amorce d'une désintégration de l'ancienne unité villageoise; effet induit de la constitution de deux secteurs agricoles antagoniques.

Pour le secteur moderne en effet, la rationalité interne de la production se fait dans l'optique de l'économie de marché, interne pour le coton, externe pour les cultures vivrières exportables.

Pour le secteur rural traditionnel, cette rationalité concerne surtout et de plus en plus une unité restreinte, celle du groupe de parents ou alliés. La complémentarité productive qui s'était établié avec les originaires au départ, tend à induire une complémentarité avec le pays d'origine. Cette évolution est un facteur très important de la stagnation des mouvements migratoires et même du non renouvellement des migrations, puisque le milieu rural villageois a réussi à établir une complémentarité entre la zone d'immigration et la zone d'émigration, avant même que le secteur moderne ait lui-même organisé cette complémentarité, qui seule lui garantirait la main d'oeuvre nécessaire à la réalisation de ses entreprises nouvelles. Bien plus, la concurrence que se font les différentes opérations, souvent même à l'intérieur d'une même région, n'a pu que retarder ce nécessaire préalable.

*La structure globale" dont nous avons parlé est loin d'être déterminée, nous n'en sommes qu'à une typologie des formes d'organisation sociale, dont chacune donne un contenu spécifique aux rapports étranger-côte-Merina, déterminants dans le processus d'unification à venir.

C'est peut-être sur ce point que la concurrence du milieu villageois s'exerce avec le plus d'efficacité actuellement ; en tout cas, il semble que ce soit sa seule échappatoire.

Dans la région de SOASERANA - FENOARIVO, soumise au même type d'intervention, notre étude montre deux organisations villageoises séparées mais nécessairement impliquées par le nouveau système d'organisation hydraulique, qui ont réagi de la même façon en recherchant des complémentarités selon le mode traditionnel. Là également, les problèmes de distribution d'eau liés à l'introduction de la culture du coton, et la concentration des terres au profit de la catégorie des fonctionnaires politiques, entraînent une nette contestation vis à vis du génie rural et des surveillants de l'eau, et une méfiance quant à la réussite technique des travaux hydrauliques engagés.

Le dualisme induit ici à l'échelle régionale une organisation économique, une complémentarité productive entre la Zone de SOASERANA FENOARIVO, et la zone d'AMPASIMBEVIHY - BEVOAY, qui se traduira par des échanges saisonniers de main d'oeuvre.

o - l'organisation hydraulique et les conflits d'irrigation

L'organisation hydraulique doit s'effectuer dans un cadre de centralisation effective d'une part, mais aussi à l'intérieur d'un contexte social où plusieurs groupes sont confrontés :

- 1 Les anciens cultivateurs rizicoles, essentiellement Betsileo Merina.
- 2 Les nouveaux cultivateurs fonctionnaires, pour beaucoup originaires du MENABE, alliés à une minorité de notables dispersés dans l'AMVR ; ils sont devenus comme les anciens chefs traditionnels du début de l'ère coloniale à travers l'association au pouvoir étranger, en combinant droit moderne et droit traditionnel .
- 3 En dernier lieu, l'étranger, propriétaire réel du réseau d'irrigation naissant, en tant qu'ils sont responsables de sa rentabilisation

Les rapports de production sont inchangés, l'innovation, la vulgarisation n'ont que peu de prise sur les exploitations de la première catégorie de propriétaires, car il existe une autonomie très grande entre propriétaires et métayers, et ce sont les métayers qui organisent la production selon leur habitude . Les propriétaires sont absents ; ils ont la charge de l'entretien des canaux, ^{principaux} pour lesquels ils engagent des salariés . Pour le partage de l'eau à la base, ils s'entendent entre propriétaires d'un même canal

La seconde et la troisième catégorie font partie du secteur moderne du point de vue de l'organisation de la production.

Ayant ainsi défini les protagonistes, nous pouvons aborder l'analyse des conflits d'irrigation, dont nous allons montrer la nature ambiguë . Le cadre objectif des revendications portant sur l'eau est fourni par les facteurs géo-climatiques, dont nous savons qu'ils sont déterminants dans la région, mais elles sont surtout l'occasion de manifester d'autres conflits :

a) Par le biais des conflits d'irrigation, peut se manifester un mécontentement concernant les effets de la domination que les paysans subissent, alors que le conflit fondamental réside ailleurs - il est interne à la société des originaires -, et dans l'état actuel des choses ne peut éclater.

Ils deviennent un moyen de revendication politique idéal, pour le milieu rural, parce qu'ils manifestent la perpétuation de la domination étrangère, sous sa forme technocratique, et l'association d'une catégorie sociale qui, alliées avec la catégorie des originaires dans les villages, pratique une politique interne opposée aux objectifs de développement. En effet, les originaires sont insensibles aux problèmes de croissance, leur finalité est tout autre, celle de résoudre un conflit social interne, commencé à la période coloniale, et qui n'est pas encore complètement résolu. La décolonisation leur donnerait les moyens de le résoudre.

b) D'autre part, ces conflits d'irrigation manifestent également le conflit entre les deux types de droits foncier résultant de l'alliance pour la mise en valeur, "TOMPON-TANY" et "ZANA-TANY". Ce conflit s'exprime à deux niveaux:

- Celui des fonctionnaires : les uns détiennent le pouvoir politique, les autres, le réseau hydraulique ancien. Ils sont concurrents vis à vis du réseau hydraulique naissant détenu par l'étranger.

- Celui des propriétaires restés en milieu rural : deux cas peuvent se présenter, selon qu'on est dans une région où il n'y a pas eu encore d'intervention précise, et où elle est prévue, et dans les régions où l'intervention est forte

. Dans le premier cas, celui de BEVOAY, AMPASIMBEVIHY, l'antagonisme revêt la forme d'une égale domination du milieu naturel face à une inégalité dans le droit au contrôle des forces productives, en l'occurrence, l'eau.

C'est pourquoi les villages ont éclaté, pour former des noyaux monoethniques, où le problème de distribution d'eau pouvait être résolu dans le cadre villageois; dans le contexte intervillageois persiste un conflit permanent, partiellement résolu dans un cadre cérémoniel.

. Dans le second cas, celui de BEMANONGA et SOASERANA - FENOARIVO là où le réseau est nouvellement créé, "TOMPON-TANY" et "ZANA-TANY" subissent une égale situation de domination. Les premiers toutefois, alliés au pouvoir local, en tirent quelques bénéfices seconds, leur permettant de résoudre leur situation sociale à l'intérieur de la société des originaires en augmentant leurs troupeaux, d'autre part, cautionnés dans l'exercice du pouvoir au niveau villageois et intervillageois, ils peuvent rentabiliser leurs droits fonciers par la spéculation.

En tout état de cause, l'incertitude dans laquelle se trouvent les paysans quant au niveau, et au centre où se prennent les décisions les amènent à des revendications stériles.

2 - ETUDE SOCIO-POLITIQUE DE BEMANONGA

o - BEMANONGA, un village de formation récente autour d'un noyau de résidents permanents - Les "notables ruraux"

Le village de BEMANONGA s'est formé comme de nombreux villages du Delta, à partir de la politique de sédentarisation de la population le long des voies de communication et des voies d'eau navigables, qu'imposait l'administration coloniale.

Avant 1920, date à laquelle fut instituée la législation des "FOKON-TANY" dans les régions côtières, la notion de village n'existait pas, ou plutôt, n'avait pas de contenu géographique précis. Une certaine sédentarisation s'était déjà amorcée à l'époque de l'expansion Merina, car la législation d'ANDRIANAMPONINIMERINA favorisa l'installation de colons Merina, l'achat de terres étant la seule condition d'accès à la propriété. Morondava-Mahabo est une région qui fut directement touchée par ce mouvement d'expansion Merina, la reine RASINAOTRA de Mahabo s'étant mise sous la protection "Hova". Des postes militaires, Mahabo, Androvakely, étaient installés dans la région. Quelle que fut l'influence politique réelle qui en résulta, les conséquences sur la mise en valeur peuvent être encore appréciées actuellement*. Cependant cette fixation directement liée à l'histoire politique de cette période, ne permet pas de conclure à une sédentarisation effective de la population. Tout au plus existait-il des groupements plus ou moins sédentarisés, le groupement originel étant lui-même très peu attaché à son lieu d'habitation. Ni les conditions climatiques (fortes crues en saison des pluies nécessitant le regroupement sur les terres hautes, assèchement relatif à la très forte instabilité des cours d'eau...), ni les conditions technologiques, ni les conditions sociologiques (caractère des migrations) ne permettaient de penser que cette sédentarisation puisse s'opérer rapidement. La mise en valeur des terres supposait seulement, lorsqu'on était immigrant, une alliance avec la population originaire ou "TOMPON-TANY". Cette alliance pour les immigrants Betsileo avait un fondement historique précis ; pour les Antaisaka, elle est plus lointaine, mais tout aussi déterminée, puisque les rois Antaisaka ou "RABEHAVA", et les rois Sakalava ou "MAROSERANA" se reconnaissent un ancêtre commun, ANDRIAMANDAZOALINA, père des fondateurs de la dynastie des MAROSERANA. Les migrations Betsileo avaient d'ailleurs un caractère plus définitif que celles des groupes venus du Sud et du Sud-Est.

La mise en valeur de cette région, favorable à la culture du riz et du pois du Cap a attiré de nombreux immigrants, en particulier les groupes que nous venons de citer. Le village de BEMANONGA se serait constitué ainsi à partir de s années 1905-1919 les plus anciennes familles d'immigrants datant de cette époque. C'est d'ailleurs durant cette période que fut mis en eau le canal HELLOT, favorisant la culture rizicole, et intensifiant les mouvements migratoires.

Dans le processus de formation sociale qui est en cours, BEMANONGA, hérite du fait que ce fut un chef-lieu de canton où se trouvait un gouverneur, un chef de canton, interprètes et autres personnalités qui exerçaient une fonction administrative avant

*Nombreuses sont les propriétés immatriculées autour des anciens postes militaires, ANDROVAKELY et ANDROVARE notamment.

l'Indépendance. Ces différents agents ont d'ailleurs conservé sous des formes multiples et diversifiées une fonction de représentation, de service ou d'autorité dans le système administratif actuel. Parmi les personnes résidant encore à BEMANONGA, et qui sont restés cultivateurs, la permanence des notables n'est pas à démontrer, elle est vérifiable : A₂-28 est devenu adjoint au maire et président de la section P.S.D., S₃-14 est devenu membre du syndicat des communes, après avoir, entre temps, abandonné une partie des fonctions dont il était investi au profit de son fils S₃-25. Ce dernier est actuellement responsable des cantons d'ANTSAKAMIROAKA et MAROVOAY, et de plus, président du DYNA depuis 1962 *.

D'autre part, sous la pression combinée du phénomène d'appropriation des terres, et des difficultés de mise en valeur liées aux problèmes d'irrigation qui se sont posés dans le Delta depuis 1925, avec des périodes critiques plus ou moins marquées **, BEMANONGA est un village qui a éclaté à plusieurs reprises. Seuls sont restés une minorité de résidents permanents, ceux-là même qui ont participé à la remise en eau du canal HELLOT en 1941, ouvrant de nouvelles possibilités au village, car il permettait l'extension des rizières au Sud de BEMANONGA. C'est alors qu'un nouveau regroupement s'est opéré autour du noyau de résidents anciens. En ce sens, l'on peut dire, comme l'indique le rapport 1963 du BDPA, que BEMANONGA est un village de formation récente.

De cette déstructuration, il résulte deux mouvements migratoires opposés, un mouvement d'urbanisation pour ceux qui ont eu la possibilité de se procurer d'autres sources de revenus, et ceux qui, devenus fonctionnaires, se procurent un complément de ressources par l'exploitation en métayage ou salariat, des terres dont ils sont restés possesseurs. La majeure partie des Antaisaka et Botsileo riziculteurs sont partis vers Mahabo, où les travaux réalisés durant la même période et terminés en 1934, nécessitaient la mise en valeur des nouvelles zones rizicoles. D'autres sont tout simplement repartis dans leur pays d'origine. Durant cette même période (1930-1940), les Indiens prendront le relai des concessionnaires européens (voir liste des dates d'immatriculation des concessions aux alentours de BEMANONGA et de MAROVOAY)

Du nouveau regroupement qui s'est opéré à partir de 1941, beaucoup viennent des villages avoisinants, TSIMAHAVOKELY, MAROVOAY, ANDRANOTERAKA, ANDROVAKELY ; certains anciens esclaves, probablement métayers dans le cadre traditionnel, ont su tirer profit des nouvelles possibilités offertes au village.

Avec l'aire actuelle de mise en valeur commencée en 1936-1959, s'est accéléré le phénomène de concentration et d'appropriation des terres, malgré la législation en vigueur, qui formait en principe le périmètre à toute appropriation. Sous la pression conjuguée des mécanismes de parenté, excluant tous ceux qui ne peuvent y recourir pour garantir ou conserver leur droits acquis par la mise en valeur et de l'utilisation de la législation moderne qui individualise les droits de propriété, de nouveaux départs se sont produits. En même

* le DYNAM-POKONOLONA de BEMANONGA a été mis en place en Sept -Oct: 1957 - cf rapport préliminaire "PERIMETRE DE MORONDAVA DABARA" 1959, loc cit.

** 1936-1941 a été une période particulièrement critique, cf I, chap1 .

temps, apparaissaient de nouvelles catégories de propriétaires, qui dans un cadre plus purement traditionnel, n'auraient pu obtenir des terres.

Dans un tel milieu, où les contraintes écologiques et politiques sont déterminantes, il n'est plus possible de parler de de tradition, ou de milieu traditionnel. Il ne s'agit plus que de résidus de tradition qui n'expriment plus un système de valeurs en tant que tel, mais sont orientées et utilisées en vue de satisfaire les intérêts des groupes antagoniques.

Après avoir été ainsi sujet de transformations sociales, nous pouvons penser qu'actuellement, le milieu interne ne peut plus guère se transformer : les situations acquises sont trop fortes, les réseaux de clientèle trop bien assurés, l'application stricte de la législation AMVR consacre les situations acquises.* Tout au plus, à long terme, la pression démographique et la montée des jeunes imposent de nouveaux changements. A court terme, il semble qu'un équilibre soit atteint dans le cadre villageois, et dans celui des rapports entre le village et l'administration.

Cependant, il ne faudrait pas penser que par suite de cette tendance à la cristallisation, il n'existe aucune dynamique sociale **, car celle-ci se fait à travers et en dehors du village. BEMANONGA, que l'on pourrait tout aussi bien appeler "BORONDAVA-KELY" serait la tête de pont à partir de quoi se diffuse la politique de mise en valeur, pour ne pas dire de "développement"***. Du point de vue du sociologue, cette mise en valeur est elle-même largement sujette à caution, car comme nous l'avons vu dans la première partie, elle n'entraîne qu'une croissance du niveau de vie d'une minorité politique ainsi qu'une croissance externe d'un secteur moderne agricole.

o - Organisation sociale - Organisation politique

a) Les fonctions exercées par chacun des représentants des grands groupes familiaux de BEMANONGA (voir généalogies pp 92bis, 93bis, 95bis, 95ter, 98bis, 98ter, 99bis)

A₂-28 est adjoint au maire, président de la section PSD

A₂-8 est sous-chef de village

S₃-19 est chef de village

S₃-14 est représentant au syndicat des communes

S₃-25 est délégué cantonal, président du DYNA

B₁-14 est conseiller au DYNA

Nous pouvons dire, compte tenu de la composition du bureau local PSD, que tous les principaux chefs de famille sont représentés dans cet éventail de fonctions (exception faite des groupes S₁ et S₂, réellement originaires du MEMABE ****)

* Le secteur-pilote est dans saphase active

** au sens de différenciation sociale

*** une liaison permanente est assurée depuis peu entre Morondava et Bemanonga par un service de transports en commun.

**** ceci ne nous paraît pas être l'effet du hasard, comme nous le verrons plus tard.

Nous ajoutons que S₃-14, et S₃-25 exercent tant à des fins économiques, que socio-politiques la fonction d'"OMBIASY", pour laquelle ils sont fréquemment consultés.

A₂-28 qui nous a décrit la composition du bureau local PSD, insiste bien sur le fait que tous font partie de BEMANONGA :

" D'ailleurs, nous sommes bien organisés, tous les hommes sont PSD, ainsi que toutes les femmes, et il en est de même pour les jeunes gens..."

Il insiste aussi sur la permanence depuis 1959 de ce Bureau :

" Le président, c'est moi, A₂-28, je suis président depuis 1959. Auparavant, en 1958, c'était le désordre, la lutte des partis... Mais aujourd'hui tout le marché est PSD... Le vice président est X (qui fit partie du groupe des Antaisaka-Rabehava). Le trésorier A₁-45, le vice trésorier, c'est l'ancien chef de canton de ce village. Tous ces membres sont restés inchangés depuis la formation du Bureau. Le secrétaire est remplacé par B₆-3 puisque son prédécesseur est parti pour une autre contrée. Le vice secrétaire est Y *. Il a remplacé B₂, devenu depuis conseiller avec S₃-14, B₁, B₂ et B₃. Il y a six RAY-AMANDRENY parmi les conseillers ..."

En ce qui concerne la composition de la section féminine PSD, le Bureau reprend les mêmes catégories : la présidente est la femme de S₃-25. Le Bureau JSD reprend également les catégories de jeunes de tous ces groupes de parents, comme nous avons pu le constater au cours des deux réunions de jeunes que nous avons provoquées.

On peut donc dire que ce village est un véritable modèle de formation politique et administrative greffé sur les hiérarchies que l'on retrouve à l'intérieur de la parenté

- A₂-28 est un fils cadet le frère aîné est décédé, son père vivant lui a abandonné déjà une grande partie des fonctions de chef de famille.
- A₂-8 est issu du même ancêtre que A₂-28, mais de mères différentes à trois générations ascendantes. Il n'a pas de père présent, vivant au village.
- S₃-19 est chef de famille, aîné, hérite de son père décédé il y a deux ou trois ans.
- S₃-14 et S₃-25 sont oncle et neveu, donc père-fils au sens traditionnel.
- B₁-14 est le plus ancien vivant du groupe de parenté.
- A₁-45 est aussi un fils aîné auquel le père a délégué une partie de ses pouvoirs.
- B₆-3, B₂, B₇-1 et B₃ sont tous chefs de famille.

* que nous ne connaissons pas .

Ces hiérarchies deviennent dès lors des sous-catégories du système politique global. Cette constellation de "responsables", reflet de la multiplicité des organismes de "participation-intervention" est susceptible, par le jeu naturel de leurs rapports de parenté d'englober la totalité d'un village, voire même plusieurs villages. Comment s'intègrent ces différents groupes de parenté dans le cadre villageois ? Les agglomérats qui se sont établis, reprennent les critères de caste et d'origine. Ils déterminent les contradictions primaires au niveau du village. Celles-ci sont tempérées par le fait qu'il n'existe aucune rupture hiérarchique entre le village et l'administration, et c'est la raison pour laquelle nous ne traiterons pas les rapports village-administration sous une rubrique particulière. L'équilibre interne du village reflète d'une façon permanente les orientations prises par l'administration : une organisation centralisatrice du pouvoir, qui a pour base les rapports de parenté, combinée à une alliance avec la catégorie des originaires anciennement hommes libres ou esclaves, sans pourtant s'aliéner les anciens chefs traditionnels de clan noble, auxquels sont souvent accordés des rôles de relai du pouvoir.

C'est ainsi que l'absolutisme du pouvoir n'est plus limité par des forces extérieures au gouvernement. La pluralité des fonctions gouvernementales diffusées jusqu'au niveau de l'organisation villageoise, opère une cristallisation naturelle en un seul centre autocratique d'organisation et de décision, même si celles-ci sont prises par des personnes occupant une fonction importante dans le système gouvernemental. Le mécanisme de fonctionnement du pouvoir provoquerait ainsi un processus d'entraînement structurel, qui induirait des rapports de production qui secrètent en permanence sa perpétuation, ne permettant pas, tout au moins à l'échelle régionale, la constitution de "contre-pouvoirs" efficaces.

Les migrants sont eux-mêmes pris dans ce mécanisme global; le milieu traditionnel n'est plus dans ce cas un milieu fermé qui absorbe et redéfinit tout ce qui lui vient de l'extérieur, il est lui-même absorbé dans une unité plus grande qui, dans le mécanisme d'entraînement ne nécessite par d'identification préalable à l'unification. L'essentiel se trouve dans l'existence de niveaux de complémentarité internes à la société des originaires. Ceux-ci existent réellement.

En effet, dans le cadre régional, nous pensons qu'il existe deux villages qui induisent "en amont et en aval" un entraînement suffisamment important pour garantir toute intervention, aussi brutale soit-elle, si l'on analyse objectivement ses effets économiques. C'est à dire ceux de la formation du surplus dégagé et de son niveau d'apparition, ainsi que les déperditions d'énergie pour la société nationale par suite des fuites opérées par le système des mécanismes du marché international, où l'argent circule en circuit fermé, comme une vaste redistribution interne sans effet d'entraînement externe, plus fréquemment appelé "transit de l'argent". Ces deux villages, sous réserve d'en connaître d'autres, qui assument cette fonction "politique", seraient BEMANONGA, le village étudié, pour le Delta, et BEZEZIKA pour MAHABO.

*cf 3ème PARTIE, Chap. I p 118, la contradiction principale

3 - VERS UNE UNIFICATION ADMINISTRATIVE ET MILIEU RURAL

o - Introduction

Faible dans son essence, le nouveau pouvoir, puisqu'il ne peut naître qu'en se substituant à l'ancien pouvoir (dont la nature essentiellement religieuse ne fait pas de doute)*, avec l'Indépendance s'originalise en redécouvrant et réactualisant certaines formes de l'appareil politique des anciens rois. L'héritage reçu par la colonisation : ses institutions, son appareil administratif, sa législation seront redéfinis ; parfois, et même souvent, des conseils étrangers prendront la forme d'institutions telles les communes, les coopératives, le syndicat des communes. Les premières et les secondes sont particulièrement inassimilables. En effet, pour la commune, si le "FOKO-NOLONA" entendu d'un point de vue sociologique déborde le cadre du village géographique, si le lignage est effectivement la cellule de base de l'action politique, il y a fort peu de chances pour que les représentants des communes soient absorbables dans le cadre du système politique global. C'est ainsi que nous expliquons l'introversion du village de BEMANONGA par rapport à la commune rurale dont il dépend, ANALAIVA, plus d'ailleurs que par son éloignement géographique. Ce qui serait corroboré par l'extraversion de ce même village avec MORONDAVA, ou même le secteur Nord de MAHABO. Ce fait n'exclut d'ailleurs pas l'utilisation de la commune à l'intérieur du système.

o-- Pouvoir national et redéfinition de certaines institutions

a) Le système communal

Le système communal, très récent, date des années 1959-1960, et correspond dans son principe, à une volonté de décentralisation. Par la mise en place de cet organe intermédiaire, devrait être assurée la médiation nécessaire entre l'administration régionale ou centrale, et les communautés villageoises, afin qu'il y ait une participation directe et constante de la population au développement.

Certaines communes, parce que leurs représentants sont proches du pouvoir central jouent effectivement un rôle déterminant, et dans le cadre communal souvent se manifestent les possibilités d'émergence des représentants des villages ; c'est pourquoi leur évolution est importante à connaître en matière de formation politique. Pour les autres domaines, il semblerait plutôt que les représentants des communes joueraient dans la sous-région qu'ils englobent, le rôle accordé au chef de village au niveau villageois. C'est à dire que leurs fonctions sont essentiellement de surveillance ou d'exécution des travaux "au ras du sol".

L'initiative au niveau de la commune, par l'intermédiaire de propositions de programmes communaux n'apparaît pas clairement dans les interviews que nous avons eues avec ces représentants. Nous n'avons pu savoir précisément ce qu'il en était en matière de gestion des fonds communaux, ni comment elle intervient par rapport à un organisme comme le syndicat des communes, ni à quel niveau se prenaient les décisions d'investissement.

* Nous pensons que cette société subirait actuellement une mutation du religieux vers le politique. Cependant avec l'institution des rois ne disparaît pas pour autant le sens du sacré, d'où l'importance des cérémonies BILO, TROMBA .

En dernier lieu, il semblerait que la répartition des responsabilités dans ce cadre tiendrait compte essentiellement des personnalités en présence. Par contre, tous ces représentants communaux qui exercent une influence dans le cadre villageois (parenté et alliance jouent alors un rôle déterminant pour mesurer en nombre et en intensité cet impact), sont des éléments importants pour favoriser la participation au système politique. BEMANONGA aurait eu vocation à devenir une commune rurale, ayant été chef-lieu de canton à l'époque antérieure. Son rattachement à la commune rurale d'ANALAIIVA est assez paradoxal, pour des raisons de distance tout autant que de densité de population. Ce fait explicite le rôle mineur accordé au fonctionnement de cette commune au profit d'une institution beaucoup plus vivante, parce que plus adaptée à la réalité sociale et politique de la région *, le DYNAM-POKONOLONA, institution d'ailleurs beaucoup plus ancienne.

b) Le DYNAM-POKONOLONA

La convention de MANDABE de juin 1957, qui compte 27 articles, institue officiellement les DYNAM-POKONOLONA sur la Côte Ouest Malgache. Il s'agit bien d'une officialisation**, car cette institution est en réalité beaucoup plus ancienne, et manifestait l'adaptation sociale et juridique des groupes mis en présence à la suite des grands courants migratoires destinés à la mise en valeur de ces régions. Elle constituait une sorte de hiérarchie parallèle par rapport à l'administration coloniale, et déterminait le cadre à l'intérieur duquel les multiples hiérarchies parallèles issues de ces migrations, définissaient leurs droits et devoirs respectifs.

Il faudrait remonter jusqu'en 1901 pour situer l'origine réelle de ces institutions: elles auraient remplacé à l'époque "l'appareil des mpanjaka Rabehava, à la suite d'un soulèvement de clans roturiers, et regroupaient plusieurs villages pour régler les affaires de la communauté". Introduite sur la Côte Ouest en même temps que la culture du riz, elles sont rapidement devenues l'organe de décision des nouvelles communautés interethniques. Dans la région de Morondava-Iahabo, sont implantés des groupes Rabehava, dont l'immigration date de 1905-1910, les motifs des migrations peuvent effectivement être liés au renversement des mpanjaka.

A partir de 1957, de ces institutions émergeront les personnalités politiques marquantes dans les localités où existaient ces institutions. Ainsi, au parallélisme hiérarchique entre administration coloniale et collectivité rurale, se substituera une liaison organique entre cette institution suffisamment ancienne et solide, et le nouveau pouvoir politique. De là s'expliquerait en partie l'alliance entre certains fokos originaires et l'administration locale devenue par la suite l'administration centrale.

Cependant, les DYNAM-POKONOLONA qui furent ainsi officialisés n'étaient pas tous dirigés par la catégorie des originaires.

* Cette analyse demande à être complétée, car il s'agit d'une extrapolation qui, pour s'appuyer sur des données d'enquête objectives et vérifiées, en nécessite pas moins une confrontation dans un contexte régional qui déborde le cadre de l'AMVR proprement dite, et intégrerait l'ancien MENABE.

** cf P. OTTINO, Sociétés Paysannes Malgaches du Bas Mangoky, p 69

En particulier, dans le Delta de Morondava, à BEMANONGA, existe une fraction d'immigrés Antaisaka-Rabehava. Le président actuel du DYNA d'ANALAIVA, également Rabehava, aurait aussi, à cette époque fait partie de ces personnalités émergentes, qui n'avaient guère été alliées au pouvoir étranger durant la période coloniale, et semble conserver, parallèlement tout au moins une certaine influence dans le milieu rural.

Le fonctionnement du DYNA de BEMANONGA témoigne de l'appropriation réelle par l'administration de cette institution, seule véritablement efficace parce qu'intégrée à la société rurale, et issue de cette dernière. Nous ne pourrions en dire autant de celui d'ANALAIVA, qui semble encore constituer une hiérarchie parallèle, comme la fraction du groupe Rabehava résidant à BEMANONGA au niveau du FOKONOLONA. Cette dernière est cependant absorbée dans le système politique global par les fonctions qu'elle exerce dans la commune rurale d'ANALAIVA, ce qui détermine un antagonisme latent entre elle et le nouveau pouvoir, plutôt qu'une contradiction.

Comme l'a fait DURAND, sociologue, en 1959, nous avons étudié le fonctionnement de DYNAM-POKONOLONA de BEMANONGA, en enregistrant les séances qui ont eu lieu durant notre présence au village. Il ressort de cette étude, sur la base de 5 textes, que cette institution est celle qui nous permet d'aborder réellement, et directement les rapports entre milieu rural et administration, et elle démontre une fois de plus l'omniprésence de l'administration dans le cadre rural villageois.

Parmi les affaires qui furent présentées au DYNA, plusieurs sont des litiges interindividuels qui n'ont pu être traités au niveau des FOKONOLONA des villages où résidaient les protagonistes. D'autres, celles qui nous intéressent le plus, concernent plus directement l'organisation collective intervillageoise.

c) Vocation politique comparée de ces deux institutions

La première affaire qui nous intéresse, fait apparaître la concurrence entre les communes rurales et les DYNAM-POKONOLONA. Il s'agissait du passage des boeufs d'une commune à l'autre, pour lequel une autorisation préalable à la mairie devenait nécessaire :

" Nous n'acceptons pas les passeports pour boeufs faits par les fokonolona, dès qu'ils touchent à la frontière de Mahabo. Nous voudrions voir le cachet du maire sur le passeport des boeufs, pour qu'ils puissent passer à Mahabo..."

" Le maire a dit vrai, car lorsque les gens ont le cachet du fokonolona, ils ne prennent plus la peine de passer par le maire, et ils emmènent directement leurs boeufs..."

Et par ce biais, apparaît clairement l'antagonisme commune rurale -DYNAM-POKONOLONA :

" Le fokonolona peut décider tout seul sans passer par le DYNA, par le quartier. Le chef de village peut décider donc dans le canton d'ANALAIVO. Untel est arrivé ici, car il va à BEMASY qui est déjà une autre commune. Dans ce cas, il doit passer par le maire, mais

" auparavant, il doit avoir passé par le fokonolona car il ne doit pas aller directement au maire..."

Ainsi, comme le DYNA, la mairie est une instance supérieure au FOKONOLONA. Cependant leurs attributions ne sont guère délimitées: en effet, le rôle spécifique du DYNAM-POKONOLONA se limitait en principe aux vols et pertes de bœufs, et, par extension et corollairement à cette fonction, à l'établissement des campements, de la circulation des personnes, et des déprédations causées aux récoltes*. Or l'on constate que sont traitées en fait toutes sortes d'affaires qui lui sont soumises, et ses compétences se sont largement étendues au delà de ses fonctions premières. En particulier, tout ce qui concerne les travaux collectifs sur le canal, décisions techniques concernant l'hydraulique, litiges domaniaux et matrimoniaux, vols et pertes de bœufs, conflits d'irrigation. Ces constatations faites par DURAND en 1958 ont été vérifiées lors de notre enquête. Bien plus, le crédit du DYNA est fonction des affaires qui lui sont confiées, et de la participation effective aux réunions. On voit alors très mal comment la commune s'insère dans ce contexte lorsque s'y trouve un DYNA très actif, comme cela semble être le cas à BEMANONGA.

La seconde affaire était un conflit d'irrigation important car il mettait en oeuvre toute la pyramide sociale entendue sous sa forme moderne, c'est à dire un certain nombre de villages, et une fraction importante de l'administration. Il s'agissait des villages concernés par les travaux hydrauliques du Delta.

Cette séance fut intéressante à un triple point de vue:

1 Parce qu'elle a regroupé les principaux agents de l'ancien DYNAM-POKONOLONA tel que le décrivait DURAND en 1958. La "personnalité émergente" dont il était fait mention semble bien être celle contre qui les revendications des paysans allaient en 1967. En 1958, DURAND décrivait ainsi l'institution du DYNAM-POKONOLONA en référence à la personnalité de son vice-président :

"Ce vice-président est en tout cas la cheville ouvrière de l'organisation, et me paraît être très solidement assis. Un essai de manoeuvre contre lui s'est dessiné vers le mois d'octobre dernier, sans doute à la suite de manoeuvres politiques dont je ne connais pas l'origine... Dès qu'il en a eu vent, l'intéressé en a fait l'entrée en matière d'une réunion. Il a posé la question sans fanfaronnerie, et à peu près en ces termes: "J'entends dire que l'on souhaiterait me remplacer. C'est une question qui m'intéresse, parce que je ne suis pas là pour m'amuser, et que j'aurais bien d'autres choses à faire. Qu'on veuille bien examiner la question, je me retire, vous me rappellerez quand vous aurez fini". Aussitôt protestations générales, colère même de certains, et l'affaire s'est terminée par une demi-douzaine de discours dithyrambiques à son égard, et dont certains furent même prononcés par des suspects de l'entreprise de limogeage."

* P.DURAND, Etude sommaire du DYNAM-POKONOLONA dans la région de MORONDAVA-DELTA, in PERIMETRE DE MORONDAVA-DABARA-Etudes préliminaires-Annexes-, 1959, loc cit, 387

" Ils avaient de toute évidence compris que l'heure à laquelle on pourrait obtenir cette fameuse unanimité n'était pas encore venue".

De la même façon furent désamorçées en 1967 les revendications, en laissant à chacun la possibilité de s'exprimer aussi longuement et aussi clairement qu'il l'entendait. Seul un participant arrivé en retard a repris à son compte tous les termes de la revendication. Elle s'est déployée autant qu'il était nécessaire pour qu'ensuite soient contournés les termes mêmes de la revendication au delà de tout rationalisme, l'explication technique n'étant là que pour sous-tendre les rapports politiques qui s'étaient ainsi développés devant l'assemblée présente.

Puis, rapidement, utilisant la tension qui s'était créée contre lui, cette personnalité établit entre lui et l'assemblée une communauté fictive, utilisant le langage de la parenté qui masque les divergences réelles, de sorte que tout se termine dans l'euphorie générale. L'assemblée était gagnée.

2. En second lieu, cette séance est lourde d'enseignement, car elle oppose clairement l'individu qui, en son nom, prétend représenter l'ensemble (type démocratie occidentale), et l'individu qui n'a de sens qu'en référence à sa communauté et qui, parce qu'il sait exprimer les valeurs communautaires (celles de l'identification essentiellement) conclura seul sur ce qui est juste et injuste.

Le principe sur lequel reposait la lutte finale, était celui d'un langage second, qui s'inscrit dans les cadres de la parenté sur lesquels reposent les rapports politiques de cette région et explique en grande partie le rôle mineur accordé à certaines communes qui sont fondées sur un principe d'organisation individualiste, et dont le système d'élection n'est qu'une grossière inadéquation par rapport aux systèmes politiques possibles sociologiquement parlant (les représentants ruraux sont d'ailleurs le plus souvent nommés). En effet le système de représentation n'est efficace que si les représentants (en général ils sont nommés) qui émergent de ces communautés perçoivent ou connaissent leurs réseaux d'interdépendance, et utilisent pertinemment ces mécanismes, pour contourner ces structures, et les entraîner vers un objectif qui leur sera en dernière analyse imposé.

3. Conclusion : Un modèle d'unification possible à travers BEMANONGA-rôle politique spécifique.

Ainsi en partant de cette identité:

" Parce que le FANJAKANA c'est le PEUPLE, sans PEUPLE pas de FANJAKANA et sans FANJAKANA pas de PEUPLE..."

...tout le problème consistera à conclure en un temps donné que cette identité s'est vérifiée dans les rapports sociaux qui se sont établis entre l'autorité et le peuple, quel que soit l'accord qui résulte de cette mise en relation. Voici un exemple de cette progression vers cet "eternal retour" :

" Parce que cette personne n'est pas venue ici avec son titre d'autorité, mais parce qu'il

" se considère comme notre LONGO, votre fils, votre frère, il est convaincu de vous considérer comme des parents..."

" Notre réunion a ici un caractère familial, ne cachez rien... Je ne prends pas la parole ici en tant qu'autorité, mais en tant qu'homme du peuple, je suis cultivateur comme vous l'êtes tous..."

" Ce qui est juste comme de l'or, même si vous le couvrez de boue, il brille toujours. L'or ne peut pas se transformer en argent.

Au temps fort de l'alternative, qui est fautif ? Le responsable accusé répondra :

" Nous (inclusif) sommes également dominés par la nature et les services techniques pour ce qui concerne le manque d'eau..."

Et, jusqu'à la fin, cette inclusion de l'autorité avec le peuple sera maintenue :

" Je suis allé le constater avec quelques grandes personnes..."

- Vous prétendez être quelqu'un, mais toutes ces personnes sont aussi intelligentes que vous ..."

Et enfin l'argument final :

" C'est X qui vous considère comme des personnes inintelligentes, comme des gens qui ne peuvent se faire entendre et doivent être représentées. C'est lui qui a osé vous représenter, il a cru compenser votre inintelligence par la sienne. Quant à vous, fonctionnaires, nous vous respectons. Nous vous devons notre position sociale... c'est vous qui êtes intelligents..."

D- petit, on m'a élevé pour diriger...
..Il n'y a que deux ou trois personnes qui sont à l'origine de cette affaire... Je suis votre frère cadet, vous nous avez placé à notre position, comment oserions-nous vous marcher dessus ? Morts nous serons ensevelis ici. Ici nous ne vous dominons pas, nous sommes de même niveau..."

4. En dernier ressort, cette séance a mis en évidence la double nature des conflits d'irrigation, dont nous avons parlé dans le précédent § (Chap. II, 1), qui fait intervenir dans son explication les rapports interethniques, pour lesquels il s'agit moins de conflits raciaux, comme cela est souvent présenté encore actuellement, que de rapports spécifiques d'interdépendance et de complémentarité qui se sont établis au cours du temps. Car l'existence des DYNAMI-POKONOLONA dans le cadre rural intervillageois avant leur officialisation indique qu'une synthèse originale s'était établie, tenant compte dans son fonctionnement, des multiples combinaisons des structures sociales mises en présence par le phénomène des migrations. Ces institutions étaient en même temps une réponse à la politique de la colonisation dans son action externe sur ces structures.

Le schéma ci-dessus serait donc valable pour la période avant 1958, et montre qu'il existait une rupture de couplage entre l'administration nationale assimilée au pouvoir étranger, et le milieu rural. Actuellement, au schéma 1, on pourrait substituer le schéma 2 qui montre l'association entre l'étranger et la nouvelle formation politique, qui comprend l'ancienne administration nationale, et de nouveaux éléments, qui dans cette région, appartenaient au pouvoir rural autrefois séparé. Le niveau d'organisation politique réel est le DYNA, qui dans la majeure partie des cas absorbe le pouvoir des fokonolona. L'impact politique réel étant par induction le lignage, il y a un entraînement structurel suffisant pour maintenir l'indissociation.

Ainsi s'explique la position stratégique du foko S_3 dans le Delta de Morondava : en tant que président du DYNA, il est l'interlocuteur de l'administration, et en même temps il est au niveau villageois et intervillageois le médiateur des foko originaires pour le maintien de leur droits fonciers, c'est à dire des termes de l'alliance à son origine. L'intégration verticale est assurée tant que se perpétueront les rapports sociaux interethniques à travers le fonctionnement du DYNA. L'intégration horizontale se fait naturellement si les foko-parents co-résidents entretiennent des relations avec leur LONGO, ce qui est effectivement le cas pour S_3 , et qui est renforcé par le fait que ces segments de lignage exercent une fonction administrative similaire dans leur cadre régional respectif (à l'intérieur de l'AMVR).

Dès lors, le FOKONOLONA, entendu dans son sens strictement géographique, ne peut être défini qu'en référence à cette armature qui constitue effectivement l'appareil administratif et politique de la région, complété par l'organisation des syndicats des communes et de ses représentants de quartier. Parfois, son autonomie peut être recherchée, et se constituent alors des unités sociales restreintes, qui découvrent un système d'organisation sociale indépendant, et dont les formes d'organisation varient suivant les cas *. C'est pourquoi il existe parfois une dissociation entre fokonolona et DYNA et nous voyons pourquoi le crédit du DYNA est en grande partie fonction des affaires qui lui sont présentées, et du nombre de représentants qui y participent.

o - Le FOKONOLONA

Introduction:

L'organisation des fokonolona date de 1910-1920, époque à laquelle sont créés sur la côte les FOKON-TANY. Cette réglementation n'était pas l'effet du hasard, ni même la superposition d'un système administratif importé, ni la pure généralisation des fokonolona en Imerina, elle s'est élaborée à partir de l'étude de la cellule de base sur laquelle reposait la société traditionnelle de l'époque.

Sur la Côte Ouest, c'était la famille groupée autour du "HAZOMANGA", elle vivait sous l'autorité incontestée du père. Cette unité, restreinte au départ, s'est développée, et selon une loi inéluctable, des foyers se sont créés à côté du foyer ancestral, des branches sont nées, qui tout en restant en contact avec le foyer

* Il serait intéressant de connaître les modalités d'organisation socio-politiques même restreintes, car ce sont ces formes d'organisation, y compris les DYNA, qui, unifiées, ou parce qu'on tient compte de leur non-unification agissent la participation.

primitif, ont cependant vécu de leur vie propre. Ils ont alors formé les éléments constitutifs de la tribu.

Ces groupes dispersés sur de vastes étendues formeraient une réelle unité, maintenue par des liens familiaux et leurs intérêts communs. Le souci de l'administration coloniale a donc été de reconnaître et délimiter ces unités de base, afin de circonscrire un espace territorial, qui formerait une communauté de petits hameaux, répondant par cette appellation de "FOKON-TANY" à la réalité, car il s'agissait bien de regrouper ces unités restreintes et dispersées, pour les insérer dans l'ensemble administratif qui réglerait leurs droits et devoirs respectifs, les constituant ainsi en villages.

Ainsi, l'idée directrice qui a présidé à l'organisation des "FOKON-TANY" a été de prendre en considération l'unité sociale existante, et de la poser, de lui donner son caractère institutionnel garant de la stabilité, où toute évolution ou transformation serait soumise à la politique de mise en valeur du système colonial. Cependant, comme toute institution, celle-ci évolue et se transforme selon sa logique propre. Dans le cas particulier des villages, le fait d'avoir étudié avec soin l'unité opérationnelle de base que fournissaient les organisations sociales traditionnelles, est un préalable à l'intégration de ces unités dans un ensemble administratif plus large, mais il n'est pas suffisant et ne la garantit pas.

Ces organisations s'inscrivaient en effet dans un ensemble plus ou moins structuré, hiérarchisé, au sommet duquel les "MPANITO" ou rois, les "MPANJAKA" ou seigneurs exerçaient un certain pouvoir de nature essentiellement religieux. L'administration coloniale n'a pas cherché à évincer les chefs traditionnels, mais plutôt par une alliance à fonder une communauté d'intérêt, lui permettant ainsi de les utiliser comme médiateur de son pouvoir, sans toujours considérer la complexité de la structure du pouvoir dans la société traditionnelle, où certains groupes exercent un pouvoir occulte mais réel.

La médiation des chefs traditionnels n'a pas donné les effets escomptés, et cette unification recherchée a abouti aux effets contraires, ce que l'on peut expliquer par les structures sociales des originaires dispersés à l'intérieur d'espaces mal délimités, où ils reproduisaient à petite échelle les droits et le pouvoir des anciens rois. L'association de l'étranger avec les structures modernes de la société permet bien au contraire la reconstruction de cette "superstructure" qu'était l'appareil aristocratique et militaire des anciens rois. L'impact politique introduit entre les lignages une nouvelle hiérarchie, manifestée par les multiples fonctions qui leur sont accordées dans cette nouvelle structure, en plus du renforcement de leurs droits fonciers qui ont permis une différenciation sociale par le système de l'alliance pour la mise en valeur.

C'est pourquoi l'étude comparée des organisations sociales des villages de BEMANONGA et TANANDAVA montre pour le premier qu'il n'existe pas de FOKONOLONA au sens géographique du terme, pour le second, que quand il existe un FOKONOLONA, on peut certainement affirmer que le village, parce qu'il était relativement homogène, formé

* Il s'agit essentiellement de droits fonciers, le monopole du commerce étant passé de fait à l'étranger, tandis que progressivement le gardiennage de boeufs passera aux migrants.

entièrement de migrants ou de descendants de mariages migrants-originaux, a reconstitué une unité : c'est le cas pour TANANDAVA, dans ce qui est l'Association, où se prendront les véritables décisions.

Cette association pour signifier un refus du système global, n'est pas un groupe de pression efficace, car le système politique compose également avec ce facteur de désintégration pour renforcer son contrôle, comme il le fait avec d'autres facteurs non moins importants tels que l'idéologie . (cf schema p 139bis)

a) BEMANONGA

Des définitions du FOKONOLONA nous ont été données , au cours des discussions avec les habitants de BEMANONGA.

Elles peuvent être formelles:

" Le fokonolona est formé des gens les plus âgés dans le village, et l'on réunit le fokonolona quand il y a des choses importantes à discuter, ainsi l'on peut réaliser ce qu'il a décidé après mûres réflexions ; c'est son rôle principal. Ensuite, si quelqu'un veut acheter une terre, le fokonolona doit être présent. Des discordes éclatent, le fokonolona doit les réconcilier: ainsi il doit faire son devoir si des boeufs mangent des cultures. Si l'on compte faire des demandes au fanjakana, le fokonolona doit d'abord être consulté."

Pour le prix du KABARO, du riz, c'est lui qui signe, fait la demande en d'autres termes..."

"Le fokonolona a pour rôle d'administrer et guider le village. Des enfants se disputent, il doit les réconcilier ; des boeufs broutent les cultures, le propriétaire des boeufs est fautif, on fait appel au fokonolona qui répare l'affaire ; si quelqu'un se rebelle, le fokonolona fait pression. On appelle le fokonolona quand il y a des étrangers dans le village, et c'est toujours lui qui prépare l'accueil pour les envoyés du fanjakana. Le fokonolona doit tout voir ce qui se passe dans le village.

...ou bien, elles indiquent la nécessité pour le Fanjakana d'utiliser cet organe :

" Il est évident que le pouvoir est lourd à porter, et il est très important aux yeux du Fanjakana et de la jeunesse. Le Fanjakana veut un fokonolona, et surtout dans les villages guidés par lui ..."

...Ou encore, en matière de droits fonciers, les définitions impliquent l'indissociation entre étranger, administration, et originaux présents au village :

" ...on ne voit toujours pas les partages du fokonolona, en tout cas, on ne nous prévient pas..."

[à propos de la répartition foncière consécutive à l'aménagement du canal D]

- " C'est une terre des vazahas, à présent, le fokonolona se fait rouler par les savants, alors qu'il nous domine tous..."
- " On ignore comment le fokonolona deviendrait propriétaire lui, mais en fait trois personnes le sont, trois personnes deviendraient donc le fokonolona propriétaire de cette terre..."

L'image "trois personnes" (les fonctionnaires), qui sont devenues le fokonolona propriétaire de cette terre, est assortie de cette nouvelle affirmation:

- " A propos des baiboho, depuis que je suis ici, ce sont les propriétaires (ZANA-TANI) et ceux qui n'ont pas de terre qui se les sont partagées, mais le fokonolona n'est pas intervenu là-dedans..."

Ces textes nous renvoient une image du pouvoir tel qu'il est exercé dans le village : le fokonolona est un rouage de l'administration ; tantôt le terme de fokonolona est pris dans ce sens, tantôt il est conçu comme un organe de décision et d'arbitrage au niveau du village, mais même dans cette description idéale de son rôle, on ne lui attribue qu'une autonomie restreinte, à l'intérieur d'un appareil administratif plus vaste.

b) TANANDAVA

Le village de TANANDAVA, à l'opposé de BEMALONGA, est un exemple d'affirmation d'une unité organisationnelle au niveau du village, dont le but est d'absorber ou de redéfinir toutes les interventions des services techniques ou administratifs. Les règles sociales de participation à l'association sont manifestées symboliquement à travers le culte des morts, en introduisant une clause d'exclusion pour la catégorie des fonctionnaires qui, n'étant plus maîtres de leur emploi du temps, ne peuvent se libérer pour participer aux cérémonies funèbres. Une participation financière importante est exigée des membres de l'association en cas d'absence, "en vue de renforcer l'alliance", et l'absence doit toujours être justifiée.

Cependant, cette autonomie et cette liberté, affirmées dans tous les aspects de la vie du village, organisation de l'entraide, de la distribution de l'eau, prises de décisions, organisation de la solidarité à l'intérieur de la communauté, n'auraient qu'un effet modérateur du pouvoir dans un contexte de domination. Il existe certainement dans l'AMVR de Morondava des villages ou campements qui filtrent ainsi toutes les interventions de l'administration ou des services techniques, et dont la fermeture ou l'intervention ne sont qu'apparentes dans la mesure où le chef de village, et quelques autres représentants nommés par la communauté assurent la fonction d'interlocuteur pour tout ce qui concerne les rapports avec l'administration.

o - CONCLUSION :

Les communes qui regroupent les représentants des villages sur un critère de découpage administratif selon certaines limites

géographiques deviennent un cadre de représentation hétérogène. Elles occupent une fonction latente de récupération au delà de leur fonction reconnue, quand elles ne sont pas un moyen d'émergence politique.

Il s'agit d'établir une complémentarité autour d'une idéologie "nationaliste", elle-même sous-tendue par les rapports sociaux, et le langage de la parenté devient un voile jeté sur les divergences réelles des représentants (en général les notables ruraux). De sorte que sont résorbées les structures antagoniques qu'induirait par la parenté et la génération ces mêmes notables ruraux en organisations parallèles "d'utilité publique".

Le véritable niveau d'organisation politique reste le DYNAM-POKONOLONA, dont la vocation continue d'être celle de maintenir les rapports sociaux interethniques. Certains Dyna soutiennent le pouvoir des originaires, d'autres ont été déplacés (celui d'ANPASIM-BEVIHY vers MAHABO), celui d'ANALAIVA reste à étudier, mais il semble être sous l'emprise des migrants ; son président, Antaisaka-Rabehava serait une personnalité émergente, qui était à BEMANONGA avant 1962, et jouissait d'un grand crédit sur une fraction importante de la population, surtout sur les migrants.

L'organisation sociale de BEMANONGA est spécifique dans la mesure où elle est un modèle réduit où se manifeste sans cesse l'interférence des hiérarchies qui s'annulent face au pouvoir central. Si BEMANONGA joue le rôle politique que nous avons décrit précédemment, c'est parce qu'il contient effectivement les contradictions secondaires contenues dans les multiples formes d'organisation sociale de la région. La ventilation des fonctions exercées par chacun des représentants dans le village pourrait s'expliquer à travers l'évolution des rapports sociaux interethniques qui constituent ces contradictions secondaires.

*

* *